

THÈSE DE
CAEN.

18
N^o.

FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

LES COLLÈGES D'ARTISANS

EN DROIT ROMAIN

DES EFFETS DE L'OCCUPATION MILITAIRE

DANS LA GUERRE CONTINENTALE

EN DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le Jeudi 1^{er} Juin, à 3 h. 1/2

PAR

LOUIS-ÉTIENNE-HENRI JOLY

Avocat

CAEN

IMPRIMERIE-RELIURE DE V^{ve} A. DOMIN

Rue et Cour de la Monnaie

1893

FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

LES COLLÈGES D'ARTISANS

EN DROIT ROMAIN

DES EFFETS DE L'OCCUPATION MILITAIRE

DANS LA GUERRE CONTINENTALE

EN DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA GRANDE SALLE DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le Jeudi 1^{er} Juin, à 3 h. 1/2

PAR

LOUIS-ÉTIENNE-HENRI JOLY

Avocat

CAEN

IMPRIMERIE - RELIURE DE V^{ve} A. DOMIN

Rue et Cour de la Monnaie

1893

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

MEIS ET AMICIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548616_0082

JURY D'EXAMEN

MM. LAISNÉ DESHAYES, *Professeur*, **Président de la Thèse.**

JOUEN, *Professeur.*

CABOUAT, *Professeur.*

CARRÉ DE MALBERG, *Agrégé.*

LES COLLÈGES D'ARTISANS

EN DROIT ROMAIN

DES EFFETS DE L'OCCUPATION MILITAIRE

DANS LA GUERRE CONTINENTALE

EN DROIT FRANÇAIS

DROIT ROMAIN

PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE DES COLLÈGES D'ARTISANS

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION

Être naturellement faible, exposé par suite de cette faiblesse même et des conditions dans lesquelles il est appelé à vivre à une foule de dangers et de chances de destruction, instruit par l'instinct de la conservation, et le spectacle de la nature, l'homme a dû avoir de bonne heure la pensée de s'associer à ses semblables pour sauvegarder son existence ; plus tard, il a généralisé cette idée pour l'appliquer à toutes les manifestations de son activité.

Mais l'association corporative, qui est née d'une différence de situation de fortune et de capacité entre ouvriers et patrons, de la nécessité pour ces

derniers de se grouper pour remédier à leur état d'infériorité vis-à-vis des premiers, de ce sentiment si naturel qui pousse des intérêts de même nature à s'associer, ne dut faire son apparition qu'assez tard dans l'histoire des peuples : ce n'est que sous la pression de besoins croissants, sous l'influence des progrès de la civilisation, lorsque l'homme se vit dans l'impossibilité de se suffire à lui-même, qu'est devenue nécessaire la création d'une classe à part, destinée à pourvoir aux besoins de tous, la classe ouvrière, et, presque aussitôt, son organisation en corporations.

Ce sont ces corporations, plus spécialement les collèges d'artisans, dont nous nous proposons d'étudier les origines et les destinées dans le monde romain ; cette étude intéressante nous montrera quel mal peut faire à l'industrie la tutelle de l'État, la réglementation à outrance, qui tuent l'initiative individuelle, la concurrence et suppriment la classe moyenne : or, ce sont là les principaux, les vrais agents de progrès pour l'industrie.

L'histoire des races primitives ne nous fournit aucun renseignement utile ; on ne connaissait guère que l'association sous la forme commerciale (Hébreux et Phéniciens), ou sous la forme d'associations de bienfaisance (Esséniens).

Arrivons, sans plus tarder, à des données plus certaines sur un peuple auquel Rome a beaucoup emprunté : la Grèce.

Laissant de côté les récits fabuleux d'Homère, qui semblent cependant représenter le travail

manuel comme jouissant d'une certaine faveur, puisque les héros grecs eux-mêmes ne dédaignaient pas de s'y livrer, et la légende suivant laquelle Thésée passe pour avoir le premier rangé les artisans dans une catégorie spéciale, les *δημιουργοι*, constatons que Solon les plaça dans la dernière classe avec les mercenaires, mais leur concéda la faculté de s'élever au-dessus de leur condition, et d'arriver dans les classes supérieures par leur travail.

Thémistocle, pour attirer les artisans à Athènes, fit décider qu'ils y seraient exempts de tout impôt; et Périclès, pour honorer le travail, faisait enterrer ceux qui étaient morts à l'armée à côté des premiers citoyens: Ne rougissons pas de notre pauvreté, disait-il. — Ce qu'il y a de déshonorant, c'est l'oisiveté, et non la pauvreté (*Thucydide*, liv. II, chap. XL).

Mais la suprématie guerrière de Sparte, les idées pratiques, exclusives et méprisantes qui faisaient le fonds de sa constitution, eurent bientôt fait disparaître ces idées libérales et justes: à Sparte, on ne travaille pas, parce que le travail est indigne d'un homme libre. Cette fière cité réussit à faire pénétrer ses idées dans toute la Grèce, où l'on finit par proclamer que l'homme libre, le vrai citoyen, ne doit avoir d'autres soucis que la guerre où la vie politique: lui seul a le loisir, la culture, l'instruction nécessaires pour remplir une tâche aussi lourde: l'homme qui travaille, l'artisan, en serait incapable. Et le vrai citoyen, c'est celui qui a part

à la puissance publique, celui qui a droit à *μετεχειν κρείστος καὶ ἀρχῆς*, comme dit Aristote (*Polit.*, III, 1, § 4).

On alla même plus loin : le travail manuel, dit-on, et, en général, toute occupation qui a pour but le lucre, abaisse l'intelligence, altère les sentiments et développe l'égoïsme. Xénophon a écrit sur ce sujet un passage fort curieux (*Économ.*, IV, § 2 et 3) : entre autres reproches adressés aux métiers manuels, il les accuse de produire une profonde et regrettable indifférence pour les affaires de l'État, une absolue impossibilité de s'en occuper : reproche grave dans la bouche d'un Grec. Il fait cependant une exception, comme on en faisait une à Rome, en faveur de l'agriculture.

Aristote déclare que jamais l'État modèle ne donnera la qualité de citoyen à un manouvrier, à un *βαναισος*.

Certes, il y avait dans ces exagérations même un fond de vérité : il est très désirable, et même très nécessaire, qu'il y ait dans la société un partage des fonctions, et que les travaux matériels soient abandonnés à une classe spéciale d'hommes placés en dehors de la cité, afin de permettre à d'autres, aux citoyens, de s'occuper des choses plus élevées, comme les affaires de l'État. Mais c'était une grande erreur, au point de vue social et humanitaire, que de croire que cette classe spéciale devait être tenue dans un état de servitude, et on ne peut que trouver bien puérile la raison qu'en donnaient les Grecs : d'après eux, les autres peuples étaient d'une nature inférieure à la leur, et faits pour obéir, pour être

esclaves, tandis qu'eux étaient appelés à être libres, à commander (Aristote. I, 2; VII, 6, § 4. — Platon, *Rép.*, V, p. 469).

Nombreux étaient les esclaves, en Grèce; la plupart des occupations manuelles leur étaient confiées; les plus pauvres maisons en avaient un ou plusieurs. Ils travaillaient soit isolément, soit réunis dans des fabriques, sous la surveillance d'un contre-maître *ἐπίτροπος*, esclave lui-même ou affranchi, qui devait rendre compte à son maître de sa mission (Démosthène c. Aphobos, I, § 9; — Œschine c. Timarque, § 95). Souvent même, on tirait parti de ses esclaves en les louant à ceux qui pouvaient en avoir besoin. Plus ou moins bien traités, suivant le plus ou moins d'habileté exigée par le métier qu'ils exerçaient, ils passaient pour jouir d'une situation assez douce à Athènes (Démosthène, *Philipp.*, III, § 3) : malgré tout, ces belles paroles d'Alcidamas étaient devenues un non sens : *Ἐλευθέρους ἄφηκε παντας θεος οὐδέναι δοῦλον ἢ φύσις πεποίηκεν* (*Collection des Orateurs Grecs*, publiée par Baiter et Sauppe, II, p. 154).

C'est dans la république athénienne que l'industrie paraît avoir été la plus favorisée : on admettait dans les manufactures des hommes libres, même des citoyens, ce qui permettait l'émulation, plus d'habileté, plus d'invention, et, par conséquent, une plus grande prospérité. On exemptait de la patente, que devaient payer les étrangers, petits commerçants, les citoyens qui exerçaient la même profession : on accordait l'action d'injures, la *γραφὴ κακηγορίας*

contre ceux qui reprochaient à un citoyen l'argent gagné sur le marché. Solon obligeait riches ou pauvres à travailler ; il donnait mission à l'Aréopage de rechercher de quoi vivait chaque citoyen, et, sans aller aussi loin que les lois de Dracon, qui prononçaient dans ce cas la peine de mort, il édictait certaines peines (entre autres, l'infamie) contre ceux qui vivaient dans la mollesse et l'oisiveté : en même temps, il concédait aux artisans, pour attirer dans leur classe le plus possible de membres, les droits civiques essentiels (*Plutarque*, Solon, chap. xxii), contrairement à ce qui se passait dans les oligarchies.

Mais l'estime due aux travailleurs n'allait pas plus loin.

Les Grecs connaissaient l'association sous des formes très variées ; citons avec Gaius les sociétés commerciales (*εἰς ἐμπόριον οἰχόμενοι*) — funéraires, — de table, — religieuses ; enfin, des sortes d'associations de secours mutuels, les *Eranistes*, qui assurent des ressources à leurs membres lorsqu'ils sont dans le besoin (Loi 4, Dig., XLVII, 22).

L'organisation de la plupart de ces associations est très compliquée, très complète, et se rapproche beaucoup de celle des corporations romaines : elles ont un président, un secrétaire, un trésorier, un syndic ou procureur.

Leurs règlements ont force de loi, pourvu qu'ils ne contiennent rien de contraire à la législation en vigueur : *His autem potestatem facit lex*, dit Gaius (Loi 4, Dig., XLVII, 22), *pactionem quam velint sibi*

ferre, dum ne quid ex publica lege corrumpant. Elles jouissent encore d'un autre privilège : au cas de procès, pourvu qu'il soit relatif à l'objet de leur constitution, les délais de procédure sont beaucoup abrégés ; le délai maximum est de 1 mois (*Attische process.*, p. 541).

Les idées romaines ne diffèrent pas beaucoup sur ce sujet des idées grecques ; le travail manuel est laissé aux esclaves, toute profession qui a pour but de gagner de l'argent est méprisée, et seul est noble et digne d'un citoyen le métier des armes. *Omnes opifices in sordida arte versantur*, écrit Cicéron (*de Off.*, I, 42), *nec enim quidquam ingenuum potest habere officina.* Si quelques auteurs honorent le travail, ce ne sont que des opinions isolées, et encore faut-il remarquer qu'ils vivaient (Stace, Lucain, Sénèque), à une époque relativement récente, alors que les idées étaient en progrès, sous l'influence des doctrines philosophiques et chrétiennes. C'est ainsi que Dion Chrysostome met un ouvrier utile au-dessus d'un rhéteur à la parole dorée et vaine.

Mais, tant que dura l'esclavage, ces idées subsistèrent et rendirent impossible la réhabilitation du travail, que des considérations pratiques, telles que la soumission forcée de l'ouvrier servile, la faculté de le dresser pour un but déterminé, le prix infime de la main-d'œuvre, tendrônt toujours à retarder.

Et, en revanche, que d'inconvénients ! que de maux sociaux ! Nous allons pouvoir les constater dans cette étude des corporations romaines d'artisans ; nous allons assister à leur naissance, à leur

développement sous le régime de la liberté complète; puis, nous verrons se produire une bizarre évolution : sous l'influence des tendances aristocratiques et du despotisme impérial, écrasée sous la masse pesante de règlements très sévères, la corporation devient une institution d'État, un corps obligatoire, dans lequel on peut entrer, mais d'où il n'est pas permis de sortir.

Cette déplorable politique eut pour résultat de tuer toute concurrence, toute initiative privée, et du même coup l'industrie, car il n'est pas pour elle de plus importants, de plus puissants facteurs de prospérité et de progrès.

CHAPITRE II

LES COLLÈGES D'ARTISANS A L'ORIGINE ET SOUS LES ROIS

La question de l'origine des corporations romaines est restée fort obscure ; les témoignages étant contradictoires sur ce point, il est nécessaire de choisir entre eux.

Si l'on en croit Gaius (Loi 4, Dig., XLVII, 22), la corporation romaine a une origine grecque ; d'autres en font une institution sabine ; d'autres, enfin, y voient un débris de la civilisation étrusque.

Denys d'Halycarnasse (*Antiq. rom.*, IX, 25), prétend que, dans les premiers temps de Rome, il ne fut permis à aucun citoyen de se livrer au commerce et à l'industrie. Cicéron, dans le même sens, ne fait pas remonter au-delà de la loi des XII Tables l'apparition des collèges d'artisans.

D'un autre côté, que voyons-nous ? L'existence des corporations sous les rois nous est affirmée par Tite-Live (I, 43) ; Pline l'Ancien (*Hist. nat.*, XXIV, 1, XXV, 46) ; Florus (I, 6) ; enfin, par Plutarque (*Numa*, n° 17). Macrobe ne parle que des collèges de prêtres (*Sat.*, I, 16). D'après le récit de Plutarque, lorsque Numa fut appelé à succéder à Romulus, après un interrègne d'un an, il n'y avait pas encore, pour ainsi dire, de nation romaine, mais un ensemble d'éléments très divers, entre lesquels avaient lieu

des querelles et des débats continuels. Quand on veut, dit Plutarque, unir des corps solides, dont la nature s'oppose à une fusion, on les brise, on les réduit en petites parcelles qui s'incorporent facilement. Numa suivit cet exemple et distribua le peuple entier en plusieurs corps de métiers: *Musiciens, orfèvres, charpentiers, teinturiers, cordonniers, tanneurs, forgerons, potiers de terre*. Plutarque ajoute un 9^e collège dans lequel il range tous les artisans qui ne faisaient pas partie des huit autres. (On se demande, vu la simplicité des mœurs primitives, à quel besoin pouvait répondre la création d'un corps d'*orfèvres*: il est probable qu'ils ne travaillaient que pour orner les temples et les statues des dieux.)

C'est aussi la division qu'indique Pline (*Hist. nat.*, liv. XVIII, ch. xi): *ærarîi, figuli, tubicines, aurificines, fabri tignariî, tinctorès, sutores et fullones*; il établit même une sorte de hiérarchie entre les collèges, donnant, par exemple, le 3^e rang aux *ærarîi*, le 7^e au *figuli*.

Quoique cette division ne comprît pas tous les corps de métiers nécessaires à la vie, elle devait renfermer la presque totalité de ceux exercés à Rome à cette époque, car ils devaient être peu nombreux chez un peuple qui ne s'occupait guère que d'agriculture et d'art militaire. N'oublions pas non plus que, pendant longtemps, et surtout à l'origine, on faisait faire chez soi beaucoup de travaux par les esclaves et par les femmes: ainsi, au dire de Pline (*loc. cit.*), jusqu'en 580, il n'y eut pas de cor-

porations de boulangers à Rome, et cependant c'est une des corporations qui acquièrent dans la suite le plus d'importance : l'absence des ouvriers en fer s'explique aussi, par ce fait que le fer ne fut travaillé que très tard dans le Latium ; primitivement, on ne connaissait que l'airain (Mommsen, *Römische Geschichte*, t. I, p. 260 ; trad^{on} Alexandre).

Nous nous rangerons à l'opinion généralement adoptée qui attribue à Numa l'organisation, la réglementation des corps de métiers. Nous employons à dessin ces deux mots, et non celui de *création* : il nous semble très probable qu'il n'a fait que consacrer un état de choses préexistant, qu'autoriser, régulariser, en quelque sorte, ce que les traditions, les usages avaient créé. Ces traditions, nous les avons indiquées déjà : les Sabins (Heineccius, *de Collegiis et corporibus opificum*, § 7) ; les Étrusques (Dirksen, cité par Mommsen, *de Collegiis*) ; les Crecs (Gaius, loi 4, XLVII, 22 ;— Mommsen, *id.*, II, § 3), connaissaient l'association sous des formes très variées, entre autres, la forme corporative : d'ailleurs, on peut le dire, il n'est pas étonnant que la loi n'ait pas reconnu, dès le début, les corporations : en général, elle ne crée pas, elle ne fait que consacrer ce qui existe : elle suit les mœurs, elle ne les dirige pas.

D'autres considérations, encore, expliquent la naissance des corporations : les nécessités sociales, qui interdisent à l'homme de rester seul, sous peine de rester sans droits ; enfin, le caractère religieux qu'ont présenté, à leur origine, toutes les institu-

tions à Rome (Fustel de Coulanges, *Cité antique*, introduction) : le lien religieux fut le premier qui unit les membres des associations ouvrières.

On a prétendu que Tullus Hostilius supprima les collèges industriels, et que Servius Tullius les rétablit : on s'appuie sur un texte de Florus (I, 6) : *ab hoc populus romanus..... collegiis distributus*. Comprendre ainsi ce texte, c'est méconnaître le vrai caractère de la réforme de Servius Tullius, qui n'a été qu'une *réforme militaire*. S'il s'est occupé des artisans, ce n'est pas pour opérer un classement d'après la profession de chacun, mais pour assurer le recrutement des ouvriers dont le concours est nécessaire à la guerre : il faut bien des ouvriers pour fabriquer des machines de guerre, il en faut pour les transporter : c'est le génie, le train des équipages. — Un texte de Tite-Live (I, 53), vient confirmer cette opinion : d'après lui, Servius Tullius adjoignit à la première classe deux centuries, celle des *fabri tignarii*, et celle des *fabri ærarii*, et il ajoute : *Datum munus ut machinas in bello facerent*.

Nous en avons encore une preuve dans ce fait qu'il rangea dans la dernière classe, à côté des prolétaires et des *capite censi*, dans la classe de ceux que l'on juge indignes de porter les armes, tous les autres artisans. On voit que, dès cette époque, on maintenait l'artisan dans un état d'infériorité qui dénotait, chez les Romains, ce même mépris pour le travail manuel que nous constatons en Grèce.

Tarquin le Superbe fut un destructeur : il sup-

prima un certain nombre d'associations; mais la décision royale ne visait pas les corps de métiers, quoiqu'en dise Heineccius. Denys d'Halycarnasse, qui nous l'a transmise, énumère les associations qui en ont été l'objet, les *vicani*, les *pagani*, leur caractère politique qui les faisait considérer, à tort ou à raison, comme dangereuses, explique cette mesure violente et nous autorise à conclure que les autres furent épargnées, probablement à cause de leur utilité.

En même temps, Tarquin, méprisant les ouvriers indigènes, grossiers et inhabiles, faisait venir d'Étrurie des étrangers auxquels il confiait l'exécution des grands travaux de Rome (Tite-Live, I, 56). Cette mesure irrita contre lui la classe ouvrière qui commençait déjà à avoir une certaine importance, et, peut-être, son influence a-t-elle été pour quelque chose dans la révolution qui aboutit à la chute de la royauté.

CHAPITRE III

LES COLLÈGES D'ARTISANS SOUS LA RÉPUBLIQUE

Cette époque fut beaucoup plus favorable que ne l'avait été la précédente au développement des corporations.

Valerius Publicola, l'un des fondateurs de la République romaine, fit une proposition de loi tendant à dégrever les artisans pauvres des lourds impôts qui pesaient sur eux (Plutarque) et la loi des XII Tables (dont Gaius rapporte le texte dans son *Commentaire* sur cette loi : loi 4, Dig., XLVII, 22 ; — Giraud, *Enchiridion, Loi des XII Tables*, VIII, f^t 28), proclament le principe de la liberté d'association : *His autem potestatem facit lex pactionem quam velint sibi ferre, dum ne quid ex publica lege corrumpant*. Cette législation libérale fut le point de départ de la création d'un grand nombre de collèges : les barbiers apparaissent en 454, les boulangers vers 580 (Pline, XVIII, 11 ; — Humbert, la condition des ouvriers libres à Rome, *Rec. de l'Ac. de législ. de Toulouse*, t. XVII, p. 395).

Que cette disposition soit empruntée à la législation de Solon, comme l'affirme Gaius, c'est très possible, étant donné ce que nous savons (V. ch. I) sur la législation d'Athènes, où l'on estimait le travail, l'industrie et le commerce : mais, quoique Rome ait beaucoup emprunté à la Grèce, même avant la

conquête, il ne faut pas en conclure que les deux peuples aient eu des lois semblables : ils avaient un esprit trop différent, et, à cette différence de vues, correspondait naturellement une différence de législation, les deux se tiennent : protection intelligente à Athènes, lourde et embarrassante tutelle à Rome.

Il ne semble pas que cette sage disposition ait beaucoup amélioré la situation des artisans ; on en fait toujours peu de cas, on les supporte plutôt, parce qu'ils sont utiles. Comment pouvait-il en être autrement lorsqu'on songe que le Romain primitif, plus encore qu'aucun peuple jeune, est, avant tout, un guerrier, un citoyen, un agriculteur ; quand on entend Brutus, revenu à Rome pour soulever le peuple contre les Tarquins, mettre en avant cet argument sur lequel il insiste assez longuement : Tarquin a forcé des citoyens à travailler : *Opifices et lapicides pro bellatoribus factos* (Tite-Live, I, 59) ; lorsqu'on voit dans les comédies de Plaute tourner en ridicule les boutiquiers et, en général, tous ceux qui se livrent à un métier manuel (Avant-propos du *Mercator*, par M. Naudet).

Toutes ces idées et ces tendances se résument dans ce vers superbe de Virgile :

Tu regere imperio populos, Romane, memento.

Écrasée sous le poids de la réprobation publique, l'industrie ne pouvait progresser : les artisans ne jouissent pas du titre de citoyens, puisqu'on va jusqu'à leur refuser le droit de porter les armes. Ce n'est que dans les situations désespérées, lorsqu'il

devient impossible de se passer d'eux, comme au cas de tumulte, d'invasion des Barbares (les Gaulois), qu'on veut bien se rappeler leur existence, qu'on a recours à eux, qu'on les arme : alors seulement ils commencent à compter, et encore, uniquement parce qu'ils font nombre (Tite-Live, VIII, 20).

Un obstacle nouveau allait se dresser pour entraver encore le développement de l'industrie et des corporations : avec les conquêtes de Rome naquirent les grandes fortunes, et elles entraînèrent avec elles une révolution dans ce que nous appelons le « train de maison. » Alors apparurent ces véritables armées d'esclaves que les riches entretenaient sur leurs domaines, et qui exerçaient les professions les plus variées : domestiques, régisseurs, agriculteurs, artisans ; quelques-uns même étaient fort habiles (Plutarque, *Vie de Crassus*).

Écrasés par la concurrence servile, manquant de capitaux, car ce n'est guère qu'à l'époque des Scipions, après les guerres puniques, que Rome connut le luxe (dont l'industrie, d'ailleurs, ne retira pas grand profit, puisque les esclaves exerçaient à peu près toutes les professions), obligés de chômer, de fermer boutique continuellement par suite des troubles civils, des luttes du forum, des guerres extérieures, de l'approche de l'ennemi, ou des jours néfastes, qui étaient fort nombreux, les artisans se trouvaient dans une situation des plus désavantageuses, et on comprend qu'ils aient cherché à en sortir par tous les moyens possibles.

C'était là un danger auquel on n'avait pas songé :

les occasions ne leur manquèrent pas, et nous les voyons figurer dans tous les troubles civils, événement qui, comme on le sait, n'était pas rare à Rome. On s'explique parfaitement leur présence et action ; les corporations avaient pris une extension considérable : elles représentaient une portion très importante de la population, remuante et facile à mettre en mouvement, qui ne demandait pas mieux que de sortir de la situation inférieure qui lui était faite, et de prouver à cette société dédaigneuse qu'elle était devenue une force avec laquelle il fallait compter, qu'elle entendait avoir sa place au soleil, son rang dans la hiérarchie sociale.

On a, cependant, voulu nier le rôle politique des collèges d'artisans, en prétendant que ceux qui en ont parlé ont fait la confusion avec un état de choses constaté dans leur pays, ou à leur époque.

Mais, pour prouver le rôle politique des corporations, nous avons autre chose que les considérations que nous venons de présenter ; les textes sont nombreux qui le constatent, surtout à propos d'une des circonstances où ce rôle devait le plus énergiquement s'affirmer : les élections. Les candidats devaient s'estimer très heureux lorsqu'ils avaient réussi à se gagner quelques collègues : disposant d'un nombre considérable de voix, ils pouvaient assurer le succès à leur protégé.

C'est ce que Quintus écrit à son frère Cicéron, qui briguaît le consulat : *Habes..... omnes publicanos, totumque fere æquestrem ordinem..... aliquot collegia* (et les *sodalitates* dont Cicéron s'était acquis

la reconnaissance (*Lettre de petitione consulatus*, I, V). Quintus donne à son frère quelques conseils, et il ajoute : *Ita quum et hos ipsos, propter suam ambitionem qui apud tribules suos plurimum gratia possunt, tui studiosos in centuriis habebis : et ceteros, qui apud aliquam partem tribulium propter municipii aut civitatis aut collegii rationem valent, cupidos tui constitueris, in optima spe esse debebis* (*id.*, VIII).

En temps ordinaire, on n'a pas assez de mépris pour les collèges ; on tolère l'artisan, parce qu'on en a besoin, parce qu'il est l'indispensable auxiliaire de l'existence sociale, mais voilà tout.

Mais qu'une occasion se présente, où l'intérêt personnel est fortement en jeu, où l'on désire arriver à tout prix, par tous les moyens possibles, et les collèges vont prendre une importance toute nouvelle : c'est à qui se les rendra favorables, c'est à qui s'assurera leur concours par des dons ou par des promesses. Comme Cicéron, on les accable sous les coups d'une méprisante éloquence lorsqu'ils vous sont hostiles (*Post reditum in senatu*, 13), et, au contraire, lorsqu'ils vous sont favorables, on leur prodigue flatteries et éloges : *Nullum est in hac urbe collegium, nulli pagani aut montani..... qui amplissime, non modo de salute mea, sed etiam de dignitate decreverint* (*Pro domo sua*, 28).

Les Gracques durent avoir recours à un aussi puissant auxiliaire ; pendant la lutte entre Marius et Scylla, les collèges d'artisans s'étant déclarés pour Marius, s'attirèrent la vengeance de son rival

(Salluste, *de Bell. jug.*, LXXIII); quelques associations furent menacées, d'autres supprimées.

Catilina, qui avait la prétention de grouper autour de lui tous les mécontents, ne pouvait manquer de s'adresser aux corporations pour seconder sa tentative de révolution. Aussi, voyons-nous un de ses complices, Lentulus, s'efforcer d'entraîner les esclaves et les artisans (Salluste, *Catilina*, 50) : *Dum hæc in senatu aguntur..... liberti, et pauci ex clientibus Lentuli, diversis itineribus opifices atque servitia in vicis ad eum eripiendum sollicitabant; partim exquirebant duces multitudinum, qui pretio rempublicam vexare soliti.*

Ajoutons qu'on ne comprend pas bien, s'il était vrai que les collèges d'artisans n'ont jamais eu aucun rôle politique, pourquoi Cicéron se serait cru obligé de rassurer le Sénat sur leurs dispositions, comme il le fait dans une des Catilinaires (IV^e, n^o 9).

Tout cela nous semble assez probant : et il ne faut pas s'en étonner, étant donné le caractère de ces collèges, les circonstances dans lesquelles il se trouvaient placés. N'est-ce d'ailleurs ce que nous voyons se passer encore de nos jours ? L'humanité, et à *fortiori* un peuple primitif comme les Romains, a toujours été et sera toujours le jouet des individus assez habiles pour savoir gagner ses faveurs et la dominer : les mêmes affirmations, les mêmes promesses, le plus souvent irréalisables, et ne supportant pas l'examen, réussiront toujours auprès des masses populaires, malgré les enseignements de

l'expérience, les cruels désenchantements de la pratique, les tristes protestations de la réalité.

Comme l'a dit La Fontaine, — *un sot trouve toujours un plus sot qui l'admire*, — ajoutons, et qui se laisse duper par lui. Quoiqu'il en soit, l'importance des collèges, au point de vue politique, nous paraît certaine; elle se manifestait surtout sous la forme des *collegia compitalitia*, *collegia paganorum et montanorum*: ces derniers avaient été supprimés par Tarquin le Superbe, mais ils durent survivre à cette prohibition, car nous les retrouvons au temps de Cicéron (V. le passage de Cicéron cité plus haut, *Pro domo sua*, 28).

Quelques mots d'explication sont nécessaires sur l'origine et la nature de ces *collegia compitalitia*.

Leur nom seul suffit pour indiquer que ce sont des collèges de carrefour. Le *compitum* est, à proprement parler, une enceinte consacrée, une chapelle même, disposée dans un carrefour: c'est le sens que lui donnent les inscriptions (Orelli, 1664) et un certain nombre d'auteurs (V. Schol., *in Pers.*, IV, 27; Schol., *Cruq. ad Hor.*, sat. II, 3, 281). Les plébéiens n'avaient pas, comme les patriciens, des ancêtres plus ou moins éloignés, plus ou moins fameux (on peut même ajouter plus ou moins authentiques), qu'ils eussent pu élever à la hauteur d'une divinité, et honorer d'un culte spécial; aux liens de famille, ils substituèrent les liens du voisinage, et arrivèrent à former des sortes de familles de quartier, dont les membres étaient unis par une communauté de culte. A certains jours, ils se réunis-

saient à un carrefour, devant la statue grossièrement façonnée de leurs divinités, *lares publici*, — *lares compitalitii*, et leur offraient des fleurs et des fruits (Denys d'Halycarnasse, IV, 14; — Suétone, *Octave*, 31). Chaque année, on célébrait en leur honneur les *feriæ compitalitiæ*, dans lesquelles figuraient les *ludi compitalitii*, supprimés, nous le verrons à la fin de la République, et rétablis, au dire de Suétone, par Auguste (Suétone, *Octave*, 31. — V. aussi Macrobe, *sat.*, I, 7; — Pline, *Histor. nat.*, XXXVI, 27; — Orelli, 2413).

Ces jeux étaient donnés à frais communs, par les soins des *magistri* du collège : *Solebant*, dit Asconius (*in Pis.*, 4, 8, p. 7) *magistri collegiorum ludos facere, sicut magistri vicorum; faciebant compitalitios prætextati*.

Dans les *collegia compitalitia* figuraient tous les habitants d'un même quartier; leur origine remonte fort loin, car Pline le Jeune, parlant de la situation de Rome sous Romulus, dit : (*Roma.*) *complexa montes septem, ipsa dividitur in regiones quatuordecim, compita Larium CCLXV*. Comme ces associations se recrutaient dans le peuple, elles devaient avoir parmi leurs membres beaucoup d'ouvriers, de petits artisans : il est donc bien exact de dire que les collèges d'artisans ont, surtout sous cette forme, joué un rôle politique. Subdivision de la plèbe, dans laquelle ils se recrutaient et qu'ils englobaient tout entière, ces collèges devaient être des auxiliaires désignés et précieux pour les agitateurs populaires, et leur donner une influence considérable

dans les assemblées du peuple et les élections. Tantôt ils se contentaient de manifester leurs sympathies en désignant, comme dans ces affiches électorales que l'on a retrouvées à Pompéï, le candidat de leur choix, mais bien souvent dans des termes qui révèlent un sentiment très net de leur influence, une grande confiance dans leur force (Orelli, 3700, 3706, 4265).

Tantôt, ne se bornant plus à ces démonstrations un peu impératives, mais, en somme, assez pacifiques, ils envahissent le Forum, conduits par des meneurs, couvrent de leurs clameurs la voix des orateurs du parti adverse, allant même parfois jusqu'à les contraindre par la violence à abandonner la place, soutenant, en un mot, par tous les moyens, le candidat assez heureux pour s'être attiré leurs faveurs. Bienfaiteur ou protégé d'un collège, on était sûr de ne jamais être oublié par lui, même dans le malheur; et c'est ainsi que, lorsque Cicéron fut obligé de s'exiler en 58, les collègues qui étaient gagnés à sa cause n'hésitèrent pas à lui manifester très hautement leur sympathie et leur dévouement: *Nullum erat Italiæ municipium, nulla colonia, nulla præfectura, nulla Romæ societas vectigalium, nullum collegium aut concilium, aut omnino aliquod consilium, quod tum non honorificentissime decrevisset de mea salute (Pro Sextio, 14). — Nul- lum est in hac urbe collegium, nulli pagani aut montani..... qui non amplissime, non modo de salute mea, sed etiam de dignitate decreverint (Oratio pro domo sua, 28, — passage déjà cité).*

On sentit bientôt combien ces associations nombreuses, remuantes, faciles à entraîner, pouvaient être dangereuses pour la sûreté de l'État, et, en vertu de ce principe, qu'aux grands maux il faut de grands remèdes, un sénatus-consulte les supprima.

Quelle est la date de ce sénatus-consulte ? Quelle fut sa portée ? Quelles associations visait-il ? Questions importantes, mais fort discutées.

On est loin de s'entendre sur la première question : celle de savoir à quelle époque fut porté ce sénatus-consulte.

Asconius, commentateur de Cicéron, nous donne à ce sujet le renseignement suivant : *Frequenter tum etiam cœlus factiosorum hominum sine publica auctoritate malo publico fiebant.....: propter quod, postea, collegia SC^{to} et pluribus legibus sunt sublata* (In Cornel., p. 75) : D'après lui, ce sénatus-consulte serait de l'an 689 ou 65 de Rome. Ailleurs (In Pison., 4, 8, p. 7), il cite le nom des consuls alors en charge : *L. Julio, C. Marcio coss. quos et ipse Cicero supra memoravit, SC^{to} collegia sublata sunt*. Mais si nous nous reportons au passage de Cicéron visé par Asconius, nous allons nous trouver assez embarrassés, car les noms des consuls qui s'y trouvent sont différents. Il est vrai que les lectures varient beaucoup pour ce passage : les uns lisent (*vulgate*) L. Luscellium, C. Marium ; d'autres (Nobbe, édition Tauchnitz, Leipzig, 1827) ; L. Metellum, Q. Marcium ; d'autres, enfin (manuscrit d'Erfurth), L. Luscellium, C. Marcium.

Nous prendrons la version indiquée par Mommsen, *L. Julium, C. Marcium*, qui nous paraît la plus exacte. Il n'y a rien d'invraisemblable à admettre que les copistes aient confondu Luscilius et Julius, — Marcus et Marius, les seconds étant infiniment plus connus que les premiers. Et cette lecture a le grand avantage de placer le sénatus-consulte en 64, d'accord avec le passage d'Asconius qui, parlant de l'année 65, présente la dissolution des collèges comme une mesure qui intervint plus tard.

Arrivons à notre seconde question : quelle est la portée de ce sénatus-consulte ? quelles associations furent atteintes ?

Un bref examen des événements qui suivirent la promulgation de ce sénatus-consulte sera très utile pour répondre à cette question.

L'histoire de Rome, à cette époque, révèle les efforts faits en vue d'arriver à la reconstitution des *collegia compitalitia* et au rétablissement des jeux de carrefour. Comme bien des œuvres humaines, et surtout celles qui sont en contradiction avec les idées populaires, ce sénatus-consulte ne devait et ne pouvait avoir une existence de longue durée. Ces associations étaient trop dans les mœurs, les plébéiens y tenaient trop, pour qu'on pût espérer les supprimer sans opposition, sans résistance.

Peut-être même avaient-elles survécu au sénatus-consulte, tout au moins sous forme d'associations secrètes.

Une première tentative faite dans le sens de la

restauration des *ludi compitalitii* par un tribun du peuple dont l'histoire ne nous a pas conservé le nom, vers l'an 61 (693, Asconius), fut arrêtée par Q. Metellus Celer, ami de Cicéron, qui n'était alors que consul désigné.

Plus audacieux, et, aussi, plus heureux, Clodius, devenu tribun du peuple, grâce à la protection de César et de Pompée, fit célébrer les *ludi compitalitii* par son *sodalis* Sex. Clodius, grâce à l'appui du consul Pison, et malgré la résistance de son collègue L. Ninnius; puis il proposa et réussit à faire voter une *lex Clodia* qu'Asconius désigne sous cette rubrique : *de collegiis restituendis novisque instituendis*.

C'est donc en l'an 58 que furent rétablis les *collegia compitalitia*; cinq ans après leur suppression, et non pas neuf ans, comme le disent certains auteurs.

Asconius, en effet, donne très exactement les deux dates. De son commentaire, il ressort très clairement que la suppression prononcée par le sénatus-consulte de l'an 64 ne fut pas générale, et n'atteignit que les associations politiques : *Collegia..... sunt sublata, præter pauca atque certa quæ utilitas civitatis desiderasset, quasi ut fabrorum fitorumque* (In Cornel.). — *Collegia sublata sunt quæ adversus rempublicam videbantur esse*. — Les *collegia compitalitia* ne rentrent-ils pas dans la classe de ceux *qui adversus rempublicam videbantur esse*? les collègues d'artisans ne sont-ils pas évidemment visés par cette phrase : *præter pauca atque certa*

quæ utilitas civitatis desiderasset ? ils sont donc compris parmi ceux qu'Asconius excepte formellement de la prohibition portée par le sénatus-consulte de l'an 64.

Ajoutons que ces collèges ne pouvaient être des collèges d'artisans (qui ne pouvaient se composer que d'hommes libres), puisqu'ils admettaient des esclaves : c'est Cicéron qui le constate (*In Pison.*, 4, ix) : *Collegia non ea solum quæ senatus sustulerat restituta, sed innumerabilia quædam nova ex omni fæce urbis ac SERVITIO concitata*,—et ailleurs (*Pro Sextio*, XV, 34) : *Iisdem consulibus inspectantibus, servorum delectus habebatur pro tribunali Aurelio, nomine collegiorum, quum vicatim homines conscriberentur, decuriarentur*.

Tels les collèges que fit rétablir Clodius : il est fort probable que ceux qu'il créa eurent le même caractère. La plus grande liberté, ou plutôt la plus grande licence, présidait à leur fondation et à leur organisation : sous leur enseigne religieuse (et c'est justement ce que Cicéron ne cesse de reprocher à Clodius et aux consuls de l'an 58), ces associations dissimulaient les tendances politiques les plus subversives et les plus dangereuses : *Quum..... ad vim, ad manus, ad cædem, ad direptionem incitarentur* (*Pro Sextio*, XV, 34).

En ce temps de troubles politiques, de luttes incessantes, on comprenait tout le parti qu'on pouvait tirer de leur concours ; les jours d'émeute, on va les chercher dans les cabarets, on ferme les boutiques, et on les jette sur le Forum où ils empêchent

les orateurs de parler (V. un curieux récit de Cicéron *Epist. ad. Quint.*, II, 3), ou usent de violence pour faire triompher celui qui les emploie.

Il y avait évidemment, dans ces associations, des ouvriers, des artisans (Cic., *pro Flacco*, 8), puisque c'étaient des associations de quartier ; mais leur but, leur organisation étaient complètement différents du but, de l'organisation des *collegia opificum*, où les individus sont groupés en considération de leur profession : on doit en conclure que les mesures répressives qui intervinrent à cette époque n'atteignirent pas les collèges d'artisans, mais seulement les associations politiques ; d'ailleurs, rien n'autorise à prétendre qu'il était impossible d'être à la fois membre dans l'un et l'autre de ces deux genres d'associations.

L'histoire de cette époque, comme nous avons pu le constater incidemment en étudiant la question de savoir quelles associations avaient été visées par le sénatus-consulte de l'an 64, nous révèle un état de choses lamentable, qui ne pouvait se prolonger plus longtemps sans compromettre gravement l'existence même de la République romaine. Des bandes soudoyées et conduites par des agitateurs, comme Clodius et Milon, parcouraient les rues de Rome, où, souvent, elles livraient de véritables batailles : les meneurs étaient maîtres de Rome.

Une pareille situation ne pouvait durer : Clodius osa s'attaquer à Pompée, qui présentait contre lui la défense de Milon, et fit couvrir sa voix par les

clameurs de ses partisans. Peu de temps après le Sénat rendait un sénatus-consulte, complété par des lois postérieures (*Lois Licinia et Tullia de ambitu*), qui porta le dernier coup aux associations politiques. Cicéron le désigne en ces termes : *SC^{tum} ut sodalitates, decuriatique discederent* : et il ajoute : *lexque de iis ferretur, ut qui non discessissent, ea pœna quæ est de vi, tenerentur*. (Cic., *Epist. ad Quint.*, II, 3).

Ce sénatus-consulte est de l'an 56.

La législation romaine punissait les fraudes électorales, mais seulement lorsqu'elles émanaient du candidat lui-même ; les complices, en général, restaient hors des atteintes de la loi. Il y avait là dans la législation une lacune regrettable, dont on ne devait pas manquer de tirer parti. Pour échapper aux pénalités portées contre la brigue, il se forma, entre ceux qui prétendaient aux honneurs et aux magistratures, des associations, ou *sodalitates*, sortes de sociétés d'assurance mutuelle, pour le cas d'élection. Les membres s'engageaient à faire œuvre comme nous dirions de nos jours, de bons agents électoraux, recrutant par tous les moyens possibles, achetant même les suffrages. Elles offraient aux candidats l'immense avantage d'un concours puissant, et les mettaient à l'abri des sévérités de la loi.

Elles avaient beaucoup d'analogie avec cette autre espèce d'association formée dans un but électoral, dont parle Cicéron (*Pro Plancio*, 53), la *coitio*, sorte de pacte ou coalition entre plusieurs candidats qui se promettaient d'user mutuellement, dans l'in-

térêt commun, de leur influence sur des électeurs dévoués. Mais la coitio tombait sous le coup de la loi, et n'avait pas, comme les sodalitates électorales, un caractère de durée illimitée.

Le sénatus-consulte de l'an 56, parle aussi des *decuriati*. Qu'était-ce? Cicéron fait souvent allusion à la divison en décuries : *Decuriatio tribulium, descriptio populi, suffragia largitione devincta, severitatem senatus..... excitarunt.* — *Hæc doce....., decuriasse Plancium, conscripsisse, sequestrem fuisse, pronunciasse, divisisse* (*Pro Plancio*, XVIII, 45 ; *pro Sextio*, XV, 34 ; *pro Domo sua*, 5, XXI, 54 ; *in Pis.*, V, 11 ; X, 23 ; *Post red. in senat.*, XIII, 33). Il est probable que le candidat avait un agent, chargé de recueillir les noms des membres de la tribu qui étaient disposés à vendre leur voix ; on en dressait une liste, ce qui permettait de donner à ces associations l'apparence d'un collège régulier. Dix noms formaient une décurie, dont on devait confier la direction à un décurion, afin de les avoir plus sûrement sous la main.

Les tribus avaient ainsi une importance considérable dans les assemblées du peuple et dans les élections.

Nous ne pouvons que répéter ici ce que nous disions à propos des deux sénatus-consultes de l'an 64 ; le sénatus-consulte de l'an 56 n'a en vue que les associations politiques, les seules qui aient pu attirer les foudres du législateur ; les collèges d'artisans furent épargnés : nous pensons l'avoir démontré, et c'est pour cette raison que nous nous

sommes étendus un peu longuement sur cette question, qui, comme on le voit, n'est pas étrangère à notre sujet comme on pourrait le croire au premier abord.

Ces deux sénatus-consultes furent complétés par plusieurs autres dispositions auxquelles Asconius (*in Cornel.*, p. 73) fait allusion en ces termes : *et pluribus legibus*.

Ainsi la loi *Acilia Calpurnia* (*C. Pisone et Man Glabrione css.*) rendue sur la proposition des consuls C. Pison et Man Glabrio punit très sévèrement ceux qui achètent des suffrages : amende, exclusion du Sénat, incapacité perpétuelle d'exercer une magistrature.

Cicéron fit voter une autre loi, la *lex Tullia de ambitu*, qui vint encore aggraver les pénalités portées contre la brigue (*Asconius, in toga candida*).

Enfin, postérieurement au sénatus-consulte de l'an 56, une loi, rendue sous le consulat de Crassus et de Pompée, la *lex Licinia de sodalitiis*, à la différence des deux sénatus-consultes qui visaient principalement les associations fondées dans un but électoral et politique, ne punit que les auteurs eux-mêmes des fraudes, ceux qui se sont portés candidats. La peine prononcée est l'exil (on ignore quelle en était la durée), pour tous ceux qui se seront rendus coupables de délits électoraux en organisant des *sodalitates* ou des *decuriæ*, et des juges spéciaux, les *judices edilitiæ*, sont institués par cette même loi pour juger ce genre d'infractions.

Quelle a été, pendant cette période, la situation des collèges d'artisans, leur influence au point de vue du progrès de l'industrie, quel a été leur rôle social ?

Il est assez difficile, en l'absence de documents précis et probants, de répondre à cette question ; on en est réduit aux conjectures.

On peut supposer, avec l'érudit allemand Mommsen (*Röm. Gesch.*, I, p. 462), qu'il existait un certain nombre d'usages, nés de la tradition, que suivaient les corporations, et que ces usages étaient conservés et prouvés par le témoignage d'experts.

Le seul document législatif, relatif aux corporations dont l'existence, à cette époque, nous soit révélée, est la *lex Metella de fullonibus* (de 534, A. U. C.) : et encore n'avons-nous conservé sur elle qu'une allusion faite par Pline (*Historiæ naturales*, XXXV, 17) ; d'après ce qu'il en dit, elle devait renfermer des dispositions réglementaires sur le travail des foulons.

Nous adopterons la conclusion de Mommsen (*Röm. Gesch.*, I, p. 261). « Sans doute, dit cet auteur, les corporations cherchaient à écarter de leur sein quiconque n'était pas du métier ; toutefois, on ne constate chez les Romains ni tendance au monopole, ni garanties organisées contre la fabrication de produits défectueux. Avouons d'ailleurs que, parmi toutes les branches de l'histoire économique de Rome, l'industrie est précisément celle où les renseignements nous font le plus défaut. »

On peut cependant, ce nous semble, affirmer sans

grande témérité que l'industrie a dû, pendant cette époque, prendre un assez grand développement, malgré la situation défavorable qui lui était faite, malgré la concurrence terrible du travail servile, qui fournissait à meilleur marché et plus sûrement toutes les choses nécessaires à la vie, même les objets de luxe : la civilisation, en effet, a progressé, de nouveaux besoins sont nés, il faut les satisfaire.

Le développement de l'industrie, ce fait qu'elle a réussi à triompher de la concurrence servile, ne nous paraissent pas faire de doute ; autrefois, les boutiques encombraient le Forum ; maintenant, elles se répandent dans toute la ville, et c'étaient seulement les boutiques des artisans libres. A côté des collèges de Numa, de nouveaux collèges apparaissent : les *pistores*, au témoignage de Pline (*Hist. nat.*, 18, xi), n'apparaissent à Rome qu'en 580. C'est au collège des marchands qu'est confiée la garde du temple de Minerve (299, A. U. C. — Tite-Live, II, 21).

Comme on le voit, les tendances de la législation n'étaient pas, vers la fin de la République, très favorables aux corporations ; on sait quels étaient les motifs de la sévérité de la loi, et il nous semble que les décisions dont nous avons parlé furent un bien, non seulement au point de vue politique, car elles supprimaient des associations dangereuses pour la sécurité sociale, mais encore au point de vue économique, puisqu'elles exceptaient et laissaient subsister les collèges d'artisans, institutions

utiles et même nécessaires à la vie, à la prospérité nationales.

C'est ce qui explique cette mention si fréquente dans les inscriptions relatives aux corporations : *quibus ex s.-cto coire permissum est*.

Il faut croire que toutes ces mesures répressives n'eurent pas grand effet : César, dès qu'il fut arrivé au pouvoir, effrayé de l'importance qu'avaient prise les collèges, et craignant pour son autorité, crut nécessaire de renouveler la prohibition : *Cuncta collegia præter antiquitus constituta distraxit*, dit Suétone (*Cæsar*, 42) (c'est-à-dire ceux constitués de toute antiquité).

Il ne restait donc debout que les corporations dont l'origine remontait aux premiers temps de la République. On voulait éviter de voir se renouveler des faits tout récents encore, et empêcher la fondation, sous une forme religieuse ou industrielle, de toute espèce d'association politique.

Mais c'en était fait du principe de la liberté d'association ; le gouvernement va commencer la lutte contre elle : l'Empire va suivre la voie tracée par César, et restreindre de plus en plus le droit d'association.

CHAPITRE IV

LES COLLÈGES D'ARTISANS A L'ÉPOQUE IMPÉRIALE

Pendant cette période, nous allons voir se dessiner et se terminer une évolution dont nous avons déjà constaté les premiers symptômes dans la période précédente, évolution dont les soulèvements démocratiques de Catilina et de Clodius n'ont fait que hâter le développement.

La loi des XII Tables décrétait : toute association est permise, pourvu qu'elle ne porte pas atteinte aux lois. — Le gouvernement impérial suit un principe tout à fait opposé : aucune association, déclarera-t-il, n'est permise qu'autant qu'elle est munie d'une autorisation de l'Empereur ou du Sénat.

Cette nécessité d'une autorisation n'avait pas pour but, et n'eût pas pour effet, d'empêcher la création et le développement des corporations : nous en trouvons au contraire en très grand nombre, et partout, sous l'Empire. Les Empereurs voulaient seulement se réserver un droit de contrôle, afin de mettre obstacle à la création des collèges qui auraient pu devenir dangereux pour leur autorité. D'ailleurs, il leur eût été impossible d'enrayer le mouvement corporatif ; l'esprit d'association a dans l'intelligence humaine de trop profondes racines, pour qu'on puisse espérer l'en arracher.

Tout au contraire, l'Empire encouragea le développement des corporations, en choisissant, cependant, parmi celles qui pouvaient être utiles au service propre du souverain, à la vie et à la prospérité de la cité, de l'État.

C'est l'époque sur laquelle nous avons les documents les plus précis : c'est celle où les corporations romaines ont atteint leur entier développement.

Mais elles vont, surtout à la fin de cette période, changer complètement de caractère : d'associations libres, où chacun exerçait sa profession sans entraves, avec l'appui considérable qu'il trouvait dans le lien corporatif, elles vont devenir des institutions d'utilité publique, nécessaires, obligatoires même : l'Empire va en faire un moyen de gouvernement, un des rouages de la machine politique. L'ouvrier n'est plus un citoyen libre, indépendant, qui travaille selon son choix, ses aptitudes, pour faire vivre lui et les siens ; *c'est un fonctionnaire*, un pourvoyeur de l'État, et du peuple pour le compte de l'État.

Ce système, qui peut paraître bizarre au premier abord, s'expliquait par des raisons politiques : les Empereurs y voyaient un moyen très pratique d'assurer l'approvisionnement de la populace de Rome, qu'ils avaient tout intérêt à ménager : ce voisinage dangereux les effrayait, et tous s'efforcèrent de prévenir ou d'apaiser son mécontentement en l'occupant par des jeux, des distributions de blé, des dons de joyeux avènement.

La même politique s'imposait dans les provinces, qui, elles aussi, renfermaient souvent une population turbulente dont il fallait assurer la subsistance et se gagner les faveurs ; aussi y trouvons-nous la même organisation, aussi y rencontrons-nous des collèges de *pistores* et de *navicularii* (Les tables alimentaires retrouvées dans un certain nombre de villes, nous en fournissent une preuve ; nous en avons encore une dans un texte de Gaius, la loi 1 [Dig., III, 4] : *Item collegia Romæ certa sunt..... veluti pistorum et quorundam aliorum, et naviculariorum, quæ et in provinciis sunt*), et d'autres encore. Mais il est à supposer, en raison même de l'éloignement dans lequel les provinces se trouvaient par rapport à la capitale, que cette organisation y était moins complète, et, surtout, moins sévère qu'à Rome.

L'Empire ne fut donc pas, en principe, hostile à la création de collèges industriels ; et, s'il les soumit à la nécessité de l'autorisation, cette exigence peut s'expliquer par plusieurs raisons, tant politiques qu'économiques, et qui peuvent se ramener à trois :

1^o C'est un sage principe de gouvernement de ne pas tolérer la création d'associations, sous quelque forme qu'elles se présentent, sans aucun contrôle ;

2^o La corporation étant un être fictif, idéal, il importe de révéler son existence : l'autorisation répond à cette nécessité. Elle évite des incertitudes de droit, et les inconvénients multiples qui naîtraient de l'initiative individuelle en pareille matière ;

3^o Enfin, au point de vue économique, la nécessité de l'autorisation, en restreignant le nombre des personnes morales, met obstacle à l'accumulation des biens de mainmorte.

Aussi les Empereurs s'en montrèrent-ils assez avares; les collèges qui ont omis de demander l'autorisation, ou qui ne l'ont pas obtenue, sont par ce fait même *illicita*, ils doivent être dissous. Seuls, les collèges autorisés ont une existence légale, des droits, tous les privilèges accordés aux personnes juridiques : *Item collegia Romæ certa sunt*, dit la loi 1 (Dig., III, 4) *quorum corpus senatus-consultis atque constitutionibus principalibus confirmatum est: veluti pistorum et quorundam aliorum, et naviculariorum* (Gaius).

L'autorisation était accordée (V. II^e partie, chap., III, sect. 1), sous forme de rescrit impérial, ou de sénatus-consulte, après délibération du Sénat: Pline (*Paneg.*, 54) constate cette nécessité d'un avis du Sénat: *de instituendo collegio fabrum consulebamur*.

Il ressort, sans aucun doute, du récit de Suétone (*Cæsar*, 42) que César laissa subsister (voir à la fin du chap. précédent) toutes les corporations purement professionnelles, telles que les collèges d'artisans: il ne touchait donc pas au passé. Il n'enchaînait pas non plus l'avenir: une loi permettait au Sénat de juger s'il convient ou non d'autoriser la création de nouveaux collèges (Henzen, Orelli, 6097).

Ces mesures ne visaient que les associations politiques; il faut croire qu'elles s'étaient reformées,

car Auguste dut à son tour sévir contre elles, et prononcer une nouvelle dissolution générale, en exceptant les corporations qui avaient déjà une existence séculaire, celles qui étaient créées conformément aux lois : *præter antiqua et legitima dissolvit* (Suét., Oct., 32).

En même temps, dans un but de popularité, inaugurant un système de politique que pratiqueront à son exemple ses successeurs, il se concilie la plèbe en rétablissant les associations et les jeux de carrefour : *Compitales lares ornari bis in anno instituit vernis floribus et æstivis* (Suét., Oct., 31). La restauration des *ludi compitalitii* date de l'an 8 avant Jésus-Christ. Il paraît avoir également encouragé les collèges d'artisans, et il assigna un terrain aux *geruli* ou portefaix.

A propos de ces mesures prises par Auguste, il est à remarquer que les Empereurs, qui redoutaient beaucoup le mécontentement de la plèbe, et voulaient gagner, par tous les moyens possibles ses faveurs, et lui faire oublier la liberté perdue, les beaux temps de la République, la ménagèrent toujours plus que les nobles et les riches : aussi voyons-nous Auguste proscrire tout ce qui peut rappeler les associations patriciennes de l'époque précédente.

Ses successeurs ne se montrèrent pas plus favorables à la création ni au développement des associations. Tibère abolit les comices, défend les cérémonies extérieures, proscriit les cultes juif et égyptien, et expulse de Rome non seulement ceux

qui les pratiquent, mais tous les sectateurs des autres religions. (Suét., *Tibère*, 36). Claude rend une décision analogue contre les juifs que Caligula avait rappelés à Rome, et Néron, encore plus sévère et plus absolu prononce une dissolution générale de toutes les associations formées au mépris des lois : *collegia quæ contra leges instituerant, dissoluta* (Tacite, *Ann.*, XIV, 17). Néron et Claude prohibent les banquets publics, et apposent comme sanction à cette défense, l'interdiction de la vente de la viande cuite et des boissons chaudes (Dion confirmé par Philon, édit. de Ff., 1691, p. 965).

Toutes ces mesures prohibitives ne paraissent pas, vu leur fréquence, avoir été très observées : Pline, nommé gouverneur de Bithynie, dut, à son arrivée, renouveler la défense de créer des *collegia illicita* (*Epist.*, X, 97). Et cependant, les gouverneurs des provinces avaient mission d'empêcher la fondation des collèges, et les peines portées contre ceux qui contrevenaient à ces dispositions étaient des plus sévères ; c'étaient les peines encourues pour crime de lèse-majesté : la relégation, la condamnation aux mines, ou la mort (Loi 1 pr., XLVII, 22; loi 2, *id.*).

Il y a dans l'histoire de l'Empire romain un spectacle curieux : c'est celui des tergiversations de la politique impériale, partagée entre le désir de ne pas s'aliéner la population de l'Empire en prenant sur le droit d'association des décisions trop rigoureuses, et la crainte qu'inspirait aux souverains, pour le maintien de leur autorité, la création de

nouvelles associations ou le développement des anciennes.

Après Trajan, une sorte de détente se produit en faveur des corporations dans la politique impériale: Marc-Aurèle leur accorde le droit de recevoir des legs (Loi 20, Dig., XXXIV, 5); Pertinax, Antonin le Pieux leur concèdent certaines immunités (Lois 5, 12, 13; Dig., L, 5).

Enfin Lampride nous a laissé quelques détails sur les décisions prises par Alexandre Sévère en cette matière (32, 33): *Corpora omnia constituit vinariorum, lupinariorum, caligariorum et omnino omnium artium, hisque ex sese defensores dedit, et jussit quid ad quos judices pertineret.* — Il organise en corporations tous les corps de métiers de Rome, leur donne des defensores, choisis parmi leurs membres, et leur assigne une juridiction spéciale. En même temps, il crée à Rome un grand nombre de fabriques (*mechanica opera Romæ plurima constituit*), et pour y attirer les marchands et les artisans, il leur promet des immunités importantes (*Negotiatoribus, ut Romam volentes concurrerent, maximam nimmunitatem dedit.* Lampr., 21, 32).

La raison de ce revirement, en apparence fort incompréhensible, est très simple: un changement s'était produit dans la situation économique.

Jusqu'au premier siècle de l'ère chrétienne, c'est surtout à la main-d'œuvre servile que se sont adressées l'agriculture et l'industrie. Quoique l'expérience soit là pour démontrer la supériorité du

travail libre sur celui de l'esclave, les Romains préféraient cependant le second au premier, tant à cause de son faible prix de revient, que parce qu'il permettait de faire presque tout chez soi : la *familia* romaine se suffit à elle-même.

Mais la grande source à laquelle s'alimentaient depuis plusieurs siècles les marchés d'esclaves se trouvait presque tarie : Rome ne faisait plus de conquêtes. Les mœurs s'étant adoucies, les affranchissements devenaient plus fréquents, et les affranchis venaient grossir le nombre de ceux qui consommaient et ne faisaient rien ; il fallait suppléer à la pénurie de travailleurs, et nourrir la population de Rome, de l'Italie, ruinée par les impôts, les charges de toute espèce, l'accumulation des grandes propriétés et des grandes fortunes dans un petit nombre de mains.

Les Empereurs s'émurent de cette situation, et s'efforcèrent d'y porter remède : leur principale préoccupation sera désormais d'assurer le service de certaines corporations dont la conservation et le fonctionnement régulier répondaient aux exigences politiques. Leur grand tort, ce fut, pour arriver à ce résultat, de substituer l'initiative de l'Etat à l'initiative privée, de remplacer le travail libre, stimulé par la concurrence, cet agent si énergique de progrès, par le travail en quelque sorte obligatoire, dans des corporations dont on ne peut sortir, auxquelles on appartient par sa naissance, auxquelles on est attaché sa vie entière.

Ainsi naquirent les manufactures de l'Etat, le

service de l'*annona* avec toutes les corporations qui en dépendent; ainsi s'explique la création, par Aurélien, de corporations héréditaires avec concession d'un monopole et de privilèges spéciaux (*Vopiscus*, Aurélien, 35, 47), et cette idée; mise en pratique par Probus, d'employer son armée à l'exécution des travaux publics (*Id.*, *Probus*, 9).

Peu à peu s'opérait cette révolution économique de l'organisation du travail par l'Etat, qui devait échouer si misérablement au Bas-Empire, et dont l'insuccès devrait servir d'exemple et d'enseignement à plus d'une nation moderne.

Le Digeste, dans de nombreux textes, nous a transmis des preuves de ces tendances à l'absolutisme. C'est d'abord la loi 1 (Gaius, Dig., III, 4). *Neque societas, neque collegium, neque hujusmodi corpus passim omnibus habere conceditur. Nam et legibus et SC^{tis} et principalibus constitutionibus ea res coercentur*, et la loi III (pr., D., XLVII, 22), décide que toutes les corporations autres que celles qui sont autorisées devront être dissoutes : *collegia si qua fuerint illicita, mandatis et constitutionibus et SC^{tis} dissolvuntur*. Nous avons déjà indiqué la peine que prononce la loi romaine contre les membres d'un *collegium illicitum* : c'est la même peine qui atteint ceux qui *hominibus armatis loca publica vel templa occupasse judicati sunt*, et le crime de lèse-majesté : la relégation, la condamnation aux mines, ou la mort.

Le plus souvent, lorsqu'un collège a cette qualité de *collegium licitum*, il s'empresse de l'annoncer, et

les inscriptions renferment très souvent cette mention : *Quibus ex SC^{to} coire permissum est* (Gruter, 399, 4, 431, 1; — Muratori, 472, 3; — coll. Marinio Atti, p. 552; — Orelli, 4075, 4115, 1567, 2797; — Gruter, 4372, 1027, 4; — Muratori, 520, 3; — Fabrett., 719, 405).

Faut-il conclure des termes de ces inscriptions qu'il serait intervenu pour chacun des collèges mentionnés un sénatus-consulte spécial? Nous ne le croyons pas : le nombre des décisions du Sénat eût été trop considérable, et nous ne trouvons nulle part dans les inscriptions, la mention de constitutions ou de sénatus-consultes ayant accordé l'autorisation à un collège (sauf cependant l'inscription citée par Orelli, n° 3913).

Disons plutôt (c'est l'opinion de Mommsen) qu'il fut rendu, sous les premiers Empereurs, probablement sous Auguste, un sénatus-consulte réglant le droit d'association, une sorte de code, d'ordonnance sur la matière. Malheureusement, nous n'en avons pas conservé le texte, et nous en sommes réduits à des conjectures, basées sur de simples allusions faites par les auteurs ou les inscriptions à son existence.

Cette existence, cependant, n'est pas douteuse; Marcien en parle à plusieurs reprises, notamment dans un texte où il pose et résume les règles du droit d'association, et il suffit de lire ces textes pour se convaincre de la vérité de notre affirmation.

Un premier texte, c'est la loi 1, § 1 (Dig., XLVII, 22). *Sed religionis causa coire non prohibentur, dum*

tamen per hoc non fiat « contra senatus-consultum, quo illicita collegia arcentur »;—et le même auteur, un peu plus loin, écrit : *In summa autem, nisi ex senatus-consulti auctoritate vel Cæsaris collegium vel quodcumque tale corpus coierit, « contra senatus-consultum » et mandata, et constitutiones collegium celebrat.*

Les nombreuses inscriptions que nous venons de citer (V. plus haut), confirment ces deux textes; toutes concourent à prouver l'existence d'un monument législatif, d'un sénatus-consulte réglementant le droit d'association, et déterminant, fort probablement dans d'assez étroites limites, quelles associations déjà existantes conservaient le caractère d'associations licites; quelles étaient celles qu'il était encore permis de former, et celles qui, dès à présent, et pour l'avenir, étaient interdites et illicites.

Une inscription découverte en 1816, à Lavinia (ville du Latium, au sud de Rome, maintenant Civita Lavinia), la *lex collegii salutaris cultorum Dianæ et Antinoï*, nous paraît aussi fort probante: c'est le règlement d'un collège funéraire qui débute par un extrait du sénatus-consulte en question: *Kaput ex S. C. P. R. Quibus coire convenire collegiumque habere liceat. Qui stipem menstruam conferre volent, in funera, ii collegium coeant, neque sub specie ejus collegii, nisi semel in mense coeant conferendi causa, unde defuncti sepeliantur.*

Comment pourrait-on soutenir que c'est là un sénatus-consulte spécial au collège de Lanuvium?

n'est-il pas conçu en termes généraux ? *Quibus coire.... liceat* ? Comment admettre qu'un sénatus-consulte spécial à un collège n'en mentionne pas même le nom, et qu'une inscription aussi précise et aussi détaillée que celle de Lanuvium ne fasse que citer le sénatus-consulte qui aurait organisé ce collège, et ne le rapporte pas en entier ?

Ce sénatus-consulte eut une sphère d'action très restreinte, Rome seule : nous savons déjà pour quelles raisons, et ces raisons se retrouveront chaque fois qu'il s'agira du droit d'association : mais la coutume, les constitutions et rescrits des Empereurs l'étendirent à toute l'Italie et aux provinces. Cette extension dut se faire peu à peu, si nous en jugeons par un texte de Marcien : Alexandre Sévère aurait sur ce point, soit régularisé une situation créée par la coutume, soit copié ou renouvelé une disposition de ses prédécesseurs : *Quod non tantum in Urbe, sed in Italia et in provinciis locum habere D. quoque Severus rescripsit* (Loi 1, pr., XLVII, 22) : ce mot *quoque* indique bien que cette décision ne fut pas une innovation.

L'autorisation qui donne l'existence aux corporations peut être générale ou particulière, expresse ou tacite : mais elle est toujours nécessaire. Elle est très rarement accordée, avons-nous dit, et les Empereurs ne se départissent de leur sévérité qu'en faveur de certaines corporations dont les intentions paraissent plus pacifiques (*prêtres, artisans, artistes dramatiques*), ou que réclament les exigences populaires (*collegia compitalitia*), ou dont l'existence se

justifie par une croyance religieuse, par l'intérêt des pauvres (*collèges funéraires*).

Mais, en dehors de ces cas exceptionnels, ni les inscriptions, ni les auteurs, ne font mention d'associations qui auraient été permises d'une manière générale. Cette pratique fut la cause de nombreux abus : elle dut servir les intérêts d'un grand nombre de sociétés qui, sans appartenir à quelqu'un des genres que nous venons de citer, en empruntèrent tout au moins la forme et l'étiquette, afin d'éviter d'avoir à demander une autorisation qu'on leur eût sans doute refusée.

Il ne suffisait pas d'interdire la création de certaines associations : il importait aussi d'empêcher les associations permises de se syndiquer, de se relier entre elles, et de constituer ainsi pour la sûreté de l'État un danger bien plus sérieux ; d'autant plus qu'une récente expérience avait complètement édifié le gouvernement sur ce point. Aussi, ne peut-on faire partie que d'un seul collège : *Non licet autem amplius quam unum collegium licitum habere, ut est constitutum et a divis fratribus.....* (Loi 1, Dig., XLVII, 22).

La politique impériale, on le voit, se montra fort sévère pour les associations ; son absolutisme se révèle dans la correspondance de Pline avec l'empereur Trajan. Pline était gouverneur de Bithynie ; un incendie, que l'on ne put arrêter, détruisit les monuments publics, et un grand nombre de maisons à Nicomédie. Pour parer au retour d'un semblable désastre, Pline donna à la ville un matériel

de secours contre l'incendie, et conçut le projet d'organiser un corps de pompiers composé de 150 hommes courageux et résolus.

Seulement, connaissant, sans doute, ou tout au moins soupçonnant les tendances peu libérales et fort ombrageuses du gouvernement impérial, surtout en matière d'association, il ne voulut pas assumer la responsabilité d'une pareille mesure, et écrivit à l'Empereur pour le consulter et lui demander son autorisation. Malgré tout le soin qu'il prit pour rassurer l'Empereur sur la nature peu inquiétante du collège qu'il voulait fonder, malgré les promesses qu'il fit de veiller à ce que les membres du collège ne sortissent pas du cercle de leurs fonctions spéciales, Trajan refusa son autorisation (Pline, *Epist.*, X, 42, 43).

Mais il ne faut pas voir dans ce refus de Trajan une interdiction formelle et générale concernant toute espèce de corporation : le fait nous révèle simplement, chez les Empereurs, une disposition à se laisser guider par les circonstances et les nécessités du moment. La réponse de Trajan le prouve bien : la province, écrit-il à Pline, vient d'être agitée par les factions, et il est plus sage de ne laisser fonder, sous quelque nom que ce soit, aucune association (Pline, *Epist.*, X, 42, 43).

Autre preuve encore : en même temps qu'il donnait à Pline cette réponse, il créait à Rome le corps des boulangers, pour assurer la subsistance de la population (Aurel. Victor : *De Cæsaribus*), et autorisait la fondation à Aminée d'un *collegium te-*

nuiorum, dont Pline avait soumis les statuts à son approbation, à cette condition : *si tali collatione, non ad turbas et illicitos coetus, sed ad sustinendam tenuiorum inopiam uterentur* (Pline, *Epist.*, 94, 93).

D'ailleurs, depuis longtemps, on avait encouragé la création, ou le maintien de certaines corporations ; l'Égypte possédait de longue date des *navicularii* qui transportaient à Rome le froment que lui devait la province, et bientôt il exista dans toute l'étendue de l'Empire des corporations analogues (*Corp. inscr. berol.*, III, 1180) : les *scapharii* et les *lintrarii* de la Bétique, les *nautæ* de la Saône et du Rhône (Boissieu, *Inscr. de Lyon*, p. 393 ; Orelli, 42, 44), les mariniers de Lutèce, sous Tibère (*Corp. inscr. berol.*, V, 4990), et au commencement du second siècle, les *navicularii*, pour le commerce maritime, transportaient le blé, l'huile, et, d'une manière générale, toutes les denrées nécessaires à la subsistance de la population de Rome, des grandes villes et des provinces, ou des légions cantonnées sur les frontières ou dans les pays barbares.

L'organisation de l'*annona*, qui joua un rôle si important sous l'Empire, date du règne d'Auguste : c'est ce prince, qu'on a souvent représenté comme hostile aux corporations, qui institua la charge de *præfectus annonæ*, magistrat chargé de la surveillance de toutes les corporations utiles à l'approvisionnement de Rome. C'est encore lui qui crée une corporation pour la construction et l'entretien des aqueducs et conduites d'eaux, et leur confère d'im-

portants privilèges, à en juger par les réclamations qu'ils soulevèrent et dont Frontin s'est fait l'écho (*de aquæductibus urbis Romæ*, § 75, 115, 116, etc.).

Adrien, au dire de Callistrate (Loi, 5, § 2; Dig., L, 6), accorda par rescrit l'*immunitas* aux *navicularii* chargés du service de l'*annona* par mer.

Quelques mesures du même genre, favorables aux corporations, ont déjà été signalées : elles ont dû être l'objet de nombreuses décisions de détail qui ne nous ont pas été conservées, à cause de leur caractère tout spécial, mais plusieurs constitutions figurent au Digeste, qui accordent des franchises à des corporations (Dig., XVII, 1 — XVII, 2 — L, 6).

C'est surtout vers le règne d'Alexandre Sévère, sous le gouvernement sage et modéré d'un prince aux mœurs austères et douces, secondé par un préfet du prétoire et conseiller comme Ulpien, que l'industrie romaine obtint enfin les encouragements, la protection dont elle avait besoin et auxquels elle avait droit.

On avait bien été obligé de revenir sur les premiers errements politiques ; la prohibition édictée contre toute espèce d'association, sous les sanctions les plus sévères était une de ces dispositions législatives qui sont nécessairement peu observées dans la pratique, parce qu'elles sont trop ouvertement en contradiction avec l'esprit et l'opinion des masses ; le pouvoir lui-même avait été forcé d'user de certains ménagements, de faire preuve d'une sage tolérance.

Outre les associations industrielles, on avait dû

conserver ou autoriser un certain nombre de corporations, plus spécialement utiles, avons-nous dit, à la vie sociale. Parmi celles-là, il en est dont la légitimité ne paraît avoir jamais été contestée : ce sont les *sociétés vectigaliennes*. Elles sont étrangères à notre sujet, aussi ne faisons-nous que les citer : mais elles ressemblent par bien des points comme la concession d'un monopole, la dépendance dans laquelle elles se trouvaient vis-à-vis de l'État, à nos collèges d'artisans ; Tacite fait remonter leur origine aux beaux temps de la République (*Ann.*, XIII, 50), et il est fort probable qu'elles durent servir de modèle à quelques unes des corporations industrielles. A cette époque brillante de la liberté et de la prospérité romaine, on trouvait de nombreux exemples de patriotisme et de désintéressement qui provoquent cette exclamation de Tite-Live (*Liv.* XXIII, chap. XLVIII) : *Hi mores, eaque caritas patriæ*. Alors le gouvernement pouvait, comme au temps des Scipions, lorsque les ressources commençaient à lui manquer, se faire suppléer dans le fonctionnement des services publics par des sociétés particulières qui se reposaient sur son crédit.

Les temps étaient bien changés ; le Romain de l'Empire n'avait plus ces grandes vertus civiques et patriotiques dont la Rome républicaine se montrait si fière : plus soucieux de ses intérêts que de ceux de sa patrie, il n'eût probablement pas répondu très volontiers aux appels d'un gouvernement sans ressources.

Il restait à l'État un moyen de suppléer à son

concours : c'était de déclarer d'utilité publique toutes les corporations qui, par leur nature et leurs occupations, étaient aptes à servir la politique impériale, en assurant au peuple l'acquisition gratuite de tout ce qu'il ne pouvait ou ne voulait plus se procurer par le travail. Cette déclaration d'utilité publique, si elle n'a pas été faite expressément, résulte tout au moins des constitutions impériales, et du choix que l'on fait parmi les corporations pour leur prodiguer des encouragements.

Quelle était, en effet, la situation de la plèbe sous l'Empire ? Dès la fin de la République, elle en est réduite à demander des secours au gouvernement, ou aux riches particuliers : elle vivait à leurs dépens (Salluste, *Catilina*, 37).

Et de quoi aurait-elle pu vivre ? Sa seule ressource, le travail, ne lui était guère plus accessible : les riches possesseurs, ceux dont les dépenses auraient dû la faire vivre, lui faisaient au contraire une concurrence de plus sérieuses ; sous l'Empire, époque des grandes fortunes facilement acquises, des scandaleuses élévations des affranchis, le mal que nous signalions dans la période précédente ne fit que prendre des proportions plus considérables. Les riches, non seulement ne demandent plus rien au commerce, ni à l'industrie, leurs troupeaux d'esclaves leur procurant toutes les choses nécessaires à la vie matérielle et intellectuelle, mais emploient ces mêmes esclaves à toute espèce de travaux, dont ils vendent les produits.

L'exemple, d'ailleurs, partait de haut ; les Empe-

reurs trafiquaient dès produits sortant de leurs manufactures : Alexandre Sévère faisait vendre sur les marchés la pourpre dont il ne servait pas pour son usage personnel ou celui de sa cour (*Lampride*, chap. xxxix) ; Constantin pour augmenter les ressources du fisc, vend des vêtements, des pelleteries, des toiles de lin ; c'est à l'Empereur qu'est réservé le monopole du commerce de la pourpre et de la soie, la fourniture des habillements militaires. Pour assurer la conservation de ce monopole, Gratien et Théodose vont jusqu'à menacer de la peine de mort et de la confiscation de tous leurs biens ceux qui teindront ou vendront de la pourpre, ceux qui achèteront de la soie aux barbares (C. Th., X, 20).

Le travail libre, les corporations n'avaient pas disparu : mais devant la situation qui leur était faite, il leur avait fallu modifier leur organisation. Pour combattre à armes égales ses adversaires, il avait dû, à défaut d'hommes libres, faire appel au concours de l'esclave, et, les textes en font foi, bien des corporations, des ateliers, renfermaient des ouvriers esclaves : pour ne citer que quelques textes, Paul écrivait (Loi 18, § 1, XXXIII, 7) : *Instrumento legato aliquando etiam personas legantium necesse est inspici : ut ecce pistorio instrumento legato ita ipsi pistorum inesse videri possunt, si pater familias pistrinum exercuit* (V. aussi lois 13, 15, 17, 23, 25, § 1, *eod. tit.*).

Les hommes libres étaient en petit nombre ; pour eux et les leurs, ils ne pouvaient ou ne voulaient pas se contenter des distributions publiques, et

mêlés à la foule des esclaves, unis dans une même misère et une même souffrance, ils ne rougissaient pas de se proclamer ouvertement les *sodales* des artisans esclaves (Orelli, 4267).

La situation économique de l'Empire était, on le voit fort loin d'être bonne: qu'allait-on faire de cette population pauvre et oisive, qui formait environ $\frac{1}{4}$ de la population de la Rome impériale? Il fallait l'occuper, la nourrir, pour l'empêcher de chercher dans des troubles politiques, et des ressources, et un aliment à son activité.

C'est ce qui détermina, non pas la création, mais la réorganisation à nouveau, et sur des bases beaucoup plus étendues, des distributions de blé.

La question avait déjà préoccupé les hommes d'État, comme Licinius Stolon, comme les Gracques; mais ce n'est qu'à une époque assez voisine de l'Empire, en 123, qu'on les érigea en système: elles devinrent régulières, mensuelles. D'abord, faites à moitié prix, puis gratuites depuis l'an 58, elles constituaient une très lourde charge pour le Trésor, puisque, au dire de Cicéron, elles représentaient, de son temps $\frac{1}{5}$ des vectigalia, dans la seule ville de Rome (Cic., *pro Sextio*, 25, 48).

Sous l'Empire, elles prirent une extension encore plus considérable; en 270, Aurélien, de mensuelles, les rendit journalières, et au lieu de 5 *modii* par mois et par tête, les porta à 2 livres de pain de fine fleur de farine (*Fl. Vopiscus*, Aurél., 35).

L'État ne manquait pas de moyens pour récu-

pérer les frais que lui occasionnait ce service des distributions au peuple : impôts nouveaux, confiscations sur les particuliers, ou sur les princes, revenus des domaines, des manufactures de l'État : de plus, le régime économique romain y prêtait beaucoup.

Les Romains, très pratiques, percevaient les impôts en nature : le contribuable est un fournisseur. Les provinces, les pays conquis sont soumis à ce même régime, et pourvoient aux distributions. Pour assurer le service, de façon à ce qu'il n'y ait jamais d'interruption ni de lacune, il fallait une administration très complète, très compliquée, une surveillance active et continuelle du pouvoir : des corporations fort nombreuses furent chargées de ce soin ; leur organisation ne se compléta que peu à peu : elle dut commencer par être aux mains d'entrepreneurs particuliers. Quelques-unes étaient très anciennes, et dépendaient depuis longtemps de l'État : tels, les *caudicarii* (Sénèque, *de Brev. vitæ*, 13) et les grands établissements de boulangerie (Socrate, *Hist. eccl.*, V, 18).

Bientôt, on ne se borna plus aux simples distributions de blé ou de pain ; le vin, l'huile, la viande, étaient mis en vente ou distribués par l'État, qui se les procurait facilement par ses corporations de *pistores*, de *suarii*, etc. C'était entre les Empereurs une sorte de concours de générosité : Aurélien, par exemple, voulant renchérir sur celle de ses prédécesseurs, ajoute aux distributions une ration de viande de porc (*Vopiscus*, Aurél., 35), et y au-

rait même joint, si le préfet du prétoire ne l'eût arrêté, une ration de vin.

Le peuple devait nécessairement finir par considérer comme un droit ce qui, en réalité, n'était qu'une pure libéralité : mais aussi, pour les Empereurs, cela devint une véritable nécessité, une obligation à laquelle, même les princes les meilleurs et les plus sages, comme Hadrien, Antonin, ou Marc-Aurèle ne purent se soustraire : la politique leur interdisait de rompre avec la tradition établie par leurs prédécesseurs. Nourri, comblé de divertissements par l'Empereur, qui orne la cité de temples, de bains, de théâtres, de portiques, le peuple ne songera pas à changer de maître : il a tout intérêt à le garder.

Une lettre d'Aurélien, au peuple romain, pour annoncer sa victoire sur Firmus, que rapporte Vopiscus, nous offre un curieux exemple de la sollicitude impériale : *Nihil est, Romulei Quirites, quod timere possitis. Canon Ægypti, qui suspensus per latronem improbum fuerat, integer veniet. Sit vobis cum Senatu concordia, cum equestri ordine amicitia, cum prætorianis affectio: ego efficiam ne sit aliqua sollicitudo romana. Vacate ludis, vacate circensibus! Nos publicæ necessitates teneant: vos occupent voluptates* (Vopiscus in Firm., V).

C'est bien là le résumé de la politique impériale : à César, les affaires, les occupations sérieuses ; aux citoyens, les plaisirs, les richesses, la vie large et gratuite, assurée par l'État.

Dès le second siècle, nous trouvons une organi-

sation très complète de corporations chargées de pourvoir aux besoins du peuple. Les manufactures de l'État fabriquent les armes (*fabricenses*), et ces étoffes de pourpre et d'or dont s'habillent l'Empereur, sa cour, les fonctionnaires, et qui servent aux largesse impériales (*gynæciarii—murilegati*—C. J. XI, 6, 7 et 9; — C. Th., X, 19, 20, 21, 22). Dans les mines de l'État travaillent les *metallarii*; le service de l'*annonna* est assuré par les *navicularii* de Rome et de Constantinople qui transportent dans les grands centres le blé fourni par les provinces, et les produits des impôts perçus en nature; les *saccarii*, les *scapharii*, les *caudicarii*, les *lenuncularii*, déchargent dans les ports les grands navires, et portent les cargaisons dans les greniers publics; les *pistores* viennent y chercher le froment et le transforment en pain. Enfin, l'huile est fournie par les *olearii*, la viande, par les *suarii* et les *pecuarii*.

La plupart de ces corporations avaient reçu la concession d'un privilège, d'un monopole.

C'est que l'Empire avait fini par se rassurer sur les agissements des corporations, et par comprendre tout le parti qu'il en pouvait tirer pour gouverner.

Complétons ici ce que nous avons dit des encouragements accordés aux corporations.

Claude favorise par des primes et des privilèges la construction des navires, l'organisation des *navicularii*, et des corporations d'utilité générale: *Negotiatoribus*, dit Suétone (*Claud.*, chap. xix), *certa lucra proposuit, suscepta in se damnis, si cui quid per tempestatem accidisset*. Comme au temps des

guerres puniques, l'Etat prend à sa charge tous les risques, même ceux de mer.

Domitien crée ou réorganise les collèges de Minerve et de Jupiter Capitolin, rétablit les banquets publics, et préside lui-même celui qu'il donne au Sénat, aux chevaliers et à la plèbe (Suétone, *Domitianus*, 513).

Le règne d'Hadrien est un de ceux qui contribuèrent le plus à augmenter les richesses monumentales de Rome et de l'Empire ; tous ses grands travaux furent faits par l'armée d'ouvriers et d'artistes qu'il emmenait avec lui dans ses nombreux voyages à travers l'Empire, organisés militairement : *ad specimen legionum militarium fabros, perpendiculatores, architectos, genusque cunctum exstruendorum mœnium, seu decorandorum, in cohortes centuriaverat* (A. Victor, *de Vita et morte Imper. Epito.*, cap. XIV).

Certaines villes reçurent une sorte de garnison ouvrière, qui dut s'y établir, après l'achèvement de ses travaux : un passage de Spartianus (*Hadrianus*, 22), paraît bien autoriser cette supposition, d'ailleurs très conforme à la tendance utilitaire de la politique impériale (*Callistrate* dans la loi 5, § 12 ; Dig., L, 6, parle des corporations établies *ut necessariam operam publicis utilitatibus exhiberent*).

Il est intéressant de donner quelques détails sur les principales corporations qui dépendaient le plus directement de l'Etat, celles dont s'occupent surtout les textes. Afin de ne pas nous exposer à des redites, nous ne traiterons ici que les points qui

ne trouvent pas place dans les autres parties de cette étude.

I. — Nautonniers

Ils étaient chargés de transporter à Rome et à Constantinople les impôts payés par les provinces, soit en argent, ce qui était assez rare, soit en nature : blés ou denrées de toute nature (C. Th. T. *de Naviculariis*, XIII, 19). Ils devaient construire leurs vaisseaux à leurs frais.

Leurs fonctions avaient une telle importance, qu'on leur traçait un itinéraire, dont il leur était défendu de s'écarter ; les gouverneurs de province ne devaient pas les laisser séjourner trop longtemps dans les ports ; ils ne pouvaient, sous peine de mort, trafiquer des blés ; si un navire faisait naufrage, une enquête sévère était faite sur les causes du sinistre, et la moitié de l'équipage pouvait être mis à la torture.

Entre autres privilèges, les *navicularii* étaient exempts dans une certaine mesure de l'impôt foncier (Loi 14) et de l'impôt des patentes (Lois 23-24), et recevaient $1/25$ de la quantité de blé qu'ils transportaient, et un sou d'or par mille boisseaux (Loi 7, C. Th., XIII, 5).

Leurs biens étaient affectés au service de la corporation, et ils ne pouvaient en disposer sans que le bénéficiaire fût assujéti aux mêmes charges qu'eux : rien ne pouvait faire obstacle à cette règle, ni une clause expresse, ni un rescrit impérial.

II. — Bouchers et Charcutiers

Leur existence devint nécessaire lorsque les Empereurs eurent ajouté aux distributions de pain une portion de viande de porc. Il fallait des individus ayant mission de recueillir ce nouvel impôt en nature, et de le faire parvenir à Rome, ou d'en estimer le montant en argent, pour ceux qui préféreraient ce mode de libération : ce sont les *suarii* ou *porcinarii*.

On leur conféra le droit de retenir 1/20 des viandes reçues par eux, et l'Etat leur accordait une indemnité annuelle de 17,000 amphores de vin (Loi 4, C. Th., XIV, 4).

Les bouchers ou *pecuarii* (viande de mouton, etc.) avaient des fonctions analogues ; Honorius fonda les deux corporations en une seule (C. Th., loi 10, id.).

III. — Pistores

Le *pistor* est l'artisan qui broye le blé, et fait le pain : c'est un meunier-boulangier : il n'y avait pas encore séparation des deux opérations.

Une partie du pain fabriqué par les *pistores* est distribué gratuitement, le reste vendu (Loi 1, C. Th., de *Canone frum. urb. Rom.*).

Ils étaient placés sous l'autorité immédiate d'un fonctionnaire spécial le *præfectus annonæ*, soumis lui-même au *præfectus Urbi* ; il y avait 254 boulangeries à Rome.

Le recrutement du collège des *pistores* était assuré d'une façon très sévère, et les biens de ses membres étaient affectés, quel qu'en fût le détenteur, aux charges de la corporation.

IV. — Portefaix ou *Saccarii*

Ils avaient le monopole du chargement et du déchargement des navires : le *præfectus Urbi* fixe le tarif de leurs salaires. On pouvait, il est vrai, se passer de leur ministère, mais on était, dans ce cas, obligé d'abandonner au fisc $\frac{1}{5}$ des marchandises ainsi transportées, ce qui devait rendre cette pratique extrêmement rare (Livre XXV, 22, C. Th., Valentinien III).

Nous avons énuméré quelques-unes des professions exercées dans les ateliers impériaux : la condition des ouvriers qui y étaient employés était extrêmement rigoureuse ; pour la moindre faute, ils encouraient la peine de mort (Loi 2, C. J. XI, 7) : tous les ouvriers d'un même atelier étaient solidairement responsables les uns des autres (Loi 5, *id.*).

La condition des artisans qui faisaient partie des corporations, surtout des corporations considérées comme étant d'utilité publique, n'était pas beaucoup meilleure ; pour les uns comme pour les autres, plus de liberté ; ce sont de véritables esclaves, et leurs femmes et leurs enfants partagent leur servitude.

Quel autre nom, en effet, peut-on donner à leur condition ? Toujours à la disposition de l'autorité,

astreints à résider dans le lieu où ils exercent, ils n'ont même pas le droit de se faire rétribuer de leur travail comme ils l'entendent : ils sont obligés d'accepter le salaire, souvent modique, que leur concède l'Etat. La corporation n'est plus qu'une sorte d'impasse : on peut y entrer, mais on n'en sort plus.

Il est impossible de se libérer de ce joug, même par la fuite (Loi 2, C. Th., IX, 40); marqué au fer rouge, au bras ou à la main, l'artisan sera recherché partout, et ramené de force à son travail. Ceux qui auront favorisé son évasion seront punis d'une très forte amende (3 ou 5 livres d'or, loi 65, C. J., XI, 7) et même condamnés à devenir ouvriers de la fabrique impériale (Loi 3, *id.*).

Les privilèges concédés aux corporations ont un caractère trop spécial, et sont trop peu importants, en réalité, pour constituer des compensations aux charges de plus en plus lourdes qui pèsent sur elles,

Les ateliers impériaux étaient composés presque en totalité de condamnés, et surtout de condamnés à perpétuité (Loi 8, § 8, C. Th., X, 19); ce sont aussi des condamnés les *metallarii*, ces ouvriers employés dans les mines, carrières et salines, attachés à leur profession, eux et leurs enfants, astreints à l'exercer toute leur vie, depuis le moment de leur naissance jusqu'à leur mort (Loi 15, C. Th., X, 19) : si nous rencontrons parmi eux des esclaves, dont la situation est analogue à celle des *servi publici*, qui ont un pécule dont ils peuvent disposer par moitié,

et qui peuvent être affranchis (Ulp., XX, 16) : ce sont là des exceptions.

L'existence de toutes les corporations dépendant de l'Etat mettait l'industrie privée dans une situation fâcheuse d'infériorité ; mais si nous consultons les longues listes, que nous ont conservées les inscriptions, nous y voyons que le travail libre avait survécu à cette concurrence, et que les *collegia opificum* étaient fort nombreux.

Ils devaient jouir d'un peu plus de liberté que les corporations dont nous venons de parler ; et cependant ils dépendaient jusqu'à un certain point (indirectement, il est vrai) de l'Etat, puisqu'ils étaient placés sous sa surveillance et sa direction, exercées à Rome par l'intermédiaire du *præfectus Urbi*, des magistrats municipaux et des gouverneurs, dans les villes et les provinces (Naudet, les Secours publics à Rome, *Mém. de l'Acad. des Inscr.*, t. XIII).

Au moins jouissaient-ils du privilège de pouvoir débattre librement leur salaire, à la différence des autres corporations, tarifées, en quelque sorte, par l'Etat (Humbert, *Mémoire de l'Acad. de législ. de Toulouse*, t. XVII) : pour eux, il n'y a qu'une *locatio operarum*, et on appliquera les règles qui régissent ce contrat. Une constitution de Zénon ne permet pas de douter que les artisans fussent libres de fixer leurs salaires : elle renouvelle, en effet la prohibition du monopole, et interdit, sous des peines très sévères les coalitions de marchands ou d'ouvriers

dans le but d'obtenir une hausse artificielle des prix ou des salaires (Code Just., IV, 59).

L'industrie aurait eu besoin d'encouragements ; au lieu de lui en donner et de chercher à améliorer le sort des artisans, qui paraît avoir été assez supportable jusqu'au III^e siècle de notre ère, on inaugura au IV^e siècle, le système déplorable du tout par l'État ; on s'efforce de conserver la vie à des corporations dont on ne peut plus se passer, et dont les membres n'ont plus qu'un souci : quitter la corporation.

Plus nombreux sont ceux qui ne font rien et vivent aux dépens du Trésor, que ceux qui contribuent à la prospérité nationale : c'est ce qui explique pourquoi Hadrien, pendant son voyage en Égypte, écrivait au consul Servianus (134), combien il était triste de comparer Rome, la fainéante, et Alexandrie où tous travaillent, même ceux qu'une infirmité semble rendre incapable de se livrer à aucune occupation. Il fallait que le mal fût bien terrible pour que l'Empereur le signalât ainsi dans une correspondance presque officielle. (*Flor.*, *Vopisc.*, IV) ; aussi, le voyons-nous tenir la main à l'exact fonctionnement de tous les services. (*Spartian. Hadrian.*, 22), et Antonin, ne voulant pas, disait-il, voir l'État grugé par des hommes qui ne lui produisaient rien, fait la guerre aux inutiles et aux oisifs (*Capitolinus Antonin.*, 7).

Alexandre Sévère, qui fit beaucoup pour l'industrie, voulut que tous contribuassent, chacun dans la mesure de ses moyens, à la prospérité de

la patrie romaine ; il fit travailler tous les citoyens, même les oisifs, et les pauvres, exemptés depuis Trajan (sauf sous Marc-Aurèle) ; du service militaire (*Capitol. M. Anton. Phil.*, XI).

Mais ces quelques sages mesures n'étaient rien en face des dispositions oppressives et vexatoires qui décourageaient et ruinaient l'industrie : leur caractère de décisions isolées et passagères les laissaient sans force contre une désorganisation et une décadence générales.

Les charges publiques de toute espèce avaient considérablement augmenté, tandis que la richesse diminuait ; les fonctions publiques ne rapportaient plus rien, et n'étaient pour les titulaires qu'une obligation à de lourdes dépenses : le monde romain s'acheminait à grands pas vers sa ruine, et le mal qui le minait avait fait trop de progrès pour qu'il y eût encore quelque espoir de salut.

Rien n'est plus juste que cette pensée de Montesquieu : *la richesse est proportionnelle à la liberté*. On sacrifie à l'intérêt général ; on ne tient plus compte de l'individu, de sa liberté, on ne se préoccupe plus que de l'être collectif, la société : c'est à assurer sa vie matérielle et intellectuelle, à satisfaire ses besoins que tous devront s'employer.

Pour arriver à ce résultat, il va falloir immobiliser chacun dans sa condition, empêcher les désertions, qui ne sont que trop disposées à se produire, surtout parmi les artisans dont le salaire n'est plus, nous disent les textes, qu'une consolation (*sola-*

tium), et qui ont vu restreindre dans de si notables proportions leurs privilèges, qu'ils ont perdu presque toute valeur (Lois 5, § 8, 12, L, 6: pour en jouir encore, il faut être membre *actif* d'une corporation, et n'avoir pas acquis, par l'exercice de sa profession, une fortune qui permette de satisfaire aux charges municipales.)

Il faut lire dans Lactance la peinture peu flattée, mais d'une effrayante vérité, de cette triste période de l'histoire romaine, où le citoyen n'est plus un être libre, fier de son titre de *civis romanus*; il ne s'appartient plus, il se doit corps et biens au service de l'État.

Maintenu de force dans sa condition, l'artisan est même parfois incorporé d'autorité dans un collège, ou transporté d'un collège dans un autre (Symnaque, *Ep.*, liv. X, 27, 58); on a même fait, tant est grande la défaveur dans laquelle sont tombées les professions industrielles, une peine légale de l'incorporation dans un collège d'artisans (C. Th., loi 5, IX, 40; loi 22, XIV, 3).

Esclave de sa profession, l'artisan ne peut même pas espérer laisser à ses enfants le peu de bien qu'il a pu acquérir par un dur labeur: ses biens sont la propriété de la corporation, comme sa personne; en quelques mains qu'ils passent, ils resteront grevés des charges imposées au *corporatus*, sauf cependant la faculté, pour le détenteur, de se libérer en les abandonnant à la corporation (C. Th., loi 8, XIV, 4).

Pour empêcher que les enfants, instruits par

l'expérience de leur père, ne tentent d'aller chercher ailleurs la liberté d'action, la tranquillité que la corporation ne peut leur procurer, on décide que la qualité de *corporatus* deviendra héréditaire dans les familles.

C'est d'ailleurs là un des traits caractéristiques de la législation impériale du Bas-Empire : décurion, colon, commerçant, soldat, tous seront astreints à conserver leur position sociale, tous auront leur chaîne, qu'il ne leur sera jamais permis de briser.

Cette organisation tyrannique paraît dater du règne de Constantin; et les Empereurs ne dissimulent pas leurs tendances despotiques : Justinien déclare que les colons sont les esclaves de la terre : et il en est de même des corporati. Majorien (*Novellæ*, t. I, de *Curialibus*), parlant des décurions, les appelle les esclaves de l'Etat. *In sua semper conditione durare oportet*, peut-on dire aussi du *corporatus*, — *usque ad extremum spiritum*, — jusqu'à sa mort : et encore la mort ne le rend-elle pas quitte envers la corporation : il lui doit encore ses biens, la vie de ses enfants.

Quelle servitude peut se comparer à celle-là ? et comment les textes peuvent-ils encore parler de privilèges ? Est-ce un privilège ce titre de comte qu'on octroie pompeusement aux moins pauvres des négociants ? Non, certes, car il entraîne des dépenses considérables, et, en aucun cas, on ne peut le refuser (C. Th., VI, 20).

Privilège encore, l'immunité des charges de la curie, du colonat accordée au *corporatus* ? Non :

car elle a pour effet de lui interdire tout changement d'état, de l'attacher plus étroitement à sa profession.

Et l'exception de la tutelle et de la curatelle, du service militaire (Loi 2, C. Th., VII, 13), et de ce qu'on appelle les *sordida munera* (Loi 1, C. Th. XI, 16, réparations à faire aux routes, édifices publics, etc.), est-ce que ce ne sont pas là de véritables privilèges? il faut bien plutôt y voir un moyen d'écarter tout ce qui pourrait distraire le corporatus de l'exercice de sa profession, ou, simplement, lui servir de prétexte pour s'en affranchir, ne fût ce que momentanément.

Aucun avantage, de nombreuses et très lourdes charges, voilà, en résumé, la situation des corporations au Bas-Empire. Quelle place, en effet, leur assigne-t-on dans la société romaine? on les met après les *curiales*, à l'autorité desquels ils sont soumis (*pro curialium dispositione*), et une novelle de Majorien déclare qu'un *curialis* vaut 5 *collegiati*. Une novelle du même Empereur, de 458, nous donne un autre exemple du peu de considération dont sont entourés les *collegiati*: les enfants des *curiales* fugitifs doivent être rendus à la curie; s'ils sont nés d'un *curialis* et d'une esclave, ils seront seulement adjoints au collège, *ne materni sanguinis vilitate splendor ordinis polluantur*.

Qu'étaient devenus les *collegia opificum* proprement dits, les corporations libres? Les textes traitant, sans faire de distinctions, des associations industrielles, elles durent être, elles aussi, plus ou

moins atteintes par ce régime rigoureux, mais dans une moindre proportion étant donné leur nature, et leur moins grande dépendance vis-à-vis de l'État (Loi 1, C. Th., de *His qui cond. prop.*).

C'est à ce déplorable système du « tout par l'État » qu'il faut attribuer la ruine de l'industrie romaine ; avec elle disparut la classe moyenne, avec elle s'accrut et se précipita la chute de l'Empire romain. Lorsque, chez un peuple, commerce, industrie, toutes les manifestations de l'activité humaine se trouvent entravées par une ingérence et une surveillance continuelles de l'État, comment pourraient-elles avoir une situation prospère ? Que peut-on espérer de bon d'un système de gouvernement où tout dépend de l'État, qui fait tout, qui est partout ? d'un système de centralisation à outrance, où la machine gouvernementale ne possède plus qu'un rouage central d'où dépendent tous ses mouvements ? Il arrive fatalement, dans cet état de choses, un moment où le pouvoir central n'a plus la force, l'autorité nécessaires pour faire mouvoir tous les organes d'une machine aussi compliquée : un arrêt brusque se produit, souvent irrémédiable, définitif ; c'est la destruction, c'est la mort : l'Empire romain en a fait la triste expérience.

Les corporations paraissent avoir survécu à la catastrophe qui emporta le monde romain, et résisté au flot des invasions barbares : on les voit reparaitre aux époques moins troublées. Les asso-

ciations dont il est question dans les Capitulaires de Charlemagne, semblaient bien être une restauration des corporations romaines.

Au Moyen-Age, les corporations furent très florissantes ; malgré certains abus, inséparables de toute institution humaine, elles ont rendu d'immenses services au commerce et à l'industrie.

Turgot ne put parvenir à les ébranler ; mais elles furent emportées par le flot révolutionnaire, comme beaucoup d'autres institutions de l'ancien régime, et la loi du 7 mars 1791 leur porta le dernier coup en proclamant le principe de la liberté du travail.

APPENDICE

QUELQUES MOTS SUR LES *COLLEGIA TENUIORUM*

Nous n'avons pas encore parlé d'une espèce de collèges dont les textes du Digeste nous révèlent l'existence, les *collegia tenuiorum* : en quoi consistaient ces associations ?

Marcien, dans un texte du Digeste (Loi 1, XLVII, 22), commence par poser en principe que les associations sont défendues : les gouverneurs de provinces devront, sur ce point, se conformer aux décisions et instructions impériales, et s'opposer à la création de toute espèce d'associations.

Et il ajoute : *Sed permittitur tenuioribus stipem menstruam conferre, dum tamen semel in mense coeant, ne sub prætextu hujusmodi illicitum collegium coeat : quod non tantum in Urbe, sed in Italia et in provinciis locum habere divus quoque Severus rescripsit.*

Exception est donc faite, à certaines conditions, en faveur des *collegia tenuiorum* ; ils pourront se réunir, avoir une caisse alimentée par des cotisations mensuelles ; mais ces réunions ne pourront avoir lieu qu'une fois par mois. D'ailleurs, les membres de ces corporations peuvent toujours faire

partie d'une association religieuse : *sed religionis causa coire non prohibentur*, ajoute Marcien. Les associations religieuses, en effet, ont été de tout temps très en faveur à Rome ; mais comme ceux qui fondent une association pourraient être tentés d'adopter cette forme, pour laquelle la législation se montre bien plus tolérante, le texte continue : *dum tamen per hoc non fiat contra senatus-consultum, quo illicita collegia arcentur*.

Tout cela ne nous éclaire pas sur la nature des *collegia tenuiorum* : étymologiquement, le mot *tenuiores* signifie des petites gens, et nous croyons que ce terme devait désigner les petits artisans vivant de leur travail. En effet, l'un des rares textes qui s'occupent des *tenuiores*, un texte de Callistrate (Loi 6, § 12. Dig., L, 6), contient, cela ne peut faire aucun doute, des dispositions relatives aux collèges d'artisans. Les termes en sont assez clairs pour rendre impossible toute contestation : *iis collegiis*, dit le jurisconsulte, *vel corporibus, in quibus artificii sui causa unusquisque adsumitur*, — et il cite comme exemple les *collegia fabrorum*, et tous les collèges analogues, — tous ceux qui concourent à assurer les services publics : les *tenuiores* sont donc bien des ouvriers.

Mais, selon toute probabilité, ils ne devaient pas former des collèges à part, mais appartenir à des collèges d'artisans, chacun d'après le métier qu'il exerçait. Membres de diverses corporations, les *tenuiores* devaient se réunir dans un but d'assistance, et constituer des sortes de sociétés de secours

mutuels, dont les ressources étaient assurées par des cotisations mensuelles.

Ce qui nous confirme dans cette opinion, qui nous est suggérée par les expressions très nettes qu'emploie Marcien, c'est la fin du texte de Callistrate (nous n'avons pas reproduit ici en entier ce texte fort long ; nous le rapportons, page 140), où le jurisconsulte déclare que ceux qui ont fait dans le commerce ou l'industrie une fortune suffisante qui leur permette de supporter les charges municipales, ne jouiront pas des privilèges *quæ tenuioribus per collegia distributis concessa sunt*. Les immunités accordées aux *tenuiores* s'expliquent, en effet, par leur modique situation de fortune, et par le but particulièrement digne d'intérêt qu'ils poursuivent.

Nous repousserons donc l'opinion de Mommsen, qui ne voit dans ces *collegia tenuiorum* que des associations funéraires, formées entre gens du peuple, dans le but de s'assurer une sépulture ; d'après l'éminent auteur, la loi de Marcien n'autoriserait que cette espèce d'associations ; il va même jusqu'à soutenir que cette loi défend toutes autres associations : même les associations religieuses.

Notre précédente démonstration détruit à l'avance ces deux affirmations ; mais voyons sur quelles bases elles s'appuient.

Mommsen prétend trouver la preuve de cette prohibition dans une loi d'Ulpien, la loi 2 (Dig., XLVII, 11). *Sub prætextu religionis vel sub specie solvendi voti cætus illicitos nec a veteranis temp-*

tari oportet. De plus, le début de l'inscription de Lanuvium vient, selon lui, compléter le texte de Marcien, et établir qu'il s'agit bien de collèges funéraires; le sénatus-consulte qui figure en tête de la *lex collegii* reproduit, en effet, la loi de Marcien, et y ajoute ces mots : *in funus*.

Nous ne sommes pas du tout convaincus par cette argumentation : la loi d'Ulpian n'a pas du tout le sens qu'on veut bien lui donner. Il est inadmissible de soutenir que les associations religieuses étaient défendues par la législation romaine : Marcien rappelle, au contraire, qu'elles sont permises : *religionis causa coire non prohibentur*. Il eût été, d'ailleurs, impossible avec le caractère romain de les interdire.

Ce que défend le législateur, et c'est là ce que veut dire Ulpian, ce sont ces *collegia* plus ou moins suspects, fondés sous la forme des sociétés religieuses; on s'attache non pas au titre, à l'étiquette, mais au but véritable que se proposent les fondateurs.

La prétendue preuve avancée par Mommsen ne vient pas non plus; de ce que le sénatus-consulte qui figure en tête de l'*Inscriptio Lanuvina* ne parle que des associations funéraires, il ne faut pas en conclure que celles-là seules étaient permises, et que les *collegia teniorum* faisaient partie de cette catégorie. Nous avons, en effet, établi précédemment qu'il était intervenu, dans les premières années de l'Empire, un sénatus-consulte conçu en termes généraux, une sorte de Code concernant le

droit d'association : c'est de ce document que l'inscription de Lanuvium reproduit un extrait, et elle y ajoute naturellement les mots *in funus*, puisque le collège dont elle contient le règlement est un collège funéraire.

L'Empereur, d'ailleurs, en permettant, en fait, toutes les associations religieuses ou funéraires, se réservait le droit d'empêcher la fondation sous cette forme des associations politiques.

Mommsen, du reste, fait une étrange concession à notre système, quand il déclare que ces *collegia tenuiorum*, que les collèges funéraires pouvaient se réunir *ad epulas et res sacras, quotiens res ferebat* ! (Mommsen, *de Collegiis*, p. 88.)

D'ailleurs, de nouvelles inscriptions, découvertes depuis la publication de la dissertation de Mommsen, viennent corroborer cette affirmation (Renier, *Inscriptions d'Algérie*. — *Inscriptions relatives à un collège d'officiers de la 3^e légion de Lambèse*) : le texte d'Ulprien ne vise, en réalité, que les associations illicites de soldats, fondées sous la forme d'associations religieuses.

Les *collegia tenuiorum* sont donc des sortes de sociétés de secours mutuels, formées entre petits artisans, membres de diverses corporations, dans le but de s'assister les uns les autres, au moyen de cotisations mensuelles.

Leurs réunions sont permises à deux conditions :

1^o Ils ne pourront se réunir qu'une fois par mois : *semel in mense*, dit Marcien (Loi 1, Dig., XLVII, 22) ;

2^o Ils ne pourront faire partie de deux associations à la fois.

Tenu d'un service public, engagé envers la corporation sur sa personne et sur ses biens, le *collegiatus* se doit à elle, et ne peut aller porter à une autre son travail ou ses ressources pécuniaires.

DEUXIÈME PARTIE

ORGANISATION INTÉRIEURE DES COLLÈGES D'ARTISANS

Un principe domine toute la matière de l'organisation intérieure et de la condition juridique des corporations, principe que Gaïus formule en ces termes (Loi 1, § 1, Dig., III, 4) : la corporation a pris pour modèle la cité, elle est *ad exemplum reipublicæ*. C'est là une analogie qu'il ne faut pas perdre de vue : la corporation s'intitule d'ailleurs elle-même fièrement « la République » ; ses membres en sont le peuple, la *plebs*, le *populus collegii* (Orelli, n° 2417 et *passim*.).

Chez un peuple aussi conservateur que les Romains, l'organisation des collèges d'artisans n'a pas dû beaucoup varier : telle nous la trouvons sous l'Empire, telle aussi elle devait être dans la période précédente : c'est pour cette raison, et aussi, et surtout, parce que c'est l'époque sur laquelle nous avons le plus de documents, que la situation des collèges d'artisans sous les Empereurs fera l'objet principal de cette étude.

CHAPITRE PREMIER

TERMINOLOGIE. — DIVISIONS

§ 1^{er}

TERMINOLOGIE

Plusieurs termes sont employés pour désigner les collègues d'artisans :

Sodalitas : c'est le terme général que l'on pourrait traduire en français, quoique notre langue ne soit pas aussi riche en nuances que la langue latine, par association. Voici l'étymologie qu'en donne Paul Diacre :

Sodales dicti quod una sederent, vel quod ex suo datis vesci soliti sint. Le terme est fort ancien.

Sodalitium : mot très ancien aussi, et qui désignait, vers la fin de la République, les associations prohibées : *lex Licinia de sodalitiis*. Son sens primitif reparait sous l'Empire (Orelli, 4056, 4092).

Collegium : c'est le terme le plus usité, celui qui figure en tête du titre du Digeste, consacré à notre matière (Liv. XLVII, tit. xxii) : *de Collegiis et corporibus*. Il ne sert pas seulement à désigner les corporations, mais encore toute espèce de groupe social, dont les membres ont mêmes intérêts, ou même profession : c'est ainsi que l'on dit : *colle-*

gium consulum, prætorum, tribunorum (Cic., in *Verr.*, II, 41) : les membres de ces groupes se disent *collegæ*.

Corpus : expression très fréquente dans les textes juridiques et les inscriptions : *quibus permissum est corpus habere* (Gruter, 449, 3; — Godef., *comm. ad. leg.* 1, C. Th., XI, 7; — C. Th., loi 9, XII, 6).

Fabricæ : mot particulier, employé au Bas-Empire pour désigner les manufactures de l'État (C. J. T. de *Fabricensibus*, XI, 10).

D'après ce que nous venons de voir, les membres des corporations s'appelleront les *sodales, collegiati, corporati, incorporati* : dans les inscriptions, nous trouvons les termes *populus collegii* ou *plebs collegii* ou *respublica collegii* (Orelli, 2417, 4104, 4054, 4075, 4068, 2625).

On trouve aussi dans les inscriptions le mot *ordo* employé comme synonyme de *collegium* ; son sens est donc plus vaste ici que lorsqu'il s'applique à l'*ordo municipalis* (il a, quelquefois aussi, le même sens restreint) : au III^e siècle, tout au moins, l'*ordo* ne comprend pas la *plebs* du municipe, tandis que tous sont compris dans l'*ordo collegii* et prennent part aux délibérations (Orelli, 3097, 4115, *populus ejus corporis.... immunitatem sex centuriarum decrevit. — Plebs ordinis corporatorum lenunculariorum et tabulariorum*).

Y a-t-il une différence entre les *collegiati* et les *corporati* ? Ces deux expressions devaient être synonymes ; si *corporati* sert à désigner les corps

de métiers chargés de l'alimentation de Rome, d'Alexandrie et de Constantinople, Majorien (Nov. de 458), parle des *corporati* des autres cités ; et, au Digeste, il est question de *corporati* auxquels un sénatus-consulte permet *corpus habere*. L'explication la plus simple est celle qu'à donnée Godefroy (*ad leg. 1, C. Th., de Collegiis*) : à Rome, ils ont le nom de *corporati*, et dans les provinces, ce sont des *collegiati* : tous deux sont également maintenus dans leur état par le pouvoir central ; mais les *corporati* ont une organisation plus complète, la surveillance du gouvernement est plus sévère en ce qui les concerne, les services qu'ils rendent sont plus importants.

Quoi qu'il en soit, les *corporati* du Code Théodosien sont bien le type des membres des corporations d'artisans au Bas-Empire.

Nous ne pouvons mieux terminer ce paragraphe qu'en citant la définition du collège que donne Wassenauer (*Dissertatio ad titulum de coll. et corp.* ; — *Fallembergii jurisprudentia*, t. I, chap. IV, pl. 400) :

Collegium est legitima trium pluriumve personarum ejusdem conditionis vel numeris vel negotiationis aut opificii vel amicitiae et communium studiorum causa consociatio. Corpus est plurium collegiorum conjunctio. Universitas est omnium collegiorum et corporum ejusdem oppidi jure societatis multitudo.

Universitas est donc le terme général, le genre ; *collegium*, *corpus*, l'espèce.

§ 2

DIVISIONS

Le plus souvent, le collège est une institution locale; il réunissait les artisans qui exerçaient la même profession dans la même ville ou dans le même quartier, et c'est sous cette forme que les inscriptions nous en ont transmis le plus grand nombre (Orelli, *Muratori, Corp. inscr. lat.*).

Il n'y a, semble-t-il, que deux exceptions à cette règle générale :

1^o Le collège de *fabri* chargé d'éteindre les incendies se recrutait au moyen d'un prélèvement de deux membres dans chacun des collèges de la cité : c'était le corps des pompiers. A Rome, le *præfectus vigilum* avait sous des ordres un corps de *fabri* de 7 cohortes; à Constantinople, 560 artisans avaient été, dans le même but, réunis en collège ;

2^o Les *collegia domus Augustæ*, dont le personnel se compose d'affranchis et même d'esclaves (*tabularii, commentarienses, tabellarii*, etc.), ont leurs membres répandus dans les provinces (*Corp. berol.*, III, 6077 et notes).

Sauf ces deux exceptions, le collège est une institution locale, un groupement par professions s'exerçant dans une ville, ou même dans un quartier (*jumentarii* de la porte gallica, Muratori, p. 525, n) : souvent, les individus qui ont le même métier

sont cantonnés dans un même quartier (*Collège du Capitole sous la République*, Tite-Live, V, 50, 52).

Dans les villes de province, surtout, plus encore qu'à Rome, la corporation se présente sous une forme toute particulière : les corps de métiers, dont les occupations offrent une certaine analogie, se réunissent pour former un seul collège, plus important : c'est ainsi que les ouvriers du bâtiment *fabri tignarii*, *fabri ferrarii*, *centonarii*, *dendrophori* forment presque toujours une seule corporation. (Orellli, 4069-4074). L'État devait, naturellement, beaucoup pousser à cette concentration, qui donnait plus de force aux corporations, puisque, pour lui, elles ne sont qu'un des rouages indispensables de la machine gouvernementale. Une constitution du Code Théodosien (Loi 1, XIV, 8), prouve bien que telles étaient les intentions du gouvernement impérial. *Ad omnes judices litteras dare tuam convenit gravitatem ut quibuscumque oppidis dendrophori fuerint, centonariorum atque fabrorum collegiis annectantur, quoniam hæc corpora frequentia hominum multiplicari expedit.*

(V. aussi les listes données par Orellli, Muratori, le *Corpus inscr. lat.*).

Les Romains établis à l'étranger, les individus originaires d'un même pays qui avaient quitté leur patrie, n'échappaient pas à cette loi de l'association ; si leur nombre ne leur permettait pas de fonder un collège, ils demandaient à être incorporés dans un de ceux déjà existants dans la ville

qu'ils habitaient. Les inscriptions nous offrent de très fréquents exemples de collèges ainsi fondés par des marchands ou des industriels du même pays, résidant à l'étranger : citons le *collegium peregrinorum* des commerçants romains, en Batavie (Orelli, 178), les *collegia urbanorum*, en Espagne (*Corp. inscr. lat.* II, 2428, 3244), etc.

(Voir aussi Mommsen, *Corp. inscr. lat.*, II, p. 252, et *Corp. inscr. neap.*, 2476, 2488).

La corporation, tout en ne comprenant que les individus qui exerçaient la même profession, pouvait s'étendre plus loin que les limites d'un quartier, ou même que les murailles d'une ville : ainsi, les *nautæ* naviguant sur le cours entier d'un fleuve, se constituaient en corporations : *nautes de la Saône*, *nautes du Rhône*, etc.

L'esprit d'association était d'ailleurs partout : on se réunit en collèges pour célébrer le culte d'une divinité, pour s'assurer un tombeau et une sorte de culte après sa mort (*collèges funéraires*) : ne va-t-on pas jusqu'à former des associations de parasites ? et, l'une d'elles, se réunissait pour rendre une sorte de culte à son patron *Albullus Dextrus* ! (Mommsen, *Corp. inscr. neap.*, 5029).

Les membres du collège se partagent en *décuries* et en *centuries* : à Apulum, le collège des *fabri* est divisé en 11 *centuries* ; le collège formé à Milan par la réunion des *centonarii* et des *fabri*, comprend 12 *centuries*, subdivisées en *décuries* ; à la tête de chaque *décurie* était placé un décurion (*C. Inscr. berol.*, V, p. 635).

Et ce ne sont pas là de simples divisions administratives inventées par des règlements intérieurs, dans un but d'utilité pratique ; elles ont une existence légale ; en quelque sorte une vie à part, puisqu'elles peuvent recevoir des libéralités : elles dédiaient, en effet, des inscriptions à leurs bienfaiteurs.

Cette division en *décuries* et en *centuries*, qui semble avoir été étendue à toutes les corporations, a été empruntée à l'organisation militaire : nous la trouvons, en effet, surtout appliquée à des corporations qui devaient avoir des rapports avec le service des armées, comme les *fabri* et les *dendrophori*. Certains collègues de *fabri* devaient être attachés aux arsenaux, soit en Italie, soit dans les colonies.

Quand aux *dendrophori*, il est assez difficile de savoir au juste quelles étaient leurs attributions ; nous basant sur l'étymologie (*δένδρον*, arbre, *φέρειν*, porter), nous croyons avec M. Rabanis (*Recherches sur les Dendrophores*, passim) que leurs fonctions consistaient à pratiquer les coupes de bois, et à en apporter les produits aux chantiers de Rome ou des villes de province. Nous en concluons qu'ils avaient pour divinité *Sylvain*, le dieu des forêts, et c'est une raison pour supposer qu'ils se confondaient avec les *collégia Sylvani* (Montfaucon, V, 82).

Ceci admis, on comprend, comme pour les *fabri*, qu'on leur ait appliqué la division militaire en *centuries* et *décuries* : leur concours était nécessaire pour la confection des travaux d'attaque et de défense, et des machines de guerre.

Nous le répétons, et les inscriptions, les documents juridiques et autres nous y autorisent, cette division en *décuries* et *centuries* a dû être étendue à toutes les corporations.

CHAPITRE II

FONCTIONNAIRES, — DIGNITAIRES, — PROTECTEURS DES COLLÈGES

SECTION PREMIÈRE

CHEFS DES COLLÈGES

La corporation est une véritable petite république ; comme tout État, comme toute cité organisée, elle aura des chefs pour la diriger, des fonctionnaires pour l'administrer, des magistrats pour juger les différends qui pourront naître entre ses membres, ou avec les personnes étrangères à la corporation. Les expressions qui désignent, dans les textes, ces différentes classes de personnes sont à peu près les mêmes que celles qui figurent dans l'organisation municipale ; et l'analogie signalée par Gaius entre la cité et la corporation nous autorise à affirmer, d'une manière générale, que leur rôle et leurs attributions devaient présenter de très grandes ressemblances avec celles de leurs homonymes dans le régime municipal.

A la tête des *décuries*, subdivisions de la corporation, sont placés des *décurions* ; les inscriptions nous révèlent leur existence : à Lerici, près de Sarzane, le collège des *fabri* en a 12 (Orelli, 4055) ; dans la Norique, à Cetium (*Corp. inscr. berol.*, III,

1082, 5659—V, 732, 5869); à Apulum, il y en avait aussi; à Salone, en Dalmatie, dans le collège des *fabri* et des *centonarii*, dans les corporations de *lecticarii*, leur existence est constatée (*Id.*, III, 2107, 1981, 2106, 2108) (Gruter, 600, 1; Orelli, 2625).

Il est probable que leurs fonctions avaient beaucoup d'analogie avec celles des décurions municipaux, et qu'ils avaient la haute surveillance sur l'ensemble de l'administration, sur la gestion des biens de la corporation et sur l'emploi des capitaux (Houdoy, *Droit municipal*).

Leur autorité, cependant, ne devait pas avoir un caractère très absolu : les inscriptions constatent fréquemment l'intervention, en ce qui concerne la gestion des affaires de la corporation, du *populus*, de la *plebs*, de l'*ordo corporatorum*.

Parmi les chefs d'un collège, il faut encore citer les *principales* (*Corp. inscr. berol.*, III, 1082) : ici, l'analogie avec la cité ne serait pas une grande ressource, le terme ayant tantôt un sens vague et général, et désignant les *premiers citoyens*, les *plus importants* (Loi 27, Dig., XLVII, 19), tantôt un sens plus précis, et étant synonyme de décurions (C. J., loi 4, V, 27; — C. Th., loi 128, XIII, 1; — Houdoy, *loc. cit.*). — C'est le dernier sens, semble-t-il, qu'il faut attribuer à cette expression, lorsqu'il s'agit de corporations, comme le prouve l'inscription suivante : « *Principales collegii ære conlato, secundum decretum ipsorum facere curaverunt.* »

Les décurions rendaient des décisions ou *decreta* : *Pro salute* (dit une inscription de Cetium restituée) :

domini nostri Imperatoris Cæsaris Marci Aureli Antonini Augustini, collegium Fabrum ædem impendio suo restituit ære publice conlato, decreto decurionum (Corp. inscr. berol., III, 5659).

SECTION II

FONCTIONNAIRES ET MAGISTRATS

Les noms, les attributions des fonctionnaires et magistrats des corporations sont très variables; aussi, est-il assez difficile d'en donner une idée très nette, une nomenclature complète.

Duumviri. — Comme la cité, le collège a des *duumvirs*; ils administrent et contractent au nom du collège, agissent en justice, dirigent les jeux. Comme juges, ils peuvent, du moins à ce que l'on suppose, condamner à l'amende (Loi 131, *in fine*, Dig., II, 1) et au-delà d'une certaine somme (Paul, V, 5, 1), dont le chiffre nous est inconnu, ils ne peuvent plus juger, excepté lorsque les parties les ont choisis comme arbitres. La durée de leurs pouvoirs est de un an: elle fut portée à cinq ans et même augmentée, lorsque, à la fin du quatrième siècle, le *duumvirat* fut aboli, et remplacé par la présidence, dans la cité, du premier décurion inscrit sur l'album, qui prend le titre de principal par excellence (*Corp. inscr. berol.*, III, 5678; — 2^e part., 2, 623; — Muratori, 519, n^o 1).

Quinquennales. — Dans la cité, ce sont des cen-

seurs municipaux (le mot est synonyme de *censor*, Orelli, 3882) nommés pour une année, et qui, entre autres attributions, avaient celle de procéder au cens tous les cinq ans (Houdoy., *loc. cit.*, p. 329 et s.). Nous en concluons que, dans la corporation, les *quinquennales* devaient avoir la surveillance de la confection de l'album, et, par conséquent, un droit de contrôle très étendu et souverain sur les admissions.

En retour, ils jouissaient du privilège d'avoir double part dans les distributions faites à la corporation (Mommsen, *de Collegiis*; — Orelli, 2395). Le *quinquennalis* était, en outre, *immunis a sigillis*, ce qui, probablement, signifie qu'il était dispensé de payer une cotisation mensuelle : ces privilèges sont, du moins, le partage du *quinquennalis* d'un *collegium funeraticium* à *Lanuvium* (Orelli, 2395; — Mommsen, *de Collegiis*), et tout porte à croire que ce devait être là une prérogative accordée aux *quinquennales* d'une manière générale, comme une sorte de compensation aux charges qui pesaient sur eux.

Parfois, on décernait ce titre au patron de la corporation, procédé ingénieux pour le forcer à se montrer plus généreux : une inscription (Orelli, 4115), cite un patron des *piscatores et urinatores totius alvei Tiberis* qui cumulait ces deux titres.

D'ailleurs, cet encouragement à la générosité n'était pas toujours nécessaire : la *quinquennalis* savait prouver à la corporation sa reconnaissance d'un mouvement spontané, comme ce T. Claudius

Chresimus, dont nous parlent les inscriptions (206 de Jésus-Christ, Orelli, 4074), *quinquennalis* des dendrophores de Rome, qui fit une distribution d'argent lorsqu'il fut nommé par ses collègues : *ob honorem quinquennalitatis*.

Magistri. — Il est rare de rencontrer ces fonctionnaires dans les collèges d'artisans (Orelli, 4056. *Corp. inscr. berol.*, III, 4496, 1016, 3580, 4158). — Leur nom est emprunté aux collèges de prêtres, où ils avaient la direction des jeux et des sacrifices, la garde et la surveillance des lieux où se célébrait le culte : il en existait chez les frères Arvales, les Saliens, les Aruspices, les Augures (*Dirksen*).

Nommés à perpétuité ou pour une année, ils s'occupent de l'administration intérieure de la corporation et des statuts (*Dirksen, Ueber die Zustand der juristischen Personen*, p. 57, dans les *Civilistische Abhandlungen*, t. II, p. 57). (Orelli, 2619 ; Gruter, V, 35).

Quant à l'administration du patrimoine, on ne sait trop s'ils y avaient part : un texte d'Ulpien (Loi 9, Dig., XLVI, 8) semble le dire, puisqu'il place sur le même rang le *magister universitatis* et le *syndicus* ou l'*actor* de la cité, quant aux actions à intenter au nom de la corporation.

Ce terme est surtout employé pour désigner les chefs de corporations de fonctionnaires sous l'Empire : *magister officiarum* — *census*, *magistri militum* — *scriniorum*, etc., *magistri* des *scholæ palatinæ*. Certaines corporations de *fabri*, à Rome,

par exemple, ont des *magistri officiorum*, qui devaient avoir sous leurs ordres des agents subalternes de la corporation ou *officiales* (*Corp. inscr. lat.*, V, 4488, 5272).

Édiles. — Ils devaient être chargés de la garde et de l'entretien des bâtiments appartenant à la corporation, *templa* ou *scholæ* (*Corp. inscr. berol.*, III, 5678, 2^e partie, II, 623).

Judices. — Il en est peu question, en général, dans les textes et les inscriptions : Lampride y fait allusion dans sa vie d'Alexandre Sévère (ch. xxxiii) : ce prince organisa tous les corps de métiers en corporations et attira à Rome une foule de commerçants et d'artisans, en leur promettant *maximam immunitatem*, et il ajoute : *Hisque ex sese defensores dedit, et jussit quid ad quos judices pertineret*.

Au Bas-Empire, ils existaient encore, car il est question dans le Code Théodosien des juges particuliers, les *decuriales urbis Romæ*.

On ne pouvait se soustraire, sous aucun prétexte, à cette juridiction particulière ; une constitution d'Anastase (C., loi 7, III, 13) interdit aux marchands et à ceux qui exercent un métier quelconque de décliner la juridiction des juges *ad quos earum professionum seu negotiationum cura pertinet*.

Les documents font défaut sur ce point, et nous sommes réduits à de simples conjectures : ils avaient probablement une mission analogue à celle des jurés, dans les corporations du Moyen-Age,

mission d'apaisement et de conciliation, et devaient servir d'arbitres dans les difficultés qui surgissaient entre les membres de la corporation.

Curatores.—(Orelli, 7194; Gruter, 354, 1).—Dans la cité, le *curator* est le premier des magistrats; au-dessus des intrigues municipales, puisqu'il dépend du pouvoir central, puisqu'il est nommé par l'Empereur, le *curator*, dont les pouvoirs vont toujours en augmentant, finit par absorber en lui toutes les fonctions, sauf celle de juge, dans le courant du III^e siècle: il administre le patrimoine du municipe, surveille l'exécution des travaux publics, place les capitaux, etc. (Lois 3, § 2, et 9, § 4; Dig., L, 8).

Dans les collèges, ce fonctionnaire devait avoir à peu près les mêmes attributions (*Corp. inscr.*, V, 5612. — *Corp. inscr. lat.*, V, 2, 635); il semble, qu'à un certain moment, il dut remplacer le *quinquennalis* dans la surveillance des admissions; un texte de Marcien (Loi 3; Dig., XLVII, 22) du III^e siècle, décide que le *curator* d'un collège de *tenuiores* qui aura admis un esclave comme membre du collège, sans s'être assuré, préalablement, qu'il a le consentement de son maître, encourra une amende de *centum aurei*.

Le collège a aussi des *questeurs*, ils ont la surveillance de la caisse, tiennent la comptabilité, veillent à la rentrée des cotisations, présentent des rapports sur les questions soumises aux assemblées; on les appelle quelquefois plus spécialement

les *arcarii*, parce qu'ils ont la charge de l'*arca communis* : ce sont les trésoriers (Loi 1, Dig., III, 4; — Gruter, 101, I,—372, I,—411, II,—632, I; — Orelli, 3954, 4056, 4109, 4133, 2444).

Les *præfecti* semblent se rencontrer surtout dans une espèce de corporation attachée à l'armée : d'après Duruy, ce sont les chefs des *fabri*, ouvriers militaires, notre arme du génie. Les *fabri* ne faisaient partie d'aucune légion ; le gouverneur d'une province militaire avait un certain nombre de ces corporations disséminées dans son ressort. C'est lui qui choisissait leur chef, le *præfectus*. On plaçait ces corporations de préférence dans les provinces frontières, ce qui permettait aux légions, dès qu'elles se trouvaient en présence de l'ennemi, d'avoir sous la main des ouvriers pour construire des machines, des travaux d'attaque ou de défense.

Cette fonction n'était pas incompatible avec d'autres ; les gouverneurs semblent choisir ordinairement les titulaires parmi les personnages les mieux posés. Ainsi, les inscriptions nous apprennent que le *præfectus fabrorum*, à *Vindobona* (Vienne), était décurion, questeur et duumvir de la cité (*Corp. berol.*, III, 4557).

Le *præfectus fabrorum* devait être, selon une remarque de M. Giraud (Bronze d'Osuna, *Remarques nouvelles*, p. 50), une espèce de commandant du génie, ayant sous ses ordres une certaine circonscription territoriale. Quelle était la durée de leurs fonctions ? On ne sait trop ; cependant, une inscription de *Dyrrachium* qualifie de *præfectus*

perpetuus ce fonctionnaire dans le collège des *fabri tignarii*.

Les procès-verbaux des séances, la rédaction des décisions était confiée aux *scribæ* ou *tabularii* (*Inscription de Lanuvium*). Ils devaient faire partie des officinales placés sous l'autorité d'un magister.

Ils étaient divisés en décuries, à la tête desquelles étaient des *principes*.

Citons encore quelques fonctionnaires dont les inscriptions et les textes ne nous ont conservé que les noms, sans nous renseigner sur leurs attributions : les *rectores* (collèges des *fabri sabidiani* de Cordoue), et les *dispensatores* (*Corp. berol.*, II, 244 ; V, 7572), les *procuratores* ; enfin, les *primates*, les *primicerii* et les *secundicerii*. Pour ces derniers, tout ce que nous en pouvons dire, d'après une constitution de Valentinien, Théodose et Arcadius, fixant à 2 ans la durée de l'administration du *primicerius fabricæ*, ou chef des *fabricences* (ouvriers armuriers) (*C. Th.*, X, 22, loi 3), c'est que ces fonctionnaires devaient surtout se rencontrer dans les corporations qui faisaient partie de l'administration impériale.

Nous ne parlerons ici ni de l'*actor*, ni du *syndicus* : nous les retrouverons dans la troisième partie de cette étude.

Terminons cette section en disant quelques mots d'un personnage dont nous parle Lampridius, dans sa *Vie d'Alexandre Sévère* : ce prince donna aux corporations des *defensores* (*ex sese defensores dedit*,

ch. xxxiii). Les inscriptions les mentionnent : les *lecticarii* de Sarmizegethusa, capitale de la Dacie, les marchands de la Pouille ont des *defensores* (*Corp. berol.*, III, 438; — Gruter, I, 433; — V. aussi lois 34, 23; Dig. XII, 2).

Arcadius Chersius (Loi 18, § 13; Dig., L, 4), les confond avec les *syndici*; d'après lui, la fonction de *defensor* est un *munus personale* conféré par les membres de l'association; nous croyons que le *defensor* a une mission plus générale et plus durable que le *syndicus*.

Mais ce n'est guère que dans la cité que le *defensor* est arrivé à acquérir une grande importance (V. M. de Broglie, *l'Église et l'Empire romain*, liv. V, p. 52) : quoique les corporations aient eu les mêmes raisons que les cités de se servir d'un *defensor*, pour résister à l'oppression administrative et municipale, il ne semble pas que le *defensor* des collèges ait jamais eu une grande influence (sauf les *defensores* des Eglises, loi 41, C. I, 3, 6; I, 4), les collèges ayant toujours un *defensor* attitré qui leur suffisait, le patron.

Les fonctionnaires des collèges étaient presque tous nommés par leur *collegæ*, mais au-dessus de leur autorité planait l'autorité du pouvoir central, qui se réservait sur tout ce qui concerne les corporations un droit de contrôle et de surveillance; ils jouissaient d'une certaine prérogative : celle de figurer en tête de l'album, ou registre, contenant les noms des *collegiati*, mais cependant après les patrons ou les présidents sortis des charges (V.

dans les inscriptions les spécimens d'albums qui nous ont été conservés : *Corp., inscr. lat.*, I, 1118, 1406; — II, 1403, etc; — Orelli, 4054).

Selon toute probabilité, les quinquennales, que les textes qualifient toujours d'*immunes*, devaient être dispensés de la cotisation mensuelle.

Dans les banquets de corps, ils avaient droit à meilleures place et portion dans les distributions, à une plus forte part. C'est de là que leur vient, dans certaines inscriptions, cette appellation : ceux qui ont double part (*Inscrip. de Lanuvium*).

C'était le prix des dons qu'ils faisaient au collègue; souvent, ces dons n'étaient pas exclusivement volontaires, la *lex collegii* en fixait parfois le quantum (*Corpus incr. lat.*, X, 6638, b. 15).

SECTION III

PATRONS

La corporation se composant le plus souvent d'artisans très peu aisés, on voit immédiatement qu'elle n'aurait pu se suffire à elle-même; il lui fallait un protecteur, qui l'appuyât de son influence; il lui fallait quelqu'un de riche qui la fit vivre par des largesses, des dons, des distributions : ce fut le patron.

Le patron est encore un emprunt fait par la corporation à l'organisation de la cité, et, certes, ce n'est pas, nous le verrons, l'emprunt le moins utile.

Dès la République, les colonies et les municipales se sont choisi à Rome des patrons ; c'est donc une institution très ancienne. Pris parmi les personnages influents, le patron représente les cités auprès du pouvoir central ; c'était une espèce de tuteur qui ou bien interposait son autorité pour faire cesser les troubles dans l'intérieur de la corporation, ou se chargeait de faire agir son influence, ou même de plaider pour elle, lorsqu'elle avait à paraître en justice.

Le choix des patrons était essentiellement libre de la part de l'universitas ; il avait lieu par le mode solennel de la *cooptatio*. Pline fut, dès son enfance, comme il l'écrit à Fabatus, grand-père de sa femme, choisi pour patron par l'*oppidum* de Tiferne (aujourd'hui Citta di Castello), voisin d'une de ses propriétés (*Epist.*, IV, 1) : *Oppidum est prædiis nostris vicinum, nomen Tifernum Tiberinum, quod me pœne adhuc puerum patronum cooptavit, tanto majore studio quanto minore judicio*. Pline reconnaissant y avait fait bâtir un temple et devait, en passant, s'arrêter pour assister à la cérémonie de la dédicace, qu'il faisait suivre d'un grand repas.

Cicéron raconte avec fierté qu'il a été choisi comme *seul* patron par la ville de Capoue : Capoue l'a choisi parce qu'il l'a sauvée, en même temps qu'il sauvait la République : *Me inaurata statua donarant ; me patronum unum adsciverant : a me se habere vitam, fortunas, liberos arbitrabantur* (*In Pisonem*, XI).

C'était, en effet, un grand honneur que d'être choisi comme unique patron, car généralement, la cité en prenait plusieurs.

De la cité, l'institution passa avec les mêmes caractères dans la corporation. Souvent le patron était, comme celui de la cité, un personnage influent, un citoyen important, que cette distinction flattait et posait avantageusement; souvent aussi, surtout dans les corporations moins considérées, c'était quelque négociant enrichi, charmé de prendre cette dignité coûteuse, à défaut d'autres: tant il est et sera toujours vrai qu'il n'est rien de tel que de flatter l'amour propre et la vanité de son prochain pour arriver à ses fins. On le priait humblement d'accepter cette charge (c'en était bien une, en réalité), et on faisait graver au-dessus de sa porte le décret de nomination, avec force louanges sur ses mérites personnels et sa générosité. C'est ainsi qu'à Lyon nous voyons figurer au nombre des patrons un marchand d'huile et un marchand de vins (Boissieu, *Inscriptions de Lyon*, p. 207).

Le patron devra donc être riche et influent: ce sont là deux conditions essentielles pour la corporation. On a soin lorsqu'on fait graver une inscription en l'honneur d'un patron, d'y relater tous ses titres: c'est flatteur pour la corporation, peut-être autant que pour le patron (V. Boissieu, *loc. cit.*, pp. 259, 260: *les nautes de Lyon* annoncent avec fierté qu'ils comptent parmi leurs patrons le trésorier général des Gaules); lorsqu'il a quelque di-

gnité municipale, on ne manque pas de le dire (*Corpus inscr. lat.*, III, 1207, 1208, 1209).

Ce que l'on recherche surtout dans le patron, c'est l'homme riche et généreux, aussi en a-t-on le plus grand nombre possible: certains collèges en ont deux, d'autres jusqu'à 10 (*bateliers d'Ostie*) (1): d'autres vont jusqu'à 15 (*forgerons de Sarzane*) (Muratori, p. 582).

Parfois, des femmes ont ce titre; parfois même des enfants, pour flatter la vanité et la générosité des parents (Muratori, p. 517, 3; p. 518, 2; p. 521, 1. — Cf. *Tables du Corp. inscr. lat.*).

En revanche, le patronage de certains collèges était fort recherché ou accepté très facilement; c'était ou ces collèges, qui s'intitulaient *collèges splendides* et qui étaient considérés comme très honorables (*par exemple, les nautes du Rhône, qui avaient, à Nîmes, 40 places réservées dans l'amphithéâtre.* — Boissieu, p. 396), ou bien, et surtout, ceux dont l'influence pouvait être fort utile en temps d'élections.

Pour remercier le patron de sa générosité, le collège décide qu'on lui en rendra hommage publiquement par une inscription: pour reconnaître ce bon procédé, et maintenir sa réputation, le patron se livre à de nouvelles largesses, qui lui valent, naturellement, de nouveaux témoignages de reconnaissance: par exemple, le collège achète un terrain pour lui faire bâtir un tombeau (2), ou bien,

(1) Orelli, 4054, 4104.

(2) Beaucoup d'inscriptions funéraires portent L. d. d. d., c'est-à-dire: *Locus datus decreto decurionum*.

il lui élève une statue, soit dans sa maison (1), soit sur la place publique (2), — au cas de maladie du patron, on offre un sacrifice aux dieux; s'il fait un voyage, on élève un autel à Jupiter et à la Fortune, et on leur demande d'assurer au patron un bon voyage et un prompt retour (*Forgerons de Dijon*. — Orelli, 4083).

Tout cela se fait aux frais du collège *ære conlato*, ce que les inscriptions n'ont garde de passer sous silence, comme cette inscription où les *fabri* de Salone manifestent leur reconnaissance envers leur patron : *Ob merita ejus collegium fabrum ex ære conlato* (*Corp. berol.*, III, 2026).

Mais, évidemment, ces petites manifestations n'étaient pas très lourdes pour les collègues, puisque les frais s'en répartissaient entre tous les membres, tandis que le malheureux patron payait fort cher une fonction qu'il n'avait acceptée que parce qu'elle chatouillait agréablement son amour-propre, qui ne lui rapportait rien, sinon des ennuis et des dépenses, dépenses d'autant plus considérables que le même personnage était souvent patron de deux ou plusieurs collèges.

C'est lui devait travailler à améliorer la situation du collège, le défendre en toute occasion contre les empiètements du pouvoir central : le véritable *defensor* du collège, c'est le patron (*Corp. inscr. lat.*, V, 4341 : Les *dendrophori* de Brescia remercient leur patron d'avoir obtenu la confirmation de leurs privilèges).

(1-2) *Corp. inscr. lat.*, X, 5968 et 4724.

La générosité du patron affectait toutes les formes, même les plus bizarres : ainsi, à Aquinūm, Cl. Pompeius Faustius conduit à ses frais en promenade le *collegium fabrum*, dont il était le patron et le préfet, et le collège a consigné, dans une inscription, l'expression de sa reconnaissance, et le souvenir de ce mémorable événement : *Duxit collegium sumptibus suis in ambulativis* (Corp. berol., III, 4138).

Toutes ces inscriptions nous révèlent que, de tout temps, on a exploité, toujours avec succès, la vanité de son prochain, et qu'il est et sera éternellement facile de trouver des individus qui seront très flattés d'être choisis par leurs concitoyens pour faire, en somme....., leur bonheur !

Les plus intelligents d'entre eux, qui ne considéraient la qualité de patron que comme un titre purement honorifique, devaient sourire lorsqu'ils voyaient à quel point les collègues recherchaient leur patronage, dans quelles formes d'humble, disons même de plate flatterie, ils sollicitaient leur acceptation. Une inscription nous en offre un bien curieux exemple : un collège d'artisans (de marchands de draps), demande humblement à T. Julianus de consentir à prendre le titre de patron : on exalte ses mérites, on s'excuse auprès de lui de n'avoir pas songé plutôt à lui, etc.

Au Bas-Empire, surtout pour les corporations qui concourent à l'approvisionnement de Rome, une très sensible modification se produit dans le caractère du patron : ce n'est plus comme autrefois

un personnage influent, que l'on va chercher à Rome, c'est à un homme considérable de la cité même qu'on décerne ce titre, souvent aussi à un membre ou même un dignitaire de la corporation; nous voyons le même individu cumuler les titres de patron et de *præfectus (collegia fabrum)* ou de patron et de *curator quinquennalis (collegium naviculariorum Urbis Romæ)* (*Bollettino dell' Istituto Archeologico Romano*, 1871, pp. 148 et 199; — Pigeonneau, de *Convectione urbanæ annonæ*, p. 71).

Ainsi, les boulangers (*pistores*) étaient répartis en *officinæ* ou ateliers; à la tête de chacun était un patron (C. Th., loi 7, XIV, 3; lois 2 et 12, *id.*; — *God. ad. leg. 7*). Outre la direction de l'atelier, il avait la surveillance et la responsabilité de tout ce qui faisait partie de l'atelier (Paul, *Sent.*, III, 6, 64): esclaves, animaux, meules, instruments de travail; il administrait les *fundi dotales*.

Nous trouvons une organisation analogue dans d'autres corporations comme les *suarii* et les *caudicarii* (Loi 9, C. Th., XIV, 4; loi 1, C. Th., XIV, 23).

Chez les *pistores*, il y avait plusieurs patrons par atelier: dans d'autres corporations, ils n'avaient pas sous leur direction une subdivision de la corporation, mais la corporation tout entière.

Entre les patrons existait une sorte de hiérarchie: il y avait des *primi patroni*: l'un d'eux, le *prior patronus*, était élu pour cinq ans. On interdisait formellement au patron de s'occuper d'une autre corporation (Lois 2 et 7, C. Th., XIV, 3—3, 9 et 10, *id.*, XIV, 4); il devait se consacrer exclusivement à

la corporation qui l'avait choisi, surveiller les membres dans l'exercice de leurs fonctions et garder les magasins. C'était une espèce de régisseur.

S'il s'acquittait bien de ses fonctions, lorsqu'il les quittait, on le nommait comte de 3^e classe ; au cas contraire, on le reléguait au dernier rang de la corporation, *ad pistrina revocentur*.

Voilà, certes, une très importante réforme ; mais, on la comprend, puisque les corporations qui en furent l'objet dépendaient directement du pouvoir central, et que leur organisation particulière venait de ce qu'ils servaient la politique impériale, en assurant l'approvisionnement de la populace romaine. Nous croyons donc que ce système spécial n'exista qu'à Rome, et que les collèges de province, et même les collèges de Rome, qui n'étaient pas placés aussi directement que ceux que nous venons d'étudier, sous la main du pouvoir central, continuèrent à avoir dans leur patron un simple protecteur, comme autrefois, et. non plus un chef sur lequel retombait la responsabilité de toute l'administration.

Alexandre Sévère encouragea et développa l'utile institution des patrons ; ce sont les véritables *defensores* de la corporation, et la loi leur reconnaît le droit d'agir en justice pour elle.

SECTION IV

COMMENT SONT NOMMÉS LES FONCTIONNAIRES DE LA CORPORATION

La corporation, croyons-nous, élit elle-même librement ses fonctionnaires, comme la cité, à l'origine du moins. Dans la cité, en effet, le peuple assemblé dans ses comices nomme seul les magistrats municipaux ; puis, ce *jus creandi* fut transporté à la curie municipale ; et, enfin, le pouvoir central s'ingéra dans les affaires de la cité et le gouverneur de la province finit par assister aux séances ; il désignait (*nominare*), le candidat de son choix : le plus souvent, c'était non pas seulement une désignation, mais un ordre.

Il n'est pas probable qu'il en ait jamais été ainsi dans les collèges d'artisans, où les décurions n'acquirent pas l'influence qu'avaient ceux de la cité ; mais nous pouvons très légitimement supposer que le pouvoir central, surtout au Bas-Empire, ici comme en tout ce qui concerne les collèges, dut se réserver un droit de contrôle et de surveillance, et qu'il pouvait toujours casser les nominations faites au sein du collège. Mais cela n'empêchait pas les *corporati* de choisir librement leurs fonctionnaires ; les textes nous disent (C. Th., XIV, *Ult. tit.*) que les *corporati* d'Alexandrie éli-

saient leurs chefs (*archi-gerontes et diæcetes ou administrateurs*): de même les *pistores* de Rome désignaient eux-mêmes leurs chefs d'atelier ou patrons.

CHAPITRE III

COMMENT SE FONDENT ET SE RECRUTENT LES COLLÈGES

SECTION PREMIÈRE

CONDITIONS NÉCESSAIRES POUR LA FONDATION D'UN COLLÈGE

Il est assez difficile de donner sur ce point, comme en général sur tout ce qui concerne les corporations romaines, des règles bien précises ; il n'existe pas, sur cette importante matière des corporations, un ensemble de lois, mais une foule de décisions éparses dans les divers monuments de jurisprudence ; et encore sont-ce des décisions spéciales à telle ou telle corporation, et qui sont loin de former un tout homogène. Les interprètes ont eu justement ce grand tort de vouloir généraliser ces décisions, sans faire attention au caractère tout particulier qu'elles présentaient.

Cependant, on peut poser quelques règles, que les textes citent d'une façon plus générale et dont la nature même porte à croire qu'elles étaient communes à tous les collèges.

Pour fonder un collège, il faut être au moins 3 : il est évident qu'un nombre aussi minime de *corporati* devait se rencontrer bien rarement. C'est le

chiffre indiqué par Marcellus (Loi 85, Dig., L, 16). *Neratius Priscus tres facere existumat collegium et hoc magis sequendum est.*

Réduite à un membre, la corporation subsiste néanmoins ; ce seul et unique membre suffit pour lui conserver la vie ; il exerce les actions de la société, il peut être poursuivi pour les dettes communes (Loi 7, § 2, Dig., 3, IV). *In decurionibus, vel aliis universitatibus nihil refert, utrum omnes idem maneant an pars maneat vel omnes immutati sint. Sed si universitas ad unum redit, magis admittitur posse eum convenire et conveniri, cum jus omnium in unum recciderit et stet nomen universitatis.*

Ainsi, pas plus que la réduction à un seul membre, le changement de tous les membres originaires ne peut avoir influence sur la vie de la corporation (Savigny, *System des heutigen R. R.*, II, § 89).

Pour faire partie d'une corporation, il faut être citoyen romain, sujet de l'Empire ; mais on ne s'occupe pas de la province d'origine, pourvu que ce soit une province romaine.

Les esclaves eux-mêmes peuvent être membres d'un collège ; mais il ne semble pas qu'on leur ait accordé l'entrée dans tous les collèges ; on ne paraît leur avoir ouvert que les *collegia tenuiorum* et encore ne peuvent-ils y entrer qu'avec l'autorisation de leur maître (Loi 3, § 2 et 3, 47, XXII).

Il est probable que le maître ne refusait pas, en général, une autorisation, qui, en somme, devait tourner à son profit. Cependant, un fonctionnaire

du collège, le *curator* avait mission de faire une enquête sur ce point : s'il omettait de s'acquitter de ce soin, il s'exposait à payer une amende de 100 *aurei*. Son enquête devait porter sur l'âge, les ressources, la réputation du candidat, et très probablement, il faisait du tout un rapport, qu'il soumettait à l'assemblée générale des membres, qui donnaient ou refusaient leur approbation.

Certains collèges n'admettaient que des hommes libres ; d'autres admettaient les esclaves, mais ne leur accordaient pas le droit de voter.

Fallait-il une autre condition ? Devait-on justifier de certaines capacités ou connaissances, spéciales, professionnelles ? Devait-on passer une sorte d'examen, présenter un chef-d'œuvre, comme dans les corporations anciennes en France ? Les textes sont muets sur ce point, mais il est probable que les statuts des corporations réglementaient cette question importante, mais toute spéciale.

Il est un point qui paraît établi (Wallon. *Histoire de l'esclavage*), c'est que l'industrie romaine avait comme maintenant, on pourrait presque dire ses écoles, ses degrés, et qu'avant d'être ouvrier, on devait passer par un apprentissage, plus ou moins long. Le contrat d'apprentissage existait, et sa nature, les conditions dans lesquelles il s'établissait, ne paraissent pas différer beaucoup de ce qu'elles sont actuellement (Loi 1, C., X, 64).

Une condition très importante, et même absolument indispensable pour fonder un collège, c'était d'obtenir l'autorisation impériale. Le collège

délibérait librement ses statuts, qui ne devaient contenir rien de contraire à l'ordre public et aux lois; et on présentait ce projet de statuts, car ce n'était encore qu'un projet, à l'approbation de l'Empereur. Cette présentation avait lieu par demande adressée au gouverneur de la province (à Rome, au préfet de la ville de Rome), qui examinait la demande, y apposait son avis motivé, et transmettait le tout à l'Empereur.

L'affaire était examinée par le prince ou par son conseil, et la décision prise, décision qui, naturellement, ne comportait aucun recours, était transmise aux intéressés par le magistrat qui avait présenté leur requête à l'approbation impériale.

Le plus souvent, la réponse était négative, l'Empereur ne se souciant guère, la plupart du temps, d'encourager la création de groupes sociaux dont l'influence pouvait devenir dangereuse pour son autorité. C'est ce que constatent les textes du Digeste (*de Collegiis*, etc.), où il est dit que les Empereurs accordaient leur autorisation : *paucis admodum in causis*. Il n'y avait donc que trois modes d'existence légale pour un collège : il devait se faire autoriser par un *mandatum*, un *senatus-consultum*, ou une *constitutio principum* (Dig., XLVII, 22).

Le collège qui avait omis de recourir à un de ces trois modes, était considéré comme n'existant pas, c'était un *collegium illicitum*; on n'exceptait de ce principe, on ne dispensait de la nécessité d'une autorisation que les *collegia tenuiorum*, tant à cause de leur peu d'importance, qui les rendait moins

suspects, que de leur but humanitaire (Dig., loi 1, XLVII, 22).

Un collège pouvait avoir une existence légale, être muni d'une autorisation, et devenir, dans la suite, un *collegium illicitum*, par exemple, s'il se mettait en contradiction avec les lois générales, ou avec ses statuts particuliers. Les gouverneurs de province avaient la surveillance des collèges, et devaient assurer, à leur égard, la stricte observation des lois et des statuts (Dig., loi 1, XLVII, 22, pr.).

Les peines les plus sévères atteignaient les membres d'un *collegium illicitum* : le sénatus-consulte qui dissout les corporations rétablies par Clodius, les punit *ea poena quæ est de vi*. Plus tard, on assimila le fait de faire partie d'un *collegium illicitum* au crime de sédition, et on lui appliqua la peine prononcée par la *lex Julia majestatis* (Loi 2, Dig., XLVII, 22; — loi 1, § 1, *ad legem Juliam majestatis*, XLVIII. 4).

On voit immédiatement tout ce que la prétendue liberté des corporations avait d'illusoire, avec cette nécessité de l'autorisation : ajoutons, de plus, qu'une fois accordée, elle pouvait toujours être retirée.

Pour être membre d'une corporation, il faut avoir été agréé, nommé par ses collègues ; c'est du moins la règle dans la curie municipale, et la corporation a dû adopter cette règle, comme elle a fait pour bien d'autres de même provenance :

Herenninus Modestinus respondit sola albi proscriptione minime decurionem factum, qui secundum

legem decurio creatus non sit (Loi 10, Dig., de *Decurionibus et filiis eorum*, L, 2).

Il faut, de plus, être inscrit sur l'album ou registre contenant tous les noms des membres du collège; l'album est révisé tous les cinq ans, sous la direction du *quinquennalis* ou président, qui prend alors le nom de *ensor* (Malapert, *Revue de Législation et de Jurisprudence*, 1863, t. II, p. 259). — L'inscription est faite par un employé spécial, l'*immatriculator*, qui dresse les listes, et y inscrit les noms.

Nous venons de voir que le *ensor* avait un droit de contrôle sur les admissions dans le collège, que c'était même pour lui un devoir, sous peine d'amende, de n'admettre que ceux qui réunissaient les conditions requises. Une fois ce premier travail fait, il avait évidemment le droit de rayer sur l'album ceux qu'il jugeait indignes d'y être conservés : par exemple, ceux qui avaient manqué à la loi du collège, ou qui avaient commis quelque méfait ; ou encore ceux qui ne payaient pas régulièrement leurs cotisations. Et ce fait devait se présenter souvent ; car une inscription (*Corp. inscr. lat.*, III, p. 924), nous a conservé l'acte de dissolution d'un collège funéraire d'esclaves, qui contient entre autres causes de dissolution le non-paiement des cotisations, et l'inscription de Lanuvium recommande aux *collegiati* de payer régulièrement, pour permettre au collège d'avoir une existence longue et prospère.

Généralement, le nombre des membres est illi-

mité; les inscriptions qui nous ont transmis des listes, renferment parfois plusieurs centaines de noms (*Corp. inscr. lat.*, I, 1181, 1406, et *passim*; — Orelli, 4054).

Parfois, au contraire, l'Empereur, en accordant l'autorisation à un collège, fixait le nombre de ses membres (comme par exemple pour les *pistores*) (Pline, *Epist.*, X, 42; — *Corp. inscr. lat.*, II, 1167), soit par mesure de police, soit pour assurer le monopole à certaines corporations.

Le nombre des membres pouvait encore être limité lorsque le fondateur était un personnage riche, un simple particulier, qui, en accordant des fonds pour la création d'un collège, prenait ainsi ses précautions pour qu'ils ne soient pas dissipés trop vite.

Par conséquent, il n'y avait que la mort des membres, ou la dissolution du collège, qui pût donner des places vides (Orelli, 2417).

Pour compléter cette sévère législation, et pour empêcher les *corporati* de désertir leur collège, on décida qu'on ne pouvait faire partie que d'un collège à la fois : *Non licet amplius quam unum collegium licitum habere, ut est constitutum et a divis fratribus; et si quis in duobus fuerit, rescriptum est, eligere eum oportere, in quo magis esse velit; accepturum ex eo collegio, a quo recedit, id quod ei competit ex ratione quæ communis fuit* (Dig., loi 1, § 2; XLVII, 22, de Marcien).

Par conséquent, si, membre d'une corporation, on vient à devenir membre d'une seconde, à re-

cueillir, par exemple, par succession ou autrement, une part dans une corporation, il faut opter entre les deux, en prenant, dans la corporation que l'on quitte, la part qui vous revient.

SECTION II

COMMENT SE RECRUTENT LES COLLÈGES

§ 1^{er}

Période classique

Aucun document sur ce point, jusqu'au II^e et III^e siècle ne nous est parvenu, et c'est ici que l'analogie avec le régime municipal va pouvoir nous aider.

On entrait dans l'*ordo decuriorum* au moyen de l'*allectio*, sorte d'élection solennelle, qui intervenait sur un décret des décurions (Houdoy, p. 159, 237; — Orelli, 3711), et qui servait à combler les vides de la *curie*.

Comme nous trouvons cette même expression employée dans le Digeste, nous pouvons en conclure qu'un mode analogue d'admission existait pour les collègues (V. lois 11, 13, L, 2; — loi 6, § 13, L, 6, § 12, *id.*).

Parfois, cette *allectio* était faite d'office par l'autorité supérieure, lorsqu'il s'agissait de corporations plus directement soumises au pouvoir central, comme les corporations de fonctionnaires (*Suétone*, Tibère, II).

Le passage de Suétone qui y fait allusion laisse entendre que l'Empereur, probablement parce qu'il cumulait toutes les magistratures, pouvait faire entrer qui il voulait dans une corporation de scribes, et que l'élu de l'Empereur était immédiatement inscrit sur l'album.

Qui peut entrer dans une corporation ? En principe, tous peuvent y être admis ; les esclaves eux-mêmes y ont place, mais seulement, semble-t-il, dans les *collegia tenuiorum* (Marcien, loi 3, § 2 ; Dig., XLVII, 22), ou dans les *collegia funeraticia* (Inscr. de Lanuvium) et sous la condition sine qua non de rapporter le consentement de leur maître.

Nous savons déjà que le *curator*, qui avait la responsabilité des admissions dans le collège, encourait une amende de cent aurei, s'il laissait s'introduire dans le collège un esclave non muni du consentement de son maître.

La pécule de l'esclave lui permet d'acquitter les cotisations qui incombent à chacun des membres de la corporation ; grâce à son pécule, aussi, l'esclave devait pouvoir entrer dans certains collèges d'artisans (*fullones, textores, sarcinatores* ; loi 1, § 1, Dig., XIV, 4) : ceux-là surtout devaient leur être ouverts, qui n'exigeaient pas un droit d'entrée ou de cotisation trop élevé, et qui réunissaient les artisans appartenant à une profession dont l'exercice ne demandait pas des ressources trop considérables.

Le consentement du maître était encore, évidem-

ment, nécessaire : mais il est probable qu'il était, dans ce cas, assez facilement accordé, le maître devant retirer un certain avantage personnel du séjour de son esclave dans un collège.

§ 2

Bas-Empire

PREMIÈRE DIVISION. — *Admission volontaire*

Nous pensons qu'elle existe toujours ; nous ne sommes pas en effet à une époque où on eût pu dédaigner un mode de recrutement des collèges ; nous verrons, au contraire, que la tendance est bien plutôt à en créer de nouveaux. L'édifice social est dans un état complet de désagrégation, désagrégation devenue inévitable avec l'augmentation toujours croissante des charges qui pèsent sur chacun ; les Empereurs vont chercher par tous les moyens à arrêter ce mouvement de dislocation, et vont s'efforcer d'attacher chacun à la place qu'il occupe dans la société.

Nous trouvons une constitution des Empereurs Honorius et Théodose, de 412, par conséquent d'une époque très récente, presque de la fin de l'Empire romain, qui semble bien prouver que l'admission volontaire fut maintenue jusqu'à cette époque : il est question des *fabricenses*, ou ouvriers des manufactures impériales :

Si quis consortium fabricensium crediderit eli-

gendum, in ea urbe, qua natus est vel in qua domicilium collocavit, his quorum interest convocatis, primitus acta conficiat etc. (Loi 4, C. XI, 9).

Nous en voyons encore une preuve dans ces nombreux textes qui ont pour but d'empêcher les *curiales* ou les *corporati* de se soustraire aux charges de leur corporation en entrant dans une autre ; c'est donc que l'on pouvait encore être admis dans un collège sur un vote des membres : *His quorum interest convocatis*.

DEUXIÈME DIVISION. — *L'Origo*

Ce mode est un des modes nouveaux de recrutement introduits par la politique impériale, et même le plus important.

L'hérédité des charges devient un principe de gouvernement ; on ne voulait plus entrer dans les corporations : non seulement ceux qui y sont y seront maintenus, mais leurs fils devront succéder à la qualité de *collegiatus* qu'avait le père, et à toutes les charges qu'elle entraîne. On peut donc dire que, dès sa naissance, l'enfant du *collegiatus* appartient à la corporation, il est *obnoxius collegio* : le Code Théodosien en donne un exemple, les *navicularii* (C. Th., loi 20, XIII, 4) et les Empe-reurs Valentinien I^{er} et Valens (Loi 5, C. Th., XIV, 3), rappellent aux *corporati* qui pourraient être tentés d'échapper à leurs fonctions, les devoirs que leur impose leur origine : *debitas huic necessitati origines*.

Un fait curieux vient encore à l'appui de cette

affirmation, en même temps qu'il prouve combien les collèges avaient besoin d'être repeuplés : dans certains, le fils mineur échappait, jusqu'à ses vingt ans, par la présence même de son père dans la corporation, aux charges de *collegiatus* : mais la corporation devait lui trouver un remplaçant ; et ce qu'il y a de plus curieux, c'est que ce remplaçant devait conserver sa place dans la corporation même lorsque le mineur devenu majeur avait succédé à son père.

On entrait aussi dans une corporation par l'effet du mariage : celui qui épousait la fille d'un membre de certaines corporations devenait forcément, par ce fait même, membre de cette corporation (*conchyleguli* ou ouvriers qui confectionnaient les étoffes dont les Empereurs faisaient usage pour leur cour ou leurs largesses, loi 5, C. Th., X, 10 ; *pistores*, Constitution de Constance, loi 2, *id.* ; — loi 14, XIV, 3).

Le principe est encore affirmé pour les *pistores*, dans une constitution de 403 : tout homme qui épouse la fille d'un *pistor* est agrégé à la corporation. On alla même plus loin : et prévoyant que les *pistores* ou leurs enfants pourraient avoir l'idée de se soustraire à leur corporation en allant chercher femme dans une autre, on leur interdit tout mariage avec des femmes étrangères à leur corporation (Loi 24, C. Th. XIV, 3), et notamment avec des actrices (*thymelicas*) ou des femmes qui figuraient dans les jeux du cirque : *eæ quæ aurigandi studio detinentur* (Arcadius et Honorius).

Les peines portées contre les contrevenants étaient très sévères : c'était la bastonnade, la déportation, la confiscation des biens au profit de la corporation.

Nous trouvons un exemple frappant de cette tendance dans la politique impériale à propos des *monetarii* ; une constitution des Empereurs Gratien, Valentinien et Théodose copiant la disposition du sénatus-consulte Claudien relative aux femmes libres qui vivaient en *contubernium* avec un esclave, décide que, au cas où une femme libre de toute obligation, veut contracter une union avec un *monetarius* (ouvriers des fabriques monétaires), on devra lui adresser une dénonciation ; si elle persiste à demeurer avec le *monetarius*, elle est acquise, elle et tous les enfants nés de cette union, à la corporation. On finit même par prendre une mesure bien plus radicale : on interdit aux filles des *monetarii* de se marier en dehors de la corporation :

Sicut et monetario nullam necti volumus, ita et monetario patre susceptas prohibemus extraneis copulari (Lois 10, C. Th. X, 20 ; — Cf., lois 3 et 5, *id.*).

Nous venons de voir que l'*origo* a pour effet de soumettre aux obligations du collège les fils des *corporati* ; il nous reste à examiner un cas qui, il est vrai, devait se présenter bien rarement, puisque la politique impériale s'est toujours efforcée de le prévenir, mais qu'il faut cependant prévoir : c'est celui d'une union régulière ou non entre personnes qui sont d'une condition, d'un collège différents.

Quel est le sort des enfants nés d'une telle union ? D'une manière générale, on peut dire que la question a toujours été résolue en faveur du recrutement des collèges.

Nous en avons vu une application à propos des *monetarii* ; le Code Théodosien va nous en offrir une autre, et celle-là est une règle générale : (Arcadius et Honorius, C. Th., loi 1, XIV, 7). *De quorum agnatione hæc forma servabitur, ut ubi non est æquale conjugium, matrem sequatur agnatio, ubi vero justum erit, patri cedat ingenua successio*. Ce que le commentateur Godefroy explique ainsi :

1^o L'enfant est né d'un *conjugium inæquale*, entre un *collegiatus* et une *ancilla* : il suit la condition de sa mère ;

2^o L'enfant est né d'un *conjugium justum*, c'est-à-dire d'un *collegiatus* et d'une femme libre : il suit la condition de son père.

Cette règle devait aussi s'appliquer au cas où le père et la mère appartenaient à des collèges différents : c'est ce qui nous faisait dire que la question se résolvait presque toujours en faveur de l'augmentation du collège ; le mari communiquait à sa femme, en quelque sorte, son *origo*, en la prenant pour épouse.

Mais, ce qui est plus étrange encore, c'est que l'homme qui, n'appartenant à aucun collège, épousait une femme qui faisait partie d'un collège, y entrait par son mariage et ses enfants aussi (*pistores. monetarii*).

TROISIÈME DIVISION. — *La possession de certains biens*

Ce mode de recrutement, bien que les textes n'en parlent qu'à propos des corporations de Rome, devait s'appliquer à toutes les corporations.

Certains biens étaient affectés au service de telle ou telle corporation : le possesseur, que l'on considère comme un accessoire, comme une dépendance de ces biens, devra toujours, quel qu'il soit, le service de cette corporation à l'État.

Il en est ainsi pour les *navicularii* (Loi 5, D. L, 4). Lorsqu'on est *idoneus facultatibus*, c'est-à-dire qu'on a une position de fortune suffisante, on est *obnoxius conditioni naviculariæ*. Une *nominatio* d'un magistrat suffit pour opérer l'incorporation ; dès lors l'État a droit d'exiger du possesseur qu'il remplisse les obligations attachées à ces biens ou en abandonne la propriété (Loi 8, C. Th., XIII, 5 ; C. Th., de *Præd. navicular.*). Peu importe de quelle façon ces biens sont arrivés en sa possession ; peu importe que le vendeur des *prædia* soit l'État, la cité, un étranger à la corporation : la corporation peut toujours les revendiquer.

Cette revendication pourra toujours avoir lieu : la dignité du possesseur ne saurait le protéger. Il ne pourra argumenter de la *præscriptio longi temporis* (Lois 9 et 10, C. Th., XIII, 6), ni des privilèges spéciaux concédés par l'Empereur (loi 3, C. Th., *id.*). En Afrique, cependant, la *præscriptio* de 50 ans met le possesseur à couvert.

Aucune dignité ne sauve le possesseur, pas même le caractère impérial, et l'Empereur s'engage, s'il devient possesseur de biens grevés des charges réelles des *navicularii*, à *subire functionem naviculariam*.

Même organisation pour les *suarii* et les *pistores*: ces derniers ont cependant cet avantage qu'une constitution de 369 (Valentinien I^{er}), époque à laquelle semble-t-il cette organisation devint définitive, distingue deux catégories de biens: ceux qui sont (Loi 13, C. Th., XVI, 3) affectés à un service public, — ceux qu'ils possèdent comme simples particuliers. Les premiers seuls sont tenus, et obligent leur possesseur, envers l'État, même s'ils sont transmis par succession d'un *pistor* à un *pistor*, ou à un étranger: *Quia pistrino proficere convenit quod apud pistorem eo vivente permansit*.

Cette servitude est d'ailleurs générale; la terre doit l'impôt et le service militaire: le colon est l'esclave de la terre.

QUATRIÈME DIVISION. — *Incorporation forcée*

C'est là un mode de recrutement qui devait être fréquemment pratiqué au Bas-Empire.: on avait besoin, en effet, à cette époque, de remplir les cadres des collèges qui présentaient bien des vides.

L'incorporation avait lieu, soit par ordre de l'Empereur: c'est ainsi qu'une constitution de Gratien (Loi 3, C. Th., XIII, 9) permet aux *navicularii* d'Afrique de s'adjoindre tous ceux qu'ils trouveront

vacui publico officio,— soit par une simple désignation (*nominatio*) d'un magistrat, et une constitution de 371 indique dans quelles catégories le choix pourra être fait (C. Th., de *Naviculariis*, *passim*, lois 14 et 27).

Était encore incorporé d'office dans un collège tout enfant male né d'un *curialis* fugitif et d'une esclave: *ne materni sanguinis vilitate splendor ordinis polluat* (Nov. Major., t. VII, 2 et 3).

Constantin et Valentinien décrétèrent qu'on serait incorporé dans le collège des *pistores* pour des fautes de peu de gravité (C. Th., IX, 40).

CINQUIÈME DIVISION. — *Comment on est maintenu
dans les collèges*

C'est ici qu'apparaît tout particulièrement cette tendance de la politique impériale que nous avons signalée: on ne tient plus compte de l'individualité de chacun, on ne voit plus dans le membre de la corporation qu'un instrument, que l'habitude a rendu plus apte que tout autre à remplir certaines fonctions nécessaires à la vie sociale. Il faut donc absolument que le *corporatus* ne puisse avoir l'idée de quitter la corporation; mais comme son titre est de plus en plus pénible à porter, que les charges qui pèsent sur lui deviennent tous les jours plus lourdes, et qu'il n'a plus qu'une préoccupation, s'y soustraire, on va s'efforcer de rendre toute désertion impossible.

On prend d'abord les *corporati* par la douceur,

on cherche à les retenir par la concession de nombreux privilèges : nous en ferons plus loin un résumé. Mais on s'aperçut bien vite que ces prétendus privilèges n'étaient que le prix, prix estimé beaucoup trop bas, de très lourdes charges ; personne ne s'y laissait plus prendre.

Il fallut recourir à d'autres moyens beaucoup plus sûrs, mais aussi beaucoup plus violents.

Les *collegiati* tentaient bien souvent d'échapper à leur triste situation par la fuite, et se réfugiaient dans les campagnes. Les Empereurs édictèrent contre ces tentatives de désertions et contre ceux qui les encourageraient, des constitutions extrêmement sévères. On organise une véritable chasse au *collegiatus* ; on devra rechercher partout les fugitifs, et les ramener de force dans la corporation. Afin de les reconnaître, on alla jusqu'à marquer au fer rouge, en un endroit du corps bien apparent, sur le bras, les *corporati* (Loi ult., C. Th., X, 22).

Ceux qui favorisent leur fuite, ou qui les aident à se soustraire aux recherches, en les recélant, sont passibles de fortes amendes (Constitution de Valentinien, lois 2, 6, 9, C. Th., X, 20, à propos des *dextrini*, *gynæcæi*, *linteones*, qui fabriquent les étoffes nécessaires à la Cour).

Les fils de Théodose s'émurent de cette situation et y portèrent un remède radical. (Loi 1, C. Th., XII, 19.)

Le *collegiatus* qui avait réussi à échapper à sa corporation, et à s'établir dans la campagne, comme colon, n'avait aucun obstacle à présenter à la re-

vendication (on peut très justement employer ce mot : le *collegiatus* était bien la chose de sa corporation) de sa corporation : quelque long qu'eût été son changement d'état, dura-t-il depuis plus de 40 ans, il ne pouvait s'en prévaloir pour prétendre qu'il y avait prescription des droits du collège sur lui. Ses enfants eux-mêmes ne lui appartenaient plus, même s'ils étaient nés pendant ce laps de temps ; ils étaient (solution absolument barbare), partagés entre la corporation et le maître de la terre qui avait servi de refuge au *collegiatus*.

Mais l'hypothèse inverse ne recevait pas la même solution : si un colon vient à s'introduire dans un collège, il échappe à la revendication de son maître au bout de 30 ans ou de 40 ans, suivant que l'on est ou non dans la même province (Loi 2, C. Th., XII, 19).

Cette solution s'explique par tout ce que nous avons dit de la situation des collèges à cette époque, par le peu d'enthousiasme qu'excitait la qualité de *collegiatus*, par la nécessité de combler les vides de plus en plus nombreux qui se produisaient dans leurs rangs.

Cette législation rigoureuse se complétait par une mesure non moins sévère : les principales *collegii*, les *defensores* des cités étaient responsables, en cas de fuite d'un *collegiatus*.

Pour donner une idée de la sévérité impériale et des moyens coercitifs employés pour empêcher les *collegiati* de quitter leur corporation, prenons pour

exemple les *pistores*, sur lesquels les renseignements sont plus nombreux.

Le collège des *pistores* ne peut accorder à aucun membre, même à l'unanimité, sa libération :

Ni par voie directe, en le déclarant exclu de la corporation ;

Ni par voie indirecte, en l'autorisant à épouser une personne étrangère à la corporation (Loi 24, C. Th., XIV, 3, — loi 8).

Mais n'y a-t-il pas une autorité qui puisse relever la corporation de son incapacité, ou accorder elle-même au *collegiatus* sa libération ? Non, il n'en existe aucune ; l'Empereur lui-même n'a pas ce droit : *Nulli liceat pistorum, supplicatione delata, subterfugendi muneris impetrasse licentiam*, dit une constitution de Valentinien (Loi 7, C. Th., de *pœnis*).

Seuls, ceux qui ont été condamnés au *pistrinum* pouvaient recourir à la clémence impériale ; mais c'était plutôt alors pour eux un recours en grâce.

Et encore cette faculté ne leur fut-elle pas laissée bien longtemps : en 398, Arcadius et Honorius leur étendirent la prohibition de Valentinien (Lois 13, et 20, C. Th., XIV, 3).

Il restait au *corporatus* une dernière ressource, depuis que l'Empire devenu chrétien, avait accordé à tous ceux qui faisaient partie de l'Eglise, l'exemption des charges publiques : il pouvait avoir l'idée d'entrer dans les ordres.

Les Empereurs reculèrent devant la suppression de cette immunité, mais tous leurs efforts tendirent

à la restreindre dans une notable proportion, non pas seulement contre les *corporati*, mais encore contre les *curiales*.

Valentinien (Loi 11, C. Th., XIV, 3), défend aux *pistores* d'entrer dans les ordres : cette prohibition s'applique à toute personne, sans aucune exception, — et quelque temps que le *pistor* fugitif ait passé dans son nouvel état : en tout temps, en toute cir constance, on peut le faire rentrer dans sa corpora tion.

La législation impériale était même plus favo rable aux *curiales* : le *curialis* qui était devenu sous diacre, et en général membre des ordres mineurs, ne trouvait pas dans cette qualité un titre qui l'exemptât des charges de la *curie* : tandis que le *curialis* qui entrait dans les ordres majeurs (prêtre ou diacre), pouvait se libérer en abandonnant ses biens à la *curie*, et en lui fournissant un remplaçant (Loi 163, C. Th., XII, 1).

Ces privilèges ne furent pas concédés aux *pis tores*.

La même alternative fut accordée aux *suarii* (L. 8, C. Th., XIV, 4) : la *cléricature* ne les libère pas *ex ipso facto* du service de leur corporation, mais elle leur permet d'obtenir leur libération en faisant abandon de leurs biens. Cette décision est d'Honorius : et il ajoute qu'elle doit être étendue à tous les *corporati Urbis Romæ*.

En 445, une constitution de Théodose II et de Valentinien III, ordonne de ramener à la corpora tion les membres qui sont entrés dans les ordres

mineurs: il n'y est pas question du sort réservé à ceux qui ont choisi les ordres majeurs.

Enfin une novelle de Valentinien III (452. Nov. Valent., III, t. XXXIV, § 5 et 7) règle la matière d'une façon très précise et très sévère.

Les fonctions ou dignités civiles n'étaient pas non plus un refuge pour le *corporatus* déserteur: il lui était formellement interdit de cumuler, et il était obligé d'opter entre les deux qualités (Lois 2, C. Th., XIV, 8;—162, *id.*, XII, 1;—3 et 11, XIII, 5;—8, XIV, 6).

Ainsi, s'il devient sénateur, il doit choisir entre ce titre et la qualité de *corporatus*; s'il préfère rester sénateur, il fournira un remplaçant à la corporation (Loi 4, C. Th., XIV, 3; *anno* 364, Valentinien Ier).

Le titre honorifique de *perfectissimus* est encore du nombre de ceux que ne peut obtenir un membre d'une corporation: il n'est conféré que par la chancellerie impériale, et à certaines conditions: *Si abhorreant a conditione servili, vel fisco aut curiæ obnoxii non sint, vel si pistores non fuerint* (Loi 1, C. Th., VI, 37).

Il est également interdit au *corporatus* de devenir *defensor civitatis*, et de quitter la corporation pour entrer dans la curie: pas plus, d'ailleurs, que le *curialis* ne pouvait désertre la curie pour entrer dans un collège.

SIXIÈME DIVISION. — *Comment on peut sortir des collèges*

Si l'on recherche quels étaient les moyens légaux de sortir d'un collège, on constate qu'ils étaient beaucoup moins nombreux que les modes d'incorporation : on sait pourquoi.

Il y avait cependant certains cas où le *corporatus* pouvait s'affranchir de tout lien avec la corporation.

Nous en avons déjà vu quelques-uns ; le *corporatus*, qui s'est élevé à la dignité de sénateur, devient libre vis-à-vis de son collègue, mais à condition de lui procurer un remplaçant ; d'autres, comme ceux qui ne sont tenus envers une corporation que comme détenteurs de biens affectés à son service, peuvent se libérer de leurs obligations en lui faisant l'abandon desdits biens.

Nous savons aussi que ce même moyen est ouvert aux *suarii* qui entrent dans les ordres, d'après une constitution d'Honorius (Loi 8, C. Th., XIV, 4), qui déclare étendre cette disposition à tous les *corpora Urbis Romæ* : une novelle de 452 (déjà citée), ne permet plus ce mode de libération qu'à ceux qui se sont faits diacres dans les 10 ans qui auront précédé sa promulgation, et à charge pour eux de trouver un remplaçant : les prêtres et les évêques avaient le même privilège, mais seulement à condition de faire l'abandon de leurs biens.

Parfois, l'exclusion de la corporation était prononcée par décision de l'autorité supérieure, sur la

demande des chefs de la corporation : soit par mesure disciplinaire, soit pour ménager les intérêts et la bonne réputation de la corporation. C'est pour ce dernier motif que nous voyons le préfet de l'annonne chasser du collège des *pistores* les *de-coctores*, c'est-à-dire ceux qui tombaient en déconfiture (Loi 15, C. Th., XIV, 3). Ce pouvoir donnait même lieu souvent à des conflits, le préfet de l'annonne rétablissant dans la corporation ceux qui en avaient été exclus. Gratien, en 377, les fit cesser, en déclarant, qu'à l'avenir, les exclusions seraient irrévocables.

Il y avait encore deux modes de libération, mais ceux-là, beaucoup plus rares : 1^o Après cinq ans d'exercice, le *prior patronus* des *pistores otio et quiete donatur* (Loi 7, C. Th., XIV, 3); — 2^o L'autorité supérieure peut prendre dans la corporation pour combler les vides produits dans la curie : les nouveaux curiales se trouvent libérés envers leur collège. (Houdoy, *Droit municipal*, p. 614; — Loi 119. C. Th., XII, 1.)

CHAPITRE IV

PRIVILÈGES ACCORDÉS AUX MEMBRES DES CORPORATIONS

On ne peut guère considérer la concession de ces privilèges comme une véritable faveur : c'était plutôt une bien minime compensation aux charges qui pesaient sur les *corporati*, et un moyen, qui cessa bientôt d'avoir grand succès, d'attirer de nouveaux membres dans la corporation.

Les concessions de cette nature étaient toujours spéciales à tel ou tel collège ; il n'y a pas sur ce point de législation uniforme : nous allons passer en revue les principales.

§ 1^{er}

Privilèges ayant trait au droit public

I. — *Impôts*

L'immunité, en matière d'impôts, ou du moins certains dégrèvements, étaient accordés à un grand nombre de corporations : et certes, sous l'Empire, c'est là une faveur très appréciable, les impôts étant fort nombreux et forts lourds. Les *navicularii* sont, sur ce point, l'objet de quelques décisions de Constantin et de ses successeurs (C. Th., lois 5

et 7, XIII, 5), et il est à supposer que d'autres corporations partagèrent ce traitement favorable.

II. — *Service militaire*

L'exemption du service militaire devait avoir pour but, en réalité de ne pas distraire, (comme d'ailleurs beaucoup de ces prétendus privilèges), le *corporatus* des occupations de son métier : c'était plutôt une décision prise dans l'intérêt de la corporation, qu'une faveur pour ses membres (Nouvelle de Théodose II et Valentinien III de 440, nov. 26). Non-seulement, les *corporati* sont dispensés du service militaire, mais, tant qu'ils restent attachés à leur corporation, il leur est défendu de se faire soldat (Nov. Théod., 26) : s'ils enfreignent cette défense, ils ne jouiront pas de la situation privilégiée faite aux vétérans. (C. Th., loi 12, VII, 20, a. 445.)

D'ailleurs, ils restent tenus de l'obligation imposée par Honorius, en 412 (Loi 49, C. Th., XV, 1, — loi 12, C. J., VIII, 12), aux habitants des villes de contribuer à la garde et à la réparation des murailles, tours et portes de leur cité.

III. — *Charges municipales*

L'immunité des charges municipales est, en quelque sorte, l'immunité par excellence : c'est elle que les textes désignent simplement par le mot *immunitas*.

Callistrate la constate (Loi 6, § 3, Dig. L, 6) : *Negotiatores, qui annonam urbis adjuvant, item navicularii, qui annonæ urbis serviunt, immunitatem a muneribus publicis consequuntur, quamdiu in ejusmodi actu sunt, plus loin il ajoute : cum non sit alienum dicere etiam hos reipublicæ causa, dum annonæ urbis serviunt, abesse, et au § 12 de la même loi : Quibusdam collegiis vel corporibus, quibus jus coeundi lege permissum est, immunitas tribuitur : scilicet eis collegiis vel corporibus, in quibus artificii sui causa unusquisque adsumitur, ut fabrorum corpus est et si qua eadem rationem originis habent, id est idcirco instituta sunt, ut necessariam operam publicis utilitatibus exhiberint. Nec omnibus promiscue, qui adsumpti sunt in his collegiis, immunitas datur, sed artificibus dumtaxat : nec ab omni ætate allegi possunt, ut divo Pio placuit, qui reprobavit prolixæ vel imbecillæ admodum ætatis homines. Sed ne quidem eos, qui augeant facultates et numera civitatum sustinere possunt, privilegiis, quæ tenuioribus per collegia distributis concessa sunt, uti posse plurifariam constitutum est.*

Nous avons donné en entier cette longue citation, parce qu'elle va nous servir (avec quelques §§ de la même loi), à indiquer les conditions mises à la concession de cette immunité. Constatons auparavant que cette immunité, qui existe dès l'époque classique, se comprend parfaitement ; chacun doit rester dans sa sphère, et se borner aux occupations que comporte sa qualité ou sa profession : le curia-

lis assure l'administration de la cité ; l'artisan, placé dans une classe inférieure, sous la direction des curiales (*Nov. de Majorien*), pourvoit à l'existence, à l'approvisionnement du corps social : il doit, pour s'acquitter exactement de ses fonctions, avoir toute sa liberté d'action, par conséquent être exempt du service de la curie.

Tous, dans la corporation, ne jouissent pas de cette immunité : il faut, pour l'obtenir, réunir certaines conditions : Il faut être réellement artisan (*artificibus dumtaxat.*) (Loi 5, § 12, Dig., *Eod. tit.*; loi 9, C. I, 2), ne pas s'être fait admettre pour la forme, et être capable de s'acquitter des devoirs de sa profession : seront donc exclus de l'*immunitas* les vieillards et les riches personnages qui, pour se soustraire aux charges de la curie (même loi, § 8), achètent quelques navires et se font inscrire dans un collège de *navicularii*.

Mais, bien entendu, si un *collegiatus* a accepté la qualité de *curialis*, il ne peut se soustraire aux charges municipales (même loi, § 13); en effet, en principe, le privilège ne vous exempte que *a munere non suscepto* (§ 12). Le *corporatus* a d'ailleurs, croyons-nous, toujours le droit de renoncer à se prévaloir de son immunité (Loi 1, C. Th., X, 43); seulement, à moins qu'il n'ait fait des réserves, cette renonciation lui fait perdre pour l'avenir son caractère d'immunis.

Remarquons que l'immunité des charges municipales paraît avoir été d'abord accordée aux *navicularii*, puis étendue aux autres corporations :

Callistrate, en effet, la désigne sous le nom de *immunitas naviculariorum* (Loi 5, § 13, *id.*).

Nous avons conservé de longues listes de corporations auxquelles elle avait été concédée (Loi, 3, Dig., I, 6; — loi 1, C. Th., X, 64, de Constantin. — V. Houdoy, *Droit municipal*, p. 508 et suiv.).

Comme ce privilège est le plus important de tous, nous croyons que les conditions mises à son obtention devaient être exigées aussi pour les autres privilèges concédés aux corporations: il ne faut pas oublier non plus qu'il n'exemptait (comme tous les autres) que des charges personnelles, et non des charges patrimoniales (Loi 18, § 1 et 18, L, 4, impôt foncier et prestations en nature—loi 18, § 25, redevances en blés, fournitures de chevaux et mulets pour l'armée, etc.). Il n'y a qu'un cas où le *corporatus* est exempt des deux sortes de charges: c'est lorsque ses biens sont affectés seuls au service d'une corporation.

§ 2

Privilèges ayant trait au droit privé

I. — *Torture*

L'exemption de la torture ne paraît avoir été conférée qu'à une catégorie de corporations, qui partageait ce privilège avec la *curie*: les *navicularii*. Et encore, est-ce uniquement parce que Constantin et Julien leur ont décerné la *dignitas equestris* (Loi 16, C. Th., XIII, 5).

II. — *Lois Julia et Pappia decimariæ*

Ce sont encore les *navicularii* d'Orient qui sont ici favorisés ; on les décharge des peines portées contre les célibataires (Lois 7. C. Th., XIII, 5 ; — Loi 2, id., VIII, 17). Il est probable que d'autres corporations (les constructeurs de navires sous Claude. Suét., 18 et 19) obtinrent des concessions identiques.

III. — *Privilèges de juridiction*

Seuls, les *décurions* et les *navicularii* en ont la jouissance : Constantin, dérogeant en leur faveur à une règle établie, décide que le *navicularius*, dans une cause civile, ne pourra être enlevé, même par un rescrit impérial, à son juge ordinaire (Lois 2, C. Th., I, 9 ; — 9, C. Th., II, 1 ; — 4 et 5, II, 4 ; — 1, II, 7 ; — 7, XIII, 5).

Nous ne pouvons que répéter ce que nous avons dit à propos des précédents privilèges : ce n'est pas dans l'intérêt des *navicularii* qu'a été créé ce privilège de juridiction, mais bien plutôt pour éviter tout arrêt dans le service de l'*annona*.

IV. — *Tutelle*

L'exemption de la tutelle était accordée à presque toutes les corporations d'artisans, en vertu de concessions spéciales : Arcadius et Honorius la conférèrent aux *navicularii* de Rome (Loi 24, C. V., 62) ; une Constitution de 334 l'octroie aux *navicularii*

d'Orient, les *pistores* obtinrent même faveur. (Loi 46 pr., XXVII, 1); ceux de Rome sont encore plus privilégiés : tandis que les autres corporations ne peuvent refuser que la tutelle d'enfants étrangers à leur corporation, et restent chargés de la tutelle des enfants de leur *collegæ*, les *pistores* de Rome sont affranchis de toute tutelle, même de cette dernière.

Callistrate (Loi 17, § 2 et 3, Dig. XXVII, 1), nous parle de ce privilège, et en indique les conditions § 2: *Eos qui in corporibus sunt, veluti fabrorum, immunitatem habere dicimus etiam circa tutelarum exterorum hominum administrationem habebunt excusationem, nisi si facultas eorum adauctæ fuerint, ut ad cætera quoque munera publica suscipienda compellantur: idque principalibus constitutionibus cavetur. Non omnia tamen corpora vel collegia vacationem tutelarum habent, quamvis muneribus municipalibus obstricta non sint, nisi nominatim id privilegium eis indultum sit.*

Nous concluons de ce texte que le *collegiatus* ne sera exempt de la tutelle qu'à trois conditions :

1^o Que son collègue en ait reçu la concession spéciale ;

2^o Qu'il ne s'agisse pas de l'enfant d'un *collega* ;

3^o Qu'il n'ait pas des biens suffisants pour faire face aux charges municipales.

Ajoutons que, conformément au principe que nous avons exprimé déjà d'une manière générale, ce privilège ne dispense que *a suscipienda* et non *a suscepta tutela* (Loi 3, C. I, 25).

A côté de ces quelques privilèges, quelles lourdes charges pesaient sur les corporations : charges professionnelles, droit de vente et de péage, contribution spéciale, ou *auraria* (qui se payait en or), garantie par une hypothèque établie sur les biens immobiliers de la corporation (Cautu, *Hist. des Ital.*, tome II).

CHAPITRE V

VIE INTÉRIEURE DES COLLÈGES

Pénétrons maintenant dans la vie intérieure des collèges : les auteurs et les inscriptions nous fournissent sur ce point des renseignements intéressants. Libre de son organisation et de son administration intérieures, la corporation forme une sorte de petit gouvernement dans le gouvernement, un petit État dans le grand.

Ce qui la distingue avant tout, c'est son caractère éminemment religieux : chacune a sa divinité spéciale, qu'elle honore à des jours fixes par des jeux ou des sacrifices. C'est d'ailleurs là une règle commune à toutes les associations romaines : à l'origine, et aussi pour éviter d'être en butte aux tracasseries de l'autorité, les collèges d'artisans durent prendre la forme d'associations religieuses ; aussi est-on souvent embarrassé pour savoir si l'on se trouve en présence d'un collège de prêtres ou d'un collège d'artisans : on discute sur ce point, depuis Godefroy, à propos des *dendrophores*.

La forme religieuse avait encore un autre avantage : elle dispensait de la nécessité d'une autorisation impériale, et son adoption dut tenter bien des associations qui n'auraient pas voulu demander l'autorisation, ou qui n'auraient pas pu l'obtenir.

Le plus souvent, la divinité sous la protection de

laquelle se met la corporation, est choisie en raison des occupations de ses membres : Sylvain est le dieu des *dendrophores* ; Minerve, la divinité des tisserands, foulons, teinturiers, charpentiers, médecins, maîtres d'école (Ovide, *Fastes*, III, 829).

Parfois, plusieurs corporations ont la même divinité : c'est ainsi que nous voyons dans les inscriptions des temples édifiés par des corporations I. O. M., — c'est-à-dire *Jovi optimo maximo*.

A défaut d'une divinité connue, le collège choisit un de ces êtres imaginaires comme le monde romain aimait à en créer, un *génie tutélaire* quelconque, qui est chargé de présider à ses destinées. Les inscriptions constatant ce fait sont fort nombreuses (Orelli, 1710, 1711, 4122, 239; — *Corp. Inscr. berol.*, III, 424; — V. 7595, 7557; — *Genio collegii centonariarum*, ou *fabrorum*, ou *pavimentariorum*).

Le culte se manifeste extérieurement avec un certain éclat : à époques fixes, le collège célébraît des jeux ou des fêtes en l'honneur de sa divinité protectrice; c'est ainsi que les Augustales célébraient des jeux en l'honneur d'Auguste, et que les *compitalitia* se réunissaient pour la solennité des jeux de carrefours.

Il est probable qu'il en était de même dans les corporations d'artisans ; mais nous n'avons sur ce sujet aucune donnée certaine.

Le collège pour s'attirer les bonnes grâces de la divinité qu'il avait choisie, ou pour la remercier des faveurs qu'elle était censée répandre sur la corporation, lui élevait des temples : une inscription,

relatant une décision prise dans un *collegium fabrum et centonariorum* (Orelli, 4123; — Pancirrolle, *de Mag. munic.*, p. 199, édit. de 1602) parle du *Templum collegii fabrum et centonariorum Regiensium*.

Souvent le temple servait de lieu de réunion; souvent aussi les réunions avaient lieu dans un local spécial, entretenu aux frais de la corporation, la *schola* ou *curia* qui avait, elle aussi, un certain caractère religieux.

Pour le temple où se célébraient les cérémonies religieuses, pour le local où se tenaient les réunions, il y avait une consécration solennelle par la cérémonie de la *dedicatio* (*Corp. berol.*, III. 1174; — Orelli, 4088; — Cf., Forcinelli, *vo Schola*).

Le temple, avons nous dit, était généralement le lieu de réunion; on se préoccupait fort, dans la corporation, de son ornementation et de la décoration de la *schola*: et d'après ce que nous en connaissons par les inscriptions, tous les collèges, riches ou pauvres, paraissent tenir beaucoup à ces détails, et posséder des lieux de réunions très richement ornés.

Dans les collèges pauvres, tous contribuent à l'embellissement de la *schola*, on ouvre des souscriptions: à Philippe, c'est de cette façon que fut relevé le temple de Sylvain (*Corp. inscr. lat.* III, 633); une inscription énumère les dons faits par les *corporati* qui *pecuniam ad ampliandum templum contulerunt*. Le président fait graver l'inscription à ses frais; parmi les membres, les uns

font des dons en argent, d'autres, des largesses en nature, par exemple, sous forme de statues, de vases, d'objets de décoration. Le plus pauvres apportent des objets de moindre valeur, comme des tuiles pour couvrir le toit, ou simplement le concours gratuit de leurs bras et de leur travail.

Dans les collèges riches, un luxe énorme éclate dans les temples : les membres se font un point d'honneur d'avoir la *schola* la mieux décorée ; c'est un véritable concours de générosité ; les dons pleuvent sur le collège : candélabres, statues, ornements de tous genres, dons en argent. De nombreuses inscriptions nous ont transmis des exemples de cette générosité : les membres riches, les magistrats, les patrons, font au collège des dons continuels (Orelli, 2502, 4068).

Les patrons contribuent largement à la décoration du temple ou du lieu de réunion. *Scholam cum statuis et imaginibus ornamentisque omnibus, sua impensa fecit.* (Corp. inscr. berol., VI, 1936 ; Orelli, 4689).

La *schola*, c'est le centre social, l'endroit où on se réunit pour célébrer le culte, ou accomplir les actes nécessaires à la vie de la corporation : c'est aussi l'endroit où l'on va causer et s'amuser, oublier les préoccupations professionnelles : son nom l'indique bien, puisque *schola* veut dire repos, loisir, plaisir. C'est ainsi que nous avons maintenant des « Cercles du commerce. »

Parfois, l'installation est encore plus complète : ainsi, un collège peu riche d'Esculape et d'Hygie a

une cour ombragée par des treilles, qui ménage, en été, une agréable fraîcheur, et permet de causer et de se reposer ; à côté, est une terrasse couverte et exposée au soleil, qui sert pour ces fameux banquets de corps, banquets qui ont joué, nous le verrons, un rôle si important dans les corporations (Orelli, 2417).

Dans le temple de la corporation, se célébrait le culte ; naturellement, sa principale manifestation, c'étaient les sacrifices. Il est probable qu'ils étaient faits par des prêtres appartenant spécialement au collège et rétribués par lui (le plus souvent, les magistrats de la corporation en faisaient fonction). Cependant, nous ne trouvons cette institution qu'à propos des *collegia juvenum*, associations formées pour célébrer des jeux, et des collèges militaires (Renier, *Inscriptions de l'Algérie*, 100). Mais les collèges riches devaient aussi avoir leurs prêtres spéciaux.

Outre les sacrifices, les collèges avaient d'autres réunions dans un but religieux : ils se rendaient en procession à un temple renommé.

On les voyait aussi figurer aux triomphes impériaux ; ceci indique bien qu'ils avaient pris une grande importance, puisqu'ils avaient une place officielle dans les fêtes de l'État : à la pompe funèbre organisée par Septime Sévère en souvenir de Pertinax (*Dion Cassius*, LXXIV, 4) au triomphe de Gallien, au triomphe d'Aurélien, après la défaite de Zénobie, reine de Palmyre, on vit flotter fièrement, à côté des aigles des légions et des étendards

des temples, les *vexilla collegiorum* (Pollio Gal-
lien, — *Vopiscus, in Aurelianus*, 34).

Ce n'est pas seulement à Rome, mais dans tout l'Empire, qu'on accorde ainsi aux corporations une place de faveur : lorsque Constantin, au retour de son expédition contre les Bagaudes, rentra dans Autun, le chemin qu'il suivit avait été décoré des bannières des corporations et des statues des dieux.

Mais la grande préoccupation, on pourrait même dire la principale occupation des *collegiati*, ce sont les banquets de corps, et ils sont fréquents ! D'ailleurs, il semble qu'on ait de tout temps jugé que ces deux idées : société et banquet, sont inséparables ; on en pensait ainsi à Rome, on pense encore ainsi de notre temps, et plus que jamais !

Nous avons vu (II^e partie. chap. I, § 1), l'étymologie donnée par Paul Diacre : *Sodales dicti...., quod ex suo datis vesci soliti sint*. — Et une inscription dit en parlant d'un collège : *Collegium convictorum qui una epulo vesci solent* (Orelli, 4073).

Ces banquets étaient fort nombreux : tout servait de prétexte pour en organiser un : le souvenir d'un événement important, l'anniversaire de naissance du patron, etc., une cérémonie religieuse, la dédicace d'un temple. (Plin, *Epistol.*, IV, 1 ; — Prudence, I, 6, 1, contr., Symmach., V, 287).

Souvent, ces banquets étaient fort luxueux et fort coûteux pour la corporation, et Aulu-Gelle (*Nuits attiques*, II, 24), rapporte qu'on dût porter une loi somptuaire, et interdire aux corporations de dépenser, en frais de festins, plus de 120 écus :

dans ce chiffre, on ne comprenait ni le pain, ni le vin, ni les légumes.

Cette loi somptuaire dut avoir le sort inévitablement réservé à ce genre de dispositions, si l'on en juge par les termes dans lesquels Varron, qui écrit quelques années plus tard, se plaint du luxe déployé dans ces banquets : *Collegiorum cœnæ innumera-biles incendunt annonam* (*de Re rustica*, III, 2, 16).

Cela est si vrai que l'on désigne le lieu de réunion, dans les inscriptions, par cette expression significative : *Domus triclinii* (Orelli, 4133 et s.)

Nous avons un document fort curieux concernant les festins des collèges : c'est le règlement d'un *collegium funeratitium* établi à Lanuvium : seulement, il s'agit d'un collège en formation, d'un collège dont les ressources ne semblent pas très importantes, et qui ne doit se composer que de pauvres gens. Néanmoins, nous allons analyser rapidement cette inscription, tant à cause des détails intéressants qu'elle contient, que parce que bien des collèges prirent la forme des *collegia funeratitia*, et que ce que dit l'inscription de Lanuvium peut donner une idée (en tenant compte des proportions) de ce qui se passait dans les collèges en général.

Les statuts comportent au moins six repas par an ; mais aussi, quel menu frugal ! Chaque convive a droit à une amphore de bon vin, un pain de deux asses et quatre sardines.

Les *collegiati* se réunissent pour causer et se divertir : il est donc formellement interdit, dans

ces banquets, d'avoir de sombres pensées, et de traiter des affaires sérieuses. *Si quis*, disent les statuts, *queri aut referre volet, in conventu referant, ut quieti et hilares diebus solemnibus epulemur*. La police du festin, le service de la table, est assuré par quatre *magistri cœnarum*, sortes de maîtres d'hôtel choisis parmi les membres à tour de rôle : *Magistri cœnarum ex ordine albi facti*, dit l'inscription de Lanuvium. Ce sont eux qui doivent fournir chacun une amphore de bon vin, par chaque membre du collège, un pain de deux asses et quatre sardines ; ils doivent aussi se charger de procurer la vaisselle, les coussins pour les lits, de l'eau chaude pour atténuer le goût épais des vins italiens (Plaute, *Curcul.*, II, III, 13-14).

Chacun est *magister cœnæ* à son tour, *ex ordine albi*, et il est impossible de se soustraire à cet honneur, sans s'exposer à une amende de 30 sesterces. Comme dans la cité, les infractions aux statuts étaient punies par des amendes : ainsi, si l'on prenait au festin une place autre que la sienne, on payait 4 sesterces, 12 sesterces lorsque l'on faisait du tapage pendant les repas, 30 sesterces pour insulte au président, etc. Ces amendes servaient à l'entretien de la caisse et probablement aussi à enrichir le menu ; nous nous plaisons à espérer que les convives pouvaient corriger ce que le menu avait de trop frugal, en apportant autre chose, soit pour eux seuls, soit pour eux et leurs collègues.

Un point reste obscur, celui de savoir si c'était le *magister cœnæ* qui devait payer les frais du

repas, ou si les collègues se cotisaient pour fournir les fonds ; cette dernière supposition nous paraît de beaucoup la plus vraisemblable, surtout lorsqu'il s'agit d'un collège composé de gens peu aisés, et où les ressources devaient être bien peu considérables, comme l'était le collège funéraire de Lanuvium.

Dans les collèges riches, les repas de corps devaient être de vrais festins.

Souvent aussi, des fonds étaient donnés ou légués au collège, dans le but d'instituer, à époque fixe, généralement la date anniversaire de la mort du disposant, chaque année, un banquet, qui déterminait une cérémonie très particulière, et dont l'idée première était assez touchante. Les membres du collège allaient, à cette date, poser des roses sur le tombeau de leur bienfaiteur : cette cérémonie s'appelait les *rosalia*.

Tibulle (El. II, 4, 48) y fait allusion, et plusieurs inscriptions contiennent des fondations faites en ce sens : ainsi, à Emona, un decurio du collège des *fabri* et sa femme, font à 4 décuries de la corporation un legs *uti rosas carnariis ducant*. — *L. Ogius Patroclus, secutus pietatem collegii centonariorum, hortos cum ædificio huic sepulturæ juncto vivos donavit ut ex reditu eorum largius rosæ et escæ patrono suo et quandoque sibi ponerentur*. (Orelli, 4070, 4080. *Corp. inscr. berol.*, V, 2176, 2315, 4015.)

Nous avons vu que, le plus souvent, les banquets étaient offerts par des membres du collège, auxquels leur grande fortune permettait ce luxe ; ils

avaient d'autres moyens de venir en aide à leurs collègues, notamment en faisant faire de leur vivant (ou en laissant des fonds pour que la chose pût être faite après leur mort) des distributions d'argent, soit une fois par an, soit même plus souvent. — Chaque membre avait sa part dans ces distributions ; on l'appelait *sportula*, nom que portaient les corbeilles avec lesquelles les clients se présentaient chez leurs patrons pour emporter les dons en nature ou en argent. Nous trouvons dans les inscriptions un grand nombre de donations de ce genre ; nous y reviendrons dans un instant, à propos des collèges funéraires.

Les collèges, nous le voyons, s'occupaient beaucoup des vivants ; mais ils n'oubliaient pas non plus leurs membres défunts. Cette préoccupation a sa source dans la croyance romaine, que celui qui n'avait pas eu de sépulture était condamné à errer éternellement sur terre. Il fallait donc s'assurer un endroit où l'on pût reposer en paix, et lorsqu'on n'était pas assez riche soi-même pour se construire un tombeau, on se réunissait à plusieurs, afin d'avoir des funérailles décentes. C'est le but, c'est la raison d'être des *collegia funeratitia*.

Ils étaient fort nombreux, surtout, naturellement, parmi les classes inférieures, et bien des collèges, dans ce but tout spécial, et pour avoir plus de liberté, et paraître moins suspects, prirent cette forme.

Les inscriptions nous révèlent cette préoccupation, et parlent bien souvent de lieux de sépulture

communs à tous les membres d'un collège (Orelli, 4437, 4103, 2409, 2413, 4207, 4093, 2399, 2405, etc.).

L'une d'elles traite un point intéressant : il y est dit que le *funeratitium* devra rentrer dans la caisse du collège ; ce capital produira des intérêts, lesquels intérêts serviront à célébrer chaque année un sacrifice solennel le jour anniversaire de naissance du disposant, des cérémonies en l'honneur de ses parents (*parentalia*) et des *rosalia* (Orelli, 4107). Le *faneratitium* représentait les versements périodiques faits par le *collegiatus*, de son vivant ; l'héritier institué avait le droit de le réclamer au collège pour faire face aux frais des funérailles du collega défunt.

L'inscription de Lanuvium nous fournit d'intéressants détails sur l'organisation des collèges funéraires ; elle est d'autant plus curieuse, qu'elle concerne la forme la plus répandue de cette espèce de collèges, celle qui comprenait ce que nous appellerions aujourd'hui des petites gens. C'est justement parce que ses membres ne sont pas assez riches pour se procurer eux-mêmes non pas seulement un *columbarium*, ce qui n'était possible qu'aux grandes et très riches familles, mais un tombeau, que le collège va s'occuper de leur assurer un monument, et une cérémonie funèbre.

A la mort d'un collègue, les frais de ses funérailles sont payés par le collège à son héritier institué, sous la forme du *funeratitium* ; s'il n'a pas d'héritier, c'est le collège qui se charge de tout. Là

somme allouée à chacun pour frais de funérailles varie naturellement beaucoup avec les ressources de l'association : ici, elle n'est que de 300 sesterces, et encore était-elle considérablement diminuée par un prélèvement de 50 sesterces au profit des *collegiati* qui avaient assisté aux funérailles.

Nous savons que les esclaves pouvaient faire partie des corporations ; si le collègue défunt est un esclave, et que le maître refuse de livrer son corps à l'association, on lui fait un semblant de funérailles, *funus ei imaginarium fiet*.

Detail curieux : ceux qui se seront suicidés n'auront plus droit à rien.

Pour entrer dans ce collège funéraire de Lanuvium, il faut posséder 100 sesterces, et donner au collège, comme don de joyeux avènement, comme droit d'entrée, une amphore (*environ. 26 litres*) de bon vin ; pour y rester, il faut payer chaque mois une cotisation de 5 as. Faute, pendant deux mois de suite, de payer ladite cotisation, le *collegiatus* perd ses droits à avoir des funérailles aux frais du collège.

Si le collègue meurt à une distance de Lanuvium moindre que 20 milles, l'association, pourvu qu'elle en soit avertie à temps, délègue trois de ses membres, désignés par un vote (*electos*), qui doivent se rendre à l'endroit où a eu lieu le décès et s'occuper des funérailles. A leur retour, ils seront obligés de présenter leurs comptes à leurs collègues, et de les faire approuver. S'il est reconnu qu'ils ont commis une fraude, ils seront punis d'une amende du qua-

druple. A chacun, on alloue, pour frais de voyage, 20 sesterces.

Si le collègue meurt à une distance supérieure à 20 milles, et si le collègue n'a pas été averti, celui qui s'est chargé des funérailles a le droit de réclamer le *funeratitium*, mais seulement à la condition de produire le témoignage écrit et signé de 7 citoyens romains, qui devront, en outre, garantir que personne ne se présentera une seconde fois pour faire la même réclamation.

Les collèges funéraires répondaient aux croyances religieuses : ils étaient permis pour cette raison ; un sénatus-consulte les avait autorisés, et bien des corporations, pour donner à leurs réunions une apparence légale, durent adopter cette forme. Nerva avait encouragé cette institution, en créant un fonds de secours funéraires pour les pauvres. Pour les petits industriels et négociants, pour les ouvriers, il n'y a que l'association qui puisse arriver à ce résultat tant désiré, la possession d'un tombeau ; riche, on se fait construire un superbe monument sur ses terres, et on en assure l'entretien et la visite fréquente par des dons généreux ; pauvre, on se réunit à quelques malheureux aussi peu fortunés, on achète un coin de terre, et les confrères se chargent de protéger votre tombe. La surveillance est ici fort utile : souvent les tombes disparaissaient sous les affiches ou les réclames, ou bien, par raison d'économie, on venait faire une nouvelle inhumation dans une tombe déjà occupée. Nous voyons par exemple, dans une inscription de Tha-

sos, le propriétaire d'un tombeau menacer celui qui serait tenté de se servir de son tombeau pour une nouvelle inhumation d'une amende de 4000 sesterces, au profit du municipe. Le moyen était excellent : le plus souvent, l'amende était stipulée payable au municipe ou au fisc impérial (*arca pontificum*) et la législation punissait très sévèrement les violations de sépulture. (V. Dig., t. XLVII, 12, *passim*, et loi 3, § 3).

Grâce à l'existence des collèges funéraires, le pauvre n'a pas à craindre d'être privé de sépulture, il est sûr que son ombre ne sera pas condamnée à errer éternellement sur terre, où elle reviendrait, sans cela, reprocher aux vivants de l'avoir laissée sans sépulture. Il est sûr, aussi, de ne pas être oublié : ses collègues viendront, tous les ans, déposer des roses sur sa tombe, et célébreront un banquet en son honneur.

Cette institution des collèges funéraires était fort répandue dans le monde romain, nous en trouvons non seulement à Rome, mais dans toute la Péninsule et même dans les provinces, comme en Espagne (*Corp. berol.*, II, 1202).

Cette utile et touchante institution a traversé les siècles pour parvenir jusqu'à nous ; en Allemagne, il existe de ces associations, les *Sterbe oder Grabkasse* ; celui qui en fait partie paie, chaque année, une modique prime, et, à sa mort, sa famille reçoit une somme pour pourvoir à ses funérailles, le *Begräbniszgeld*. Même institution en Angleterre, et parmi les colons chinois transportés en Amérique.

Les riches ne pouvaient avoir les mêmes craintes ; leur fortune les mettait à l'abri de semblables éventualités, ils pouvaient, de leur vivant, se faire construire de somptueux monuments, tels que ceux que l'on peut encore contempler à Rome, et en assurer l'entretien par des dispositions spéciales. Mais, eux aussi, avaient bien souvent intérêt à imiter l'exemple des pauvres ; quelques-uns essayaient bien d'un moyen terme, comme cet habitant de Nîmes, qui fait inscrire sur sa tombe les noms de trente de ses amis (Orelli, 4336) qui devront visiter sa tombe, y célébrer des sacrifices funéraires, et se réunir pour un banquet en l'honneur du défunt. Il prend même soin de déclarer que si l'un de ces trente amis n'existe plus quand il mourra, ou meurt après lui, il devra toujours être procédé au remplacement par les survivants, au moyen d'un scrutin, de manière que le nombre de 30 soit toujours complet. Ceux qui ne pourraient venir au jour indiqué étaient autorisés à se faire remplacer.

Mais toutes ces précautions étaient, la plupart du temps, fort inutiles : les amis chargés de ces soins funéraires, s'en fatiguaient vite, ou bien ceux qu'ils choisissaient pour remplacer les manquants s'en désintéressaient au bout de peu de temps ; souvent aussi, les fonds étaient dissipés ou employés à des usages plus agréables et plus personnels.

Il fallait donc trouver, pour assurer la perpétuité des cérémonies funéraires et la garde de son tombeau, un être qui ne pût pas : ce ne pouvait être qu'une personne morale, le collège.

Il y avait plusieurs moyens d'arriver à ce résultat; ou bien on se fera nommer patron, et le souvenir de vos générosités, joint à l'argument plus décisif de libéralités postumes, vous assureront les fréquentes visites des collègues, l'entretien de votre tombe. — Ou bien, simple membre d'un collège, ou même, souvent, étranger à ce collège, on fera en sa faveur une disposition, dont les revenus serviront à organiser des banquets ou des cérémonies funèbres.

On lègue au collège soit des terres, soit des capitaux, dont le collège touchait les revenus dans ce but spécial; nous voyons dans les inscriptions quel soin on mettait, dans ces sortes de dispositions, à tout déterminer jusque dans les plus petits détails: Domitius Phaon lègue aux membres présents et à venir du collège des *dendrophores* des fonds de terre, à charge de célébrer les *rosalia*. Il confie aux magistrats du collège le soin de faire observer cette disposition, et règle très minutieusement ce qui doit se passer: il pousse même l'exactitude jusqu'à déterminer l'endroit où on devra aller puiser l'eau pour les cérémonies. (*Corp. inscr. lat.*, X, 444).

Parfois, pour assurer l'exécution de sa libéralité intéressée, le disposant y ajoutait une clause de révocation, ou une *pæna*; ainsi l'un d'eux (Orelli, 4107), demande humblement à ses chers collègues de bien vouloir se charger, avec l'argent qu'il leur laisse, de célébrer pour lui un sacrifice aux jours ordinaires: mais il ajoute immédiatement que les

chers collègues devront payer une amende pour le cas où ils ne se conformeraient pas à ce vœu.

Le plus souvent, le disposant ne met à sa libéralité aucune condition (V. Orelli, 4088 ; — *Corp. inscr. latinarum*, VI, 5272). C'est ainsi que nous trouvons, dans la dernière inscription citée, ces paroles touchantes qu'un vétéran et sa femme ont fait graver sur la tombe de leur fille : *Parents infortunés, nous supplions nos collègues actuels, et ceux qui viendront après nous. Puisse aucun de vous n'éprouver jamais une douleur semblable à la nôtre, si vous avez soin d'entretenir sur sa tombe, aux frais du collège, une lampe qui brûlera toujours.*

Grâce à ces libéralités, le collège entretenait les tombes de ceux qui en étaient les auteurs ; quant aux autres, qui ne pouvaient avoir une tombe spéciale, le collège leur donnait une place dans un lieu de sépulture commun, un *colombarium*. (V. *Dict. des Antiquités* de Rich. ; — *Dict. des Antiquités* de Daremberg et Saglio, 9^e fascicule).

Nous trouvons aussi des inscriptions consacrées aux mânes *dis manibus*, et à la mémoire des collègues décédés, ou des bienfaiteurs : le collège des *centonarii* d'Aquincum (Pannonie supérieure), contribuent aux funérailles d'un médecin qui avait dû rendre des services à la corporation, soit dans sa profession, soit par ses libéralités.

Quelques personnages se montraient plus désintéressés, en apparence : le patron des *piscatores et urinatores totius alvei Tiberis* fait à cette associa-

tion un legs *ut quotannis, natali suo, sportulæ viritim dividantur* (Orelli, 4015, 4074).

Le collège des *fabri* et des *centonarii* de Côme est l'objet d'une libéralité analogue (*Corp. berol.*, V, 5272 ; V, 448, 4449, *Brescia*). Deux cents deniers seront, chaque année, distribués aux membres du collège, par les soins des magistrats : un banquet les réunira au jour des *parentalia*. (V. Pétrone, *Satyr.*, 78) et des couronnes de myrtes ou de roses devront être déposées sur les tombes des disposants (Orelli, 4079),

§ 2

Réunions. — Délibérations

Nous avons déjà eu occasion de constater que le collège jouit de la plus grande liberté, dans son organisation intérieure, pourvu qu'il se conforme aux lois et à l'ordre public : *hic potestatem facit lex pactionem quam velint sibi ferre, dum ne quid ex publica lege corrumpant*.

Nous savons peu de chose sur les assemblées des corporations : leur importance n'a jamais du être bien considérable, car l'histoire ne nous en a pas conservé le souvenir.

Les réunions avaient lieu soit aux époques fixées par les statuts, soit, au cas d'affaire importante, urgente, sur simple convocation du président.

Elles se tenaient le plus souvent dans le temple de la divinité protectrice du collège, ou dans un local à ce destiné spécialement, entretenu, nous

l'avons vu, aux frais de la corporation, et que les inscriptions désignent sous les noms de *scholæ*, *sequelæ*, *curiæ* (Orelli, 4088). Parfois, on choisissait comme lieu de réunion, la demeure d'un simple particulier (*Id.*, 4136) ; quelquefois même (mais le cas était fort rare), on descendait plus bas encore, et le collège se réunissait chez un cabaretier (*Dion Cassius*, LX, 6).

De nos jours encore, on voit, à Paris, se tenir, dans ces mêmes endroits, les réunions d'associations musicales ou autres.

La première condition que doivent remplir ces assemblées, c'est de se tenir aux époques fixées par les statuts ; ce n'est, en effet, que dans ces termes, que la réunion peut être légalement organisée, et toute réunion tenue en dehors de ces époques suffirait pour imprimer à la corporation le caractère d'illicite.

Les membres du collège étaient convoqués par les fonctionnaires inférieurs, sortes d'appariteurs ou huissiers ; la réunion avait lieu à l'endroit désigné. Le questeur faisait (Orelli, 4133), un rapport sur la question soumise à l'assemblée ; on discutait cette question, chacun émettait son avis. Puis, on passait au vote : la motion présentée à l'approbation de l'assemblée, devait, pour être adoptée, réunir un certain nombre de voix, fixé à l'avance par les statuts.

Le vote est libre ; tous peuvent voter, même les esclaves, du moins dans la majorité des collèges, où ils sont mis absolument sur le même pied que

les autres membres ; certains collèges cependant, leur refusaient le droit de voter.

Parfois même, il n'y avait pas de vote ; une proposition pouvait être acceptée à l'unanimité, par acclamation ; dans ce cas, le fait était constaté par le procès-verbal de la séance.

Dans ces assemblées, le collège examinait toutes sortes de questions ; il accepte les dons, vote des remerciements au patron, des souscriptions dans un but spécial, prend des décisions, nomme des dignitaires, etc. — L'assemblée générale a la haute main sur l'administration intérieure, la haute direction de tout ce qui compose la corporation, la surveillance des magistrats et des membres.

C'est que le collège, une fois qu'il a obtenu l'autorisation impériale, est absolument libre de s'administrer comme il le veut, et d'exprimer, dans la forme qui lui convient, sa volonté sur la gestion de ses affaires et de ses biens.

Cette forme c'est, soit la décision particulière, soit les *règlements*, les *statuts*.

Nous venons d'exposer les préliminaires communs à ces deux espèces de décisions ; nous allons maintenant les étudier séparément.

Tout ce qu'on exige d'eux, c'est ce qu'on s'était contenté d'exiger dans le principe pour toute espèce d'association : *ne quid ex publica lege corrumpant*. A cette seule condition, la décision devient une loi, la *lex collegii* : à chaque nouveau membre admis, on communique le règlement, et on ajoute cette recommandation : *Toi qui veux entrer dans cette*

association, commence par lire la loi avec soin, et n'entre qu'après; c'est le moyen de n'avoir pas lieu de te plaindre. (Inscription de Lanuvium, commencement).

Après le vote de tous les membres intervient la confection de la décision, sous forme de *decretum*; les inscriptions nous en ont transmis un certain nombre : on les conservait dans les archives, ou on les gravait sur les monuments.

Le *decretum*, sous la direction du président, est rédigé par le *scriba*, ou secrétaire de la corporation. Il renferme les indications suivantes : l'année, désignée par le nom des consuls; le lieu, *templum* ou *schola*, où a eu lieu la réunion; le nom du membre ou fonctionnaire, auteur de la motion, des orateurs; la motion elle-même; enfin la décision de l'assemblée.

C'est ce que nous dit une inscription (Orelli, 4133), que nous allons citer presque en entier, à raison des renseignements très précieux et très complets qu'elle nous fournit : *Referentibus talibus quæstoribus, verba fecerunt: Tutilium Julianum, virum et vita et modestia et ingenita verecundia ornatum et liberalem oportere collegii nostri patronum cooptari, ut sit cæteris exemplo judicii nostri testimonium.* Ce décret contient le choix d'un patron; il continue : *Quod fieri placuit de ea re ita censuerunt salubri consilio, tam honestam relationem a quæstoribus et magistris collegii nostri factam, et singuli, et universi; et ideo excusandam potius honesto viro Juliano hujus tardæ cogitationis nos-*

træ necessitat petendumque ab eo libenter suscipiat collegii nostri patronatum, honorem, tabulamque æream cum inscriptione hujus decreti in domo ejus poni censuerunt.

Cette forme de décrets, dans les collèges, est copiée sur celle des décrets municipaux (Gruter, 101, 1). C'est grâce à cette ressemblance, que nous avons déjà signalée plus d'une fois, que nous pouvons avoir sur ces délibérations des renseignements un peu sûrs et un peu complets.

Comment se rendaient ces décisions et, en général, toutes les délibérations des collèges ? Quel nombre de voix devaient-elles réunir, pour être exécutoires ? Le plus souvent, les statuts prévoyaient cette question, et on se conformait à leurs dispositions : mais que décider, au cas où ils étaient muets sur ce point ?

Si nous nous en rapportons aux textes relatifs à la curie, nous voyons qu'il faut, pour qu'il y ait une décision valable, l'approbation d'au moins des 2/3 des membres de la corporation : *Illa decreta quæ non legitimo numero decurionum coacto facta sunt non valent* (Loi 2, *de decretis ab ordine faciendis*, Dig., L, 9, de Marcien), et : *Lege autem municipali cavetur, ut ordo non aliter habeatur, quam duabus partibus adhibitis.* (Loi 3, *id.*).

Mais alors, que veulent dire deux autres textes en sens contraire : l'un d'Ulpien (Loi 160, § 1, L, 17). *Refertur ad universos quod publice fit per majorem partem*, et l'autre de Scœvola (Loi 19, *ad*

municip. L., 1): Quod major pars curiæ efficit pro eo habetur ac si omnes egerint? Ces deux textes semblent bien n'exiger que la majorité simple, et non pas la majorité des $\frac{2}{3}$ des membres.

Il est assez facile de sortir de cette apparente contradiction : nous ne disons pas avec certains auteurs, comme Mackeldée, que l'exigence des $\frac{2}{3}$ des voix est une disposition spéciale aux *municipes*, et que le droit commun, auquel restent soumis les collèges, n'exige que la simple majorité. Cette explication nous paraît défectueuse, car la loi 3 (L, 9), n'est pas une règle unique et spéciale ; elle est confirmée par la loi 3 (Dig. III, 4), qui, elle loin d'être spéciale aux *municipes*, régit toutes les *universitates*, et par conséquent, aussi les collèges, puisqu'elle est placée dans un titre qui traite des communautés ; en voici le contenu :

Nulli permittitur nomine civitatis vel curiæ experiri nisi ei, cui lex permittit, aut lege cessante ordo dedit, cum duæ partes adessent aut amplius quam duæ : ainsi on ne peut agir au nom de la cité ou de la curie que si la loi vous y autorise (le règlement ?) ou à son défaut, que si l'on a obtenu l'approbation des deux tiers des membres du collège.

Il est facile de concilier ces textes, qui, en réalité ne contiennent pas de contradiction : il faut, pour qu'une décision prise par un collège soit valable, que les deux tiers des membres soient *présents*, et qu'elle soit adoptée par la *majorité* des membres présents. Voilà croyons-nous, la vraie interprétation.

Les décisions ainsi prises engagent la corporation tout entière, comme si tous ses membres avaient contribué à sa rédaction : *Quod major pars curiæ efficit*, dit Scævola (Loi 19, *ad munic.*, L, 1), *pro eo habetur ac si omnes egerint*. C'est ce que nous voyons aussi dans la loi 46 (C., *de Decurionibus et filiis eorum*, X, 32). *Nominationum forma vacillare non debet, si omnes, qui albo curiæ detinentur, adesse non possunt: ne paucorum absentia, sive necessaria, sive fortuita debilitat, quod a majore parte ordinis salubriter fuerit constitutum: cum duæ partes ordinis in urbe positæ totius curiæ instar exhibeant.* » Ce passage vient également confirmer l'opinion que nous exprimions sur la question de la majorité requise.

Les voix se comptent par tête ; le père et le fils, membres d'un même collège, peuvent voter l'un pour l'autre ; c'est là une règle curieuse, et en contradiction avec les principes sur la puissance paternelle ; aussi, Pomponius prend-il le soin de le noter (Loi 5, Dig., III, 4) : *Illud notandum est, quod et patris suffragium filio proderit, et filii patri.* — Ils peuvent même, nous dit Paul, ce qui est encore plus curieux, voter l'un contre l'autre : *Item eorum qui in ejusdem potestate sunt, quasi decurio enim hoc dedit, non quasi domestica personæ, quod et in honorum petitione erit servandum : nisi lex municipii vel perpetua consuetudo prohibeat* (Loi 6, Dig., III, 4).

C'est, qu'en effet, ils sont membres d'un même collège, ils ont des droits égaux : ce n'est plus

comme *domestica persona*, qu'agit le fils, mais comme collègue, comme égal.

Nous disions, il y a un instant, que la délibération prise par la majorité des membres présents lie la corporation toute entière, même ceux qui l'ont combattue, même ceux qui n'y ont pas pris part : ceci est incontestable pour les corporations *privées*, c'est-à-dire, pour toutes celles qui n'ont en vue que des intérêts particuliers. Mais nous croyons, que, quant aux corporations qui ont un caractère *public*, dont la création et la conservation intéressent l'existence de l'État et des citoyens, il faut faire une distinction ; et ce qui nous porte à le croire, c'est le caractère même, très spécial, de ces corporations, et la surveillance dont elles ont toujours été l'objet de la part de l'État. Évidemment, toute délibération relative aux affaires courantes, à l'administration, sera valable, à raison même de son objet, qui réclame une prompt solution, et n'est pas de nature à inquiéter l'État. Mais la corporation veut-elle aller plus loin, et prendre des décisions relativement à sa composition, et de nature même à compromettre son existence : nul doute que l'État, soucieux de ses intérêts, ne vienne user de son droit de contrôle, opposer son veto, et annuler la décision prise.

Nous pensons d'ailleurs que le gouvernement pouvait toujours réformer, en tout état de cause, et de quelque corporation qu'il s'agit, les décisions des assemblées, lorsqu'elles étaient contraires aux lois ou à l'ordre public ; nous voyons, en effet,

Hadrien édicter une amende de 10 000 drachmes contre l'*ordo municipalis* qui se rendrait coupable d'un tel délit, et il y avait là, pour le fisc impérial une trop belle source de revenus, pour qu'il soit vraisemblable que les Empereurs aient négligé de l'exploiter, et n'aient pas étendu cette disposition aux corporations ouvrières.

Lorsque les collègues avaient une requête à adresser à l'Empereur, ils rendaient un décret, qu'un de leurs membres, un *legatus* se chargeait de transmettre à l'Empereur. C'est ce qui explique cette mention assez fréquente dans les textes des constitutions impériales, et dont voici un exemple : *ad decretum naviculariorum* (Loi 1, C. Th. XIII, 5).

La plupart du temps, le collège se constitue sur l'initiative d'un homme intelligent, influent et actif : une fois cette idée mise en avant, et l'adhésion d'un nombre suffisant de membres assurée, il s'agissait d'organiser le collège, de lui donner une loi, des règlements, des statuts.

C'est la seconde des formes sous lesquelles se manifestait la volonté des membres d'un collège.

Les fondateurs du collège se réunissent et discutent cette importante question ; ils élaborent un projet de statuts, s'inspirant soit des statuts d'une corporation en renom, qu'ils se contentent de copier, soit des règlements municipaux ; le collège romain, en effet, a fait plus d'un emprunt à la législation, à l'organisation municipales.

Ce projet de statuts est soumis au vote des *collegiati* assemblés, et signé par eux dans un temple,

afin que leur engagement ait plus d'autorité. (Orelli, 2417). Dans un endroit apparent, par exemple l'entrée du temple (*Inscription de Lanuvium*) on fait graver ces statuts ; mais, auparavant, nous le savons déjà, le collège doit demander l'autorisation impériale, et, en la demandant, on doit soumettre à l'examen de l'Empereur le projet de statuts. Ce n'est que lorsque l'Empereur s'est prononcé que les statuts deviennent définitifs, qu'il est permis de les publier, en les faisant graver sur le monument où se réunira la corporation, qu'ils deviennent réellement la *lex collegii*, la loi de cette petite république qu'on nomme le collège, et à laquelle tous les membres devront désormais respect et obéissance.

A chaque nouvelle admission, on communique au candidat la *lex collegii* : *Tu qui novos in hoc collegio intrare voles, prius legem perlege et sic intra, ne postmodum queraris, aut heredi tua contraversiam relinquas*, dit l'avant-propos de la *lex collegii* du collège de Lanuvium. Sage précaution ; le postulant n'entre ainsi dans le collège que sachant parfaitement à quoi il va s'engager, il est à l'abri de toute surprise.

Le plus souvent, les statuts (nous en avons conservé quelques spécimens : Orelli, 6086), sont des règlements de police intérieure ; ils déterminent les conditions nécessaires pour être admis dans le collège, le montant et la nature des cotisations, l'époque et le lieu des réunions, la façon dont on doit procéder aux élections des fonctionnaires, au

vote des décisions, le nombre de voix nécessaire pour la perfection de ces diverses opérations, etc., etc. Bref, c'est avant tout un règlement d'administration intérieure.

Parfois, cependant, comme les statuts de nos anciens corps de métiers, la *lex collegii* contenait des prescriptions techniques.

On la conservait soigneusement, soit gravée à l'entrée du temple, ou du lieu ordinaire des réunions, soit dans les archives. Evidemment, la rédaction des statuts devait être une pratique très générale parmi les collèges romains; nous pouvons en juger d'après ceux qui nous sont restés, et par ce que nous dit Pline dans son *Histoire naturelle* (XXXV, 57) : il parle de la loi *Metella de fullonibus*, qui, semble-t-il, devait renfermer des prescriptions techniques.

Pour faire face à ces nombreuses dépenses, construction et entretien du temple et de la *schola*, frais de banquets, de sacrifices, etc., le collège avait besoin d'argent. Il en trouve de plusieurs façons : au moyen de cotisations régulières payées par ses membres, ou en bénéficiant des libéralités à lui faites soit par son patron, soit par un membre généreux ; nous verrons, en terminant cette étude, que les collèges peuvent avoir un patrimoine, des ressources propres. On finit par leur accorder la personnalité civile, et les droits et obligations qui découlent de ce caractère : ils purent être propriétaires, créanciers, débiteurs ; ils eurent des esclaves, des immeubles.

Toutes ces ressources forment un fonds commun, une *arca communis* (Orelli, 1702) que nous voyons figurer souvent dans les inscriptions, et dont la gestion et la surveillance étaient confiées à un fonctionnaire spécial le *quæstor* ou *arcarius*.

L'*arca* s'alimente soit par des dons et legs, soit par l'acquisition des héritages des membres morts sans héritiers naturels (Lois 1 et 5, C., VI, 61).

Ce n'est que de Marc-Aurèle que date pour les collèges la faculté de recevoir des legs, et les inscriptions permettent de croire qu'on fit un usage fréquent de ce mode de disposition. Nous y voyons le legs d'une citerne (Orelli, 4085) ou d'un terrain pour bâtir une salle de réunions (*id.*, 4088) ou de l'emplacement pour construire un cimetière ouvert à tous les membres et à leurs descendants (4093, *id.*).

Les dons provenaient aussi d'autres sources : les patrons, nous l'avons vu, se montraient très généreux. C'était bien d'ailleurs, presque toujours, principalement et même uniquement dans ce but, qu'on les choisissait ; nous avons vu que le patron riche était fort recherché. C'était une bonne fortune pour un collège que de réussir à s'agréger comme patron un homme riche et généreux. C'est l'éternelle histoire du corbeau et du renard de la fable, prouvant une fois de plus, le succès de la flatterie sur l'amour-propre, le triomphe du pauvre qui n'a rien, sur le riche qui, lui possède ce que l'autre convoite, et qui réussit à se le faire octroyer en faisant miroiter à ses yeux de séduisants titres honorifiques.

La vanité, l'ambition, la crainte d'être oublié après sa mort, que le collège combat par l'assurance d'un culte funéraire, voilà les grandes raisons qui déterminent à se faire nommer patron et à répandre sur le collège un flot de libéralités.

C'est ce qui faisait dire à Tertullien, comparant les collèges romains et les associations de chrétiens (*Apolog.*, 39) : *Etiam si quod arcæ genus est non dehonoriaria summa quasi redemptæ religionis congregatur, modicam unusquisque stipem mens-trua die, vel cum velit, et si modo velit, et si modo possit, apponit; nam nemo compellitur, sed sponte confert.*

L'Empereur, parfois, faisait une libéralité à un collège, mais le fait était, croyons-nous, assez rare, et ce ne devait être qu'une faveur très spéciale pour certains collèges dépendant plus directement de l'administration impériale (V. Rénier, *Inscr. de l'Algérie*, 60, et *Archives des Missions*, 1851). On peut citer comme exemple la *schola* des officiers de la III^e Augusta, campée à Lambessa, construite avec le produit de la solde des officiers et les libéralités des Empereurs. Le cas le plus fréquent, c'est celui de dons ou legs faits par des magistrats de la cité, des fonctionnaires du collège, ou des collègues enrichis : ces libéralités consistent en sommes d'argent, en terrains, en maisons ; en promesses de faire construire le *templum* ou la *schola*, ou bien le tombeau commun.

Les inscriptions en donnent de nombreux exemples (Orelli, 4093, que nous avons déjà citée —

Revue archéologique, XI, p. 513; — *Corp. inscr. lat.*, III, 5738).

Une autre source de revenus pour le collège, ce sont les droits d'entrée et les cotisations mensuelles payées par ses membres. Dans le collège funéraire de Lanuvium, le droit d'entrée est fixé à 100 sesterces et une amphore de vin; la cotisation mensuelle est de 5 as.

Le chiffre de la cotisation était déterminé par les statuts, ou voté par les assemblées; le terme du paiement, du moins dans les collèges de tenuiores, était le mois (*stipes menstrux*), et il est probable que ce terme avait dû être pris, comme étant très commode, par la plupart des corporations.

Si la corporation admet des esclaves, il est d'usage que, en cas d'affranchissement, pour célébrer leur avènement à la liberté, ils fassent un cadeau; les statuts du collège de Lanuvium déclarent que l'esclave affranchi devra faire présent à sa corporation d'une amphore de vin.

Mais, nous ne parlons ici que des collèges dont les ressources n'étaient pas très étendues; dans les collèges riches, ces prestations étaient évidemment beaucoup plus importantes, comme dans ce collège militaire formé à Lambessa entre les officiers de la 3^e légion, où le droit d'entrée était de 750 deniers (Renier, *Inscr. de l'Algérie*, 70).

Enfin, dans des occasions extraordinaires, le collège recourait parfois à des appels de fonds, un décret décidait l'ouverture d'une souscription, par exemple pour réparer le temple, et on avait trouvé

un moyen très ingénieux d'augmenter le nombre des souscripteurs, c'était de faire graver leurs noms sur le monument. Ainsi, à Philippes, un collègue pauvre relève le temple de Sylvain (*Corp. inscr. lat.*, 633), et Gruter cite un album contenant les noms de ceux *qui pecuniam ad ampliandum templum contulerant* (V. Gruter, *Novus thesaurus inscriptionum*, édition de Grævius, 1707, p. 126) : l'inscription fut gravée aux frais du président.

Pour assurer la gestion de toutes ces ressources, la rentrée des cotisations, la répartition entre les membres des sommes distribuées au nom du patron ou des collègues, le paiement des frais de banquet, et des dépenses de toutes sortes, il faut un fonctionnaire spécial : c'est le *quæstor* ou trésorier. Il doit fournir un cautionnement, à son entrée en charge ; il est soumis à la surveillance des magistrats du collège, et doit même, c'est fort probable, rendre des comptes à certaines époques aux membres assemblés.

La nécessité du cautionnement et de la reddition de comptes résulte d'une inscription relative à un collège de Dacie, à Alburnus major (*Verespatak*) : il s'agit de la dissolution d'un collège d'esclaves, et il est bien naturel de supposer qu'on devait, a fortiori, prendre les mêmes précautions dans les collèges riches, où elles étaient encore bien plus justifiées par la présence de ressources considérables (V. *Corp. inscr. lat.*, III, p. 924).

Si le questeur gère bien, on lui promet les honneurs ; si, au contraire, sa gestion laisse à

désirer, il est relégué au dernier rang de la corporation.

Il est obligé de tenir la main à la rentrée des cotisations ; et si nous en jugeons par l'inscription que nous venons de citer, ses injonctions n'étaient pas très écoutées. Aussi, recommande-t-on, dans l'inscription de Lanuvium de payer exactement les cotisations : *bene conferendo universi consentire debemus, ut longo tempore inveterescere possimus.*

D'après tout ce que nous venons de dire, il est facile de voir que les collègues jouissaient d'une liberté relative, mais, en somme, assez considérable ; y entre, en principe, qui veut, et qui a pu obtenir l'assentiment de tous les membres ; ceux-ci sont parfaitement en droit de n'y admettre que ceux qui leur conviennent.

Libre dans son recrutement, il l'est aussi dans son fonctionnement ; c'est lui qui nomme ses fonctionnaires, ses magistrats, lui qui choisit ses protecteurs, ses patrons ; c'est lui qui, dans ses assemblées, règle souverainement toutes les questions relatives à son administration, à la gestion de ses biens, et prend sur tous ces points les décisions qui lui conviennent : *Item placuit universis*, lisons-nous dans les statuts du collège de *Lanuvium*.

Les *collegiati* forment tout à fait une population à part, vivant d'une existence séparée ; l'artisan pauvre trouve dans la corporation des ressources en argent, en vivres, des secours de toutes sortes : tous y rencontrent un appui sûr contre l'oppression gouvernementale. Leur condition devait y

être assez heureuse, car nous voyons que leur vie se concentrait autour de leur collège, qu'ils finissaient par l'aimer, à tel point que, même dans les actes publics, on désigne les années par le nombre de celles que le collège a déjà vécues (Orelli, 1702, 1780, 3891, 4064).

L'État cependant ne faisait rien pour assurer le progrès de l'industrie; nous ne trouvons pas dans l'antiquité une législation spéciale sur ce sujet, nous ne rencontrons aucun grand travail comme les règlements de nos anciens corps de métier. Ce n'est que sous Zénon que l'on songe à défendre l'industrie contre les coalitions, ou les manœuvres des corporations rivales, et on interdit (Loi uniq., C. IV, 59; — loi 12, § 8, C. VIII, 10) toute espèce de monopole relatif à la vente des vêtements et des aliments, de toutes les choses, en un mot, qui sont nécessaires à la vie; — les coalitions dans le but de maintenir les prix très élevés; — les conventions de toutes sortes entre entrepreneurs et ouvriers etc., tendant à enlever à l'un l'ouvrage confié à l'autre ou obligeant à ne pas continuer le travail commencé et abandonné par d'autres.

Des peines très sévères atteignent les contrevenants: confiscation de tous leurs biens et exil à perpétuité. Les chefs des corporations (*ceterorum professionum primates*) sont, en quelque sorte, responsables des fautes de ce genre que pourraient commettre leurs collègues: ils encourent une amende de 50 livres d'or.

Faut-il voir dans cette disposition la preuve

d'une coalition des artisans, des marchands, des *corporati* en général pour se rendre maîtres des marchés ? Nous n'oserions l'affirmer, n'ayant absolument que ce texte, comme document relatif à la question : il tendrait à démontrer, cependant, qu'il y eut des tentatives en ce sens, puisque son but est de les réprimer. Mais il est fort possible que, vu l'union qui existait entre les membres d'une même corporation, et par suite de ce sentiment très naturel qui devait les pousser à favoriser les intérêts de leur groupe, ils aient formé des sortes de coalitions pour s'assurer les marchés, et se défendre contre toute concurrence et surtout contre l'une d'elles, la plus terrible, la concurrence servile.

Nous avons vu, au cours de cette étude, tout le tort que le travail des esclaves fit à l'industrie ; la majorité des simples particuliers font faire presque tout chez eux, par leurs esclaves. C'est ce qui nous explique que les textes soient presque muets au sujet des ouvriers travaillant pour les particuliers : nous trouvons cette explication dans un certain nombre d'auteurs classiques, par exemple, dans Pétrone (*Trimalcion*, — *Satyricon*, 38). *Nec est quod putes illum quidquam emere ; omnia domi fiunt.*

Les artisans avaient un moyen de se relever de cet état de dépendance et d'infériorité dans lequel les tenait la société romaine, et de se venger du dédain et du mépris qu'on leur prodiguait : c'est leur importance au point de vue électoral.

Peu de peuples ont pratiqué le système du « tout

à l'élection » à un plus haut degré que les Romains : l'élection est partout dans le municiple comme dans la corporation, pour les magistratures comme à l'armée.

Le collège était une force qu'il ne fallait pas négliger, en temps d'élection ; c'est même une des grandes raisons pour lesquelles on se faisait nommer patron. Certains collèges, plus influents, soit à raison de leur situation sociale, ou de leur composition, soit à raison de leurs ressources, étaient fort recherchés, et on briguait l'honneur d'être choisi par eux comme patron.

Ce rôle électoral est absolument incontestable ; nous l'avons déjà constaté, et les découvertes faites à Pompéi viennent confirmer ce que nous avons dit. Les fouilles ont fait apparaître des inscriptions curieuses, qui montrent qu'au moment de la catastrophe, la ville se préparait à élire de nouveaux édiles : ce sont de véritables affiches électorales, où les corporations recommandent, en termes très nets et très suffisants, leur candidat :

Posidium Rufum ædilem piscicapi faciunt. C. Cuspidium Pansam ædilem aurifices universi rogant. Marcellinum ædilem lignarii et plostrarii rogant ut faciat (Orelli, 3700, 3706, 4265).

Nos corps de métiers ont pris aussi une part importante aux élections municipales.

Il nous reste à nous demander, avant d'aborder la dernière partie de cette étude, quel a été le rôle des corporations romaines, de quelle nature a été leur influence.

Nous croyons que, d'une manière générale, leur influence a été heureuse; elles ont rendu à l'artisan, au petit marchand d'immenses services, en l'arrachant au mépris, à la déconsidération, en le relevant de cette position inférieure où il végétait, assimilé aux esclaves. Elle le relève aux yeux de tous, et à ses propres yeux; c'est par elle qu'il devient quelqu'un, qu'il peut quelque chose.

Le collège est pour lui un lieu de repos, de bien-être et même de plaisir, où il vient se délasser de tous ses soucis et des fatigues de son travail, et oublier les déboires de la vie. Au milieu de ses semblables, de ses égaux, de ses amis même, dont il ne peut avoir à craindre ni ennuis, ni humiliations, prenant part au culte, parfois même y présidant, s'asseyant ensuite à un banquet, qui doit lui paraître un festin, quelque frugal qu'il soit, et dans lequel doit régner la joie et la gaieté, causant avec ses amis, puisque tous les *corporati* sont frères, l'artisan est heureux dans le collège.

Il n'a au-dessus de lui qu'une autorité, celle de ses magistrats; mais c'est lui les nomme.

Pour lui, le collège, c'est la grande famille, qu'il aime d'un amour sincère, pour laquelle même il a de la vénération. C'est avec un véritable sentiment d'orgueil qu'il annoncera à tous qu'il en fait partie, et, loin de rougir de sa profession, il s'en fera gloire: les emblèmes du métier qu'il exerce figureront sur sa tombe et lui serviront de blason; on le représentera tel qu'il était de son vivant, à son comptoir, ou dans son atelier; pour ces braves

gens, non seulement, il n'y a pas de sots métiers, mais il n'y a pas d'humbles métiers. (Duru, *Hist. rom.*, V. p. 634 et s.; — *Musée de Saint-Germain, Monum. funér. de la Gaule*).

Libre d'entrer dans le collège, ou de s'en abstenir, l'artisan est libre aussi de n'y admettre que ceux qu'il veut; libre vis-à-vis de l'Etat, il l'est aussi dans l'intérieur du collège, puisqu'il n'y aura d'autre loi que celle qu'il voudra bien se donner : il est le maître chez lui, et peut même sortir du collège quand il lui plaît.

La concurrence est absolument libre, il n'existe pas, pour ainsi dire, de monopole. Le collège est une véritable famille : le protecteur et la protectrice sont appelés, dans les inscriptions, les père et mère des *collegiati* ; ceux-ci sont désignés sous le nom de frères. Non seulement ils trouvent dans la corporation une famille, mais elle crée une position qui les élève au-dessus de leur condition ordinaire; le *corporatus* est l'égal des riches; il tient leur élection dans sa main; comme eux, il est électeur, et éligible aux magistratures de la corporation.

C'est là, du moins, ce qu'était le collège à l'époque classique, avant que le despotisme impérial ne soit venu en altérer la nature, et étouffer sous un faisceau de mesures prohibitives son heureux développement : institution ouverte, non obligatoire, donc n'admettant pas de monopole, tel est le collège romain à l'époque de sa splendeur : il échappe aux dangers qui menacent les corporations, qui

bien souvent, deviennent fermées, obligatoires, engendrent le monopole, et font de leurs membres des esclaves de règles étroites et inflexibles.

Le collège, disions-nous, est tout pour l'artisan ; c'est lui, en effet, qui prend en main tous ses intérêts, et se charge de les défendre en toutes circonstances, et de faire parvenir aux magistrats, et même à l'Empereur, les réclamations et les plaintes.

C'est encore le collège qui fait vis-à-vis de ses membres œuvre de charité, en organisant des banquets, en procédant à des distributions de vivres, ou d'argent. C'est lui qui pourvoit à la sépulture de ses membres, soit dans le tombeau commun, soit aux frais de tous, ou se charge, si le défunt est riche, et a une sépulture séparée, de l'entretenir. Et l'on mettra sur sa tombe qu'il a été *pius in collegio*, comme l'on met *pius in suis* (*Corp. inscr. lat.*, II, 1976).

Mais nous ne voyons rien qui rappelle nos associations de prévoyance, ou nos caisses de secours mutuels : pas de secours distribués aux indigents, aux malades ; pas de pensions de retraite, ni de subventions en faveur des veuves et des orphelins. Les dons des patrons, les libéralités des membres ou des étrangers ont toujours un but plus terre à terre ou plus personnel au disposant (V. Tertullien, *Apologet.*, 39).

C'est le reproche que Julien l'apostolat faisait aux prêtres païens, reproche qui touchait aussi les corporations, puisque l'Empereur ne les cite pas à

titre d'exception : négliger les devoirs de charité, que les chrétiens seuls savent remplir (*Epist.* 49).

Les inscriptions nous révèlent, au contraire, que c'étaient en général les plus riches, les magistrats, qui étaient les mieux partagés dans les distributions ou dans les banquets (Orelli, 2417).

Un effet bien curieux du lien qui unit tous les membres d'une corporation, c'est le droit tout particulier qui en dérive, le *jus sodaliti*.

La corporation est pour ses membres une espèce de famille, et tous ceux qui en font partie doivent avoir les uns pour les autres les sentiments que fait naître la parenté; leur conduite vis-à-vis de leurs *sodales* doit toujours être l'application de cette idée.

Les auteurs parlent fréquemment de ce *jus sodaliti*, de ces obligations des *sodales* les uns envers les autres : en maints endroits, Cicéron rapproche ces deux expressions de *sodalitas* et de *cognatio*; nous nous contenterons de citer les passages en question : (Q. Cic., *de Pet. cons.*, 5; — Cicer., *Brut.*, 45, 166; — *pro Sulla*, 2, 7; — *Auct. ad Herennium*, I, 5, 13; — *de Orat.*, II, 49, 200. — [47, 197] — *in Verrem*, L. I, ch. xxxvii; — *de Nat. Deor.*, III, 32, 80).

Sæpe suos solitus recitare Propertius ignes

Jure sodaliti qui mihi junctus erat, dit Ovide, dans ses *Tristes* (*Élégie*, 10, liv. IV, v. 45, 46).

Cicéron, plaidant pour Norbanus, dit qu'il doit le considérer comme son fils : ils font partie de la même *sodalitas*.

Le *sodalis* est, en quelque sorte, pour son *sodalis*, un objet sacré : les lois, elles-mêmes, s'occupèrent de faire respecter ce *jus sodalitii*, cette espèce de religion du lien corporatif. Il est défendu au *sodalis* de se porter accusateur de son *sodalis* dans une *causa publica* (Cic., *pro Caelio*, 26).

La *lex repetundarum* interdit au *sodalis* d'être l'avocat de l'adversaire de son *sodalis* (V. 9, 10) ; de même, dans un procès, on ne peut être juge, si le demandeur est votre *sodalis* (V. 22, 20).

TROISIÈME PARTIE

CONDITION JURIDIQUE DES COLLÈGES D'ARTISANS

CHAPITRE PREMIER

PERSONNALITÉ JURIDIQUE DES COLLÈGES D'ARTISANS

Du moment qu'on autorisait les collèges d'artisans, qu'on leur reconnaissait le droit d'exister, de vivre, il fallait nécessairement leur assurer les moyens de conserver et d'entretenir cette existence, et, par conséquent, leur reconnaître une certaine capacité juridique.

D'ailleurs, le but qu'ils se proposaient, les nécessités auxquelles répondait leur création, rendaient aussi indispensable cette concession d'une capacité juridique : comme, pour être véritablement utiles, les corporations ne doivent pas être soumises aux mêmes causes de disparition à brève échéance que les individus, il fallait faire en sorte que leur vie ne fût pas liée à celle de leurs membres : il fallait leur donner une existence à part, qui ne participât point

de la fragilité et de la brièveté de la nôtre, pour ainsi dire, une existence perpétuelle, comme les raisons qui leur ont donné naissance (*causa perpetua*).

On arrive à ce résultat (et c'est pour cela qu'elle a été créée) par la fiction de la *personne juridique* : elle répond aux exigences que nous venons d'indiquer, elle donne un corps, une individualité, à un ensemble d'intérêts, de travaux communs : elle rend cet être fictif capable d'acquérir, de conserver et d'exercer certains droits utiles, nécessaires à son existence.

Les jurisconsultes romains ne nous ont pas laissé sur les personnes juridiques une théorie complète, générale ; ils avaient l'esprit beaucoup trop pratique pour cela. Remarquons, d'ailleurs, en passant, que le droit romain, du moins, tel qu'il nous est parvenu, est bien plus un droit de détail, d'espèces et de solutions particulières, que ne l'est notre droit moderne.

Il n'a même pas de terme spécial pour désigner les personnes juridiques, on se sert pour elles d'une périphrase : *hereditas personæ vice fungitur, sicut municipium et decuria, et societas*, dit Florentinus (Loi 22, Dig., XLVI, 1).

Dirons-nous qu'on se servait à cet effet des mots *corpus-collegium* ? Non, car nous les trouvons employés également à propos de sociétés qui ne jouissent pas de la personnalité juridique.

Universitas paraît être un terme plus général : c'est celui dont se servent le plus ordinairement

les textes romains à propos des êtres fictifs que le législateur rend habiles à posséder certains droits. Nous ferons la même remarque que, précédemment : c'est une expression qui manque de précision, car, nous rencontrons des *universitates*, telles que les *universitates rerum*, — *universitates juris*, qui consistent en un ensemble soit de choses, soit de droits actifs ou passifs : ce sont, comme les personnes juridiques, des êtres fictifs, des créations de la loi, mais elles n'ont pas ce caractère particulier et distinctif des personnes juridiques : la ressemblance avec la personne physique, l'individu, la faculté de jouir, comme lui, de certains droits.

Il est une propriété des personnes juridiques fort importante, et dont nous croyons nécessaire de fixer, dès maintenant, le principe : c'est la séparation, la distinction absolues qui existent entre elles et leurs membres pris individuellement.

La personne juridique n'a, pour ainsi dire, rien de commun avec ses membres, pris en particulier ; ils sont vis à vis d'elle comme des étrangers. Non seulement son existence est complètement séparée de la leur, mais son patrimoine est distinct du leur ; il ne s'opère jamais de confusion : de même aussi, quelque changement que subisse son personnel, elle n'en est jamais atteinte : elle est et reste invariable, et survit au renouvellement partiel, même total, de ses membres : on ira même plus loin, et on décidera que la mort ou la disparition de tous ses membres, n'a pas pour conséquence la dissolution de la personne juridique. Solution étrange au

au premier abord, mais que l'on comprendra parfaitement si on se rappelle cette séparation bien tranchée, absolue, établie par la loi entre la personne juridique et ses membres, et le caractère d'intérêt public et permanent qui nécessite et explique sa création, et lui imprime une durée pour ainsi dire perpétuelle.

On comprend, par ce qui précède, qu'on a dû appliquer aux collèges d'artisans une fiction aussi pratique, aussi utile ; elle répondait parfaitement au but de ces institutions, aux exigences de leur fonctionnement, elle leur permettait, en leur donnant plus de force et plus de durée, de réaliser ce que l'activité individuelle seule, dépourvue de ces deux qualités, ne peut parvenir à mener à bien.

Nous nous demanderons :

Comment les collèges d'artisans obtiennent-ils la personnalité juridique (§ 1)?

Comment la perdent-ils (§ 2)?

Mais, auparavant, il importe d'examiner si la concession de la personnalité juridique aux associations d'artisans remonte loin dans l'histoire du Droit romain.

Nous ne le croyons pas ; le droit romain primitif était trop formaliste, trop matérialiste pour admettre une semblable conception ; c'est une notion assez délicate qui, on le comprend, ne peut faire son apparition que dans un état déjà avancé du droit, lorsqu'on en arrive à ne plus considérer uniquement les êtres matériels, et qu'on pousse plus loin l'analyse des idées juridiques.

Cette vérité, que le droit romain primitif n'admet que l'être physique, ressort très nettement de tout son ensemble, et particulièrement de l'organisation de la procédure. Les *legis actiones* exigent que les parties figurent en personne : et la personne juridique ne peut agir que par ses représentants.

La procédure formulaire était plus large que le système des *legis actiones* : ce dernier ne permettait d'agir au nom d'autrui que dans trois cas exceptionnels (qui d'ailleurs, n'étaient pas non plus accessibles à la personne juridique) : *pro populo*, *pro tutela*, ou comme *assertor libertatis* dans une *causa liberalis* (G., IV, 9).

Il fut désormais permis de constituer, dans tous les cas, un mandataire *ad litem* : mais la constitution devait avoir lieu devant le juge en termes solennels : le mandant devait donc être présent, d'où impossibilité pour un être idéal comme la personne juridique d'agir en justice par un représentant.

Mais il y a une personne juridique dont l'existence a dû être reconnue, même pendant cette période, car elle est éminemment utile à la vie sociale : c'est l'Etat. On peut même dire que sa reconnaissance s'impose : comment concevoir une société où l'Etat n'aurait pas une existence à part, distincte de celle des citoyens ? où le patrimoine public se confondrait avec le patrimoine privé ? Ce serait la négation de l'Etat ; on aboutirait à une sorte d'anarchie, d'état de communauté incompatible avec un

bon gouvernement, et des plus désastreux pour la prospérité d'une nation.

Cette personne juridique, la première de toutes, l'Etat, dut servir de modèle à toutes celles que l'on créa dans la suite.

Plus tard, on étendit cette notion aux cités, aux *municipia* (Houdoy, *Droit municipal*, p. 126).

Les corporations religieuses qui, à Rome, comme chez tous les peuples, ont eu, surtout à l'origine, une grande importance, eurent de bonne heure des immeubles, des esclaves, un patrimoine spécial. Mais, ce n'étaient pas des personnes juridiques : comme l'explique très bien Savigny (*System des Röm. Rechts*, t. II, p. 234, trad. Guenoux), cette qualité leur eût été peu utile : pour elles, l'important était la communauté d'action, la position politique ; l'aptitude à la propriété n'avait qu'un intérêt secondaire. L'Etat, en effet, supporte les frais du culte, et si l'on veut faire une libéralité ou fondation en faveur du culte, il suffit de consacrer les biens qui en sont l'objet ; par ce moyen, ils sont mis hors du commerce, sans devenir la propriété ni du temple, ni des prêtres ; il est donc parfaitement inutile de donner aux collèges de prêtres ou aux temples la personnalité juridique.

Les collèges d'artisans avaient une origine religieuse : n'est-ce pas justement pour ce motif qu'ils ne parvinrent pas plutôt à la personnalité juridique ? Mais, comme (nous avons eu souvent occasion de le remarquer au cours de cette étude), ils se constituent *ad exemplum reipublicæ*, à l'image

des cités, on dut leur concéder la même faveur, d'autant plus facilement, que les seuls qui obtenaient une autorisation étaient ceux dont l'existence était nécessaire ou utile au bien public.

A l'époque classique, tous les collèges autorisés (autant vaut dire, par conséquent, *tous* les collèges existants, car un collège n'existe que s'il est autorisé) ont la personnalité juridique ; ces deux idées se confondent constamment dans les textes (V. loi 1 pr., III, 4, de Gaius, — et loi 20, xxxiv, 5, Paul.).

Cette confusion se comprend parfaitement, si on se reporte à ce que nous venons de dire de la création progressive des personnes juridiques, et si on se rappelle que, sous l'Empire, c'est une règle absolue qu'aucune association ne peut valablement exister, si elle n'a pas obtenu l'autorisation de l'État.

Il n'est donc pas douteux que les collèges d'artisans avaient à Rome la personnalité juridique. (Loi 22, Dig., XLVI, 1 ; — loi 1, pr., Dig., III, 4 ; — loi 20, Dig., XXXIV, 5, etc.).

Il nous reste pour terminer ces préliminaires, à faire remarquer que les *societates vectigalium* paraissent avoir joui de ce privilège avant les collèges d'artisans ; ce qui, d'ailleurs, n'aurait rien de très surprenant, puisque, nous l'avons constaté, elles sont plus anciennes, et ont toujours été vues par le législateur d'un regard plus favorable. C'est du moins ce que nous pouvons conclure d'un texte de Varron (*de Ling. lat.*, VIII, 83) : *Nomina habent ab oppidis plerique libertini a municipio manu-*

missi in quo, ut societatum et fanorum servi, non servarunt proprietatis rationem. Du temps de Varron, ces associations avaient des esclaves, elles pouvaient les affranchir : elles avaient donc la personnalité juridique. Peut-être est-ce le sens qu'il faut donner à cette phrase de la loi 22 (Dig., XLVI, 1) : *Hereditas personæ vice fungitur, sicut municipium et decuria et SOCIETAS* (Florentinus) sous peine de lui faire dire une absurdité : que la société est une personne juridique.

§ 1^{er}

**Comment les collèges d'artisans obtiennent-ils
la personnalité juridique ?**

Les conséquences qu'entraîne la concession de la personnalité juridique étant fort importantes, et des plus graves au point de vue économique et politique, on comprend qu'on y ait mis certaines conditions. Nous allons les indiquer.

I. — Une première condition, c'est une *causa perpetua*, c'est-à-dire un but d'utilité générale et permanente : constitué *ad exemplum rei publicæ*, le collège d'artisan ne peut être fondé, comme la société, *ad tempus*, pour une affaire déterminée ; la société, qui n'a en vue, le plus ordinairement, qu'un but d'intérêt privé et temporaire, prend fin, soit avec l'existence des personnes qui l'ont fondée, soit avec l'achèvement de l'affaire pour laquelle elle a été créée.

Le collège a des visées plus hautes et plus durables ; son œuvre doit s'étendre au-delà de la vie de ses membres, car il ne travaille pas seulement pour eux, mais encore pour la postérité : de sa nature, il est perpétuel.

II. — Pour avoir le *jus coeundi*, par conséquent, aussi, le *jus corpus habendi*, le collège doit contenir au moins trois membres : *Neratius Priscus tres facere existimat collegium*, dit Marcellus (Loi 85, Dig., L, 16) et il ajoute : *et hoc magis sequendum est*.

III. — Une intervention de l'État est nécessaire pour donner à un collège le caractère de personne juridique.

On comprend, en effet, qu'on ne puisse laisser au caprice des volontés individuelles la création d'êtres aussi artificiels ; les conséquences de leur apparition sont trop graves, et ce serait mettre trop d'incertitude dans le droit.

Indépendamment des considérations économiques et politiques qui peuvent justifier l'intervention de l'État, le refus ou la concession de son autorisation, il faut remarquer que cette autorisation, une fois accordée, a pour effet de donner à la personne juridique une capacité presque égale à celle de la personne privée : on comprend, dès lors, comme l'explique de Savigny, qu'il faut qu'un évènement aussi important, la naissance d'un sujet nouveau capable de droits, sujet artificiel dont aucun caractère sensible ne vient accuser l'existence, nous soit

révélé d'une façon claire et précise : il faut, pour ainsi dire, une publication ; ce sera l'autorisation de l'État qui répondra à cette nécessité. « *L'homme, dit de Savigny, par le seul fait de son apparition corporelle, proclame son titre à la capacité de droit. A ce signe visible, chaque homme, chaque juge, sait les droits qu'il doit reconnaître, les droits qu'il doit protéger. Quand la capacité naturelle de l'homme est étendue fictivement à un être idéal, ce signe visible manque, et la volonté de l'autorité suprême peut seule y suppléer.* » (De Savigny, *System des Röm. Rechts*, t. II, p. 271, trad. Guenoux.)

§ 2

Comment les collèges perdent-ils la personnalité juridique ?

Se poser cette question revient à se demander quelles sont les causes qui viennent mettre un terme à l'existence des collèges d'artisans ; — comment ils finissent.

Tout d'abord, mettons de côté un cas, qui devait être assez fréquent : celui d'un collège qui s'est fondé sans demander l'autorisation impériale, ou a persisté à exister, malgré le refus de cette autorisation, un *collegium illicitum*. Dans la loi 3 (Dig., XLVII, 22), Marcien emploie à ce propos très improprement le terme de *dissolution* : *Collegia si qua fuerint illicita, mandatis et constitutionibus et senatusconsultis dissolvuntur*. On ne peut dissoudre, en effet, ce qui, aux yeux de la loi, est con-

sidéré comme n'ayant jamais existé. L'expression ne peut être exacte que pour la seconde alternative: un collège qui voudrait subsister après un refus d'autorisation; mais le cas devait se présenter bien rarement, le *præfectus Urbi* à Rome, les gouverneurs dans les provinces ayant reçu mission (Loi 1 pr., Dig., XLVII, 22) non seulement d'assurer l'exécution des décisions impériales relatives à une dissolution de corporation, mais d'empêcher la réunion des collèges non autorisés.

D'ailleurs, les peines portées contre les *collegia illicita* étaient si sévères, qu'on devait être peu tenté de contrevenir à la loi qui les défend: *Quisquis illicitum collegium usurpaverit, ea pœna tenetur, qua tenentur, qui hominibus armatis loca publica vel templa occupasse judicati sunt* (Loi 2, Dig., XLVII, 22), et cette peine, c'était la peine capitale.

Puisque le collège non autorisé est considéré comme n'ayant jamais existé, donc comme n'ayant jamais constitué une personne juridique, il n'y a eu, en réalité, qu'une association: ses membres ont conservé leurs droits sur les biens qu'ils avaient placés dans l'actif social; ils pourront donc les reprendre, en procédant au partage de la masse restée indivise entre eux (Loi 3 pr., Dig., XLVII, 22).

Dans les collèges autorisés, au contraire, qui ont la personnalité juridique, le collège et ses membres constituent deux personnalités bien distinctes: le collège a son patrimoine, composé des cotisations, des dons, legs, biens acquis à titre onéreux, etc.;

il a ses dettes, ses créances : et jamais ce patrimoine, jamais ces créances, ces dettes ne se confondent avec le patrimoine, les créances et les dettes de ses membres.

La corporation, personne juridique, puisqu'elle a une existence propre et tout à fait distincte de celle de ses membres, restera complètement indifférente aux changements qui peuvent se produire parmi eux : que quelques-uns meurent, ou se retirent ; que tous les membres actuels disparaissent (même s'il en reste moins de 3, nombre exigé pour la création d'un collège) et soient remplacés par une totalité de membres nouveaux, peu importe : la corporation survit à tous ces changements, ou, pour être plus exact, elle continue de vivre malgré tous ces changements.

On va plus loin, et on décide que, même réduite à un seul membre, la corporation subsiste : en lui se concentre, nous ne dirons pas l'existence de l'*universitas*, puisque cette existence ne peut jamais se confondre avec la sienne, mais la vie par représentation, si l'on peut s'exprimer ainsi : *Sed si universitas ad unum redit, magis admittitur posse eum convenire et conveniri, cum jus omnium in unum recciderit, et stet nomen universitatis.* (Loi 7, § 2, Dig., III, 4).

Si l'on voulait pousser le principe jusque dans ses plus extrêmes conséquences, on pourrait dire, en pure théorie, que, ne restât-il plus un seul membre, le collège subsisterait néanmoins ; en pratique, c'est une situation qui ne doit presque

jamais se présenter, surtout sous l'Empire, l'État veillant soigneusement à assurer la continuité dans la vie des corporations, en remplissant les vides, et en fixant chacun d'une façon irrévocable dans le collège où il est entré.

S'il s'agit d'un collège, comme les *collegia tenuiorum*, pour lequel une autorisation de l'État n'est pas nécessaire, sa dissolution pourra être l'effet, soit des circonstances, soit du consentement unanime ou de l'avis de la majorité de ses membres : c'est ce qui ressort d'une inscription découverte en Dacie, relative à un collège funéraire d'esclaves, et qui annonce aux intéressés que le collège n'existe plus : les membres n'assistaient plus aux réunions, et ils avaient fini par oublier de payer leurs cotisations ! (*Corp. inscr. lat.*, III, p. 924).

Il n'en sera pas de même des corporations qui ont dû se munir de l'autorisation gouvernementale ; leur dissolution ne pourra être prononcée par la majorité, ni même par l'unanimité des membres : l'existence de la personne juridique est absolument indépendante de leur volonté, qui n'intervient qu'au moment de sa naissance, le seul moment où elle puisse s'exercer librement : la personne juridique est et reste en dehors, et au dessus d'eux.

Il est bien entendu, d'ailleurs, que cette règle ne concerne pas le cas où les statuts ont prévu et réglé la dissolution, ce qui peut parfaitement avoir lieu, les corporations ayant sur ce point une en-

tière liberté: on se conformera alors aux prescriptions des statuts.

Mais si les statuts ne disent rien, les membres de la corporation, nous le répétons, n'ont aucune action sur la vie de l'association; une seule autorité peut avoir influence sur la destinée des corporations, c'est l'État, cette même autorité qui a présidé à leur création. Ce n'est que grâce à son intervention, à son autorisation, que la corporation est entrée en possession de la personnalité juridique; ce ne peut être que par une nouvelle intervention de l'État qu'elle la perdra, qu'elle cessera d'exister, qu'elle sera dissoute. Libre de donner son autorisation ou de la refuser, l'État, cela va sans dire, est libre aussi de la retirer.

Les raisons qui justifient ce retrait de l'autorisation gouvernementale, ou, autrement dit, la dissolution par voie d'autorité, sont assez nombreuses; elles sont, en somme, très légitimes et l'on comprend que l'État, pourvu du moins qu'il évite de procéder arbitrairement, ait le droit de faire disparaître ce qu'il a créé, se faisant juge, et juge sans appel, de l'intérêt que peut avoir dans cette mesure la prospérité de la nation; son action offre des garanties suffisantes pour que les droits de tous, et notamment des tiers qui peuvent être intéressés au maintien de la corporation, soient sauvegardés.

La dissolution peut être prononcée parce que le but que se proposait la corporation atteinte, a cessé d'être un but utile, ou peut être rempli par d'autres moyens; la dissolution peut encore frap-

per une ou plusieurs classes d'associations dont les tendances paraissent devenir dangereuses pour la sûreté ou les intérêts de l'État (Loi 21, VII, 4); elle peut aussi être dirigée contre une corporation isolée. Nous avons vu les mesures sévères prises contre le *collegia sodalitia*, ou associations politiques.

La dissolution peut aussi intervenir sous forme d'une décision approuvant le vote de suppression émané des membres de la corporation.

L'État, à Rome, a droit de vie et de mort sur les personnes juridiques: les deux exemples les plus frappants que nous ait laissé sur ce point l'histoire, ce sont ceux de Capoue et de Carthage.

Capoue, lors de la seconde guerre punique, séduite par les promesses que lui fit Annibal de la reconnaître comme capitale de l'Italie, avait abandonné la cause de Rome; la vengeance de sa rivale fut terrible: Capoue, forcée d'ouvrir ses portes après un long siège, perdit toute existence municipale et fut réduite à n'être plus qu'un lieu habité *habitari tantum, tanquam urbem, Capuam frequentarique placuit: corpus nullum civitatis* (Tite-Live, liv. XXVI, 16), ce ne fut plus que: *receptaculum aratorum, nundinæ rusticorum, cella atque horreum Campani agri* (Cic., de Lég. agr., II, 32, 33).

Le châtement de Carthage fut encore plus terrible: la malheureuse cité fut complètement rasée, la charrue passée sur le sol, et la place qu'elle avait occupée, vouée avec les plus terribles impré-

cations à une éternelle solitude : *Si usus fructus civitati legatur*, dit Modestin (Loi, 21, VII, 4) *et aratrum in ea inducatur, civitas esse desinit, ut passa est Carthago, ideoque quasi morte desinit habere usufructum*.

Avant de terminer ce chapitre, nous avons à répondre à une question qui se pose tout naturellement : lorsqu'une corporation a été dissoute, que devient son patrimoine ?

Pour répondre à cette question, en présence du silence des textes et des auteurs, consultons les principes généraux : Personne juridique, le collège a un patrimoine à lui, et à lui seul : donc, ses membres ne peuvent prétendre aucun droit sur les biens composant l'avoir de la corporation. D'un autre côté, la corporation, être idéal, ne peut avoir, comme en a l'individu, des héritiers testamentaires ou des héritiers *ab intestat*.

Dès lors, il ne reste plus qu'une personnalité qui puisse recueillir les biens d'une corporation dissoute : le Trésor public. Nous avons déjà expliqué que la loi 3 (Dig., XLVII, 22), a trait à un *collegium illicitum*, c'est-à-dire à un collège qui n'a jamais existé légalement, qui n'est pas personne juridique, et c'est ce qui explique que la solution qu'il donne soit en contradiction avec la nôtre.

Le plus souvent, la confiscation des biens de la corporation accompagne la dissolution ; c'est du moins ce que décident deux constitutions de Gratien et de Théodose (C. Th., loi 20, XVI, 10).

Ces deux constitutions sont, il est vrai, de date

récente ; mais avec les tendances du gouvernement impérial, il est permis de supposer que cette pratique existait depuis longtemps. C'est ce qui devait se produire, dans la plupart des cas ; le fisc gardait les biens de la corporation dissoute, dont il était pour ainsi dire, le seul héritier, lorsque la dissolution intervenait par mesure de police, ou pour des causes religieuses ou politiques.

Mais nous croyons qu'au cas de dissolution décidée en assemblée générale de la corporation, et approuvée par l'État, ce dernier permettait le partage de l'actif entre les associés.

Il reste bien entendu, d'ailleurs, ici aussi, que nous réservons le cas où les statuts ont réglementé à l'avance la dévolution des biens, en vue d'une dissolution ; on devra, dans ces conditions, se conformer aux prescriptions qu'ils contiennent.

CHAPITRE II

CONSÉQUENCES DE LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE DES COLLÈGES D'ARTISANS

Le but que l'on se propose en concédant à un être idéal quelconque la personnalité juridique, est de lui permettre d'exercer certains droits, dont la jouissance est utile ou nécessaire à son existence.

Ces droits sont les mêmes que ceux que l'on accorde à une personne privée, car l'autorisation de l'État a pour effet d'assimiler la corporation à l'individu : *personæ vice fungitur*.

Une excellente définition de la personne juridique a été donnée par de Savigny (*System des Röm. Rechts.*, traduct. Guenoux, p. 281) : *Un être capable de propriété*. Elle va nous servir à déterminer les droits que nous devons accorder aux corporations.

Elles seront habiles à acquérir et à exercer les droits relatifs aux biens, les seuls, en réalité, qui puissent les intéresser : elles pourront devenir propriétaires, créancières, débitrices ; d'une manière générale, elles auront la capacité d'acquérir, d'aliéner, de s'obliger, et de faire valoir leurs droits en justice (Ulp., loi 7, § 3, Dig. X, 4 ; — loi 1, § 1, III, 4, Gaius).

Mais, il y aura certains droits, incompatibles avec leur nature d'être fictif, idéal, qui leur seront

refusés : tels sont les droits qui résultent des rapports de famille.

Et même, parmi les droits purement pécuniaires, nous verrons que tous n'ont pas été concédés dès le début aux collèges d'artisans comme conséquence de leur personnalité juridique, et que ce n'est que peu à peu, qu'ils sont arrivés à une capacité juridique complète. En revanche, on finit par leur accorder un droit qui semblait bien peu fait pour des êtres purement fictifs : le droit de succession.

La législation romaine, nous l'avons vu, avait longtemps hésité avant de conférer aux collèges d'artisans la personnalité juridique ; aussi ne faut-il pas s'étonner de voir combien elle fut lente à les faire bénéficier des conséquences de cette concession. D'ailleurs, il faut remarquer que, si parmi les droits relatifs aux biens il en est qui sont nécessaires, nous pouvons même dire indispensables, aux corporations, comme la propriété, la faculté d'agir en justice, il en est d'autres qui n'ont pas ce même caractère de nécessité ; tels sont le droit de succession ab intestat ou testamentaire, la capacité de recueillir le bénéfice d'une donation. On comprend que des droits de cette nature n'aient été accordés que tard aux corporations.

Mais ici se présente une difficulté : nous avons devant nous un collège d'artisans autorisé, par conséquent jouissant de la personnalité juridique, et habile à acquérir et exercer certains droits sur les biens. Comment va-t-il pouvoir en profiter,

puisque cette acquisition, cet exercice supposent nécessairement l'accomplissement de certains actes? Les deux éléments dont se composent ces actes ne lui sont pas plus accessibles l'un que l'autre.

Tout fait juridique, en effet, se décompose, en général, en deux éléments : l'un intellectuel, c'est la volonté l'*animus*, le consentement; l'autre, matériel, qui est, pour ainsi dire, l'interprète extérieur et palpable du consentement, et consiste dans l'accomplissement de certains actes solennels ou non.

La simple énonciation de ces conditions fait voir clairement qu'elles ne peuvent être remplies par les collègues d'artisans.

Dès lors, pour trancher la difficulté, et remédier à cette situation étrange d'un être capable de propriété et d'autres droits et incapable d'accomplir les actes nécessaires pour les acquérir, il fallait recourir au seul moyen praticable : à la représentation. Le droit romain n'a admis que fort tard la possibilité de se faire représenter; son caractère formaliste fut longtemps un obstacle, et ce n'est que peu à peu, lorsqu'on eût été obligé de faire fléchir la rigueur des principes devant les nécessités de la pratique (notamment en faveur de l'*infans* et du *furiosus*), qu'on songea à admettre, puis à généraliser le principe si utile de la représentation. Si utile surtout pour les personnes juridiques, auxquelles elle permet de réaliser les avantages inhérents à leur personnalité qui, sans elle, ne serait plus qu'un vain mot.

Arrachée, pour ainsi dire, par lambeaux, con-

quise pas à pas, la représentation vient combler une lacune dans la législation; pour les personnes juridiques, comme pour l'*infans*, ella va consister dans le choix d'un ou plusieurs individus qui vont compléter en fait leur capacité de droit : il ne s'agit ici, en réalité, ni de mandat, ni de gestion d'affaires. C'est, comme pour le tuteur de l'*infans*, une sorte de charge publique, de *munus* conféré par l'État. Le ou les représentants de la corporation seront investis du pouvoir de consentir pour elle, d'exprimer pour elle cet *animus* qu'elle a droit d'avoir, mais qu'elle ne peut manifester, d'accomplir aussi pour elle les actes extérieurs qui feront connaître cette volonté, et constitueront l'exercice de ses droits.

Une distinction, cependant, doit être faite entre ces deux missions des représentants des corporations : en ce qui concerne le consentement, il sera donné par une collectivité, soit par les représentants que les statuts ont désignés, en vertu de ce droit qu'ont les membres d'une *universitas ordinata* de délibérer librement son règlement intérieur ; soit, s'il s'agit d'une *universitas inordinata*, par la réunion des membres actuels (Savigny, *System*, chap. II, § 20, trad. Guenoux).

Mais, il en sera tout autrement, en ce qui concerne les actes par lesquels s'exprime et s'exerce la volonté de la corporation ; ils ne comporteront qu'une représentation individuelle, soit générale, soit particulière ; c'est l'assemblée des représentants de la personne juridique qui sera chargée de nom-

mer ceux qui agiront pour l'être idéal (Loi 1, § 2 et 3 ; — lois 2 et 3, Dig., III, 4).

Il est évident que la qualité de représentants ne donne pas, à ceux qui en sont investis, des pouvoirs sans limites ; ils ne doivent pas perdre de vue la nature perpétuelle de la corporation, et doivent veiller non-seulement aux intérêts actuels, mais à ceux des générations futures, que leur corporation a aussi en vue. Leur administration devra donc être renfermée dans de justes bornes ; c'est ce qu'on ne semble pas avoir fait à Rome, et la personne juridique, dès qu'elle est constituée, jouit sans aucun contrôle, ni aucune limite, de toute sa capacité, — sauf, bien entendu, les droits et l'action imprescriptibles de l'État.

Nous avons exposé les quelques notions préliminaires indispensables ; étudions, maintenant, quels sont les droits que la législation romaine a concédés aux corporations d'artisans. Mais, n'oublions pas, dans cette étude, le principe très important de la distinction absolue entre la corporation et ses membres, distinction si tranchée que l'on aurait beau faire agir tous ses membres, on n'aurait pas un acte de l'être idéal, de la personne juridique. Ces droits appartiennent à la personne juridique comme unité, et nullement à ses différents membres (Loi 6, § 1, I, 8).

SECTION PREMIÈRE

MODES D'ACQUISITION ENTRE-VIFS

§ 1^{er}

Propriété

On se rappelle la définition si concise et si juste que Savigny a donnée de la personne juridique : Un être capable de propriété.

L'aptitude au droit de propriété est, en effet, l'attribut principal de la personne juridique; les autres droits qui lui sont accordés n'en sont que des démembrements, — ou des moyens de l'acquérir.

On n'acquiert jamais la propriété sans un fait, un acte personnel; elle peut s'accroître sans l'intervention du titulaire, elle ne peut jamais commencer sans son intervention.

Mais cette intervention est impraticable aux corporations: le droit primitif n'admet pas la représentation, et c'est cependant le seul moyen qui soit à leur disposition de parvenir à la capacité juridique effective. Elles se trouvent dans la même situation que les impubères ou les aliénés; ces derniers sont dans une complète incapacité de vouloir, à laquelle rien ne peut suppléer, dans la rigueur du droit: l'*auctoritas* du tuteur, le *consensus* du curateur ne peuvent remplacer l'*animus* personnel qui manque à l'impubère, au *furiosus*.

Pour tourner la difficulté, tout en laissant debout le principe, les jurisconsultes romains eurent recours à cette institution vieille comme le droit romain, et qui ne disparut qu'avec lui : l'esclavage. Au moins, cette fois, sans aggraver la situation de l'esclave, faisait-on produire à cette pratique que condamnaient à la fois le droit, la morale et l'humanité, un résultat heureux et utile.

Grâce à leurs esclaves, l'impubère, le *furiosus*, purent acquérir et exercer certains droits : c'est, en effet, un principe, en droit romain, que tout ce qui est acquis pour l'esclave est acquis pour le maître ; l'esclave le représente dans une certaine mesure : ... *Item quod servi nostri mancipio accipiunt, vel ex traditione nanciscuntur, sive quid stipulentur, vel ex qualibet causa adquirunt, id nobis adquiritur*, dit Gaius (*Comment.*, II, § 87).

Cette règle générale vint au secours des corporations ; leurs esclaves (nous avons vu qu'elles en avaient) leur permirent d'acquérir certains droits ; mais nous nous heurtons ici à une nouvelle difficulté ; l'esclave est pour la corporation un instrument d'acquisition : comment la corporation peut-elle en avoir la propriété, puisque sans lui, elle est incapable ? Que les corporations aient eu la possibilité d'avoir des esclaves, cela paraît avoir été admis de tout temps à peu près : que ces esclaves aient eu pour elles les mêmes avantages que pour leurs maîtres, simples particuliers, cela ne fait non plus aucun doute, et les textes sont nombreux qui constatent ce résultat (Ulp., loi 3, XLV, 3 ;

— loi 1, § 22, et loi 2, 41, II ; — loi 1, § 7 ; Dig., XLVIII, 18).

Mais comment comprendre que les corporations, et en général, les personnes juridiques aient pu acquérir des esclaves, puisque, sans leur secours, elles sont incapables ? Sur ce point, on est réduit à des conjectures ; on peut supposer avec M. Gide (*Du droit d'association en matière religieuse*, p. 107), que « l'État avait commencé par affecter des esclaves publics au service de tel ou tel temple, de telle ou telle corporation, et on en était venu peu à peu à considérer ces temples ou ces corporations comme les propriétaires réels des esclaves affectés à leur service. Peut-être aussi les enfants étaient-ils considérés dès leur naissance comme appartenant au temple dans lequel ils étaient nés. »

On pourrait, il nous semble, donner une explication aussi plausible, et aussi simple, sinon même plus simple : lors de la fondation d'un collège, ses membres réalisent généralement un apport, et comme rien ne s'oppose à ce que les apports soient de nature différente, ils pourront consister en esclaves. Ces esclaves deviennent la propriété de la personne juridique : on s'habitue à les considérer comme lui appartenant, à elle, et non plus à ses membres : cette opinion trouve un appui dans la loi 1, § 7 (*de Quæst.*, Dig. XLVIII, 18). *Servum municipum posse in caput civium torqueri sæpissime rescriptum est, quia non sit illorum servus, sed rei publicæ. Idemque in ceteris servis corporum dicendum est: nec enim plurium servus videtur, sed cor-*

poris. Cette dernière phrase est concluante (remarquons, en passant, que cette loi est un des textes qui posent le plus nettement le principe de la distinction des deux personnalités : la corporation — ses membres : principe si important, si essentiel, nous l'avons vu) : en droit criminel, en effet, l'esclave de l'accusé ne peut témoigner contre lui, par conséquent, ne peut être mis pour cette cause à la torture ; les esclaves des corporations pourront témoigner contre les membres desdites corporations, parce que ce n'est pas aux membres, mais à la personne juridique qu'ils appartiennent : *Nec enim plurimum servus videtur, sed corporis*.

Quelle que soit l'explication que l'on adopte, il est établi que les corporations avaient des esclaves, et qu'elles pouvaient agir par l'entremise de leurs esclaves. Par eux, elles vont pouvoir acquérir la propriété ; tout au moins pourront-elles, pour y arriver, se servir des modes d'acquisition qui admettent l'intervention des esclaves.

Le Droit romain, nous l'avons constaté plusieurs fois, n'admet pas la représentation dans les actes juridiques ; celui qui veut en bénéficier devra y figurer lui-même, et ne pourra faire accomplir par une autre personne les formalités auxquelles la loi a subordonné l'acquisition des droits. De là la maxime : *Nihil per extraneam personam nobis adquiritur*. Au contraire (Gaius, II, § 86-87), nous pouvons tout acquérir par les personnes qui sont sous notre puissance ; en tant que leurs actes ne doivent avoir pour effet que de rendre notre condi-

tion meilleure, on les considère comme des *alter ego* de nous-même, comme faisant, pour ainsi dire, partie de notre propre personne.

C'est ainsi que tout ce qui sera acquis par et pour l'esclave, est et demeure acquis pour le maître ; ce dernier profite de toutes les acquisitions faites par son esclave, à son insu, et même malgré lui : sauf cependant le cas d'une hérédité, que la personne en notre puissance ne peut acquérir que sur un ordre de nous : ... *si heres institutus sit, nisi nostro jure, hereditatem adire non potest* (G., II, 87, *in fine*).

Appliquons ces principes aux corporations : elles ont des esclaves ; elles auront sur eux les mêmes droits, elles retireront de leur possession les mêmes avantages que le *dominus*, simple particulier.

En ce qui concerne les modes d'acquisition *per universitatem*, il en est un qui, certainement, ne pourra être employé par les corporations : l'*in jure cessio*. C'est une *legis actio*, et il est de principe que *nemo alieno nomine lege agere potest* (Loi 123, Dig., L, 17) ; leurs esclaves ne leur seraient ici d'aucun secours, Gaius nous en donne la raison (II, § 96) : *In summa sciendum est his qui in potestate, manu, mancipiove sunt, nihil in jure cedi posse ; cum enim istarum personarum nihil suum esse possit, conveniens est scilicet, ut nihil suum esse in jure vindicare possint*.

Tous les autres modes d'acquisition *per universitatem* ne sont pas, indifféremment, à la portée des corporations ; les uns, en effet, comme l'*adrogatio*, la *manus*, qui supposent des rapports de

famille, dont une personne physique seule peut profiter, n'existeront pas pour elles; nous étudierons, dans un des paragraphes suivants les droits de succession testamentaire, ab intestat, et prétorienne: quant aux autres modes, nous ne voyons rien, dans leur nature, qui puisse empêcher les corporations d'y avoir recours (G., II, §§ 97, 98, 99).

Passons à l'étude des modes d'acquisition à titre particulier. Le droit classique en reconnaît sept. (Ulp., *Reg.*, XIX, § 2.)

Occupatio, traditio, usucapio, adjudatio, lex, mancipatio, in jure cessio. Justinien supprima les deux derniers.

L'esclave des corporations, avons-nous dit, pourra figurer dans tous les modes d'acquisition; il pourra se servir de la mancipation, dont la formule sacramentelle est modifiée pour son usage. De tout temps, en effet, les esclaves des *universitates* ont pu figurer dans une mancipation: *Item quod servi nostri mancipio accipiunt, vel ex traditione nanciscuntur, sive quid stipulentur, vel ex qualibet causa adquirunt, id nobis adquiritur* (G., II, 87; — Pline, *Epist.*, VII, 18; — Tacite, *Ann.*, II, 30).

Quant à l'*in jure cessio* et à l'*adjudicatio*, les corporations ne pourront y avoir recours; nous avons déjà donné les raisons de cette décision relativement à l'*in jure cessio*, l'esclave, comme toute personne *alieni juris* d'ailleurs, n'a pas la capacité de figurer comme demandeur dans un procès: il ne peut plaider. Or, l'*in jure cessio* est un procès fictif, simulé (G., II, 87).

Même raison, en ce qui concerne l'*adjudicatio* ; elle résulte d'un procès, d'une décision du juge, et l'esclave ne peut intervenir en justice : de plus, il y a pour elle un motif spécial, c'est qu'elle suppose chez l'adjudicataire un droit de propriété, au moins indivis.

La corporation peut-elle acquérir, par tradition, par usucapion ? Nous renvoyons la réponse à cette question au paragraphe suivant : *de la possession*.

Nous en dirons autant de l'acquisition *lege* ; nous en traiterons à propos des testaments et des successions.

L'*occupatio*, qui est un mode d'acquisition du droit naturel, une sorte de mainmise sur des objets qui n'appartiennent à personne, l'*accessio*, soit naturelle, soit artificielle, sous toutes les formes qu'étudient les *Institutes* (II, § 20 à 24, 25 à 35), seront évidemment accessibles à la corporation ; rien dans leur nature ne s'oppose à ce qu'elle en fasse usage.

Une remarque, en terminant, remarque que nous aurons occasion de répéter : lorsque la corporation se sera donné des statuts organisant une représentation régulière et complète, ces représentants ainsi nommés agiront au nom de l'*universitas* tout entière. et pourront le faire dans un cercle plus étendu que n'eût pu le faire un esclave.

§ 2

POSSESSION

La possession est, en fait, ce qu'est en droit la propriété; dans son sens le plus large, c'est le fait *d'avoir une chose physiquement à sa disposition, de la détenir*. Le détenteur sera appelé possesseur, s'il n'a par seulement en fait la chose à sa disposition, mais s'il y joint la volonté de la traiter comme sienne. On en conclura que la possession se compose de deux éléments :

L'élément matériel (*corpus — factum*) ;

L'élément intellectuel (*animus domini,—animus rem sibi habendi*).

Indiquer ces deux conditions essentielles de la possession, n'est-ce pas en même temps déclarer que les personnes juridiques, et, en particulier, celles qui nous occupent, les corporations, ne peuvent posséder?

Et quels résultats désastreux vont avoir pour elles cette conséquence naturelle et nécessaire des principes rigoureux du droit ?

La possession, telle que nous venons de la définir, est l'exercice du droit de propriété; si elle n'en est pas la preuve, du moins elle crée en sa faveur une très forte présomption : elle conduit souvent à la propriété.

Trois modes d'acquisition de la propriété, qui ont pour fondement la possession, vont être fermés aux

corporations : *l'occupation, la tradition, l'usucapion.*

En cette circonstance, l'intervention de leurs esclaves ne leur serait d'aucune utilité ; il est bien vrai, qu'en droit commun, je peux devenir possesseur *corpore alieno* (Paul, *Sent.*, V, t. II, § 1 ;—loi 3 pr., xli, 2, Dig.), c'est-à-dire lorsque quelqu'un agissant pour mon compte, sur mon ordre, ou simplement à ma connaissance, appréhende une chose. Il est bien vrai aussi, quoique, en principe, je ne puisse acquérir la possession *animo alieno*, qu'on fit fléchir la règle, notamment en ce qui concerne les personnes en puissance auxquelles a été concédé un pécule ; tout ce qu'elles acquièrent *ex causa peculiari*, c'est-à-dire dans les limites de l'administration de leur pécule, nous est acquis, même à notre insu : la concession du pécule est une sorte d'abandon de l'*animus* au profit du concessionnaire. Dans ces deux hypothèses, par une fiction légale, le *dominus* est censé agir par l'*animus* de son représentant.

Mais ces dérogations aux principes ne pouvaient pas même être utiles aux corporations ; pour pouvoir acquérir la *possessio corpore alieno*, il est indispensable qu'on ait soi-même l'*animus*, qu'on ait connaissance de l'appréhension physique opérée par son représentant : *scientiam... domini esse necessariam*. Or, il est impossible aux corporations d'avoir l'*animus* ; elles ne peuvent savoir, se rendre compte, que la chose a été appréhendée physiquement. Pourront-elles tout au moins profiter des

acquisitions faites par leurs esclaves (les seules personnes en puissance qui puissent exister pour elles) *ex peculiari causa*? — Mais il faudrait, pour cela, qu'elles aient pu, à un moment donné, même fictivement, transmettre l'*animus* à leurs représentants; ce qu'elles ne peuvent faire, puisque, si nous appliquons les principes dans toute leur rigueur, il leur est impossible d'avoir un *animus* personnel.

D'ailleurs, sur ces deux points, les jurisconsultes étaient partagés; les uns décidaient que les personnes juridiques, les municipes, par exemple (par conséquent aussi les corporations, dont l'organisation est calquée sur celle des municipes), ne peuvent avoir qu'une possession spéciale, acquise par l'entremise de leurs esclaves, et seulement sur les objets dépendant du pécule à eux concédés, *ex peculiari causa*. D'autres étaient d'avis que les personnes juridiques ne peuvent jamais posséder, d'une manière absolue, même par l'intermédiaire de leurs esclaves; car elles n'ont pas, à cause de leur nature, la possession de ces esclaves. Paul (Loi 1, § 22, XLI, 2), nous rapporte cette discussion: *Municipes per se nihil possidere possunt, quia universi consentire non possunt. Forum autem et basilicam hisque similia non possident, sed promiscue his utuntur. Sed Nerva filius ait, per servum quæ peculiariter adquisierint et possidere et usucapere posse: sed quidam contra putant, quoniam ipsos servos non possideant.*

Cette dernière opinion, quoique de tous points conforme aux principes rigoureux du droit, ne pa-

rait pas avoir été l'opinion générale ; tout au moins n'a-t-elle pas dû régner longtemps, et il est fort probable que sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, les jurisconsultes romains durent sacrifier aux nécessités de la pratique des principes trop rigoureux, et qui avaient fini par devenir gênants, surtout lorsque les personnes juridiques, et notamment les corporations se multiplièrent : *utilitatis causa*, on dut admettre les corporations à la possession.

Cette théorie, dont la pratique réclamait la consécration, dut finir par prévaloir ; nous la trouvons complètement établie, sans conteste, du temps d'Ulpien (sous Alexandre Sévère, au III^e siècle de notre ère), comme il en témoigne lui-même (Loi 1, § 22, Dig., XLI, 2) : *Sed hoc jure utimur, ut et possidere et usucapere municipes possint, idque eis et per servum et per liberam personam adquiratur*. L'expression *hoc jure utimur* est, en effet, caractéristique : elle prouve bien qu'à cette époque, la question de l'aptitude des corporations à acquérir la possession ne faisait plus aucun doute.

Les corporations pourront donc acquérir la possession, du moins au III^e siècle, non-seulement par l'entremise de leurs esclaves, mais encore, nous dit Ulpien, *per liberam personam*. Cette *libera persona* pourra être une personne étrangère à la corporation, car on avait fini par admettre que le mandataire pouvait acquérir la possession à son mandant, à la condition qu'il y eût accord de leurs deux volontés ; Ulpien décide même que le *procu-*

rator auquel on a livré une chose pour être remise à un mandant, lequel mandant compte acquérir pour lui-même, n'acquiert pas pour son propre compte s'il a reçu avec l'intention d'acquérir pour lui, mais acquiert pour le compte de son mandant (Loi 13, Dig., XXXIX, 5): *nam et si procuratori meo hoc animo rem tradiderit, ut mihi adquirat, ille quasi adquisiturus acceperit, nihil agit in sua persona, sed mihi adquisit.*

Déjà, Nératius Priscus (contemporain d'Hadrien), enseignait que le mandataire acquiert à son mandant, même à son insu, la propriété (Loi 13, XLI, 1); c'était évidemment la théorie généralement admise, et nous la voyons reproduite dans une constitution de Sévère et d'Antonin (de 196, loi 1, C., VII, 32). *Per liberam personam ignoranti quoque adquiri possessionem....., tam ratione utilitatis quam juris pridem receptum est.* Nous trouvons dans ce texte la preuve que cette théorie était déjà fort ancienne (*pridem*); et qu'elle se justifiait par des raisons de droit, et aussi, mais surtout, par des nécessités pratiques, des raisons d'utilité (*ratione utilitatis*) — (*Inst.*, II, 9, § 5; — loi 1, § 5, Dig., XLI, 2).

Puisqu'on avait fini par accorder aux corporations la capacité d'acquérir la possession, il faut en conclure qu'elle a pour elles tous les effets utiles qu'elle a ordinairement: elle leur transfèrera la propriété par simple mise en possession, par la tradition régulière, réunissant toutes les conditions légales; il leur sera permis d'acquérir par l'occupation et par l'usucapion.

Mais, quant à ce dernier mode d'acquisition (sauf le cas d'acquisition faite *ex causa peculiari*, où l'on peut commencer à usucaper sans le savoir), il sera nécessaire que le mandant où le maître ait connaissance de cette acquisition de la possession faite en son nom : c'est une des conditions indispensables pour usucaper, et les textes nous la rappellent à propos de cette hypothèse particulière (Loi 1, C., VII, 32; — loi 49, § 2, Dig., XLI, 1): *postquam scientia intervenerit, usucapionis conditionem inchoari posse tam ratione utilitatis quam juris pridem receptum est. Et si possessio per procuratorem ignoranti quæritur, usucapio vero scienti competit, tamen evictionis actio domino contra venditorem invito procuratore non datur, sed per actionem mandati ea cedere cogitur.*

Si, en effet, la possession peut être acquise au représenté, à la corporation, ici, c'est que le représentant est censé avoir eu communication de l'*animus* du représenté; ce dernier, ce sera dans les corporations, soit l'ensemble des membres, pour une *universitas inordinata*, les représentants nommés par les statuts, où d'après leur application, dans une *universitas ordinata*.

Ces mêmes représentants, d'ailleurs, qui peuvent agir au nom de la corporation, pourront comme ses esclaves, lui acquérir la possession (Gaius, loi 1, Dig., III, 4).

§ 3

Droits réels autres que la propriété

Les corporations, nous venons de le voir, peuvent acquérir la propriété ; elles pourront aussi, par conséquent, avoir la jouissance des autres droits réels, qui n'en sont que des dérivés, des démembrements.

Les servitudes pourront, sauf quelques-unes, à cause de leur nature même, appartenir aux corporations.

I. — Servitudes prædiorum

Propriétaire d'immeubles, la corporation profitera des servitudes actives qui y sont attachées, de même qu'elle aura à subir les servitudes passives qui les grèvent.

Elle pourra aussi acquérir les servitudes par une constitution séparée par l'effet de la mancipation faite à un esclave, s'il s'agit d'une servitude rurale (G., II, § 29 : — Ulp. XIX, § 1) : elle pourra, pour les servitudes prédiales, urbaines ou rurales, se servir ou profiter de la plupart des modes admis en droit civil ou en droit prétorien.

I. Mode. — Translatio. — La corporation pourra grever son fonds au profit d'un autre fonds ou profiter de cette constitution. On emploiera, pour obtenir ce résultat, les modes d'acquisition de la pro-

priété, sauf la réserve que nous venons de signaler à propos de la mancipation; ajoutons que les servitudes, vu leur nature de *res incorporales*, ne peuvent être acquises ni par occupation, ni par tradition, ni par usucapion. Cependant, cela va sans dire, puisque l'usucapion peut aboutir à l'acquisition de la propriété, elle servira en même temps à acquérir les servitudes qui en dépendent. Mais ce ne peut être un moyen de constitution séparée d'une servitude: Une loi Scribonia (probablement de l'an 720, A. U. C.), défendit cette pratique: il est donc probable qu'elle était permise autrefois (Loi 4, § 29; Paul, Dig., XLI, 3).

Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit de l'*in jure cessio* et de l'*adjudicatio*, toutes deux inaccessibles aux corporations.

Reste un dernier mode, qui est parfaitement applicable aux corporations, du moins, nous le verrons depuis Nerva.

II. *Deductio*. — Le propriétaire de deux fonds, qui en vend un, peut retenir une servitude au profit du fonds qu'il garde sur celui qui cesse de lui appartenir. On arrive, par ce moyen, à ce résultat bizarre, d'une servitude qui paraît constituée par une mancipation ou legs, quelle que soit sa qualité: urbaine ou rurale. C'est, qu'en réalité, la servitude n'est ici qu'un accessoire; elle accompagne l'aliénation. Nous avons vu, il n'y a qu'un instant, un résultat analogue: la servitude peut être acquise par usucapion, bien que ce mode de

constitution ne soit pas applicable aux servitudes, lorsqu'elle suit le sort de la propriété.

La tradition ne peut servir à constituer une servitude *deductione* (Gaius, II, 33. — Fa Va, § 47).

Les corporations pourront certainement user ou bénéficier de ce mode de constitution des servitudes.

Le Droit prétorien, qui fit prévaloir vers la fin du I^{er} siècle de notre ère, l'admission d'une quasi-possession pour les servitudes, fut d'un grand secours aux corporations ; elles eurent à leur disposition une quasi-tradition, une *quasi-possessio longi temporis*.

Justinien fonda ensemble les deux législations civile et prétorienne ; désormais, les corporations pourront acquérir (ou constituer) des servitudes par *deductio* dans une tradition ; par *quasi-traditio*, par legs (toutes espèces de legs).

Mais, pas plus que les simples particuliers, elles ne pourront user, pour obtenir ce résultat, des *pacta atque stipulationes*, comme semble le faire supposer un texte de Justinien (*Inst.*, II, 4, § 1-3, § 4) : sans nous attarder à discuter ce point, ce qui serait nous écarter de notre sujet, contentons-nous de remarquer que l'Empereur ne fait que reproduire les expressions de Gaius (G., II, § 31 ; — loi 33, § 1, VIII, 3 ; — loi 136, XLV, 1), et il n'a pu, en se les appropriant, vouloir consacrer une théorie toute contraire à la sienne, et qui serait, d'ailleurs en complète contradiction avec la théorie romaine sur la translation des droits réels.

Cette remarque s'applique non-seulement aux servitudes prédiales, mais aux servitudes personnelles.

II. — *Servitudes personarum*

Les textes nous en révèlent quatre : *Ususfructus*, *usus*, *habitatio*, *operæ servi aut animalis*.

Deux de ces servitudes ne peuvent certainement pas exister pour les corporations, parce qu'elles exigent un fait propre et personnel du titulaire : ce sont l'*usus* et l'*habitatio*.

La corporation qui a des esclaves, pourra évidemment bénéficier de leurs *operæ* ; la servitude des *operæ servi aut animalis* lui est donc accessible.

Enfin, la corporation peut devenir titulaire d'un *usufructus* : l'usufruit est en effet le droit d'user et de jouir de la chose d'autrui, suivant sa manière d'être présente, et rien, dans sa nature, ne peut empêcher les corporations d'en bénéficier.

On pourra toujours constituer un usufruit en leur faveur par *deductio*, n'importe sous quelle forme (sauf par la tradition) ; pour créer directement un usufruit, *translatione*, on ne pourra se servir ni de l'*injure cessio*, ni de l'*adjudicatio*, toutes deux inaccessibles aux corporations, mais seulement du legs *per vindicationem*. Ici encore, comme pour les servitudes prédiales, le prêteur crée une *quasi-possessio*, une *quasi-traditio*, une *quasi-præscriptio longi temporis* ; enfin, Justinien rendit encore plus facile aux collèges d'artisans l'acquisition

de l'usufruit : nous avons indiqué quelle fut sa réforme, en parlant des servitudes prédiales.

Mais il était à craindre que cet usufruit ne cessât jamais, puisque les corporations, en principe, ne meurent pas, et ne laissât plus aux mains du propriétaire qu'un droit dont il ne pourrait plus tirer aucun parti. Aussi fut-il limité à une durée maximum de 100 ans, la plus longue durée de la vie humaine. (Loi 56, Dig., VII, 1, Gaius, — et loi 8, Dig., XXXIII, 2, Gaius).

D'ailleurs, il peut prendre fin avant l'arrivée de ce terme, par la dissolution de la corporation, qui est pour elle ce qu'est la mort pour les individus. (Modestinus, loi 21, Dig. VII, 4).

La loi 56 (XXXV, 2, Æmilius Macer, Dig.), ne vient pas du tout contredire cette fixation à 100 ans de la durée de l'usufruit concédé aux corporations ; elle a, en effet, pour but d'éviter de compliquer le calcul de la *quarte Falcidie*, au cas où l'un des éléments de ce calcul est un usufruit légué à une ville : on prendra, dit cette loi, pour base celle qui est usitée pour les usufruits ordinaires, au cas le plus favorable pour l'usufruitier, c'est-à-dire une durée de 30 ans : et, ajoute le texte *nunquam amplius quam triginta annorum computatio initur*.

SECTION II

MODES D'ACQUISITION « POST MORTEM »

§ 1^{er}

Succession « ab intestat »

Nous avons déjà fait remarquer que la dévolution des biens *ab intestat* repose sur les liens de famille; or, les corporations ont une nature impersonnelle, fictive, qui leur interdit de semblables rapports. Il ne pourra donc être question pour elles, en principe, ni de succéder *ab intestat*, ni de laisser une succession *ab intestat*.

Mais, dans leur intérêt même, on apporta certaines exceptions à ce principe trop rigoureux; nous en signalerons deux :

I^{re} Exception. — Elle dérive tout naturellement de l'esclavage dont nous avons déjà plusieurs fois constaté les avantages pour les corporations.

Il est fort probable que, dans les premiers siècles de Rome, les esclaves des collèges ne purent parvenir à l'affranchissement : ils ont bien un maître, mais ce maître ne peut leur conférer la liberté par aucun des modes reconnus par la loi civile : la *vindicta*, le cens, le testament.

Mais alors, que signifie ce texte de Varron (siècle d'Auguste, *de Lingua lat.*, VIII, 83) où il est ques-

tion d'affranchis des villes, des temples, des *societates* ? Il est probable que le prêteur intervint en leur faveur comme il le fit pour les maîtres du droit commun, et qu'il consacra et maintint des affranchissements faits par des personnes juridiques, mais sans employer les modes solennels. La loi Junia Norbana, on le sait, vint consacrer cette jurisprudence prétorienne, et décida que l'esclave, quelle que fût la forme que l'on donnât à son intention d'affranchir, acquerra la liberté, mais la cité ne pourra lui être conférée que par un des modes solennels d'affranchissement : l'esclave sera *Latin Junien*. (G., II, 56 et s.).

Mais ce résultat était bien insuffisant dans la pratique; les municipes reçurent le droit de conférer à leurs esclaves la liberté et la cité, par conséquent de pratiquer des affranchissements complets. (Loi 3, C. VII, 9 (1); — loi rendue sous Trajan. — Sénatus-consulte porté sous Hadrien).

Marc-Aurèle étendit cette capacité à tous les *collegia* créés régulièrement : *Divus Marcus omnibus collegiis quibus coeundi jus est manumittendi potestatem dedit*. (Loi 1, Dig., XL, 3).

Décider que les corporations pouvaient conférer à leurs esclaves une liberté pleine et entière, c'était leur reconnaître forcément les mêmes droits qu'avait le patron sur son affranchi, et entre autres, le plus important de tous, celui de lui succéder *ab*

(1) La lecture de ce texte est assez incertaine ; on y a lu : *vetiti libici* — *vetiti libyci*. — *Vettii Libyci* — *veteris publici* — *veteris reipublicæ*.

intestat : Municipibus, dit Ulpien (loi 1, pr. XXXVIII, 3) *plenum jus in bonis libertorum libertarum deferitur, hoc est id jus quod etiam patrono*, et le même jurisconsulte, dans la loi 2 (Dig., XL, 3), après avoir parlé (loi 1), de la concession que fit aux collèges Marc-Aurèle du droit d'affranchir leurs esclaves, ajoute : *quare hi quoque legitimam hereditatem liberti vindicabunt*.

Ile Exception. — Celle-ci ne fait son apparition qu'au Bas-Empire ; nous y voyons une sorte d'encouragement, de prime, accordés aux corporations ; peut-être aussi faut-il chercher la cause de cette faveur dans l'intérêt qu'avait l'État à la conservation d'un patrimoine qui servait principalement à l'acquittement des charges de la corporation envers lui.

La corporation recueille les biens de ses membres défunts, à l'exclusion du fisc : *Si quis navicularius sine testamento et liberis vel successoribus defunctus sit, hereditatem ejus non ad fiscum, sed ad corpus naviculariorum, ex quo fatali sorte subtractus est, deferri præcipimus* (Loi 1, C. VI, 62).

C'est une constitution de Constantin qui le décide ainsi (326) ; cette décision est aussi celle de Théodose et Valentinien (429, loi 4, *Eod. tit.*), pour la curie, et celle de Théodose en faveur des *fabri-censes* (439, loi 5, *Eod. tit.*). Cette faveur semble n'avoir jamais eu qu'un caractère particulier, spécial à certaines corporations.

§ 2

Succession testamentaire

PREMIÈRE DIVISION. — *Institution d'héritier*

La règle est qu'un collègue ne peut être institué héritier. Ulpien pose le principe à propos des *municipes* (Pline le J., *Epist.*, V, 7). *Nec municipium, nec municipes, heredes institui possunt* (Reg., XXII, 5), et une constitution de Dioclétien (290, loi 8, C. VI, 24), l'applique spécialement aux collèges : *Collegium, si nullo speciali privilegio subnixum sit, hereditatem capere non posse dubium non est* : ils ne pourront être institués héritiers qu'en vertu d'une décision spéciale, leur conférant ce privilège.

Quelque soit la raison qu'on mette en avant pour justifier cette disposition, il n'en est pas moins vrai qu'elle existe à l'état de règle, et de règle absolue, en Droit romain.

Ulpien en donne les motifs suivants : *quoniam incertum corpus est, et neque cernere universi, neque pro herede gerere possunt, ut heredes fiant*. Nous croyons qu'il y a là une confusion. Est-ce à dire que le collègue, ou le municipe, est une personne incertaine ? Non, évidemment : le testateur, s'il a institué son héritier tel corps de métier, de telle profession, de telle ville, a parfaitement eu l'idée de la personne qu'il instituait, et a pu l'avoir.

Il a réalisé ce *certum consilium*, cette intention

bien déterminée en même temps que cette conception bien arrêtée de la personne que l'on a en vue, qu'exigent Ulpien (XXII, 4) et Gaius (II, 238), dans la personne du disposant. Il n'a pu, cela est certain, se représenter tous les membres actuels ou futurs de la corporation : mais qu'importe? puisque la corporation est un être indépendant, distinct de ses membres : c'est cet être qu'a eu en vue le testateur ; c'est une *persona certa*.

L'*incerta persona*, c'est, au contraire, celle dont le testateur n'a pu avoir une idée nette et arrêtée : c'est par exemple, nous dit Ulpien (XXII, 4), *quisquis primus ad funus meum venerit* : c'est, en effet, une personne que le disposant n'a pu connaître. Mais tel n'est pas le cas, nous le répétons, pour les corporations.

Nous trouvons plus justes les deux autres motifs invoqués par Ulpien : *et neque cernere universi, neque pro herede genere possunt*. La corporation ne peut faire addition d'hérédité, car c'est un acte qui comporte une formule solennelle, prononcée par l'institué lui-même, et qui n'admet pas l'office d'un représentant.

Elle ne pourra pas non plus faire acte d'héritier ; car les actes *pro herede* exigent chez leur auteur, pour entraîner addition d'hérédité, une volonté formelle d'agir en qualité d'héritier, volonté que la corporation est absolument incapable de manifester. C'est en vain que ses membres se réuniront pour suppléer à cette incapacité : c'est en vain même qu'ils exprimeront une volonté unanime : ce

ne serait pas la volonté, le consentement de la corporation, être idéal (*Quia universi consentire non possunt*, dit la loi 1, § 22, XLI, 2; et Ulp., XXII, § 5, *neque cernere universi, neque pro herede genere possunt*).

La véritable raison, c'est que la loi romaine n'a tout d'abord accordé aux corporations que les droits qui étaient absolument nécessaires à leur existence, ceux sans lesquels la concession de la personnalité juridique n'aurait eu aucun sens; or, on ne peut ranger dans cette catégorie de droits la faculté d'être institué héritier; l'hérédité testamentaire est un évènement purement accidentel et imprévu, sur lequel on ne peut compter, et dont la réalisation n'est nullement indispensable à la vie civile.

A l'époque classique, on admet d'assez nombreuses dérogations à ce principe.

I. — Un privilège spécial pourra être concédé en ce sens, au collège: *Collegium si nullo speciali privilegio subnixum sit, hereditatem capere non posse dubium non est*, soit par une loi, soit par une décision impériale: nous avons déjà signalé cette faveur.

Enfin, une constitution de Léon (469, loi 12, C. VI, 24), accorde aux municipes, d'une façon générale, la capacité d'être institués héritiers. — La législation romaine alla-t-elle plus loin et finit-elle par étendre cette disposition aux collèges? Nous n'en savons rien, quoique nous penchions fort pour l'affirmative, lorsque nous nous rappelons tous les

encouragements que la législation impériale leur prodigua.

II. — Nous savons que les corporations avaient obtenu le droit de succéder *ab intestat* à leurs affranchis.

Un sénatus-consulte cité par Ulpien (Loi 1, § 1, Dig., XXXVIII, 3; — Reg., XXII, § 5), donna aux cités le droit d'être instituées héritières par leurs esclaves. C'est une conséquence de la faculté de leur succéder *ab intestat*, et de cette espèce de réserve que confère au patron Justinien (Loi 4, § 11, VI, 4) : l'affranchi, qui laisse plus de 100,000 sesterces ne peut deshériter son patron ; s'il le fait, ce dernier peut réclamer le tiers des biens de son affranchi, auquel il a droit, et se faire donner, pour y arriver, par le préteur, la *bonorum possessio contra tabulas*.

Puisque c'est une conséquence du droit d'affranchir, des droits du patron, il faut en conclure qu'on ne dut pas faire de difficulté pour l'étendre aux collègues (Loi 2, Dig., XL, 3; — lois 3, 6, XXXVIII, 16).

III. — Le Droit romain se montra toujours plus favorable à l'institution fidéicommissaire, qu'à l'institution pure et simple : un sénatus-consulte que l'on suppose avoir été rendu sous Trajan (Houdoy, *l. c.*, p. 135), et connu sous le nom de sénatus-consulte Apronien, décide qu'un héritier peut être grevé d'un fidéicommis en faveur d'une cité, et qu'il devra en opérer la restitution (Ulp., XXII, 5; — lois 26-27, Dig., XXXVI, 1).

Ces textes semblent indiquer que le sénatus-consulte Apronien parut avant celui qui octroyait aux municipes le droit d'être institués héritiers par leurs esclaves; il paraît en résulter aussi que cette mesure resta spéciale aux municipes, et que les collèges ne furent pas appelés à en bénéficier.

DEUXIÈME DIVISION. — *Legs*

Nous venons de voir ce que les corporations sont, en principe, incapables de recueillir par dévolution *ab intestat*, parce qu'elles ne peuvent faire addition d'hérédité, parce qu'elles ne peuvent manifester l'intention d'être héritiers, ni agir en héritiers.

Mais, lorsqu'il s'agit de legs, cette explication n'est plus valable: le légataire, en effet, acquiert la chose léguée, sans qu'aucun acte de sa part soit nécessaire. C'est du moins la doctrine que nous voyons consignée dans deux textes, l'un de Papien (Loi 80, Dig., XXXI), et l'autre, de Marcien (Loi 15, Dig., 12, I). Il est vrai qu'il y avait sur ce point dissentiment entre les deux grandes écoles juridiques de l'époque classique, les Sabinien et les Proculien; les premiers (Gaius, II, 195) soutiennent: *quod ita legatum sit, statim post aditam hereditatem putant fieri legatarii, etiamsi ignoret sibi legatum esse dimissum*; — les seconds étaient d'avis que le légataire ne devient propriétaire que du moment où il a manifesté l'intention d'acquiescer: *non aliter putant rem legatarii fieri quam si voluerit eam ad se pertinere*.

Disons-nous avec Gaïus que c'est cette dernière opinion qui paraît avoir prévalu ? Mais la constitution d'Antonin-le-Pieux, qu'il cite à l'appui de cette affirmation (G., § 195, *in fine*) n'a rien de bien concluant : elle ne prouve pas, en effet, que l'Empereur ait entendu consacrer l'opinion proculienne. En effet, dire que les décurions d'une colonie, auxquels a été légué un latin junien peuvent délibérer sur la question de savoir s'ils accepteront, est-ce décider que la chose léguée, ne devient la propriété du légataire que du moment où il a la volonté de l'acquérir ? Non, évidemment, et l'opinion sabinienne aboutit bien à ce même résultat, puisqu'elle concède au légataire la possibilité d'effacer son acquisition, rétroactivement, en répudiant le legs : *sed posteaquam scierit, et spreverit legatum, proinde esse atque si legatum non esset* (Gaïus, II, 195).

Nous avons encore une preuve de cette erreur commise par Gaïus, ce sont les deux lois que nous citons au commencement de ce paragraphe ; c'est donc la doctrine sabinienne qui a dû prévaloir.

Mais alors, puisque rien, dans la nature du legs, ne s'oppose à ce que les corporations en puissent profiter, comment expliquer qu'on ait hésité si longtemps à leur concéder la capacité de recevoir des legs ?

Est-ce par une raison juridique, tirée de ce que ceux-là seuls peuvent être institués légataires qui ont avec le testateur la *factio testamenti* passive ? (*Inst.*, II, 20, § 24.) Non évidemment, car si c'était

là le véritable motif, on ne comprendrait pas comment les municipes obtinrent dès le premier siècle, sous Nerva, la capacité d'être légataires, tandis qu'ils ne conquièrent la *factio testamenti* qu'au V^e siècle, sous Léon.

En réalité, pour s'expliquer ces décisions, en apparence fort bizarres, il faut se rappeler que les corporations, comme toutes les personnes juridiques, sont une création du législateur, et que l'autorité qui leur donne la vie est bien libre d'en régler les conditions, et par conséquent de restreindre ou d'étendre leur capacité.

Elles n'auront que les droits que cette autorité leur concèdera; nous avons déjà, d'ailleurs, constaté qu'on n'admit que très difficilement la personnalité civile des corporations, en droit romain. On fut naturellement amené à ne leur accorder que les droits qui étaient absolument nécessaires à leur existence; et le droit de recevoir des legs, ou d'être institué héritier, qui ne correspondent qu'à des événements absolument imprévus, et qui ne font pas partie de la vie courante, ne peuvent passer pour indispensables aux corporations.

Le droit de recevoir des legs fut conféré d'assez bonne heure, sous Nerva (I^{er} siècle), aux municipes, et cette concession leur fut confirmée par un sénatus-consulte, sous Hadrien (Ulp., XXIV, 28).

Les collèges n'obtinrent cette faveur que plus tard, par un sénatus-consulte rendu sous Marc-Aurèle (fin du II^e siècle; — Loi 20, Dig., XXXIV, 5).

On pouvait faire un legs aux municipes et aux corporations dans l'une des formes admises pour les legs ordinaires; rappelons, cependant, que les Proculiens soutenaient que le legs n'est acquis au légataire que du moment où il a la volonté d'en profiter: remarquons ici que, du moins dans la doctrine sabinienne, un legs *per præceptionem* ne peut être fait qu'à un des héritiers institués; cette forme de legs ne peut être employée séparément. On devra en conclure que ni le legs *per vindicationem*, ni le legs *per præceptionem* ne pourront être des modes d'acquisition pour les corporations.

Ajoutons que ces deux doctrines ne prévalurent pas; nous l'avons démontré pour la première. Quand à la seconde, elle fut définitivement écartée par un rescrit d'Hadrien. C'est évidemment à cette dernière doctrine que fait allusion Pline le Jeune (*Epist.*, V, 7): *Nec præcipere posse Rempublicam constat*; il faut, sans aucun doute, entendre par *præcipere* le legs par *præceptionem*, et ne pas aller chercher, comme Dirksen, une explication plus ou moins tourmentée (*Zustand der juristischen Personen*, p. 134). (D'après lui, les prescriptions de Nerva n'auraient pas été observées.)

On peut donc dire, d'une manière générale, que, depuis Hadrien, toutes les formes de legs sont applicables aux corporations.

Les inscriptions sont là pour prouver qu'on fit très largement usage de cette faculté d'adresser des legs aux collègues d'artisans: nous en avons cité un

grand nombre, et exposé les motifs de ces libéralités : nous n'y reviendrons pas.

Lorsque le collège auquel était fait un legs était un collège autorisé, il n'y avait aucune difficulté ; le legs est dû comme à un légataire ordinaire, car l'autorisation a donné la vie à la corporation (Loi 20, Dig., XXXIV, 5).

S'il s'agit d'un collège non autorisé, il en est tout autrement : un tel collège, en effet, n'a pas d'existence, en droit : un legs qui lui serait fait serait donc nul, puisqu'il s'adresserait à un être qui n'existe pas. Il est, cependant, un moyen de faire un legs à une semblable association, c'est de l'adresser à tous les membres, en les désignant spécialement. Un pareil legs sera valable puisque ceux qui sont appelés à en bénéficier sont pris comme individus, et par conséquent, sont complètement capables de recevoir. *Cui autem (collegio),* dit Paul, *non licet, si legetur, non valebit, nisi singulis legetur : hi enim non quasi collegium, sed quasi certi homines admittentur ad legatum.*

Seulement, dans ce cas, il n'y aura qu'une copropriété de tous les membres, il n'y aura pas propriété spéciale et exclusive du collège, considéré comme personne distincte, comme cela a lieu dans le premier cas.

Cette forme particulière de legs était probablement employée avant la réforme de Marc-Aurèle en faveur de toute espèce de collège, autorisé ou non ; c'était un moyen qu'on dut admettre *utilitatis causa*, de tourner l'incapacité des corporations.

On voulu voir une antinomie entre cette dernière partie de la loi 20 (xxxiv, 5), et la loi 2 de Papinien, au même titre, ainsi conçue : *Civibus civitatis legatum vel fideicommissum datum civitati relictum videtur*. Un mot suffira pour dissiper cette contradiction, qui n'est qu'apparente : ces deux textes prévoient deux hypothèses différentes, d'où les deux solutions différentes. Dans la loi 2, il s'agit d'un legs adressé à l'ensemble des citoyens *civibus* : dans la loi 20, le legs a été fait à tous et chacun des membres d'un collège non autorisé, avec assignation de part : c'est ce qu'indique le mot *singulis*.

Le plus souvent, le testateur indique l'emploi qui devra être fait de sa libéralité : monument élevé en son honneur, jeux, etc. On en trouve des exemples dans les textes (Loi 2, Dig., L., 10; — loi 6, xxxiii, 1; — lois 117, 122, xxx).

Mais il est défendu aux municipes (et aussi, par conséquent aux collèges) de rien changer à la destination que le testateur indiquait pour sa libéralité sans une autorisation de l'Empereur; on pourra, au cas où le legs sera devenu insuffisant pour répondre au but que s'était proposé le testateur, par exemple, par application de la loi Falcidie, ou au cas où la destination fixée ne peut être réalisée, parce qu'elle est contraire à l'ordre public, la transformer, en choisissant ce qui sera le plus utile au bénéficiaire (Loi 4, L., 8); on s'en tirera, à l'égard du testateur, en lui consacrant une inscription. Le changement aura lieu de concert avec

les héritiers et les magistrats de la cité (Loi 16, xxxiii, 2).

Bien entendu, nous n'entendons pas parler du cas où le testateur aurait empêché lui-même ce changement, par l'apposition d'une condition résolutoire : car, dans ce cas, on devra s'y conformer. — Sauf cependant, si la condition est d'une exécution impossible : on la répute alors non écrite. (Dig., loi 24, § 3, xxxiii, 1).

Sous Justinien, cette législation subit une légère modification ; d'après sa constitution *de incertis personis* (Code VI, 48, § 10), *uno verbo si cuicumque non illicito corpori* (il cite comme exemple *ejusdem artis opificibus*) *quid reliquerit, valet relictum* : si le testateur n'a fait que mentionner le collège, son legs sera partagé par parts égales entre tous ceux qui, au moment de sa mort, feront partie dudit collège.

TROISIÈME DIVISION. — *Fideicommiss à titre particulier*

Ce genre de dispositions était fort en faveur, car il permettait d'éluder les rigueurs de la loi, en faisant bénéficier d'une libéralité formulée sous une forme quelconque, des personnes qui, comme les corporations, n'avaient ni le *jus capiendi*, ni la *factio testamenti*.

Il est donc probable qu'elles purent recueillir des fideicommiss bien avant d'avoir le droit de bénéficier d'un legs : *a fortiori* cette faculté ne leur fut-elle pas contestée, lorsqu'elles eurent obtenu la

capacité de recevoir des legs, des hérédités fidéicommissaires. La loi 38, § 6 (Dig., XXXII), leur reconnaît en effet implicitement ce droit.

§ 3

Succession prétorienne

Les corporations pourront-elles bénéficier de la *bonorum possessio* ?

Il y avait des doutes à cet égard, et Ulpien nous indique quelle en était la raison (Loi 1, Dig., XXXVIII, 3) : *Sed an omnino petere bonorum possessionem possint, dubitatur ; movet enim quod consentire non possint* : la corporation ne peut manifester sa volonté, condition indispensable pour demander la *bonorum possessio*.

Mais Ulpien se prononce pour l'affirmative (Loi 3, § 7, Dig., XXXVII, 1), parce que la *bonorum possessio* admet la représentation, et que la corporation pourra la demander par ses représentants naturels, son administrateur, ou par toute autre personne ; au cas où la personne ne la demanderait pour elle, un édit du préteur la lui conférera : *A municipibus et societatibus, et decuriis, et corporibus, bonorum possessio adgnosci potest ; proinde sive actor eorum nomine admittat, sive quis alius, recte competet bonorum possessio : sed si et nemo petat, vel adgnoverit bonorum possessionem nomine municipii, habebit municipium bonorum possessionem prætoris edicto* (Loi 3, § 4, Dig., Ulpien, XXXVII, 1).

Il serait bien étrange, en effet, que les corpo-

ractions eussent la capacité de succéder à leurs affranchis, de recueillir un fidéicommiss d'hérédité, et fussent exclues de la succession prétorienne.

Mais ne nous y trompons pas ; la corporation ne pourra avoir la *bonorum possessio* que dans les cas, très exceptionnels, où il lui est permis par le droit civil de recueillir une hérédité ; c'est, du reste, la règle générale, posée par Ulpien (Loi 12, Dig., XXXVII, 1) : *Ubicumque lex vel senatus, vel constitutio capere hereditatem prohibet, et bonorum possessio cessat*. La *bonorum possessio* est, en effet, un remède, un correctif apporté à la rigueur du Droit civil ; elle n'a pas la prétention de lui tenir tête, de le contredire.

C'est aussi ce qu'explique très-bien Ulpien (Loi uniq., Dig., XXXVIII, 3).

SECTION III

OBLIGATIONS

Nous savons que l'autorisation concédée par l'État à une corporation lui confère tout à la fois et le droit d'exister et la personnalité juridique ; elle a pour effet, en principe, de l'assimiler à une personne ordinaire. On en conclut que, comme les particuliers, la corporation pourra devenir créancière, débitrice, en un mot, qu'elle pourra s'obliger. Mais, nous le répétons, ses créances, ses dettes, ses obligations resteront complètement distinctes de celles de ses membres.

Nous adopterons, pour l'étude de cette section,

la division indiquée par Gaius (III, 88 et loi 1, pr., XLIV, 7), et Justinien (*Inst.*, III, 13, § 2); un premier paragraphe sera consacré aux *Obligations ex contractu et quasi ex contractu*; un second aux *Obligations ex delicto — quasi ex delicto*.

§ 1^{er}

Obligations « ex contractu — quasi ex contractu »

La corporation pourra figurer, par l'entremise de ses représentants réguliers ou de ses esclaves, dans des contrats, dans des actes constitutifs d'obligations : du chef de ces mêmes personnes, elle pourra devenir le sujet d'obligations actives ou passives.

On a toujours admis, en effet, en Droit romain, que l'on peut acquérir une créance par les personnes *alieni juris* qui sont en votre puissance, notamment les esclaves, et que, en revanche, la personne en puissance ne peut obliger le *paterfamilias* envers autrui, c'est-à-dire faire acquérir à autrui une créance contre lui ; la personne en puissance n'emprunte la capacité de celui qui a pouvoir sur elle que pour rendre sa condition meilleure et jamais pour la rendre pire (*Inst.*, liv. III, 28 ; — loi 32, Dig., L, 17).

Le préteur vint apporter une importante dérogation à ces principes, en créant les actions *adjectitiæ qualitatis* (*Inst.*, IV, 7).

On pouvait aussi, du moins à une certaine époque, devenir sujet actif ou passif d'obligation *per ex-*

traneam personam, par un représentant, par un mandataire. Ces corporations pourront donc s'obliger par l'entremise de leurs représentants généraux ou particuliers, nommés régulièrement pour une affaire quelconque, ou désignés, organisés à l'avance et d'une façon définitive par les statuts.

Le Droit romain primitif, on le sait, n'a jamais comporté l'idée de la représentation, et même, dans son dernier état, il n'a jamais admis qu'une représentation imparfaite, qui ne ressemble que de fort loin à la conception moderne, si pratique et si large. En matière de tutelle, on avait fini, en présence des multiples inconvénients du système primitif, qui ne réputait un acte juridique, œuvre de quelqu'un, et pouvant produire effet à son égard, que s'il y a figuré en personne, par admettre des actions utiles pour ou contre le pupille sorti de tutelle.

En ce qui concerne les droits réels, comme on pouvait acquérir la possession par *extraneam personam* et comme cette *extranea persona* agissant *voluntate domini* pouvait très valablement opérer une tradition, on arrivait à ces deux résultats fort importants que le mandant devenait propriétaire par le fait du mandataire, et que le mandataire pouvait transférer la propriété des biens du mandant.

En ce qui concerne les obligations, le principe resta beaucoup plus longtemps debout : cette persistance peut s'expliquer par le caractère tout personnel du lien auquel elles donnent naissance. Le droit prétorien, dont la mission, dit Papinien, est de

seconder, de suppléer, de corriger le droit civil (Loi 7, Dig., I, 1 : *Quod prætores introduxerunt adjuvandi vel supplendi, vel corrigendi juris civilis gratia, propter utilitatem publicam*), vint apporter au droit existant une heureuse modification en créant les actions *tributoria*, *institoria* et *exercitoria*; les tiers purent agir, dans ces trois cas, contre le père ou le maître à raison de contrats passés avec les personnes en puissance. Puis, ces décisions furent étendues, toujours pour ces trois cas spéciaux, aux mandataires, d'une façon générale, et il fut permis aux tiers d'actionner le mandant, en passant par dessus l'intermédiaire, ce dernier restant toujours obligé conformément au droit commun (Loi 1, § 17; — 5, § 1, XIV, 1; *Inst.*, IV, 7, § 2).

Les jurisconsultes suivirent le prêteur dans cette heureuse voie; Papinien, un des premiers, donne aux tiers devenus créanciers du mandataire une action utile *ad exemplum institoriae actionis* contre le mandant (Lois 31 pr., III, 5; — 19 pr., XIV, 3; — 10, § 5, Ulpien, XVII, 1; — 13, § 25, XIX, 1). Mais tandis que Papinien s'arrêtait là, et refusait au mandant le droit d'exercer les actions du mandataire contre les tiers, si ce dernier ne les lui a pas cédées (Loi 49, § 2, XLI, 2), Ulpien considère comme faite cette cession qui est due par le mandataire au mandant, et donne à ce dernier les actions utiles (Loi 13, § 25, XIX, 1). Cette doctrine, conforme aux principes admis dès la fin de l'époque classique a dû prévaloir; elle figure au Digeste dans ce texte d'Ulpien.

Dans le dernier état du droit romain, par conséquent, le mandant devient créancier ou débiteur par le fait de son mandataire; mais comme nous venons de le dire, ce n'est encore qu'une représentation imparfaite : on laisse exister côte à côte le mandant et le mandataire, les tiers peuvent actionner le mandataire seul, le mandataire peut agir contre eux : il n'y a pas encore, comme dans notre droit moderne, disparition, mise hors de cause complètes du mandataire, du représentant.

Remarquons, en terminant, que l'esclave ou la personne en puissance ne se distinguant pas du maître, lorsqu'ils agissent, acquerront les créances *ipso jure*, directement, et que les actions données pour ou contre eux seront des actions directes, tandis que le représentant ne peut acquérir que des actions utiles (Loi 14, § 1, Dig., XXII, 1; — loi 5, §§ 7 et 9, XIII, 5).

Ces quelques brèves explications étant fournies, voyons qu'elle était au point de vue des obligations, la situation des corporations.

Il y a bien des cas où le collège sera obligé, mais où on donnera une action à celui qui seul a pu avoir l'initiative de l'acte d'obligation, ou contre lui : l'administrateur de la corporation.

Ainsi, quoique la stipulation n'admette pas en principe l'usage de la représentation, on finit cependant par admettre que les municipales, et d'une manière générale, toutes les personnes juridiques, croyons-nous, pouvaient se servir de la stipulation

(Loi 10, Dig., III, 4) ; leur administrateur aura la *condictio utilis* ou l'action *ex stipulatu utilis*.

Le texte donne comme exemple le cas où le collègue a à recevoir une *cautio legatorum damni infecti* ou *judicatum solvi* : un esclave pourra intervenir dans la stipulation (sinon l'*actor* stipule) et une action utile est donnée au collègue (Lois 15, 27, Dig., XXXIX, 2).

L'esclave des personnes juridiques, en effet, peut stipuler en leur nom, et les rendre créancières : *Si servis reipublicæ, vel municipii, vel coloniæ stipuletur, puto valere stipulationem*, dit Ulpien (Loi 3, XLV, 3 ; — loi 14, § 1, XXII, 1).

Mais remarquons que, non seulement pour la stipulation, mais pour tous les contrats qu'il peut passer, l'esclave n'engage le collègue que dans les limites et dans les cas où on donne contre un maître ordinaire les actions *quod jussu, exercitoria institoria, de in rem verso, de peculio* (*Inst.*, IV, 7, §§ 1, 2, 4, 5).

Comme les trois premières de ces actions supposent une volonté de la part du maître, un ordre au moins général du préposant, elles seront données primitivement contre le représentant du collègue, qui joue ici le rôle de préposant ; plus tard on les donnera, utiles, contre le collègue (Lois 2 et 4, xv, 4).

Quant à l'action *tributoria*, de même qu'elle ne peut être donnée que contre le tuteur ou le curateur, elle ne pourra être dirigée que contre l'administrateur, la corporation en tant qu'être idéal,

étant incapable de commettre un dol (Loi 3, § 1, Dig., XIV, 4).

Remarquons d'ailleurs qu'ici, comme sur bien d'autres points, les textes s'occupent bien plus souvent des cités que des corporations : nous savons, en effet, que la personnalité juridique de ces dernières fut reconnue beaucoup plus tard que celles des cités. Mais n'oublions pas non plus ce principe essentiel, formulé par Gaïus (Loi 1, § 1, III, 4) : les corporations sont organisées *ad exemplum reipublicæ* ; nous en concluerons que tout ce qui est applicable aux cités, tout ce qui ne constitue pas pour elles un privilège spécial, et n'est que la mise en pratique de la règle : *civitates privatorum loco habentur*, sera également applicable aux corporations.

Les collèges, comme les cités, se donnaient elles-mêmes les représentants qu'elles voulaient ; le principe posé par Gaïus (Loi 4, Dig., XLVII, 22) : *His autem potestatem facit lex pactionem quam velint sibi ferre, dum ne quid ex publica lege corrumpant*, resta toujours vrai, et nous en avons conservé un curieux exemple dans l'inscription de Lavinia : chaque disposition de la *lex collegii* porte en tête ces mots : *Placuit universis*.

Les statuts, en général, fixaient les limites des pouvoirs de ces représentants : dans ces limites, ils avaient une initiative, et une liberté d'action complètes, et leurs actes engageaient la corporation, ou lui profitaient (Loi 6, § 1, III, 4 ; — loi 9, XLVI, 8).

Les cités paraissent avoir joui de certains privi-

lèges, comme la *restitutio in integrum* (C., loi 4, II, 53; — 4, XI, 30), qui ne semblent pas avoir été étendus aux collèges; tout au moins ne les ont-elles pas de plein droit. Mais ils peuvent, pour assurer la bonne administration de leurs représentants, exiger, d'eux, comme les villes, certaines garanties, caution ou autre (*Corp. inscr. lat.*, III, p. 924; — loi 38, § 6, Dig., L, 4).

Le *syndicus*, ou représentant du collège, sera nommé par une assemblée des membres, comprenant au moins les $\frac{2}{3}$ des *corporati* (Lois 3 et 4, Dig., III, 4).

Outre les actes d'administration, qui, nous le répétons, n'engagent que le collège et non ses représentants (Loi 9, Dig., XLVI, 8), les syndics peuvent faire des actes d'aliénation : jusqu'à Justinien, en effet (Gide, *du Droit d'association en matière religieuse*, p. 131), les biens appartenant aux personnes juridiques n'ont jamais été déclarés inaliénables; jamais on n'a soumis leur aliénation à une autorisation de l'État. Devrons-nous appliquer, cependant, aux corporations, une constitution de Théodosè et Valentinien (Loi 2, C., X, 34), qui ne permet l'aliénation des biens appartenant aux curies qu'après une sorte d'enquête, pour des motifs graves, sur un décret de la curie que le gouvernement peut réformer, et à condition que le prix en sera employé en achats utiles? La surveillance étroite exercée au Bas-Empire, sur les corporations, leur caractère d'auxiliaires des services publics, nous semblent appeler une réponse affirmative.

Mais il va sans dire que les corporations ne purent aliéner que du jour où on admit pour elles la représentation : par leurs esclaves, en effet, elles peuvent devenir titulaires de droits réels, ou créancières, mais elles ne peuvent jamais acquérir le droit d'aliéner ni devenir débitrices.

Par leurs représentants, au contraire, elles peuvent même s'obliger, en vertu de toutes espèces de causes, même de contrats consensuels. (Loi 2, Dig., L, 8).

Quant aux contrats *re*, la question est fort discutée. Ulpien déclare ce qui suit (Loi 27, XII, 1) : *Civitas mutuidatione obligari potest, si ad utilitatem ejus pecuniæ versæ sunt : alioquin ipsi soli, qui contraxerunt, non civitas tenebuntur.*

Faut-il dire, avec de Savigny, que cette solution tient à ce que le *mutuum* se forme par la remise de la chose, et qu'elle doit être étendue à tous les contrats du même genre ?

Doit-on suivre l'opinion de Pothier, qui soutient que la règle s'applique à tous les contrats passés par les administrateurs des cités ? Ni l'une ni l'autre de ces deux solutions ne nous satisfont ; le texte est clair ; un administrateur a emprunté pour le compte de la cité : si les deniers ont tourné au profit de la cité, cette dernière est tenue : sinon, ce sera l'administrateur qui répondra du prêt. La généralité du texte exclut la distinction proposée par certains interprètes entre le cas où l'administrateur a agi en vertu d'un mandat général, et celui où il n'avait qu'un mandat spécial. Cette opinion,

d'ailleurs, est confirmée par un texte de Marcien (Loi 11, pr. 20, I): *Si is qui bona reipublicæ jure administrat mutuam pecuniam pro ea accipiat, potest rem ejus obligare*. C'est donc bien l'emploi fait des deniers, et non l'emprunt lui-même qui obligera la ville.

Cela est d'autant plus vrai que le curateur est bien plus un gérant d'affaires qu'un mandataire : la personne juridique, en effet, ne peut donner de mandat, puisqu'il faut pour cela avoir une volonté ; la cité ne sera donc tenue, qu'autant qu'elle aura profité du contrat passé par son représentant, et dans la mesure de ce profit (Loi 3, §§ 2 et 5, xv, 3).

Nous pouvons donc, en terminant, conclure que les corporations, régulièrement représentées, peuvent devenir créancières, débitrices, en vertu d'obligations contractées en leur nom ; nous l'avons constaté pour les obligations qui naissent *ex contractu* ; ajoutons qu'il en sera de même pour les obligations quasi *ex contractu* (*indivision, gestion d'affaires, paiement de l'indû*, etc.), qui auront à leur égard les mêmes effets que pour les personnes naturelles (Loi 9, III, 4).

Remarquons, enfin, que c'est toujours la corporation seule qui est créancière : *Si quid universitati debetur, singulis non debetur* (Ulpien, loi 7, § 1, III, 4), qui seule est débitrice *nec quod debet universitas, singuli debent* (Loi 7, § 1, III, 4). On ne saurait donc poursuivre individuellement les membres, pour des dettes de la corporation, ni se retourner contre eux à raison de son insolvabilité.

C'est ce qui explique que, lorsque la corporation, réduite à un membre, continue à subsister, ce dernier pourra être poursuivi, mais seulement dans la mesure de l'actif de la corporation (Loi 7, Dig., III, 4).

Cependant, rien n'empêcherait les statuts de décider que les membres seront tenus des dettes du *corpus* ; mais il n'y aurait là qu'une question de règlement intérieur, qui n'aurait aucune importance pour les tiers, et ne ferait pas obstacle à l'exercice de leurs actions contre la corporation.

§ 2

Droit criminel — Obligations « *ex delicto quasi ex delicto* »

Les corporations, et d'une manière générale, les personnes juridiques, peuvent-elles être obligées *ex delicto, quasi ex delicto* ? peuvent-elles se rendre coupables de crimes, de délits, et par conséquent encourir de ce chef une responsabilité soit civile, soit pénale ?

La question est assez controversée.

PREMIÈRE OPINION

On répond affirmativement. En effet, dit-on, la corporation, la personne juridique ont la pleine capacité de droit et d'action : et sur le point spécial dont il est question, aucune restriction n'a été apportée à cette capacité. Il est bien vrai que cer-

tains délits, certaines pénalités, comme l'emprisonnement, n'auront aucune raison d'être et devront être écartées : mais ce ne sont là que de rares exceptions, qui ne peuvent en rien atteindre le principe. Ainsi, au dernier échelon de la pénalité, pour les individus, figure la peine de mort ; il y aura, pour les corporations une pénalité correspondante : ce sera la dissolution. Il ne faut donc pas s'arrêter au principal argument de l'opinion contraire, et prétendre qu'en commettant un délit la personne juridique va contre la fin pour laquelle elle a été autorisée, cesse d'être personne juridique, et, par conséquent, ne peut être punie comme telle. Si cet argument était exact, il faudrait lui défendre également d'agir en justice comme défenderesse : toute action suppose, en effet, une violation d'un droit, et il est impossible de soutenir que cette violation soit une des fins de la personne juridique.

DEUXIÈME OPINION

Une corporation ne peut être responsable, ni au point de vue pénal, ni au point de vue civil. Douée d'une existence purement fictive, qui lui est conférée par l'autorité souveraine, elle ne jouit de cette existence que pour une fin déterminée. Lorsqu'elle s'écarte de cette fin, qu'elle se met en contradiction avec elle, comme au cas de crime ou de délit, elle cesse d'être ce qu'elle était, personne juridique ; elle ne peut donc pas encourir de responsabilité, de peine sous cette qualification.

Nous croyons que cette seconde opinion est parfaitement exacte, mais elle ne nous paraît pas avoir déduit les véritables motifs de décision. Ce n'est pas parce qu'une corporation s'écarte des limites à elle assignées par l'autorisation qui lui a concédé l'existence qu'elle perdra son caractère de personne juridique ; ce n'est pas là un résultat de droit, forcé, mais simplement un résultat possible, probable, même, si l'on veut.

En réalité, la première opinion se réfute par cette considération absolument décisive : elle méconnaît, de la façon la plus évidente, les principes du droit criminel et les caractères essentiels des personnes juridiques.

Le Droit criminel, en effet, a pour objet l'homme, c'est-à-dire un être doué de volonté, d'intelligence, de sensibilité : aucune de ces facultés ne se rencontre dans la personne juridique. Ses représentants, il est vrai, y suppléent, jusqu'à un certain point : en principe, leurs actes sont considérés comme étant les actes de la corporation ; mais cette règle cesse d'être applicable en matière de Droit criminel, parce qu'il exige un fait absolument personnel du délinquant, un acte de volonté propre, parce qu'un de ses principes fondamentaux, c'est l'identité du délinquant et du condamné (Loi 26, Dig., XLVIII, 19).

La grande erreur du système contraire, c'est d'attribuer aux corporations une capacité absolue qu'elles n'ont pas, en réalité : leur seule capacité ne s'étend qu'au droit des biens ; leurs représen-

tants doivent, eux aussi, se renfermer dans ces limites.

Ce ne sera donc jamais la personne juridique qui commettra des crimes ou des délits: ce seront ses chefs, ses administrateurs, ses représentants ou ses membres seuls, qui pourront s'en rendre coupables. Par cela même que ces actes sortiront de la sphère d'action de la personne juridique et cesseront de répondre à sa destination spéciale, ceux qui les auront commis ne représenteront plus la corporation: eux seuls seront responsables. Qui songerait jamais à punir le mineur, l'aliéné, à l'occasion des délits de son tuteur ou de son curateur? Et cependant la situation est la même; comme les corporations, le mineur, l'aliéné, ont la capacité de droit, mais non la capacité d'action, et on doit leur adjoindre quelqu'un qui supplée à leur manque de volonté; on leur donne un représentant. Mais jamais on n'a admis la possibilité de commettre un délit par représentant.

Ainsi donc, les corporations ne peuvent encourir de responsabilité pénale: tout crime, tout délit, suppose en effet *dolus* ou *culpa*, et les corporations sont incapables d'avoir une volonté, une intention frauduleuse. C'est par suite d'une confusion entre la corporation et ses membres, confusion qui est tout à fait contraire aux principes du droit romain (nous l'avons maintes fois constaté), qu'on en arrive à admettre la doctrine contraire.

D'ailleurs, la seule mesure qui puisse ressembler à une peine pour la corporation, c'est la dissolu-

tion ; mais ce n'est pas, à proprement parler, une peine ; car elle atteint indistinctement et coupables et innocents, et elle intervient même dans des cas où il n'a été commis aucun délit.

Les corporations ne pourront pas davantage être appelées à répondre d'un délit civil, ni d'un quasi-délit : l'intention frauduleuse est encore exigée, et leur ferait encore défaut.

Seulement, il est un cas (le seul), où les délits de ses représentants rejailliront sur la corporation : c'est celui où la corporation a profité desdits délits. C'est là un principe d'équité, principe général, admis dans bien d'autres situations : le mandant, le pupille, les héritiers du délinquant y sont soumis, et il est de toute justice que les corporations ne puissent y échapper : c'est l'obligation *ex re, ex eo quod ad aliquem pervenit*.

Les amendes de procédure, qui ne sont pas des peines, mais des accessoires indispensables du système de procédure, devront être acquittées par la corporation.

L'opinion que nous avons adoptée nous explique parfaitement un texte d'Ulpien (Loi 15, § 1, Dig., IV, 3) : *Sed an in municipes de dolo detur actio, dubitatur ; et puto ex suo quidem dolo non posse dari*, et il en donne cette raison : *quid enim municipes dolo facere possunt ?* Mais il s'empresse d'ajouter, conformément au principe que nous venons de citer : *Sed si quid ad eos pervenit ex dolo eorum, qui res eorum administrant, puto dandam*. Si les administrateurs ont seuls profité de leur dé-

lit, eux seuls en supporteront la responsabilité : *de dolo autem decurionum, in ipsos decuriones dabitur de dolo actio*.

De même, décide Pomponius (Loi 4, XLIII, 16), le possesseur d'un immeuble qui en est expulsé violemment au nom d'une cité, aura contre elle l'interdit *unde vi*, si elle a profité de cette dépossession : *Si vi me dejecerit quis nomine municipum, in municipes mihi interdictum reddendum Pomponium scribit, si quid ad eos pervenit* (Loi d'Ulpien).

Nous appliquerons ces principes aux collèges; les raisons, à cet égard, sont absolument les mêmes.

Il semble, cependant, que nous trouvions un texte qui vient contredire ce qui précède : il s'agit de l'action *quod metus causa*, et Ulpien, précisément dans ce même livre de son *Commentaire* « *ad edictum* », où il déclare que les corporations sont incapables *de dolus*, continue ainsi (Loi 9, Dig., III, 2 § 1) : le préteur donne cette action *quelque soit l'auteur des menaces, que ce soit un individu, un populus, une curia, un collegium*.—Ulpien nous donne l'explication de cette apparente bizarrerie dans le paragraphe 8 de la même loi : c'est que l'action *quod metus causa* est *in rem scripta*, et qu'elle se donne, non seulement contre l'auteur de la menace, mais contre toute personne en position de réparer le préjudice causé : de plus, elle est *arbitraire*, et la restitution de l'objet obtenu par les menaces vaut à son auteur une absolution. Elle n'a donc rien de pénal.

On donnera une action pour faire prononcer la nullité de son obligation; une exception pour combattre l'action de la ville (Loi 9, § 3, III, 2).

Nous retrouvons enfin la confirmation de ce principe dans une novelle de Majorien (t. VII).

Il est encore une espèce de délits dont l'effet rejaillira sur la corporation: les délits de ses esclaves. Seulement, conformément au droit commun, on donnera contre elle des actions noxales; et elle aura la faculté d'échapper, par l'abandon noxal, à la nécessité de réparer le préjudice causé.

Enfin, il est bien entendu que la corporation répondra, suivant les règles du droit ordinaire, du *dolus* ou de la *culpa* de ses représentants dans un contrat passé avec les tiers: c'est là, en effet, une conséquence de l'obligation contractée à laquelle elle ne peut se soustraire, et pour l'accomplissement de laquelle il n'est pas besoin d'une manifestation de volonté.

Constatons, en terminant que la corporation, si elle ne peut encourir de responsabilité délictuelle, peut demander aux tiers réparation d'un préjudice à elle causé par suite de délits: cela est de toute justice (Loi 31, § 1, XLVII, 2).

APPENDICE. — ADMINISTRATION

Nous voulons, avant de terminer ce qui concerne les obligations, dire quelques mots de l'administration dans les collèges d'artisans.

Nous en avons déjà parlé incidemment; nous

avons énuméré les personnages qui en étaient chargés ; nous avons déterminé quelques-uns de leurs pouvoirs : il nous reste peu de chose à dire.

C'est, en général, le *curator* qui touche les capitaux ; c'est lui qui doit en faire emploi, et qui est responsable de cet emploi. Mais il peut placer les capitaux comme il l'entend : seulement, il en doit toujours les intérêts à la caisse du collège, même s'il a omis d'employer (Lois 9, 10, Dig., L, 8. — 11, xxii, 2).

Sorti de charge, l'administrateur est en général complètement libéré ; sauf toutefois le droit de recours de la corporation au cas où, ayant fait un emprunt, ils n'aurait pas fait servir cet emprunt aux intérêts de la corporation (Loi 3, § 2, Dig., L, 8).

Les biens des collèges devaient être exploités comme ceux du fisc, des villes et même de certains particuliers sous la forme du *bail emphytéotique*, ou *locatio in perpetuum*. Il avait l'avantage d'assurer à un être qui ne mourait pas, des revenus fixes.

Zénon en fit un contrat *sui generis*, et nous voyons Honorius déterminer très minutieusement les formes du bail emphytéotique pour les biens des *pistores* (Loi 19, C. Th., XIV, 3).

Il ne semble pas qu'on ait jamais proclamé à Rome l'inaliénabilité des biens des *universitates* : si à l'origine, elles furent incapables de transférer à autrui la propriété des biens qui leur appartenaient, puisqu'elles ne pouvaient figurer dans les contracts ou actes qui auraient pu leur servir à atteindre ce but, nous savons que cette incapacité n'a

pas duré; un texte d'Ulpien (Loi 2, xxvi, 9), cite le cas de l'achat d'un fonds par un tuteur, un curateur (et l'administrateur d'une personne juridique, peut-on ajouter): il accorde au représenté une *actio utilis* pour revendiquer le fonds acheté (et une *actio utilis* aussi, au cas de *mutuum* pour demander le remboursement de la somme prêtée).

Nous savons, d'une manière générale, que l'administrateur, le représentant d'une corporation, peut contracter en son nom et oblige, par ses actes et ses contrats, la corporation qu'il représente.

Une constitution de Léon (Loi 3, C., XI, 31), dans un but d'intérêt, vint cependant apporter une restriction à l'inaliénabilité des biens des personnes morales: elle ne permet plus aux cités d'aliéner leurs biens qu'avec l'autorisation du gouverneur de province, sur l'avis d'une sorte de commission composée de décurions, d'*honorati* et de *possessores*. Les motifs qui ont inspiré cette décision, la préoccupation à laquelle elle répond d'assurer la conservation des biens des personnes morales, nous autorisent à supposer qu'on la généralisa et qu'on finit par l'appliquer aux corporations, au moins à celles qui étaient chargées d'un service public.

SECTION IV

ACTIONS

Reconnues capables de droits réels, susceptibles de devenir créancières, débitrices, les corporations

devaient nécessairement obtenir la capacité de faire valoir leurs droits en justice : c'est le complément indispensable de la capacité juridique.

Ce droit leur est reconnu d'une manière générale par Gaius (Loi 1, § 1, III, 4).

Mais ce n'est que fort tard qu'il leur fut concédé.

A l'origine, en effet, nous dit Gaius, dans le système des *legis actiones* : *Alieno nomine agere non licere, præterquam certis causis* (Gaius, IV, 82). Ces *certæ causæ*, ce sont *pro populo*, *pro libertate*, *pro tutela*, et dans le cas prévu par la *lex Hostilia* : un vol commis pendant une absence faite *reipublicæ causa* du propriétaire ou du tuteur (*Inst.*, IV, 10 pr.). Parmi ces exemptions, comme nous le constatons au début de notre troisième partie, ne figurent pas les personnes juridiques : elles ne pouvaient donc ester en justice.

Au VI^e siècle, une transformation se produit dans le système de la procédure, et la loi *Æbutia* vient substituer aux *legis actiones* le système formulaire.

Le système formulaire permet de plaider *aut nostro nomine aut alieno, veluti cognitorio, procuratorio, tutorio, curatorio* (Gaius, IV, 82).

On peut donc plaider par autrui, se faire représenter en justice, soit par un *procurator*, soit par un *cognitor*.

Mais ce progrès ne fut, tout d'abord, d'aucune utilité pour les corporations ; le *cognitor*, en effet, qui apparut le premier, devait être choisi par celui qu'il était appelé à représenter, en présence des deux parties, devant le magistrat (*in jure*), et, en

termes solennels (*certis verbis*, Gaius, IV, 83) : toutes conditions qui ne peuvent être remplies par les corporations.

Plus tard, on put se faire représenter en justice d'une façon plus large et plus commode par un *procurator*. Nous disons : se faire représenter, l'expression est inexacte, car le *procurator* n'agit pas au nom de celui qui l'a choisi, mais en son propre nom ; lui seul devient le bénéficiaire du gain du procès, comme lui seul doit en supporter la perte. Son nom figure seul dans la *condamnatio* : mais le nom de son ayant-droit est inscrit dans l'*intentio* (Gaius, IV, 87).

On arrive rigoureusement à ce résultat bizarre que le *procurator* n'a pas en réalité déduit en justice le droit du véritable intéressé : ce dernier pourrait donc recommencer le procès en son nom.

Il fallait absolument parer à cet inconvénient, et on y arrivait par un détour ingénieux : le *procurator* est-il demandeur, il devra, avant de plaider fournir la *cautio de rato* qui garantira à la partie adverse la ratification des actes du *procurator* par son mandant, et le mettra à l'abri d'une nouvelle poursuite. Si le *procurator* est défendeur, il devra fournir la *cautio judicatum solvi*, pour assurer le paiement de la condamnation, au cas de non-ratification par le représenté.

La *condamnatio* étant rédigée au nom du *procurator*, le mandant n'est pas atteint ; mais le *procurator* a, pour se faire rembourser de sa condamnation, soit l'action *mandati*, soit l'action *negotiorum*

gestorum: de telle sorte qu'en définitive, c'est le véritable intéressé au procès qui en supportera toutes les conséquences.

Ce deuxième moyen sera-t-il accessible aux corporations? Non, si l'on ne consulte que les principes: elles ne peuvent donner de mandat, et ce système de recours, qui serait indispensable pour leur transmettre le bénéfice ou leur faire supporter la perte d'un procès, ne leur est pas applicable.

On ne devait pas tarder à mettre de côté les principes en leur faveur; d'ailleurs, on avait admis que le *procurator* peut agir pour un absent, comme *negotiorum gestor*, et cette concession devait amener à la représentation en justice des corporations.

Elle est formellement admise à l'époque classique; Gaius (Loi 1, § 3, Dig., III, 4), après avoir déclaré que les collèges peuvent, à l'exemple des cités avoir *actorem, sive syndicum* (§ 1) *per quem tanquam in republica, quod communiter agi fierique oporteat, agitur fiat*, ajoute: (§ 3): *Et si extraneus defendere velit universitatem, permittit proconsul, sicut in privatorum defensionibus observatur*, et la raison qu'il donne de cette réforme prouve bien qu'ici encore, les principes cédèrent devant les nécessités de la pratique: *Quia eo modo melior condicio universitatis fit*.

Le représentant du collège, c'est l'*actor*, le *syndicus*; sa nomination devait avoir lieu dans les mêmes formes que celles du *syndicus* des cités, en assemblée générale, composée d'au moins des

2/3 des membres de la corporation (Lois 3 et 4, III, 4).

Dans le principe, l'*actor* devait être nommé spécialement pour chaque affaire (Loi 1, § 3, Dig., III, 4), et fournir la *cautio de rato*; puis, à l'époque classique, on adopta un système plus pratique, et on permit aux corporations de choisir un *procurator* général, permanent (*actor, syndicus*, ou *defensor*. Loi 6, § 1, III, 4).

Ce *procurator* représentera la corporation, non seulement lorsqu'il s'agira d'intenter ou de soutenir une action, mais dans l'exécution de tous les actes judiciaires (Loi 10, III, 4, et loi 2, *id.*): on donnera au collègue, ou contre le collègue des actions utiles (Loi 6, § 3, III, 4). Les voies d'exécution seront les mêmes que contre les personnes naturelles.

Si le collège est réduit à un seul membre, c'est lui seul qui pourra être *actor* du collège; mais les deux personnalités resteront toujours distinctes (Loi 7, § 2, III, 4).

Voyons comment les choses vont se passer :

1^o *Le collège est demandeur.* — Le *syndicus* est assimilé à un *procurator*; mais il est dispensé de fournir la *cautio de rato* (Loi 6, § 3, III, 4), pourvu qu'il n'y ait pas de doute sur la légitimité de ses pouvoirs. Il ne peut intenter en son nom personnel l'action *judicati*, à moins qu'il n'ait été nommé *in rem suam*; sinon elle est donnée au collègue.

2^o *Le collège est défendeur.* — S'il n'a pas été nommé d'*actor*, ou si celui qu'on a nommé omet

de remplir sa mission, nous savons que le premier venu peut venir défendre le collège, il ne peut se faire remplacer (Loi 74, III, 3; — loi 1, § 3, III, 4) : en vertu de la *litis contestatio* entre ce défenseur volontaire et le demandeur, ce dernier n'a plus rien à demander au collège (Lois 24, Dig., XLVI, 3; — 7, Dig., XLIV, 2).

Par application de la règle : *Nemo alienæ rei sine satisdatione defensor idoneus intelligitur*, le *defensor* devra fournir la caution *judicatum solvi*. On ne donne pas contre lui l'*actio judicati*.

Au cas d'absence totale de *defensor*, les biens du collège sont attribués au demandeur (Loi 2, Dig., III, 4); le magistrat peut même, au bout d'un certain temps, en ordonner la vente.

La fonction d'*actor* est un *munus personale*, c'est-à-dire, que celui qui en est investi doit s'en acquitter avec soin et conscience, et n'épargner ni sa peine, ni son temps, mais ne doit pas y trouver une occasion d'éprouver un préjudice pécuniaire (Loi 12, L, 4, Dig.); il aura donc action contre la corporation pour les dépenses qu'il a pu faire dans l'exercice de ses fonctions (Loi 7, III, 4).

Mais remarquons que l'*actor* représente le collège et non pas les membres du collège; l'acte qui le nomme n'est pas un mandat, puisqu'il n'émane pas du collège lui-même, mais de l'ensemble de ses membres. L'*actor* est un représentant, comme le tuteur, il remplit une fonction à lui confiée par les membres du collège, dont il doit protéger les intérêts.

Voici une application de cette idée que l'*actor* représente le collège, non ses membres : si le demandeur est un affranchi d'un *corporatus*, du *defensor*, il n'aura pas besoin de s'adresser au préteur pour se faire autoriser à appeler en justice son ancien maître : il agit contre le collège, qui n'a jamais été son *dominus*. Il en serait tout autrement, et il faudrait l'autorisation du préteur, s'il s'agissait d'un affranchi du collège. (Loi 10, § 4, II, 4).

Une dernière difficulté est relative à la prestation de serment : c'est à la personnalité humaine, à la conscience que s'adresse une demande de prestation de serment : la corporation ne va donc pas pouvoir jurer ? Les textes sont muets sur ce point ; mais nous avons une décision pour un cas analogue, celui d'un legs fait à un municpe sous condition de serment : Papinien est d'avis que le serment pourra être prêté par les magistrats de la ville, parce que, dit-il : *municipes intelliguntur scire quod sciunt hi quibus summa reipublicæ commissa est*. (Loi 14, I, 1 ; — loi 97, xxxv, 1). Ceci est très exact pour le municpe, et doit l'être également pour les collèges, qui sont, eux aussi, des *universitates ordinatæ* : mais que faut-il décider lorsqu'il s'agit d'une *universitas inordinata* ? Nous pensons que le serment devra être prêté par l'ensemble des membres ; puisque le collège n'a pas de représentants réguliers, c'est en effet la totalité des membres qui en tient lieu.

Une remarque pour terminer : une constitution

d'Anastase (C. J. loi 7, III, 13), nous parle d'une juridiction spéciale aux corporations d'artisans, et les termes dont il se sert feraient supposer que c'était là une institution déjà ancienne. Ceci n'est pas très probable : ce ne dût être que du jour où s'opéra la confusion du *jus* et du *judicium* (probablement donc sous Dioclétien ou ses premiers successeurs), alors que le magistrat dut retenir l'affaire sans pouvoir la renvoyer devant un homme spécialement compétent, que se fit sentir la nécessité de créer ces tribunaux spéciaux, qui devaient ressembler à ce que sont actuellement nos tribunaux de commerce et nos conseils de prud'hommes.

Nous n'avons du reste aucun renseignement sur leur composition; tout ce que nous en connaissons, c'est leur caractère obligatoire pour tous les industriels, à quelque dignité qu'ils soient parvenus, caractère obligatoire auquel aucune exception de compétence ne peut faire obstacle.

Quant à leur compétence *ratione materiæ*, comme leur compétence *ratione personæ*, elle est fort étendue *tam in publicis quam in privatis causis*, dit la constitution d'Anastase.

DROIT FRANÇAIS

DES

EFFETS DE L'OCCUPATION MILITAIRE

DANS LA GUERRE CONTINENTALE

L'étude du Droit international public, des principes qui doivent régir les rapports des nations entre elles, a pris depuis le commencement de ce siècle, et surtout dans ces dernières années, une extension considérable; des Congrès ont réuni les représentants les plus autorisés de toutes les nations civilisées, associés dans une même pensée d'humanité et de progrès; des Instituts se sont fondés, ayant leurs réunions régulières, leurs programmes d'études, leurs revues; d'éminents jurisconsultes, de savants publicistes, se sont efforcés de fixer à nouveau, en les mettant à la hauteur des progrès de la civilisation, les principes de cette science si utile; enfin, l'étude du Droit international public a fait son apparition dans l'enseignement de nos Facultés de Droit.

Ce développement si rapide de cette branche spéciale du droit n'a rien qui doive nous étonner, et s'explique très bien par l'intérêt tout particulier, l'importance incontestable qu'elle présente : la bonne entente entre les peuples, la vie même des nations, dépendent de la manière dont on comprend cette science et dont on met en pratique ses principes. Il est très regrettable que la diversité et l'indépendance des éléments qui sont de son domaine, ne permettent pas d'aboutir à une législation générale, renfermée dans un Code unique pour tous, que des tribunaux internationaux seraient chargés de faire respecter et d'appliquer.

Tout au moins peut-on arriver sur certains points, les plus importants, à une sorte d'entente internationale ; l'expérience de plusieurs siècles, une lente évolution qui s'est accomplie sous l'influence des progrès de la civilisation, ont amené les nations à admettre dans l'exercice de leurs relations un certain nombre de principes de droit dont toute nation civilisée doit se faire un point d'honneur et un devoir de ne jamais s'écarter : elles constituent, pour ainsi dire, les bases de la législation internationale moderne.

L'arbitrage est déjà un grand pas de fait dans la voie de l'apaisement ; malheureusement, l'histoire ne nous en offre que de bien rares exemples, et la majorité des conflits internationaux se sont toujours résolus par ce moyen qui devait être le dernier de tous, l'*ultima ratio* comme l'appelaient les anciens, par la guerre, ce vestige de la barbarie pri-

mitive, que l'on s'étonne de trouver encore debout à notre époque civilisée.

Il faut renoncer à supprimer la guerre; laissons aux amateurs d'utopies, à ces rêveurs qui s'attachent à la poursuite d'idées chimériques et irréalisables, l'espoir d'arriver un jour à la paix universelle et perpétuelle : les nations ne consentiront jamais à abdiquer leur indépendance et leur souveraineté, fondements du droit des gens, à renier leurs traditions, leur histoire, leurs mœurs, en un mot tout ce qui constitue leur caractère propre : et c'est cependant ce qu'il faudrait obtenir d'elles pour réaliser ce rêve.

Toutes les tentatives que l'on a faites pour y arriver ont échoué, et l'on peut dire que, tant que durera l'humanité, il y aura des luttes, que, tant qu'il y aura des hommes sur la terre, la raison du plus fort sera toujours la meilleure. — Puisque la guerre est un mal nécessaire, pourquoi ne pas lui appliquer le même traitement qu'à ces fléaux que l'on est obligé de supporter, parce qu'on ne peut les éviter? pourquoi ne pas s'efforcer de la diriger, de lui tracer un cours, afin de réduire, dans la mesure du possible, ses conséquences désastreuses?

Civiliser la guerre, voilà, certes, une noble tâche dont la réalisation n'est pas impossible : les progrès accomplis depuis plusieurs siècles, et surtout depuis le commencement du nôtre, sont là pour le prouver.

La guerre, en effet, doit avoir et a, en réalité, ses lois; puisqu'elle est, actuellement, le seul moyen

praticable de terminer les différends entre nations, on est forcément amené à la considérer comme la sanction de leurs droits, et à désirer que cette sanction s'exerce dans les limites du but qu'elle se propose : puisque la guerre n'est que l'emploi de la force, de la violence, il est juste, il est même nécessaire de réglementer cet emploi de la force, et de fixer, en quelque sorte, la pratique que devront suivre les nations civilisées.

Et cependant, cette idée a mis fort longtemps à se faire jour, et à devenir, sinon en droit, du moins en fait, une des grandes règles du droit international public. L'antiquité ne l'a jamais admise d'une façon générale, et si nous lisons dans Tite-Live (liv. II, 12, xxxi, 30) : *Esse enim quædam belli jura, quæ ut facere ita pati sit fas*; si Polybe (V, 9, 11), fait allusion à οἱ τοῦ πολέμου νόμοι καὶ τὰ τοῦτοῦ δίκαια — ce ne sont là que des opinions isolées, et qui n'ont pas rencontré d'écho.

Nous n'avons pas la prétention de présenter ici un historique des progrès accomplis depuis l'antiquité en ce qui concerne la réglementation de la guerre; nous nous contenterons d'indiquer brièvement à quels résultats on est parvenu en cette matière depuis deux ou trois siècles.

Ce n'est guère, en effet, qu'au XVI^e siècle que l'on commença à admettre et à comprendre que la guerre doit avoir ses lois; mais aucun des ouvrages qui furent publiés sur cette importante question ne fut traité avec cette étendue, cette largeur d'idées que nous rencontrons dans le *Traité du Droit de*

la guerre et de la paix, le grand ouvrage de celui qu'on a appelé le père du droit international moderne, Grotius (1583-1645).

A lui et à Vattel (1714-1767), revient l'honneur d'avoir fondé cette partie si utile, si nécessaire même de la science du droit international: la civilisation de la guerre par l'application de règles fixes, reconnues et respectées par toutes les nations.

Belli ac pacis sunt sua jura avait dit Grotius : la guerre a ses lois, répétèrent après lui les auteurs modernes, et au commencement du XIX^e siècle il se produisit un mouvement très prononcé dans le sens d'une réglementation internationale de la guerre; sortant du domaine de la théorie pure, cette idée fit son apparition dans la pratique. Les États comprirent qu'il était de leur intérêt et même de leur devoir, de suivre les théoriciens dans la voie de progrès qu'ils venaient d'ouvrir, et de consacrer dans leurs relations les conquêtes de la science et de l'expérience.

C'est alors, et surtout depuis une guerre récente, celle de 1870-71, que l'on vit éclore une foule d'ouvrages et même de documents officiels. Dès 1863 avaient paru les *Instructions pour les armées en campagne des États-Unis*; le président Lincoln en avait le premier conçu l'idée, et le projet, préparé par un des jurisconsultes et philosophes les plus distingués de l'Amérique, le professeur Lieber, avait été revu par une commission d'officiers, et revêtu de l'approbation du président.

Après la terrible guerre de 1870, on reconnut la nécessité de tracer aux armées en campagne une règle de conduite, basée sur ces principes d'humanité et de justice qu'on avait alors si peu respectés. L'exemple fut donné par la Hollande, en 1873 (*Le droit de la guerre, — Manuel des lois de la guerre*, par un colonel d'état-major, plus tard ministre de la guerre, M. den Beer Portugael), et bientôt suivi par la Russie (1874), la Serbie (1876), et la France (1878) (1).

Enfin, en 1878-79, parut un projet de Code militaire suisse.

Les ouvrages des théoriciens sont fort nombreux ; nous aurons occasion d'en citer plusieurs au cours de cette étude. Constatons seulement que, quelle que soit leur valeur au point de vue de la science du droit, ils ne peuvent, œuvres de simples particuliers, prétendre à la même autorité que des documents émanés d'un ou de plusieurs États, comme ceux que nous venons de citer, et qui sont de véritables lois : ces règlements, il est vrai, ne peuvent

(1) Le Manuel de M. den Beer Portugael fait partie du programme des écoles militaires en Hollande ; en Autriche, à l'Académie de Wiener Neustadt, l'enseignement comporte les lois de la guerre ; il en est de même en Russie, où il existe deux règlements sur ces matières, publiés à l'occasion de la guerre avec la Turquie, en 1877. En Italie, Antonio Berti a fait un Manuel des lois de la guerre, et, en France, le ministère de la guerre a fait publier, en 1878, sous le nom de *Manuel international à l'usage des officiers de l'armée de terre*, l'œuvre très complète et très étudiée d'un diplomate français. Nous aurons plus d'une fois occasion de citer cet excellent petit ouvrage (édition de 1884).

avoir force obligatoire que dans les limites où s'exerce la souveraineté de chaque État, mais ils peuvent acquérir une influence morale considérable, et amener, dans un laps de temps plus ou moins long, l'adoption par tous des principes dont ils imposent l'observation à leurs armées nationales.

Les États ne se contentèrent pas de ces règlements qui n'obligeaient que leurs sujets, et entreprirent de fixer, dans des conventions internationales, l'ensemble des règles que doivent observer les armées civilisées en temps de guerre, telles qu'elles résultent des principes du droit sainement interprétés, et des leçons de l'expérience. Pour la plupart, ces conférences internationales n'ont abouti qu'à des résultats de détail : c'est ainsi que la convention de Genève (22 août 1864), s'est occupée du traitement des prisonniers; que la déclaration de Saint-Petersbourg (11 déc. 1868), a défendu l'usage de certains projectiles : les résultats obtenus par ces deux conventions internationales font, d'ailleurs, la loi de toutes les nations civilisées.

Mais l'œuvre la plus considérable en cette matière est sans contredit celle de la conférence de Bruxelles (juillet-août 1874). Réunie sur la proposition du tsar Alexandre II, composée des représentants de treize États, la conférence de Bruxelles agita la grande question de la réglementation de la guerre; il est vrai qu'elle n'a abouti qu'à un simple projet, mais les résolutions qui y sont contenues forment un code très complet des lois de la guerre, et

comme elles sont l'expression des véritables principes et des données de l'expérience, elles ne tarderont pas, en fait, à devenir la règle de conduite dans tous les différends internationaux. Le gouvernement russe, lors de sa lutte contre la Turquie, déclara qu'il ferait observer par ses armées les dispositions arrêtées dans ce projet.

En présence de ces tentatives, tentatives qui ont d'autant plus de valeur et sont d'autant plus significatives qu'elles ont eu lieu à plusieurs reprises, et se sont distinguées par leur caractère officiel, comment pourrait-on encore parler de *droit de la force*?.... comment pourrait-on prétendre que la *force prime le droit*? comment, en un mot, entreprendre la justification, dans la pratique de la guerre, de l'arbitraire, de la force brutale et sans frein?

La guerre doit avoir et a des lois. *Belli ac pacis sunt sua jura*. C'est un principe universellement reconnu par toutes les nations civilisées : un principe qui s'impose, parce que, comme le dit très bien Grotius : *Ubi societas, ibi jus est*, — qu'il importe au plus haut point qu'il existe dans les relations internationales, surtout quand il s'agit d'un événement comme la guerre, dont les conséquences sont si terribles, des règles de droit, obligatoires pour tous ; — un principe dont la pratique réclame hautement l'observation par tous, au nom de la justice et de la civilisation.

Il s'est trouvé, cependant, des esprits chagrins et misanthropes pour combattre sur ce point le

droit, la morale et l'humanité, et battre en brèche cette œuvre si utile de la réglementation, de la civilisation de la guerre.

Pour certains auteurs (comme Travers Twiss), codifier, et même chercher à dégager les lois de la guerre, c'est rendre tout progrès impossible, c'est se condamner à un perpétuel *statu quo* juridique. Il est facile de répondre à ce prétendu argument : soutiendra-t-on, par exemple, que nos Codes ont eu pour effet d'immobiliser le droit ? Un principe juridique est toujours susceptible de modifications et de progrès, alors même qu'il a reçu une consécration officielle ; c'est pour lui comme la concession d'un droit de cité, comme une garantie qu'il ne tombera pas dans l'oubli, qu'il restera toujours en rapport avec la marche en avant de la civilisation, et à l'abri de tout mouvement rétrograde.

Il nous sera également fort aisé de réduire à néant le sophisme de ces auteurs qui prétendent qu'à la civilisation de la guerre, les *peuples gagneraient peu, et perdraient même, car les guerres dureraient plus longtemps* (Beach Lawrence, lettre parue le 9 juin 1875 dans le *Albany law journal*), qui assurent que : *plus les guerres sont conduites avec vigueur, mieux s'en trouve l'humanité : les guerres n'en sont que plus courtes* (Lieber). Cette théorie bizarre, que l'on rencontre aussi dans les écrits de certains hommes politiques de l'Allemagne, est trop contraire aux principes de la justice et de l'humanité, elle offrirait trop de dangers, si elle parvenait à être érigée en règle des relations inter-

nationales pour qu'il soit possible de l'admettre. D'ailleurs, les enseignements de l'histoire ne sont-ils pas là pour en démontrer toute la fausseté? et ne sait-on pas que les guerres les plus terribles sont précisément celles qui durent le plus longtemps? (V. *Revue de Droit international*, 1875, p. 529). Si cette théorie était exacte, il faudrait l'admettre dans son entier, avec toutes ces conséquences, et considérer comme le *nec plus ultra* du progrès la découverte (rêve de certains cerveaux malades) d'une machine perfectionnée, capable de détruire en une seule fois une armée ou une province! (Mauvillon, cité par Fiore, t. II, p. 114).

Le cadre de cette étude ne nous permet pas d'examiner en détail tous les systèmes qui se sont élevés contre la réglementation de la guerre; citons en terminant l'opinion professée par les philosophes, depuis l'antiquité, et partagée, de nos jours, par quelques économistes: pour eux la guerre est un accident salulaire dans la vie des peuples; comme la *condition nécessaire et providentielle de l'humanité*. Ce serait, disent-ils, une grave erreur, de vouloir réglementer la guerre; la lutte développe chez l'homme les plus nobles sentiments de l'âme, le courage, le patriotisme, le dévouement, l'abnégation, tandis que la paix amollit les caractères; la guerre enfin, est un remède nécessaire à la surabondance de la population, qui ne manquerait pas de se produire au bout de peu de temps: la surface de la terre finirait par devenir

insuffisante pour ces masses d'êtres humains dont le nombre va toujours en augmentant.

L'humanité n'a pas actuellement, et n'aura, croyons-nous, jamais à craindre un pareil danger ; les maladies de toute espèce, les épidémies, les fléaux et désastres naturels, les crimes, enfin, font dans nos rangs assez de vides, la surface du globe est assez grande, et encore assez riche en vastes territoires non occupés, pour que les nouveaux arrivants puissent encore trouver une place au soleil. D'ailleurs, dans beaucoup de pays, à notre époque, la population a cessé d'augmenter, et a plutôt même une tendance à décroître.— Ajoutons que, loin de développer les plus nobles sentiments de l'homme, la guerre a, tout au contraire, pour effet d'exciter en lui ces instincts de carnage, de destruction et de pillage qui le rapprochent des animaux, de le ramener à l'état de nature, à l'état barbare. Enfin, il est incontestable que la guerre met un obstacle au développement intellectuel et matériel des peuples ; tout travail se trouve suspendu, et avec lui disparaît momentanément la grandeur, la prospérité d'une nation.

De ce court exposé, il faut tirer la conclusion suivante : nier les lois de la guerre, c'est nier les principes de la morale et de l'humanité, c'est oublier et effacer les enseignements de l'histoire. Vainement, objecterait-on qu'il est parfaitement inutile de chercher à déterminer des lois qui, comme celles du Droit international, ne peuvent avoir aucune sanction régulière ; si l'on entend

parler d'une sanction pénale, évidemment, on a raison. Mais, il est une autre sanction applicable aux lois de la guerre, comme à un grand nombre d'autres lois, la *sanction morale*, qui prend ici la forme de la réprobation universelle : sanction des plus efficaces à laquelle tout État civilisé se fera toujours un point d'honneur, un devoir même de ne jamais s'exposer. Nombreuses sont les règles du Droit international qui ne comportent pas d'autre sanction, et dont, cependant, aucune nation n'oserait contester l'inviolabilité.

Il ne faut donc pas dire que la guerre est la négation du droit, et que, à ce titre, elle ne peut admettre comme règle que l'arbitraire, et la simple volonté de ceux qui la dirigent : la guerre est, bien au contraire, l'exercice d'un droit, du plus respectable de tous : le droit de légitime défense.

C'est ainsi que l'ont envisagé la plupart des juriconsultes, et c'est avec raison qu'ils se sont occupés de réglementer l'exercice de ce droit de légitime défense : les États eux-mêmes sont intervenus, et, grâce aux généreux efforts de tous, on est arrivé à se mettre d'accord sur bien des points, à fixer bien des règles.

Pour n'en citer qu'une, qui domine actuellement le Droit international, il est de principe que la guerre est *une relation d'État à État, et non d'individu à individu*. J.-J. Rousseau, dans son *Contrat social* (chap. iv), avait déjà posé le principe ; — Portalis, dans son Discours d'inauguration du Con-

seil des prises (14 floréal an VIII), le formulait d'une façon encore plus nette :

« La guerre, disait-il, est une relation d'État à
» État, et non d'individu à individu. Entre deux ou
» plusieurs nations belligérantes, les particuliers
» dont ces nations se composent ne sont ennemis
» que par accident ; ils ne le sont point comme
» hommes, ils ne le sont pas même comme ci-
» toyens : ils le sont uniquement comme soldats. »

Et, un peu plus tard (Lettre du 20 novembre 1806, *Moniteur universel* du 5 décembre 1806), Talleyrand écrivait à l'Empereur Napoléon I^{er} :

« D'après une maxime que la guerre n'est point
» une relation d'homme à homme, mais une rela-
» tion d'État à État, dans laquelle les particuliers
» ne sont ennemis qu'accidentellement, non point
» comme hommes, non pas même comme mem-
» bres ou sujets, de l'État, mais uniquement comme
» ses défenseurs ; le droit des gens ne permet pas
» que le droit de guerre et le droit de conquête
» qui en dérivent s'étendent aux citoyens paisibles
» et sans armes. , en un mot, à la personne
» et aux biens des particuliers. Ce droit, né de la
» civilisation, en a favorisé les progrès. C'est à lui
» que l'Europe a été redevable du maintien et de
» l'accroissement de sa prospérité au milieu même
» des guerres fréquentes qui l'ont divisée. »

C'est là une maxime universellement reconnue et respectée, et l'on peut dire, en présence du

nombre restreint d'auteurs qui l'ont combattue (de Martens, *Précis du droit des gens*, liv. VIII, § 272, t. II;—Wheaton, *Éléments de Droit intern.*, 4^e part., chap. I, § 13;—Kent, *Comm.*, § 6, 7, 8), que c'est bien d'une opinion générale que nous retrouvons l'écho dans l'ouvrage de Bluntschli (*Le Droit intern. codifié*, règles 530 et 531):

« La guerre a lieu entre les États, et non entre » les particuliers. — Les États belligérants sont » ennemis dans le sens propre du mot. Les ci- » toyens de ces États, par contre, ne sont pas » ennemis, ni entre eux, ni vis-à-vis de l'État en- » nemi. » (Voir aussi l'art. 38 du projet de déclaration de Bruxelles.)

L'Allemagne, en 1870, paraissait vouloir mettre en pratique ce grand principe: *Nous ne faisons pas la guerre aux citoyens paisibles*, disait le 8 août le roi Guillaume dans un ordre à son armée; et le 11 août, dans une proclamation, on lisait encore: *Je fais la guerre aux soldats et non aux citoyens français*. Malheureusement, les faits sont venus démentir ces nobles déclarations.

N'est-ce pas aussi une vérité universellement reconnue, que tout État qui fait la guerre doit se proposer comme fin, non pas d'exterminer son ennemi, mais de le mettre dans l'impossibilité de nuire, d'assurer sa supériorité sur lui? C'est ce que Talleyrand (*loc. cit.*), exprimait en ces termes:

« Les nations doivent se faire en temps de paix » le plus de bien, et, dans la guerre, le moins de

» mal qu'il est possible ; » et il en faisait le fondement du Droit international. La convention de Saint-Pétersbourg (11 déc. 1818), a consacré le même principe :

« Considérant, y est-il dit, que les progrès de la
» civilisation doivent avoir pour effet d'atténuer
» autant que possible les calamités de la guerre ;
» que le seul but légitime que les États peuvent et
» doivent se proposer durant la guerre est l'affai-
» blissement des forces militaires de l'ennemi. . . »

Parmi les questions relatives à la fixation des lois de la guerre, il en est une qui a soulevé de vives controverses : c'est, en effet, une des plus importantes, la première qui se pose en cas de lutte internationale : la question de l'occupation.

A quelles règles doivent se conformer les armées des belligérants dans leur conduite sur le territoire envahi ? Quels sont les pouvoirs que l'occupation confère à l'envahisseur, dans quelles limites peut-il agir, quels droits faut-il lui reconnaître relativement aux personnes, aux biens de l'État envahi ou des particuliers ?

Telles sont les questions que nous nous proposons de résoudre dans cette étude : nous rechercherons ce qu'il faut entendre par le terme : *occupation* ; — quelles conditions elle doit réunir pour être efficace (I^{re} partie) ; — quels effets elle pourra et devra produire quant à l'exercice de la souveraineté de l'État envahi, et aux institutions ; en ce qui concerne les biens, les personnes (II^e partie).

Enfin nous examinerons très brièvement le point de savoir comment se termine l'occupation, et quelles doivent être les conséquences du retour du territoire occupé sous l'autorité de l'État envahi.

Nous nous efforcerons de donner sur toutes ces questions la solution la plus juridique, ne nous laissant pas influencer par de tristes et récents souvenirs, nous gardant de toute appréciation partielle, et nous rappelant qu'il ne faut pas confondre le droit international existant, universellement reconnu, et celui que l'on voudrait voir mettre en pratique. Nous nous réservons, ne pouvant, dans les limites où nous sommes obligé de nous tenir, traiter aussi complètement toutes les parties de notre sujet, d'en approfondir plus particulièrement certains points. Disons dès à présent qu'on n'a jamais songé à discuter la légitimité de l'occupation; pourvu qu'elle soit effective et qu'elle n'ait qu'un caractère provisoire, elle répond parfaitement au but que la science moderne assigne à la guerre: l'affaiblissement de l'ennemi. C'est une sorte de saisie qui a pour effet de priver temporairement l'État envahi d'une partie des avantages que lui conférait la possession du territoire occupé, et d'en transférer le bénéfice aux mains de l'occupant.

PREMIÈRE PARTIE

DÉFINITION, CARACTÈRE ET CONDITIONS DE L'OCCUPATION MILITAIRE

Au début d'une étude, quelle qu'elle soit, il est indispensable de donner une définition, qui vienne en déterminer les limites: c'est ce que nous allons essayer de faire.

L'antiquité n'a jamais connu ce que nous appelons l'occupation militaire: on ne la distinguait pas de la conquête. Toute nation, en effet, avec laquelle les Grecs ou les Romains se trouvaient en guerre, était considérée comme n'ayant aucun droit, et tout territoire envahi était par suite traité, pour employer une expression très exacte du langage courant, en pays conquis. *Adversus hostem æterna auctoritas*, dit-on à Rome, et en Grèce, on traite de *Barbares*, d'ennemis naturels, tous les autres peuples.

Pour ces nations fières et égoïstes, tout doit être permis, tout est légitime sur un territoire envahi: on ne faisait pas seulement la guerre à un État, on ne la faisait pas même aux citoyens soldats; on la fait à

la population entière, à la terre elle-même, que l'on s'appropriait comme par droit de conquête, et sur laquelle on entretenait son armée, ou qu'on livrait au pillage et à la dévastation. Il ne peut donc être question, à cette époque, de tracer à l'armée de l'envahisseur une règle de conduite.

Sous l'influence du christianisme, dont les préceptes commandent l'amour du prochain, le respect des faibles, à la suite du grand mouvement de la Renaissance et des guerres répétées des ^{XV^e} et ^{XVI^e} siècles, la pratique internationale commença, il est vrai, à reconnaître certaines règles dans la conduite de la guerre ; mais, c'était plutôt un ensemble de coutumes établies d'un commun accord dans un but d'humanité, que l'application des véritables principes juridiques, et la confusion semble toujours subsister, même dans les ouvrages théoriques, entre la conquête et l'occupation, entre la prise de possession définitive et la mainmise temporaire sur un territoire.

Du temps de Grotius, on n'était pas encore parvenu à dégager cette notion de l'occupation : et le seul effet de la guerre que l'on reconnût et que l'on jugeât nécessaire de réglementer, c'était la conquête qui produisait ses effets, même à l'égard des particuliers. Aussi, ne faut-il pas s'étonner de lire dans Grotius (Liv. III, ch. VI, § 4, 1) cette phrase :

« Les terres ne sont pas censées prises du
» moment qu'on les occupe (il les distingue des
» choses mobilières). Car, quoi qu'il soit bien vrai

» que cette partie du pays où une armée est entrée
» avec de grandes forces est possédée par l'ennemi
» pendant qu'elle y demeure, comme le dit le ju-
» risconsulte Celsus, toute possession ne suffit pas
» pour produire l'effet dont il s'agit, mais il faut
» que ce soit une possession durable. »

D'ailleurs, le mot occupation militaire ne figure dans aucun des ouvrages des grands publicistes des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, et on peut affirmer que la notion précise de l'occupation, l'exacte détermination des règles qui doivent en régir l'exercice, sont l'œuvre des jurisconsultes et publicistes modernes, et surtout de ceux qui ont écrit dans cette dernière partie de notre siècle.

Heffter (*Le Droit international de l'Europe*, § 131, 132) est le premier, croyons-nous, qui ait posé nettement la distinction entre l'occupation et la conquête : dans le premier de ces deux paragraphes, il est vrai, la confusion paraît exister encore, au moins dans les termes ; mais, dans le paragraphe suivant, nous lisons :

« L'occupation militaire, qui n'est qu'une inva-
» sion, ne doit pas être confondue avec la conquête
» définitive pour laquelle est nécessaire, à défaut
» de cession, *l'ultima victoria*. »

Bluntschli, dont l'ouvrage parut après celui de Heffter, n'est pas aussi catégorique (*Commentaires sur les règles*, 289-540 et 576) ; parfois, il emploie indifféremment les expressions *conquête* et *occupation*, et il ne donne pas de définition.

Calvo non-seulement se sert du terme *occupation*, mais en donne la définition suivante :

« L'occupation implique jusqu'à un certain point
» la possession du territoire, mais seulement en
» ce sens que l'occupant peut y faire exécuter ses
» volontés, soit par l'emploi de la force, soit avec
» l'acquiescement des habitants, et cela, aussi long-
» temps que la guerre continue. Simple incident
» de la guerre, dû au hasard des combats, l'occu-
» pation est le résultat légitime des hostilités,
» subsiste en fait, se transforme et disparaît à la
» conclusion de la paix. »

Cette définition ne nous paraît pas très satisfaisante ; elle ne dégage pas assez nettement la nature et les conditions de l'occupation : nous en dirons autant de celle qu'a adoptée la Conférence de Bruxelles (Juillet et août 1874), et qui figure en tête de son projet de déclaration internationale *concernant les lois et coutumes de la guerre* :

« Un territoire est considéré comme occupé,
» lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de
» l'armée ennemie. — L'occupation ne s'étend
» qu'aux territoires où cette autorité est établie et
» en mesure de s'exercer. »

Nous élèverons, contre cette définition, une sérieuse objection : elle n'est pas assez explicite, elle ne se suffit pas à elle-même ; elle a besoin d'une sous-définition. Qu'est-ce, en effet, qu'un territoire *placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie* ?

L'expression est beaucoup trop large et trop vague et laisse place aux interprétations les plus dangereuses : c'est ainsi qu'on pourrait soutenir, comme on l'a déjà fait en 1870, que les divisions administratives serviront de base pour déterminer les limites de l'occupation, et que la prise de possession d'une ville ou même d'un canton quelconque, chef-lieu de canton ou bourg, entraînera l'occupation de la circonscription tout entière. On pourrait prétendre aussi, ce qui est absolument inadmissible, que la présence dans une ville, un bourg, un village, de forces militaires suffisantes, ou même d'une avant-garde ou d'une patrouille, suffit pour entraîner la mainmise par l'armée ennemie sur tout le territoire qui en dépend.

Lorsque les travaux de la Conférence de Bruxelles furent terminés, l'Institut de Droit international nomma une commission pour l'examiner, et cette commission élaborâ plusieurs définitions.

Nous rejetterons la rédaction proposée par M. Den Beer Portugael :

« Une commune n'est considérée comme occupée que lorsqu'elle se trouve tellement placée de fait sous l'autorité de l'armée ennemie, qu'elle en a accepté la notification d'occupation. »

Outre que nous trouvons reproduite ici l'erreur signalée dans la précédente définition (*placée de fait sous l'autorité de l'armée ennemie*), nous croyons que cette formule, qui n'est que l'expression d'une théorie particulière du colonel hollandais, est tout

aussi dangereuse que celle que nous venons de critiquer. Comment admettre qu'une simple proclamation, faite par voie d'affiche, le plus souvent même verbalement, et, dans tous les cas, toujours par surprise, puisse avoir pour résultat de rendre toute contestation, toute résistance impossibles ? En fait, d'ailleurs, une pareille théorie est impraticable : aucune nation envahie n'acceptera jamais une telle notification.

La définition proposée par M. Moynier ne nous satisfait pas non plus :

« Le territoire occupé est celui où l'autorité a »
» passé de fait aux mains de l'ennemi, et où ce »
» dernier n'a pas cessé, dès lors, d'être en mesure »
» de se faire obéir. »

Sous une autre forme, c'est la reproduction de cette expression inexacte, que nous avons déjà combattue et que nous combattons encore, au risque d'encourir le reproche de nous répéter : *quand l'autorité passe-t-elle de fait aux mains de l'ennemi ?* on l'affirme, mais on ne l'explique pas ; or, lorsque l'on veut définir, il faut être net, et ne laisser place ni aux doutes, ni aux interrogations ; et c'est justement ce que ne fait pas l'auteur que nous venons de citer. Nous ajouterons que cette définition présente un autre inconvénient : elle semble exiger, pour que l'occupation soit effective, qu'elle soit durable. C'est une erreur : la plus ou moins longue durée importe peu, et ce facteur ne doit et ne peut avoir aucune influence quant aux effets de l'occupation.

Nous préférons de beaucoup la rédaction de M. Rolin-Jacquemyns :

« Un territoire est considéré comme occupé du
» moment, aussi complètement et aussi longtemps
» que l'État dont il relève est empêché par la ré-
» sistance locale d'y exercer publiquement son
» autorité souveraine. » C'est la formule adoptée
par l'Institut de droit international dans son *Manuel des Lois de la Guerre sur terre* (Oxford, 1880).

C'est à celle là que nous nous arrêterons, en la modifiant légèrement :

« L'occupation est le fait de la part d'une armée
» ennemie de s'établir sur un territoire, de telle
» façon que, aussi longtemps et aussi complète-
» ment que subsiste cet état de fait, l'exercice de
» la souveraineté de l'État, dont dépend le terri-
» toire occupé, est rendu impossible. »

L'occupation, en réalité, n'est qu'un fait, un fait matériel, résultat de l'emploi de la force, mais auquel on est bien obligé, en vertu des principes du droit international, et sous l'empire des nécessités de la guerre, de reconnaître des conséquences juridiques. La situation du belligérant, qui s'empare d'une portion de territoire appartenant à son adversaire, présente beaucoup d'analogie avec celle d'un simple particulier qui s'est mis par violence en possession du fonds d'autrui. Sa possession se trouve viciée dès son origine, et une simple action en réintégration suffira au propriétaire véritable

pour se faire restituer sa chose: le propriétaire contredisant une possession acquise par la violence, celui qui l'a acquise ne pourra ni posséder ni devenir propriétaire par l'effet de la prescription: sa possession n'est pas paisible.

Il en est de même de l'ennemi qui s'empare d'un territoire: l'origine de sa possession, la force, que le véritable propriétaire vient contredire en employant également la force, s'oppose à toute acquisition légitime: l'occupant n'aura jamais qu'une possession temporaire, dépourvue de tout caractère paisible dans son origine, et dans son exercice, et à laquelle les revendications armées de l'État envahi ne permettront pas d'imprimer un caractère de continuité suffisante.

L'occupation n'est donc pas en elle-même un droit; elle ne donne naissance, en faveur de l'occupant, à certains pouvoirs, que dans les limites du but et des nécessités de la guerre, c'est-à-dire, seulement dans la mesure où il est possible, légitime et utile de paralyser la résistance, de mettre l'État envahi dans l'impossibilité de nuire, afin de le forcer à demander la paix. Les conséquences qu'entraîne l'occupation ont un caractère essentiellement *actuel et provisoire*: l'État envahi conserve tous ses droits, et l'exercice entier de sa souveraineté sur le territoire occupé; il y a simplement suspension de cette souveraineté, dont l'envahisseur recueille quelques attributs, pour assurer l'établissement et le maintien de son autorité.

Aussi n'est-ce que par suite d'une profonde er-

reur et d'un emploi des plus fautifs de la terminologie, qu'on a voulu soutenir l'opinion suivante : l'occupant acquiert sur le territoire envahi une souveraineté partielle, qui se substitue à celle de l'État contre lequel il combat. Mais la souveraineté est un droit absolu qui n'admet pas de partage : elle reste intacte en face d'un occupant qui ne peut que la paralyser momentanément, comme le ferait l'existence, pour un droit appartenant à un simple particulier, d'un cas de force majeure. C'est là une règle universellement reconnue à notre époque.

La souveraineté est un droit, et nous ne comprenons pas comment certains auteurs ont pu attribuer à l'occupant une *souveraineté de fait* : ces deux mots jurent ensemble.

De la définition que nous avons donnée, il résulte que l'occupation doit être nécessairement *effective* : elle devra se manifester, s'imposer, puisqu'il est de son essence d'empêcher momentanément l'exercice de la souveraineté de l'État envahi. Il faut donc repousser énergiquement les prétentions de certains auteurs, de certains États qui voudraient faire admettre la validité d'une occupation non effective, ne se manifestant par aucun signe visible et public : le caractère essentiel de l'occupation, le signe visible qui la fait connaître, c'est la présence matérielle de l'ennemi.

Ce sont ces conséquences de la présence d'une armée ennemie, les règles de conduite que lui imposent les principes du droit international sur le

territoire envahi, que nous allons étudier dans notre seconde partie.

Nous ne traiterons donc, par conséquent, que de l'occupation qui résulte directement des opérations de la guerre, laissant de côté l'occupation conventionnelle, imposée comme garantie de l'exécution d'un traité, ou l'occupation qui est la conséquence d'une convention diplomatique, ou celle qui intervient sur la demande même d'un gouvernement.



DEUXIÈME PARTIE

DES EFFETS DE L'OCCUPATION MILITAIRE

Nous ne sommes plus au temps où la guerre avait pour but exclusif l'extermination de l'ennemi; où l'on confondait l'envahissement et la conquête, où tout était permis sur le territoire ennemi, où, par le seul fait d'une mainmise sur les biens de l'État ou sur ceux des particuliers, on pouvait en devenir le seul et incontestable propriétaire. On ne peut plus dire avec Gaïus (Lois 1, § 1, 5, § 7, XII, 1, Dig.): *Quæ ex hostibus capiuntur, jure gentium statim capientium fiunt*; ni adopter cette opinion des Romains, que nous rapporte Gaïus (*Comm.*, IV, 16): *Omnium maxime sua esse credebant, quæ ex hostibus cepissent*. Il est vrai que, même chez les auteurs qui ont fait le plus pour le développement du droit international et des lois de la guerre, on trouve encore, et cela, même au siècle dernier, quelques vestiges de cette grave erreur juridique: mais à notre époque, il n'en est plus ainsi. On est arrivé à se faire une idée plus juste de la guerre, on a distingué l'occupation de la conquête, et on l'a considérée comme un état de fait

purement provisoire, mais produisant certains effets de droit; sa légitimité ne fait plus aucun doute, puisque la science moderne admet, d'une façon générale, que le seul but de la guerre est d'affaiblir l'ennemi : la prise de possession d'une portion de son territoire répond parfaitement à ce but. C'est une sorte de saisie, qui aura pour résultat d'empêcher l'État envahi de jouir des avantages et prérogatives qu'il possède en temps ordinaire sur son territoire, et d'en faire passer un certain nombre aux mains de l'envahisseur.

C'est ainsi que l'on est parvenu à fixer un certain nombre de principes, aujourd'hui universellement admis; de ce nombre sont les deux règles suivantes, qui dominent toute la matière de l'occupation :

I. — *Le but de la guerre doit être, non pas de détruire l'ennemi, de lui faire le plus de mal possible, mais seulement de le mettre hors d'état de nuire, de briser sa résistance, d'assurer notre supériorité sur lui.*

II. — *La guerre n'a plus pour effet de donner à tous les citoyens des deux pays belligérants le caractère d'ennemis ; c'est un rapport d'État à État. On ne fait plus la guerre aux citoyens, mais aux États.*

L'État, en effet, s'il se compose, en réalité, de l'ensemble des individus, des citoyens, est un être à part, un être idéal qui a une existence person-

nelle, et absolument distincte de celle de ses membres (J.-J. Rousseau, *Contrat social*, chap. iv; — Portalis, *Discours d'inauguration du Conseil des prises*, 14 floréal an VIII. — *Proclamations de la Prusse au peuple français en 1870*).

Ce sont ces principes qui vont nous guider dans l'étude des effets de l'occupation.

CHAPITRE I. — *Quant à l'État.*

CHAPITRE II. — *Quant aux particuliers.*

CHAPITRE PREMIER

DES EFFETS DE L'OCCUPATION MILITAIRE QUANT A L'ÉTAT

L'État, personne morale, pouvoir suprême et gouvernant dans un pays, a, vis-à-vis des citoyens, des devoirs et des droits; il a un patrimoine, des biens, un domaine public, un domaine privé.

Que deviennent ces droits et ces devoirs, en face d'une occupation? Quel sort sera fait aux biens de l'État, en vertu de cette situation nouvelle? Pour y répondre, nous examinerons la question dans deux sections :

SECTION I. — *Règles relatives à la souveraineté de l'État.*

SECTION II. — *Règles relatives aux biens de l'État.*

SECTION PREMIÈRE

RÈGLES RELATIVES A LA SOUVERAINETÉ DE L'ÉTAT

D'après Bluntschli (règle 64), la « souveraineté » d'un État consiste :

- » 1^o Dans l'indépendance de cet État vis-à-vis
- » d'un État étranger;
- » 2^o Dans la liberté qu'il a d'arrêter et d'exprimer par des actes sa volonté, sans qu'un autre

» État ait le droit de s'y opposer » ; et il ajoute, dans son commentaire : « La souveraineté est de » nouveau une idée de droit public : c'est le pou- » voir à sa plus haute puissance ».

C'est donc pour un État le droit de se gouverner, de s'organiser comme il l'entend, d'être maître chez lui : c'est pour lui une situation et une garantie d'indépendance vis-à-vis des autres États.

Par conséquent, qui dit souveraineté, dit un droit absolu, qui n'admet pas de partage, de limitation : la souveraineté ne peut appartenir à la fois, sur le même territoire, à deux États absolument indépendants l'un de l'autre (1).

(1) Ce principe, en lui-même, nous paraît incontestable : on ne conçoit pas plus l'exercice simultané, sur un même territoire, de la souveraineté, telle que nous venons de la définir, telle qu'on la définit généralement, par deux États indépendants l'un de l'autre, qu'on ne pourrait comprendre la coexistence sur une même chose, de deux droits égaux de propriété : ces deux droits ont, en effet, un même caractère absolu : Bluntschli le dit fort bien (règle 67) :

« Dans les limites tracées par le droit public, la présomption » est en faveur de la souveraineté complète et indivisible de » chaque État. »

Et il ajoute :

« Toute restriction plus considérable apportée à la souve- » raineté d'un État, en faveur d'une puissance étrangère, devra » reposer sur des bases spéciales, en particulier sur des trai- » tés. » (V. aussi les règles 68-69 où il détermine les attributs de la souveraineté.) — C'est qu'en effet, s'il existe quelques rares exemples d'une sorte de *condominium* de deux États sur un même territoire, cette dérogation aux principes généraux

Qu'arrivera-t-il donc, si un territoire est occupé par un État ennemi? la souveraineté de l'État dont dépend ce territoire cessera-t-elle de s'exercer? sera-t-elle remplacée par celle de l'envahisseur? ou bien continuera-t-elle à subsister, et dans quelles limites? La question est fort importante, car les attributs de la souveraineté sont multiples et des plus graves.

Au temps où l'on ne reconnaissait que la conquête, où l'on n'avait pas encore dégagé la notion et les effets de l'occupation, la question ne pouvait faire de doute: la guerre avait pour effet d'anéantir la souveraineté de l'État envahi, et de conférer à l'envahisseur le titre de maître absolu, lui donnant sur le territoire envahi les pouvoirs qu'il aurait eu sur ses propres sujets. Ni Grotius, ni Vattel ne s'étaient élevés contre cette théorie si absolue et si contraire aux principes de la justice et de l'humanité; elle dominait même encore à la fin du siècle dernier, et de Martens (*Précis du droit des gens moderne de l'Europe, fondé sur les traités et les usages*, 1788, § 280, édition annotée par M. Charles Vergé, Paris, 1864), admettait que l'occupant peut « changer la constitution actuelle de » l'État, se faire prêter hommage par les habi-

n'a jamais pu exister qu'en vertu et à la suite de conventions particulières, de traités (Avant 1866 la Prusse et l'Autriche avaient sur les duchés de l'Elbe un *condominium* de ce genre): il n'y a pas en réalité souveraineté, mais une situation spéciale, dont les traités établissent les conditions d'existence et d'exercice (V. Bluntschli, règle 70).

» tants, exercer sur eux différents droits de souveraineté, etc. »

La science moderne a rejeté cette théorie dangereuse; actuellement, et d'un façon générale, on reconnaît que l'occupation n'est qu'un *fait*, ne créant qu'une *situation provisoire* : elle n'aura donc pas pour effet de remplacer le gouvernement existant par un autre gouvernement, organe de l'État envahisseur; le premier conserve toute son autorité sur le territoire occupé.

Mais les nécessités de la guerre exigent qu'on apporte à cette règle un tempérament : pour que l'occupation ait quelque utilité pour l'occupant, il faut qu'il puisse se maintenir sur le territoire dont il s'est emparé, et y faire sentir son autorité. Ce résultat est absolument impossible à atteindre, si l'État envahi continue à jouir sur ce même territoire du libre exercice de sa souveraineté; toute tentative d'action de la part de l'occupant viendrait se heurter à cet obstacle insurmontable.

Aussi a-t-on admis que l'occupation, si elle est impuissante à détruire une souveraineté, ou à en établir une autre, a du moins pour premier effet d'en paralyser l'exercice, de suspendre provisoirement les prérogatives et les pouvoirs du gouvernement existant, pour en attribuer quelques-uns à l'envahisseur.

Il s'agit de déterminer dans quelles mesures a lieu ce partage; dans quelles mesures la souveraineté nationale est provisoirement suspendue, et

qu'elle sera l'étendue des pouvoirs conférés de ce chef à l'occupant.

§ 1^{er}

Dans quelle mesure la souveraineté de l'État envahi subsiste-t-elle ?

Parmi les prérogatives de l'État souverain figure au premier rang, comme une des plus importantes, celle de légiférer : les lois sont la plus légitime et la plus incontestable expression de la souveraineté. Puisqu'on admet généralement, aujourd'hui, que l'occupation n'a pas pour effet d'anéantir, mais seulement de suspendre provisoirement la souveraineté de l'État envahi, il faut en conclure qu'elle ne pourra atteindre la législation existante.

L'occupant est tenu de la respecter, et c'est pour lui un devoir de ne pas mettre obstacle à son observation par les sujets de son adversaire : il n'est pas, en effet, en son pouvoir de les délier de leurs obligations de fidélité au gouvernement légal, et l'occupation par elle-même ne saurait avoir une conséquence aussi exorbitante.

Il est une catégorie de lois pour lesquelles il ne peut y avoir aucun doute : les lois constitutionnelles. Chaque pays a incontestablement le droit de choisir librement et seul sa constitution, de se donner celle qui est le plus en rapport avec ses aspirations, ses mœurs, son tempérament. Aucune puissance n'a le droit de s'opposer à l'exercice d'un droit aussi légitime, et d'imposer à une nation une forme quelconque de gouvernement.

Les lois constitutionnelles resteront donc toujours hors des atteintes de l'invasion, et c'est peut-être pour elles qu'apparaît plus évident et plus nécessaire le principe que nous venons de poser.

Pour les autres lois, en effet, il est bien vrai de dire qu'elles resteront en vigueur; mais leur application pouvant venir contrarier les intérêts et l'action de l'occupant, celui-ci est autorisé à en défendre l'observation : il pourra même y apporter certaines modifications, ou les remplacer par des règlements, ordonnances ou décrets qu'il édictera lui-même (Bluntschli, r. 540; — *Instr. amér.*, art. 6; — *Manuel de l'Institut de Droit international*, art. 44).

Il en sera ainsi des lois politiques, administratives et financières; pour ces dernières surtout, on comprend facilement que les nécessités de la guerre ne permettent pas de laisser aux mains de l'ennemi un moyen de prolonger la résistance, en se procurant des ressources en argent (*impôts*, etc.).

Le but principal que l'on se propose à la guerre étant l'affaiblissement des forces militaires de l'ennemi, il est évidemment inadmissible d'obliger l'occupant à respecter les lois sur la conscription : il aura donc incontestablement le droit de mettre obstacle à leur exécution. Mais il ne devra employer, pour atteindre ce résultat, que les moyens autorisés par le droit des gens, et il lui sera interdit d'avoir recours contre ceux qui tenteront, malgré tout, d'obéir aux lois militaires, à des dispositions extraordinaires.

Si l'Allemagne était dans son droit en proclamant, le 13 août 1870, la conscription abolie dans toute l'étendue des départements français occupés, on ne saurait trop signaler à la réprobation universelle le système de répression organisé par le décret du 15 décembre 1870 : Tout Alsacien ou Lorrain qui émigrerait était réputé aller s'enrôler sous les drapeaux français, et à ce titre, puni de la confiscation de tous ses biens, présents et à venir, et de 10 ans de bannissement.

On ne saurait imaginer un plus révoltant abus de la force, une plus complète violation du droit des gens; il ne peut être question de peine, ici. Le seul moyen qui soit à la disposition de l'occupant, en pareille circonstance, c'est d'entraver toute tentative faite par les habitants du territoire occupé pour rejoindre l'armée; c'est de les arrêter, lorsqu'ils essaieront de franchir ses lignes, et de leur appliquer le même traitement qu'aux belligérants, puisqu'ils ont manifesté l'intention de prendre cette qualité; on n'encourt pas une peine, parce qu'on s'acquitte d'un devoir envers sa patrie, en risquant sa vie et sa liberté. Une pareille conduite ne peut qu'honorer celui qui la tient, et rien n'autorise à le traiter plus sévèrement qu'un combattant fait prisonnier. C'est là la seule raison qui nous porte à condamner une pareille pratique, et nous n'avons pas besoin d'en chercher d'autres, d'invoquer, comme l'ont fait certains auteurs, le caractère excessif de la peine, sa durée exagérée, qui dépasse les exigences des intérêts mili-

taires (Bluntschli: *Holtzendorff's Jahrbücher*, 1871, p. 310; — Brentano et Sorel, *Précis du droit des gens*, p. 278; — Rolin-Jacquemyns, *Revue de Droit international*, 1871, p. 316); il est inutile d'aller chercher si loin.

Enfin, il y a des lois que l'occupant devra respecter, soit parce que, comme les lois d'organisation locale, elles ne portent nullement ombrage à ses intérêts, soit parce que leur conservation lui est utile, comme les lois pénales, qui assurent le maintien du bon ordre; soit enfin parce que, comme les lois civiles, elles ont eu en vue presque uniquement des intérêts privés, et que, nous l'avons établi, la guerre n'est actuellement qu'une relation d'État à État.

Il est donc bien exact de dire, d'une manière générale, que la législation reste en vigueur sur le territoire occupé. Cette formule comprend évidemment les lois relatives à l'organisation judiciaire: les tribunaux qui ont pour mission d'interpréter la loi, d'en assurer l'observation par tous, devront donc aussi être maintenus. C'est un droit pour les citoyens d'un État d'obtenir de la justice de leur pays la solution de leurs différents juridiques, et la répression ou la réparation des crimes, des délits et des faits qui leur ont porté préjudice: c'est là un droit des plus légitimes, une prérogative en quelque sorte naturelle, à laquelle rien ne peut venir faire échec, pas même la présence d'une armée ennemie.

L'occupant a le devoir de respecter sur ce point

l'ordre de choses établi, de laisser fonctionner toutes les juridictions régulièrement organisées; il devra même assurer le libre exercice de la justice, et l'exécution de ses décisions. D'ailleurs, l'occupant y aura toujours son intérêt, le maintien et le bon fonctionnement des organes du pouvoir judiciaire ayant pour conséquence naturelle le maintien du bon ordre et de la tranquillité publique.

De tout ce qui précède, nous tirerons cette conclusion très logique : la justice continuera, malgré l'occupation, à être rendue, et elle le sera au nom du chef de l'État. La formule exécutoire, qui vient donner la vie aux décisions judiciaires, ne sera donc pas modifiée : si ses effets ne peuvent se produire pendant la durée de l'occupation, ils ne seront que suspendus, et elle reprendra toute sa force lorsque le territoire sera libéré.

L'occupant, en effet, ne peut avoir la prétention d'exiger un changement dans la formule exécutoire et de forcer les tribunaux à rendre la justice en son nom : il outrepasserait évidemment ses droits, parce que le pouvoir de conférer à une décision judiciaire la force exécutoire est un des attributs de la souveraineté.

Heffter pose le principe en termes très nets :

« La justice nationale, dit-il, subsiste comme par » le passé, car elle ne peut s'exercer qu'au nom du » souverain, qui est toujours provisoirement l'ancien souverain. »

Et, cependant, pendant la guerre de 1870, soit

directement, soit indirectement, les autorités allemandes ont suivi des règles toutes différentes, et ont violé de la façon la plus flagrante ce principe, universellement reconnu aujourd'hui ; — en voici quelques exemples :

A Nancy, le 4 septembre 1870, le commissaire allemand envoya au premier président de la Cour d'appel un message lui enjoignant de modifier la formule exécutoire, et tendant à obliger les magistrats à rendre la justice : *Au nom des hautes puissances allemandes occupant la Lorraine, l'Alsace, etc.* Les 7 et 8 septembre, revenant à des dispositions quelque peu plus conciliantes, le commissaire allemand faisait demander par un conseiller auditeur au premier président de bien vouloir convoquer la Cour, afin de savoir si elle consentirait à continuer ses fonctions ; et, au cas où la formule primitivement proposée éveillerait des scrupules (le terme est honnête !), il en faisait proposer une autre, dans laquelle figurait le nom de l'Empereur : le souverain, en effet, ajoutait-il, n'était que prisonnier, et n'avait pas abdiqué. Le premier président ayant fait remarquer à son interlocuteur qu'en présence de la captivité de l'Empereur et des événements qui venaient de se passer à Paris, il n'y avait plus qu'une seule formule admissible : *Au nom du peuple et du gouvernement français*, l'envoyé du commissaire allemand observa que cette formule n'avait pas grande chance d'être agréée, parce qu'elle impliquait la reconnaissance de la

République. Devant cette malveillante insistance, le premier président convoqua tous les membres de la Cour, et, dans une énergique délibération, ils décidèrent de s'abstenir provisoirement. — Voici quelques-uns des considérants adoptés :

« LA COUR,

» Attendu qu'en France, à toutes les époques, et
» sous tous les régimes, la justice a été adminis-
» trée au nom du souverain, quel qu'il fût ; — qu'au-
» jourd'hui, la captivité de l'Empereur et la procla-
» mation de la République rendent indispensable
» la modification de la formule exécutoire, et qu'en
» interdisant celle que l'usage a consacré, et que
» les circonstances imposent, l'autorité prussienne
» place les magistrats dans l'impossibilité de juger,
» en même temps que cette interdiction qui pour-
» rait, plus tard, s'étendre à d'autres points, cons-
» titue, dès maintenant, et à elle seule, une sérieuse
» atteinte à leur indépendance et à leur dignité,
» etc. ;

» Par ces motifs,

» Décide, à l'unanimité des membres présents,
» qu'il y a lieu pour elle, sans abdiquer ses fonc-
» tions, de provisoirement s'abstenir. » (Nancy,
8 sept. 1870, D., 1871, II, 57).

Un décret-loi du 6 septembre 1870, avait ainsi modifié la formule exécutoire : *République française*, — *Au nom du peuple français*..... *En con-*

séquence, la République mande et ordonne, etc. — Le tribunal de Laon, qui avait fait usage de cette nouvelle formule, devant les injonctions de l'autorité allemande d'avoir à en employer une autre, suivit l'exemple de la Cour de Nancy, et décida de suspendre provisoirement ses fonctions (Laon, 15 oct. 1870, Dall., 1871, III, 39) : sa délibération devait être portée à la connaissance des juges de paix, maires, avoués, commissaires de police, et de tous les officiers ministériels. Les raisons invoquées étaient les mêmes que celles qu'avait fait valoir la Cour de Nancy : mais le tribunal de Laon en ajoutait une autre qui nous semble fort inexacte. Pour expliquer son abstention, il met en avant la présence d'un haut commissaire allemand, l'occupation de la ville : ces circonstances ne peuvent avoir pour effet de mettre obstacle au fonctionnement de la justice. Même en présence d'un fonctionnaire administratif de l'État envahisseur, l'existence de la juridiction nationale continue à être très légitime, et la Cour d'assises d'Évreux, qui avait siégé malgré l'occupation de la ville, a été félicitée de son courage par M. Massé, rapporteur, lorsque l'arrêt qu'elle avait rendu fut porté devant la Cour de Cassation (Dalloz, 1871, I, 73).

Peu de temps après, la même règle de conduite était adoptée par le tribunal de Versailles (31 octobre 1870) ; et, le 19 novembre, le gouvernement de la défense nationale rendait un *décret sur l'exercice de l'action publique dans les localités isolées par l'invasion* : afin de ne pas interrompre le cours

de la justice, il donnait compétence pour les infractions commises dans un arrondissement envahi, aux autorités civiles ou militaires d'un des arrondissements libres les plus voisins.

Il ne faut donc pas dire, comme le fait Bluntschli (note 3 sur la règle 547), en parlant du conflit survenu entre la Cour de Nancy et les autorités prussiennes, que « la solution la plus naturelle aurait » été ou bien une formule neutre, par exemple : » Au nom de la loi, ou la suppression de la formule elle-même, dont l'utilité est fort contestable. » — La suppression de la formule exécutoire est un moyen par trop radical, et, quoiqu'en dise l'éminent jurisconsulte, elle a certes son utilité; quant à la formule *neutre* qu'il propose, nous sommes bien de son avis: autant vaudrait n'en employer aucune que de se servir de celle-là. Elle ne nous paraît pas avoir grand sens; et ce n'est pas au nom de la loi, mais au nom du chef de l'État, au nom du gouvernement, du pouvoir exécutif, que doit être, et est toujours en réalité, rendue la justice.

C'est ainsi que, partout en France, en 1870, sauf lorsqu'il existait des empêchements matériels ou moraux d'une nature trop absolue, les différents organes du pouvoir judiciaire n'ont pas cessé d'assurer la bonne administration de la justice, malgré les obstacles et les difficultés de toutes sortes que leur créait l'occupation. Nous rappellerons l'énergique attitude de la Cour d'assises d'Evreux; celle de Colmar n'a pas été moins courageuse. La moitié

environ des membres de la Cour de Cassation sont restés à Paris, et ont continué à y siéger pendant l'investissement; des juges de paix, des tribunaux correctionnels, sont demeurés à leur poste, des constatations, des informations ont eu lieu en bien des endroits, particulièrement à propos d'infractions à la loi pénale (V. les arrêts de la Cour de Cass., 15 décembre 1871; — Cour de Paris, 14 juillet 1871; — le premier rapporté dans le *Journal du Droit crim.*, 1871, art. 9150; — le second dans D. P., 1871, II, 128), etc.

L'occupation, nous le savons, n'a pas pour effet de changer le gouvernement national, et de le remplacer par celui de l'État envahisseur: les fonctionnaires et magistrats continuent donc à être liés vis-à-vis de leur gouvernement par des devoirs d'obéissance et de fidélité, et à le représenter sur le territoire envahi. Il importe, en effet, dans l'intérêt des habitants, d'y conserver tous les organes de l'administration; d'ailleurs, c'est au gouvernement qu'il appartient de prendre sur ce point les mesures nécessaires, en s'inspirant des intérêts de la population et des enseignements de l'expérience et de la prudence; il pourra, soit maintenir les fonctionnaires à leur poste, soit leur ordonner de se retirer. En l'absence de toute instruction de leur gouvernement, ils devront se laisser guider par les indications de leur conscience, et par les conséquences que pourrait entraîner leur abstention. Dans tous les cas, s'ils se décident à continuer leurs fonctions, ils devront éviter avec soin de rien

faire qui puisse être utile à l'envahisseur : il y a là pour eux un devoir de patriotisme, devoir qu'il leur sera bien souvent d'autant plus difficile de remplir, qu'ils ont pris envers l'occupant, qui leur assure sa protection, et leur maintien, une sorte d'engagement tacite de respecter son autorité, et de le seconder jusqu'à un certain point, en s'acquittant très exactement de leurs fonctions.

C'est ce qui arrivera le plus souvent, l'occupant ayant tout intérêt à s'assurer le concours des fonctionnaires en exercice, quoiqu'il ait, incontestablement, le droit de les suspendre; parfois, aussi, il sera obligé d'organiser une administration provisoire, soit par suite de l'abstention volontaire des titulaires (*employés et chefs de service de la préfecture de Seine-et-Oise en 1870*), soit par suite de dispositions prises par le gouvernement envahi. C'est la règle contenue dans le règlement prussien du 12 avril 1813 pour la Landsturm (art. 79); c'est la mesure que prit, en 1866, l'Autriche, lorsque la Prusse envahit la Bohême, ordonnant à tous les fonctionnaires et même à la gendarmerie, de se retirer : mesure qu'un gouvernement prendra très rarement, car, comme le fait très justement remarquer Bluntschli (note sur la règle 541), « l'ennemi » en souffre beaucoup moins que les nationaux » eux-mêmes, dans l'intérêt desquels l'administration a été établie. Le gouvernement se rend gravement coupable envers ses ressortissants, en abandonnant tous les établissements publics à la merci de l'ennemi. »

Les fonctionnaires politiques, préfets, sous-préfets, etc., se retireront le plus souvent devant l'occupation, à cause du caractère plus intime de leurs relations avec le gouvernement; l'occupant d'ailleurs, on le comprend, ne pourrait leur conserver leurs fonctions.

Dans tous les cas, l'occupant ne peut inviter les fonctionnaires à rester en fonction, et encore moins les y forcer: il n'a aucun ordre à leur donner, il n'a aucun droit de leur imposer, pas plus qu'aux habitants, de formuler un consentement, ou de prêter un serment d'obéissance; ce droit ne peut appartenir qu'à celui qui a la souveraineté. Prétendre qu'il en peut être autrement, ce serait mettre les fonctionnaires dans la plus fausse et la plus terrible situation, partagés qu'ils seraient entre leur devoir, leur patriotisme, et la crainte d'attirer par leur refus, sur eux ou sur leurs administrés, les mesures de représailles d'un ennemi irrité.

Cette règle, si conforme aux données de la science du Droit international, et au principe de la liberté individuelle, a été reconnue et posée très nettement à plusieurs reprises (*Manuel de Droit international à l'usage des Officiers*, 1884, p. 98; — *Conférence de Bruxelles*, art. 4; — *Manuel des Lois de la guerre sur terre*, Oxford, 1880, art. 47). Aussi n'est-ce pas sans étonnement que nous lisons dans l'ouvrage de Bluntschli, dans le commentaire de la règle 551 :

« On peut exiger, en pays ennemi, que les fonctionnaires prêtent un serment provisoire. Ils

» pourront être destitués ou expulsés, s'ils se re-
» fusent à cet acte. Les obligations qui résultent ,
» de ce serment cessent en même temps que l'oc-
» cupation militaire. »

Et cette prétendue règle figure aussi dans les
Instructions américaines, art. 26 :

« Les chefs de l'armée d'occupation peuvent re-
» quérir les magistrats et les fonctionnaires civils
» du pays envahi de prêter un serment d'obéis-
» sance temporaire, ou même de fidélité au gou-
» vernement de l'armée envahissante, etc. »

Vouloir exiger en règle une prétention aussi exorbitante, c'est se mettre en contradiction avec les plus élémentaires principes de la morale, c'est violer de la façon la plus manifeste les droits imprescriptibles de la personnalité humaine, de la conscience, du respect de la liberté individuelle.

Nous ne pouvons mieux faire, pour terminer, que de citer, en réponse à ces étranges théories et aux exigences extraordinaires des autorités prussiennes en 1870, un passage du *Manuel du Droit international à l'usage des Officiers de l'armée de terre* (p. 98) :

« L'occupant ne négligera rien, d'ordinaire, pour
» s'assurer le concours des fonctionnaires locaux,
» ne fût-ce que pour faciliter le maintien de l'ordre
» et de la vie sociale. — Il pourrait, certainement,
» suspendre leur action : le droit international l'y
» autorise. Mais, il s'en gardera, dans son propre

» intérêt. Au début de l'invasion, il affirmera l'intention de n'apporter aucun obstacle au service régulier des administrations publiques. Toutefois, il s'abstiendra d'inviter personnellement les fonctionnaires à continuer leurs fonctions, et ne réclamera d'eux ni consentement formel, ni serment : un scrupule respectable pourrait, en effet, paralyser leur bonne volonté, s'ils devaient se considérer comme agissant en vertu d'une délégation de l'ennemi. »

Et, plus loin, l'auteur ajoute :

« En principe, rien ne les oblige à continuer leurs fonctions s'ils en jugent l'exercice incompatible avec les devoirs du patriotisme, et ils demeurent toujours libres de donner leur démission. »

En résumé, donc, l'occupant doit respecter les lois existantes, laisser s'exercer librement l'administration et la justice, conserver les fonctionnaires qu'il trouve en charge ; des modifications sur ces différents points ne pourraient émaner que de l'État qui a la souveraineté. D'ailleurs, nous l'avons déjà constaté, il est de l'intérêt de l'occupant de maintenir, en cette matière, l'état de choses existant au moment où il prend possession d'un territoire ; par contre, nous lui avons reconnu exceptionnellement, et seulement dans les cas où les nécessités de la guerre rendent cette mesure indispensable, de suspendre, de modifier, et même de remplacer provisoirement par des dispositions

émanées de lui, la législation existante (V. aussi le paragraphe suivant).

Si l'occupant conserve les fonctionnaires, il pourra exercer vis-à-vis d'eux une certaine autorité, leur imposer certains services : c'est ce qu'on appelle les *réquisitions d'office*. Ce système a été pratiqué très souvent, en 1870, par les Allemands, qui se servaient des maires comme agents financiers (perception des impôts), pour faire rétablir les voies de communication, faire publier les décrets et ordonnances, etc. (*Recueil officiel de Seine-et-Oise*, pages 20, 38, 40, 81 et 91.)

§ 2

Dans quelle mesure l'occupant est-il substitué à l'État envahi ?

L'occupant n'acquiert pas la souveraineté sur le territoire envahi ; mais l'occupation lui confère une certaine autorité, autorité passagère, provisoire, comme le fait qui lui donne naissance, et qui trouve ses limites toutes naturelles dans les nécessités militaires, l'intérêt de l'armée, les exigences de la morale, du droit naturel et de l'humanité.

Il faut donc bien se garder de dire, avec certains auteurs (entre autres le Dr Lœning), que l'occupant peut faire de nouvelles lois. Une loi est un acte qui ne peut émaner que du souverain d'un État : elle ne peut devenir obligatoire qu'à cette condition, et elle ne le sera jamais que pour les sujets de cet État.

Mais l'occupant a le droit, et même le devoir, en pays ennemi, de faire tous les actes qu'il jugera nécessaire pour assurer la sécurité de son armée. Seulement, il ne pourra édicter que des règlements de police, des ordonnances ; en un mot, que des mesures provisoires, comme l'autorité qui lui est conférée.

Il est incontestable qu'on ne peut exiger de l'occupant qu'il se soumette à la législation du pays qu'il a envahi, ni à la juridiction des tribunaux ennemis : on pourrait y voir une reconnaissance implicite de la souveraineté de l'État envahi, et, d'ailleurs, l'occupant ne trouverait pas auprès de ces juridictions l'impartialité qu'on est en droit d'exiger de ses juges.

Nous en concluons qu'il pourra suspendre, modifier les lois existantes, et même y substituer *provisoirement* des dispositions réglementaires nouvelles émanées de lui ; ce droit est la conséquence naturelle et nécessaire de sa prise de possession, de l'autorité *sui generis* qu'elle lui confère. On ne peut le lui refuser, sous peine de rendre l'occupation inutile, de n'en faire qu'un vain titre sans avantages pratiques : il faut que l'occupant puisse exercer sur le territoire envahi certains pouvoirs, et, pour assurer cet exercice, il est indispensable qu'il puisse prendre des mesures pour les faire respecter.

Ce droit lui appartiendra encore, et, dans les mêmes limites, vis-à-vis des agents du gouvernement, de tous les fonctionnaires (V. *la fin du pa-*

ragraphe précédent) : il peut soit les conserver, soit les suspendre, soit même les remplacer.

Mais, qu'il s'agisse de la législation, ou des fonctionnaires ou agents du gouvernement, l'occupant ne devra jamais user de ce droit qu'avec les plus grands ménagements, dans son intérêt même, et seulement en cas de nécessité, lorsque la sécurité de ses troupes l'exigera. Ce sont là, en effet, des mesures extrêmement graves, qui produisent un bouleversement complet dans toute une région, et qui ne peuvent se justifier que si celui qui les prend se trouve dans l'impossibilité d'agir autrement; s'il ne cède qu'à des circonstances de force majeure, qu'à une nécessité absolue.

Lorsque l'occupant est ainsi obligé de modifier en tout ou en partie l'état choses existant sur le territoire envahi, la situation nouvelle qui en est la conséquence est désignée sous le nom de mise en vigueur de la *loi martiale*.—Voici comment Bluntschli (règle 539), formule le principe :

« Lorsqu'une partie d'un territoire est occupée » militairement par l'adversaire, cette partie du » territoire est aussitôt soumise aux lois martiales » de l'armée qui en a pris possession. » — Ceci est fort juste; mais la suite est beaucoup plus discutable : « la présence des troupes belligérantes... » entraîne cette conséquence de plein droit et sans » déclaration préalable. »

C'est là une grave et dangereuse erreur; les conséquences de l'établissement de la loi martiale sur

un territoire sont trop importantes, pour qu'il ne soit pas nécessaire d'en avertir les habitants. Aussi, nous ne saurions admettre cette fausse théorie, qui aurait dans la pratique les plus fâcheux résultats ; nous adresserons ce même reproche aux *Instructions américaines* (Art. 1 et 3), qui l'ont reproduite à peu près dans les mêmes termes. Par contre, nous approuvons pleinement cette prescription de l'Institut d'Oxford (Art. 42) :

« Il est du devoir de l'autorité militaire occu-
» pante d'informer le plus tôt possible les habitants
» des pouvoirs qu'elle exerce, ainsi que de l'étendue
» territoriale de l'occupation. »

L'obligation pour l'occupant de prévenir les habitants de la mise en vigueur de la loi martiale est encore très nettement formulée dans le *Manuel des Lois de la guerre à l'usage des Officiers de l'armée de terre* (France. — p. 90) :

« Il est d'usage d'aviser la population des actes
» qui sont particulièrement interdits, et des péna-
» lités afférentes aux infractions commises. C'est
» ordinairement l'objet d'un paragraphe inséré
» dans la proclamation que le commandant en
» chef publie à son entrée sur le territoire ennemi ;
» il y promet que les habitants inoffensifs seront
» respectés dans leur personne et dans leurs pro-
» priétés, s'ils ne commettent aucune hostilité ; il
» y énumère ensuite les principaux actes dont ils
» ont à s'abstenir et les peines édictées par ses

» lois militaires contre les infractions correspon-
» dantes. »

C'est alors seulement que l'occupant pourra légitimement poursuivre l'application de la loi martiale : c'est, en effet, un principe essentiel de droit, en même temps qu'une très sérieuse garantie pour les citoyens d'un État, qu'une loi ne peut obliger qu'à la condition d'avoir été portée à la connaissance de ceux dont elle est appelée à régir la conduite, et l'occupation ne peut avoir pour effet de faire fléchir ce principe, de supprimer cette importante garantie.

Mais, nous le répétons, si nous reconnaissons à l'occupant le droit de substituer l'autorité et la juridiction militaires aux pouvoirs et à la juridiction existants sur le territoire occupé, ce ne peut être que dans le domaine du Droit pénal, et seulement dans le but de protéger son armée et ses agents ; il ne pourra le faire qu'en se conformant aux principes du droit et de l'humanité, en assurant aux justiciables toutes les garanties qu'ils sont autorisés à exiger d'une bonne organisation de la justice.

Les limites dans lesquelles doit se renfermer l'occupant sur ce point, sont très exactement indiquées par l'article 4 des *Instructions américaines* : *La loi martiale n'est autre chose que l'exercice de l'autorité militaire conformément aux lois et aux usages de la guerre* (V. Bluntschli, règles 540, 541, 545, 547). Pourquoi lisons-nous plus loin, dans ce même document (Art. 3, 6, 7, 10), que la loi martiale a

pour effet le renversement de toutes les lois, la suppression de toutes les autorités ? Ce sont là des mesures extrêmes que nous n'avons pas reconnu à l'occupant le droit d'édicter (V. le paragraphe précédent), et qui ne sauraient tout au plus se justifier que dans des situations tout à fait extraordinaires, comme une révolte, un soulèvement général de la population. Mais nous sommes parfaitement d'accord avec les *Instructions américaines*, lorsqu'elles reconnaissent à l'occupant le droit d'exercer la police et de percevoir les revenus publics et les impôts, — et lorsqu'elles assignent à la loi martiale comme objet principal d'assurer l'entretien de l'armée, sa sécurité et le succès des opérations militaires. (Nous nous sommes, d'ailleurs, déjà expliqués dans le paragraphe précédent sur un certain nombre de ces points.)

Il est un principe universellement reconnu : l'occupant doit avoir un droit de juridiction pour réprimer tous les faits qui pourraient compromettre la discipline et la sûreté de ses armées : ce droit de juridiction sera exercé par les tribunaux militaires, organisés dans chaque pays par la législation positive, qui s'en occupe concurremment avec le droit international.

En France, par exemple, il existe un *Code de justice militaire pour l'armée de terre*, voté et promulgué en 1857 (9 juin), dont il faut chercher l'origine dans un projet élaboré en 1829 sous le nom de *Code de la justice militaire*, et dans diverses lois de la période révolutionnaire et de l'Empire. Ce Code

confère l'exercice de la juridiction militaire à des conseils de guerre (Liv. I, tit. II, ch. I, art. 33).

Dans son article 63, il déclare que : « Sont justifi-
» ciabiles des conseils de guerre, si l'armée est sur
» le territoire ennemi, tous individus prévenus,
» soit comme auteurs, soit comme complices d'un
» des crimes ou délits prévus par le titre II du pré-
» sent Code. »— Ce titre énumère, dans les articles 204 à 266, un certain nombre de délits et de crimes qui peuvent être commis en temps de guerre, et indique les pénalités qui devront atteindre leurs auteurs. Le titre I détermine, d'une manière générale, quelles sont les peines que pourront prononcer les tribunaux militaires, quels seront leurs effets, et cite quelques dispositions du Code pénal que ces tribunaux devront prendre en considération pour l'application des peines édictées (Art. 185 à 203).

Pour les cas imprévus, le commandant en chef de l'armée d'occupation se laissera guider par les circonstances, l'équité, les principes du droit naturel ; ordinairement, un paragraphe de la proclamation qu'il adressera aux habitants à son entrée sur le territoire ennemi, indiquera quelles sont les prohibitions exceptionnelles qui dériveront des nécessités du moment, et les pénalités qui en seront la sanction.

La compétence des conseils de guerre s'étend, non pas seulement aux crimes et délits militaires, mais à tous les actes qui peuvent compromettre la discipline ou la sécurité de l'armée : même aux crimes et délits de droit commun. L'occupant est,

en effet, armé contre ces faits non seulement par son Code de justice militaire, mais encore par sa législation pénale et par les lois et usages de la guerre : « Les tribunaux militaires (disposent l'article » 267 de notre Code de justice militaire), appliquent les peines portées par les lois pénales ordinaires à tous les crimes ou délits non prévus par le présent Code, et, dans ce cas, s'il existe des circonstances atténuantes, il est fait application aux militaires de l'article 463 du Code pénal. » Comme le disent très bien les *Instructions américaines*, la loi martiale se compose de deux éléments (Art. 13) : « En premier lieu, les cas déterminés par la loi et qui lui sont attribués ; et, en second lieu, les cas prévus par les lois générales de la guerre : »

Aussi, est-ce avec grande raison, pour citer un exemple connu, que la Cour de Cassation, dans un arrêt du 24 août 1865, a rejeté le pourvoi d'un Mexicain traduit devant le conseil de guerre de l'armée d'occupation du Mexique, sous l'inculpation de tentative d'empoisonnement sur la personne de soldats français, et qui arguait de ce fait que le Code de justice militaire ne prévoit pas et ne punit pas le crime d'empoisonnement.

Même avant le Code de justice militaire, lors de l'occupation de Rome en 1851, par application des lois des 3 et 21 brumaire an V, qui déféraient aux conseils de guerre non seulement les militaires et les individus attachés à l'armée et à sa suite, mais encore les habitants du pays occupé, les conseils

de guerre de l'armée d'Italie ont prononcé à plusieurs reprises des condamnations pour faits prévus par le Code militaire ou par le Code pénal (*Jugement des conseils de guerre des 28 mai, 5 juin 1851, 10 février 1852*); — et leurs décisions ont été consacrées par la Cour de Cassation (*Arrêts des 14 août 1851, 22 mai 1852*), qui étendait la compétence des conseils de guerre à toutes les infractions commises sur le territoire occupé, quel qu'en soit l'auteur.

Postérieurement à la promulgation du Code de justice militaire, des jugements et arrêts ont fait application de ces dispositions à des espèces analogues (*Jugements des 7 décembre 1864, 10 mai, 30 août, 10 octobre 1865. — Cour de Cassation, 19 janvier, 23 juin, 30 novembre, 14 décembre 1865*).

En vain objecterait-on que ces décisions sont intervenues alors que les armées françaises n'occupaient plus Rome que conformément à un traité, à titre de garantie, et non plus à la suite de faits de guerre; l'occupation, en effet, ne cesse pas, pour cela, de conférer à celui qui en est l'auteur une autorité de fait sur le territoire occupé, et il est toujours aussi nécessaire, conformément au but de la loi martiale, de protéger l'armée d'occupation contre toute tentative criminelle.

C'est en vertu de ce même principe que les Allemands, qui avaient continué, à la cessation des hostilités en 1871, à occuper plusieurs de nos départements, étaient autorisés à y maintenir l'exer-

cice de la loi martiale (V. à propos de l'occupation de Rome les arrêts précités).

Ajoutons qu'il est de toute évidence que la loi martiale atteint toujours les soldats, qu'ils soient coupables de délits ou crimes prévus par la loi militaire de leur pays, ou de délits ou crimes punis par le Code pénal, par le droit commun : une armée, en pays ennemi, a le droit de s'entourer de toutes la précautions nécessaires pour assurer son entière sécurité (Calvo, § 1891).

Tous ces principes sur la compétence des tribunaux militaires sont très formellement reconnus par les articles 62, 63 et 64 du Code de justice militaire, qui atteint également et les militaires et ceux qui sont attachés à l'armée, — et les étrangers et les habitants du pays occupé *pour les délits et crimes et militaires, et de droit commun*.

Quant aux formes que devra observer la juridiction militaire, quant aux lois qu'elle devra appliquer, il ne saurait être question de celles qui sont en vigueur sur le territoire envahi ; c'est la loi nationale de l'occupant qui déterminera les formes de la procédure, les conditions d'existence des infractions, les peines qui devront être prononcées contre les auteurs de ces infractions. On ne peut obliger, en effet, la justice militaire ennemie à connaître la législation pénale de l'État envahi, cela ne peut faire aucun doute ; on ne peut exiger non plus qu'elle conforme ses décisions à l'observation de lois dont l'application pourrait être très préjudiciable aux intérêts de l'armée.

(Ceci, bien entendu, est dit uniquement pour le cas où il s'agirait des habitants du territoire occupé ; en ce qui concerne les soldats de l'armée d'occupation, en effet, on ne saurait songer à élever aucune difficulté.)

Mais on devra toujours observer les principes du droit international et du droit naturel : la justice devra être rendue dans des formes régulières offrant aux justiciables toutes les garanties possibles d'impartialité et de sécurité, les mêmes, en un mot, que celles dont on fait l'application aux soldats de l'armée d'occupation ; c'est là *un droit* pour les habitants du territoire occupé (Bluntschli, règle 548). Ces garanties doivent porter sur la composition des tribunaux militaires, sur la procédure suivie, sur la liberté et la facilité de la défense. Notre Code de justice militaire assure aux inculpés toutes ces garanties ; ainsi (Art. 152), les conseils de guerre aux armées ont la même composition, suivent la même procédure qu'en temps de paix ; et cette règle s'applique non pas seulement aux soldats français, mais à tous ceux, même aux étrangers, qui se seront rendus coupables de délits ou de crimes (art. 156). — Nous savons déjà, par exemple, par les arrêts de la Cour de Cassation que nous avons cités un peu plus haut, que des individus condamnés par les tribunaux militaires ont le droit d'attaquer par la voie du pourvoi les décisions qui les condamnent (V. les art. 80, 81, 82 qui réglementent l'exercice de ce droit).

Ajoutons que lorsqu'il s'agit de délits ou de

crimes de droit commun, qui sont aussi de la compétence des tribunaux militaires (Art. 267, Code de justice militaire) et passibles des peines portées par les lois pénales ordinaires, leurs auteurs pourront, s'il y a lieu, bénéficier de l'application de l'article 463 du Code pénal. Le Code de justice militaire le spécifie très nettement pour les militaires ; quant aux individus non militaires, puisqu'il s'agit de délits et de crimes de droit commun, ils profiteront aussi de cette faculté : à ces crimes et délits, en effet, on appliquera les lois pénales, les peines qu'elles prononcent, avec toutes les causes qui peuvent soit aggraver, soit atténuer la culpabilité.

Telle est la pratique constante qu'ont suivie jusqu'ici les armées françaises en campagne.

L'Allemagne, comme d'ailleurs, toutes les nations civilisées à notre époque, a une organisation à peu près analogue à la nôtre : elle a des cours d'honneur (*Ordonnance du 20 juillet 1843*), un Code pénal militaire, et un Code d'instruction criminelle militaire, tous deux en date du 3 avril 1845.

Et cependant, lors de la guerre de 1870-71, cette question a été complètement abandonnée à l'arbitraire des chefs militaires : la proclamation faite à Reims le 5 novembre 1870 affirmait bien la mise en vigueur de la loi pénale militaire, et conférait compétence aux tribunaux de guerre, tout en disposant que, sauf les cas qu'elle spécifiait (1), il n'y avait

(1) Les crimes, délits et contraventions commis contre les puissances alliées, leurs armées et les personnes de leur suite ;

« rien de changé dans la compétence des tribunaux
» et des officiers judiciaires français, qui fonction-
» neront dans les formes légales constituées avant
» la guerre. »

En fait, il n'en a rien été : le Code pénal militaire prussien ne contenait aucune disposition expresse sur l'exercice de la juridiction militaire en pays ennemi : ses prescriptions ne concernaient jamais que les militaires, et quant aux citoyens ou habitants des territoires occupés, on a toujours laissé aux commandants en chef des armées la plus grande latitude, le droit de créer les délits et les crimes, la procédure et les peines : par le fait même, toutes les garanties que doit présenter l'administration de la justice ont fait défaut.

On sait comment ils ont usé et abusé de ce droit exorbitant ; et à la lecture de proclamations comme celle du gouvernement allemand (*août 1870*), et celle du général de Wenden (*10 décembre 1870*), qui suppriment toutes les formes judiciaires, et ne prononcent qu'une seule pénalité, la peine de mort, avec exécution immédiate (*Revue de Droit intern.*, 1871, pp. 314, 666), au récit des procédés révoltants employés par les autorités allemandes (Voir entre autres Rolin-Jacquemyns, *Revue de Droit intern.*, 1873, p. 281), procédés de véritable terro-risation, on se demande comment un gouverne-ment peut ordonner de pareilles mesures, comment

en outre les crimes, délits et contraventions commis par des personnes qui font partie de ces armées ou qui les suivent, etc.

une armée peut les appliquer, une nation civilisée les tolérer! « Il y a là, dit M. Rolin-Jacquemyns (*Revue de Droit intern.*, 1870, p. 679), *un mépris de la vie humaine* (ajoutons: et des garanties de forme et de recours) *que la guerre même n'autorise pas. Si le droit de la guerre est un droit de nécessité, il s'arrête là où cette nécessité finit.* » Ces faits ont soulevé dans toute l'Europe une réprobation et une indignation universelles.

En réalité, un Code de justice militaire qui détermine, comme le nôtre, d'une façon précise, avec une sage modération, les infractions et les pénalités, qui organise des tribunaux militaires fonctionnant régulièrement, et les formes de la procédure à suivre, suffira toujours, combiné avec le Code pénal, le droit commun, pour assurer la protection des armées en pays ennemi, et la répression de tout crime ou délit.

Si les pouvoirs conférés par ce moyen à l'autorité militaire se trouvent insuffisants, il reste toujours pour les étendre une dernière ressource: la déclaration d'*état de siège* (Loi du 3 avril 1880; — Bluntschli, règle 547; — Morin, *Les Lois de la Guerre*, t. II, p. 462 à 465).

SECTION II

RÈGLES RELATIVES AUX BIENS DE L'ÉTAT

Avant d'indiquer quels sont les droits que confère à l'occupant sur les biens appartenant à l'État

la prise de possession temporaire d'un territoire, il est utile, afin d'éviter des redites lorsque nous aurons à traiter des effets de l'occupation quant à la propriété privée, de présenter un court aperçu historique de la question à ces deux points de vue.

L'antiquité, qui n'a jamais connu le principe de l'égalité entre nations, considérait que tout était permis sur le territoire ennemi, envers tout peuple avec lequel existait un état de lutte armée. — La guerre était même considérée comme le premier, le meilleur moyen d'acquérir la propriété : *Omnium maxime sua esse credebant quæ ex hostibus cepissent*, dit Gaius (*Comm.*, IV, § 16). *Unde in centumviralibus judiciis hasta præponitur*.

Le sort des armes confère à celui qu'il favorise un droit absolu sur la personne de l'ennemi, sur ses biens, sur les biens appartenant à l'État envahi : une simple prise de possession suffit pour en attribuer immédiatement la propriété au vainqueur. — Ces biens, en effet, sont considérés comme n'ayant pas de maîtres, par cela même que l'on considère les nations étrangères, leurs citoyens, comme incapables de posséder aucun droit (Lois 5, § 7, Dig., XLI, 1, — 20, § 1, XLIX, 15 ; — *Inst.*, § 17, II, 1 ; — Gaius, *Comm.*, II, § 69 ; — Montesquieu, *Grandeur et décadence des Romains*).

Ce qui prouve bien, quoiqu'on ait voulu soutenir le contraire, que le principal but de la guerre était bien à cette époque la destruction de l'ennemi, la dévastation et la ruine de tout ce qui lui appartenait, c'est que tout ce qu'on ne peut conserver avec

profit, ni emporter, devient la proie des flammes, du pillage ou des démolisseurs ; on incendie les moissons, on détruit les villes, les édifices privés ou publics, et même les temples ; ce qui le prouve encore, c'est ce fait bien significatif que les tombeaux qui sont, sur le sol national, l'objet d'un culte véritable, auxquels on assure une protection des plus sérieuses et des plus efficaces, n'ont plus, sur le territoire ennemi, ce même caractère de chose sacrée, et sont soumis, comme tout ce qui appartient au vaincu, à la loi générale de la dévastation : *Sepulchra hostium religiosa nobis non sunt*, disait Paul (Loi 4, Dig., XLVII, 12 ; — loi 36, Dig., XI, 7).

Voici quelles étaient, en Droit romain, les règles, suivies dans la pratique :

Les terres, par le seul fait de l'occupation, par le seul effet de la prise de possession, devenaient la propriété de l'État : *Publicatur ille ager qui ex hostibus captus sit* (Loi 20, § 1, Dig., XLIX, 15).

Les biens meubles appartenaient aux troupes qui s'en étaient emparées ; la répartition en était faite entre les soldats, par les soins de leur chef, après, toutefois, que l'on avait opéré d'importants prélèvements en faveur du Trésor public et des temples (Grotius, liv. III, ch. VI, §§ 14, 15, 16 et suiv.).

La théorie romaine est donc, d'une manière générale, que la guerre a pour effet immédiat l'appropriation par l'envahisseur de tout ce qui se rencontre sur le territoire ennemi, et de ce territoire lui-même — de la propriété publique, comme

de la propriété privée, *sans aucune distinction* ; tout ce qui ne peut être emporté ou conservé utilement est voué à la destruction. Si, parfois, en effet, les Romains ménageaient les nations avec lesquelles ils étaient en guerre, c'était, en réalité, dans un but intéressé, un but politique, et nullement par respect pour des droits dont ils ne reconnaissaient pas l'existence.

Les mêmes principes étaient suivis par les belligérants au Moyen-Age ; aux grandes luttes internationales venaient s'ajouter de petites guerres incessantes entre seigneurs, qui, si elles étaient moins sanglantes que les premières, étaient tout aussi redoutables pour la propriété privée (V. Bluntschli, *Introd.*, pp. 35 et 39).

Peu à peu, les mœurs s'adoucissant, des idées plus humaines et plus juridiques commencèrent à se faire jour ; et, cependant, nous voyons encore des auteurs éminents, comme Grotius et Vattel, déclarer que la propriété privée doit rester exposée aux éventualités de la lutte ; tous deux partent de cette idée dont, fort heureusement, la science moderne a fait bonne justice, que tous les sujets de deux États belligérants, même les femmes et les enfants, sont ennemis (Grotius, liv. III, ch. v ; — Vattel, liv. III, ch. v, § 73 et suiv.). — Et Grotius, pour justifier sa théorie, reproduit cet étrange argument de Cicéron (*de Off.*, liv. III, ch. vi, § 32) : *Neque est contra naturam, spoliare eum si possis, quem honestum est necare.*

Malgré cette erreur regrettable des deux grands

publicistes, on commençait à observer, dans la pratique, et même, parfois, à proclamer dans la doctrine, des principes plus conformes aux progrès de la civilisation, aux règles de la morale et du droit; les ravages, les destructions devenaient beaucoup plus rares, et les excès commis lors de la guerre de Trente Ans, les mesures véritablement barbares prises contre le Palatinat, sous Louis XIV, resteront dans l'histoire comme des faits heureusement isolés, comme de terribles et regrettables exceptions.

Sous l'influence du grand courant d'idées nouvelles qui se produisit à la fin du XVIII^e siècle, ce progrès du droit international ne fit que s'accroître; on proclame que la guerre ne doit plus être qu'un rapport entre deux États, et que les sujets de ces États ne doivent pas souffrir de ses conséquences, ni dans leurs personnes, ni dans leurs biens; le respect de la propriété privée, et (dans de certaines limites, plus étroites, cela se comprend), de la propriété publique, est devenu un des grands principes du droit international moderne (1).

Ce n'est, en effet, que très rarement, pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire, que l'on trouve des atteintes à ce principe; les auteurs sont

(1) Aussi est-on assez étonné de trouver dans un auteur moderne, à une époque très rapprochée de nous (l'ouvrage a été publié en 1788), la reproduction de la théorie ancienne. Nous lisons, en effet, dans le *Précis du Droit des gens moderne de l'Europe, fondé sur les traités et l'usage*, par de Martens: « L'en- » nemi peut s'attribuer autant de biens privés, soit du monar- » que, soit de ses sujets, que sa satisfaction l'exige. » (T. II, pp. 279-280.)

unanimement pour en reconnaître le caractère équitable et inviolable; et maintes fois, les hommes d'État, les diplomates, les lois et décrets de divers gouvernements de l'Europe, et même les traités et conventions internationales, ont proclamé cette règle éminemment juste et humaine, que toute nation civilisée ne devrait jamais enfreindre (1).

Actuellement, on n'admet de dérogation à cette règle que lorsqu'il s'agit de choses nécessaires ou utiles à la conduite des opérations de guerre, et dont la prise ou la destruction peuvent tout à la fois et seconder les vues militaires de l'occupant, et amener la soumission de l'ennemi.

En ce moment, nous nous occuperons de déterminer, en ce qui concerne l'État, quelles sont ces choses, et quels droits l'occupant peut prétendre sur elles; — nous examinerons successivement la question au point de vue des *Immeubles* (§ 1), et, au point de vue des *Meubles* (§ 2).

§ 1^{er}

Des biens immobiliers appartenant à l'État ennemi

I. — Domaine public de l'État

La guerre, avons-nous dit, est un rapport d'État à État; — en outre, nous avons établi que le but

(1) Traité conclu en 1785 entre la Prusse et les États-Unis. — Traité de Lunéville, de Presbourg. — Congrès d'Aix-la-Chapelle, de Paris. — Loi du 14 nivôse an III. — Déclaration de Napo-

principal de la guerre est, non pas la destruction de l'ennemi, mais l'affaiblissement de ses forces et de ses ressources militaires, de telle sorte qu'il soit obligé de demander la paix.

La combinaison de ces deux principes va nous permettre de déterminer très exactement les droits de l'occupant sur cette catégorie de biens : nous l'autoriserons, comme le dit Bluntschli (règle 644) *à s'emparer de tous les biens du domaine public de l'État ennemi*. — Nous arrivons au même résultat que les théoriciens de l'antiquité, mais pour des raisons bien différentes : nous reconnaissons à l'occupant le droit de s'approprier tous les biens immobiliers qui font partie du domaine public de l'État, non pas parce que ces biens sont *res nullius*, mais parce qu'ils sont la propriété de l'État ennemi, et que, la plupart (*forteresses, ports, arsenaux, magasins, casernes, etc.*), ayant une destination essentiellement militaire, en priver l'ennemi est très légitime, et répond parfaitement aux fins de la guerre.

Il est donc incontestable que l'envahisseur, auquel on ne saurait refuser le droit de protéger de toute façon ses troupes, a aussi celui de s'emparer de tout ce qui peut servir, comme les forteresses, magasins, arsenaux, etc., à prolonger la résistance.

l'éon I^{er} au ministre des États-Unis, 22 août 1809. — Lettre de Talleyrand à Napoléon I^{er}, du 20 novembre 1806. — Bluntschli, *Le Droit international codifié*, règle 652, n^o 1. — *Instructions américaines*, art. 38. — Déclaration de Bruxelles, art. 38. — Fiore, *Droit public international*, t. II, p. 302, etc.

Il faut même aller plus loin, et lui reconnaître le droit de détruire, lorsqu'il ne peut les conserver, et que les nécessités de ses opérations l'y contraignent, tous les biens du domaine public (Bluntschli, règle 644).

Cette destruction sera licite, non seulement lorsqu'elle aura pour but d'enlever à l'ennemi des ressources de guerre (travaux de défense ou d'attaque, magasins d'approvisionnements, arsenaux), mais encore lorsqu'elle devra avoir pour effet d'entraver sa marche et ses opérations. Couper des routes, barrer des canaux, faire sauter des ponts, mettre hors d'usage les voies de chemin de fer et leurs accessoires, les ports, les phares et les signaux : voilà certainement des mesures que l'occupant pourra prendre. Mais, comme ce sont là des choses qui ont une importance considérable au point de vue des relations commerciales, il ne faudra recourir à ce moyen violent, la destruction, *qu'en cas de nécessité absolue*, et dans les *rigoureuses limites* qu'imposeront les exigences de la guerre (Bluntschli, règle 651).

Ajoutons, enfin, que toute destruction où dégradation ne peut être exécutée que par des individus réunissant toutes les qualités requises de véritables belligérants (Bluntschli, règle 644); — *Instr. amér.*, art. 84) et qu'en vertu d'un ordre écrit, émanant du commandant des troupes, qui en assume la responsabilité. Lorsque ces conditions font défaut, on se trouve en présence d'une grave infraction, que les Codes militaires de toutes les nations civilisées

prévoient et punissent très sévèrement (*La loi du 21 brumaire an. V* prononce la peine de mort).

II. — *Domaine privé de l'État*

Nous allons étudier, en même temps, les biens immobiliers qui dépendent du domaine privé de l'État et les biens immobiliers qui font partie du domaine public, mais qui, de leur nature, ne sont pas des ressources de guerre. Quelque bizarre que puisse paraître cette réunion, au premier abord, elle se justifie par cette considération que, d'après l'opinion généralement admise, les mêmes règles s'appliquent à ces deux espèces de biens : ce que nous dirons des uns devra donc s'entendre également des autres.

Les biens qui dépendent du domaine privé de l'État n'ont pas, d'une manière générale, le même caractère de choses utiles ou nécessaires aux opérations de guerre que ceux dont nous venons de nous occuper ; cependant, il est juste que l'occupant puisse exercer sur ces biens certains droits, qui lui permettent d'en enlever l'usage et la jouissance à l'ennemi ; ces biens, en effet, produisent des revenus, qui augmentent les ressources du Trésor public, et constituent un moyen d'organiser et de continuer la résistance.

Les auteurs reconnaissent, presque unanimement, que l'occupant ne devient pas propriétaire des biens immobiliers dépendant du domaine privé de l'État ; il n'acquiert que le droit d'en jouir, d'en

percevoir les fruits et revenus, et, par conséquent, il a l'obligation d'en conserver la substance, et d'en assurer l'entretien (1).

« L'armée victorieuse, lisons-nous dans les *Instructions américaines*, article 31, séquestre à son profit et au profit de son gouvernement, tous les revenus des biens immeubles appartenant au gouvernement ennemi ou à la nation. La nue propriété de ces biens demeure vacante durant l'occupation militaire et jusqu'à ce que la conquête devienne définitive. »

Et la Conférence de Bruxelles a adopté la rédaction suivante (Art. 7) :

« L'État occupant ne se considérera que comme administrateur et usufruitier des édifices publics, immeubles, forêts et exploitations agricoles appartenant à l'État ennemi et se trouvant dans le pays occupé. Il devra sauvegarder le fond de ces propriétés, et les administrer conformément aux règles de l'usufruit. »

Ce dernier membre de phrase nous paraît faire tache dans cette rédaction, de tous points très exacte et très juste, et nous estimons qu'elle doit en être retranchée.

Nous pensons, en effet que, c'est une erreur de

(1) Calvo, § 1909. — Heffter, *Le Droit international de l'Europe*, § 132 ; — Bluntschli, règle 646 ; — *Manuel de l'Institut de Droit international*, art. 52 ; — de Martens, *Précis du Droit des gens modernes de l'Europe*, p. 258.

considérer l'occupant comme *administrateur et usufruitier* des biens immobiliers de l'Etat ennemi; nous lui reconnaissons sans peine, ce qui est parfaitement équitable, le droit de disposer de ces biens dans la mesure de ses besoins personnels, et par exemple de se servir des bâtiments pour y installer ses troupes ou ses services d'administration; nous irons même jusqu'à lui permettre d'en tirer un revenu, un avantage, en les louant, puisque les fruits de ces biens lui reviennent incontestablement. Mais il est absolument inexact de dire qu'il en est *administrateur et usufruitier*; — qu'il *doit en jouir conformément aux règles de l'usufruit*; le prétendre, c'est lui conférer le droit de contracter à leur propos, même avec les habitants du pays envahi, et forcer le gouvernement légal qui reprendra le pouvoir, à la fin de l'occupation, à respecter ces actes. C'est là une conséquence inadmissible, en pratique et en droit; l'occupation, si elle exige certaines modifications de fait, indispensables en temps de guerre, ne peut entraîner des changements de droit aussi importants, qui prendraient la forme de véritables révolutions économiques et législatives, changements dont les effets devraient subsister, même après cessation de toute occupation, obligeant le gouvernement légal rentré en possession : aucun Etat n'acceptera jamais une pareille prétention. « N'étant » pas encore devenu souverain incommutable du » territoire dont il s'est emparé, dit très justement » Calvo (§ 1909), il (l'occupant) ne peut disposer

» en faveur de tiers, ni par dons, ni par cession,
» ou autrement. Tout contrat qu'il passerait, tout
» acte qu'il accomplirait dans ce but serait abso-
» lument nul. »

Ses droits ne sont que provisoires, et, s'il est autorisé, par exemple, à donner à bail les biens immobiliers appartenant à l'Etat, tous les actes qu'il fera relativement à ces biens ne pourront avoir effet que dans les limites de la durée de l'occupation, et, celle-ci terminée, l'Etat ennemi ne sera nullement tenu de les respecter.

Outre le prix des baux à ferme, l'occupant aura encore droit aux fruits naturels et civils de toutes les grandes exploitations, agricoles ou autres; d'une manière générale, il sera toujours libre d'exploiter lui-même, ou de se substituer un fermier, ou même de garder ceux qui sont à la tête des exploitations: — le tout dans les limites que nous venons de déterminer.

Enfin, l'occupant aura le droit de s'approprier les produits des bois et forêts appartenant à l'Etat ou aux communes, mais seulement dans la mesure de ses besoins militaires, par exemple pour construire des ponts, des radeaux, des logements pour ses troupes, des retranchements, etc. Mais pas plus en cette matière que dans les autres, il ne saurait lui être permis de détruire pour détruire, et de compromettre pour l'avenir, par d'inutiles ravages, la situation du pays qu'il occupe, comme l'ont fait, notamment, les alliés en 1815 (Bluntschli, règle 646, n^o 2).

Aussi devra-il se conformer, autant que possible, aux lois et règlements en vigueur, observant l'ordre et la quotité des coupes, telles qu'elles résultent de l'aménagement normal, pour les bois taillis; respectant les usages, et les époques fixées pour les bois de haute futaie mis en coupes réglées. Il devra seulement s'abstenir, ce qui ne constituerait qu'une de ces dévastations inutiles dont nous venons de parler, de toucher aux réserves de haute futaie. D'ailleurs, nous admettons facilement avec Bluntschli qu'on ne peut l'obliger à se conformer strictement à la législation forestière ennemie, que, en fait, et même en droit, il lui est très permis de ne pas connaître; à défaut de renseignements sur la pratique généralement suivie, il pourra appliquer en pareille matière sa propre législation, — pourvu, toutefois, qu'elle ne le conduise pas à un déboisement trop considérable, à une véritable dévastation (Bluntschli, règle 646, n° 2).

Nous ne saurions voir une fin de non recevoir contre notre opinion dans cette objection que sa mise en pratique sera parfois fort difficile: des difficultés d'application n'ont jamais pu porter atteinte à un principe. Si l'occupant manque d'agents forestiers, parce que ceux du pays envahi se sont retirés, ou refusent de lui prêter leur concours, il devra pourvoir à leur remplacement; il n'a pas, en effet, que des droits, il a encore des obligations, des devoirs, et c'en est un pour lui que d'apporter dans son exploitation toutes sortes de ménagements, afin que la propriété en elle-même n'en souffre

pas trop. Il est même de son intérêt d'agir ainsi, le territoire occupé pouvant devenir sien, soit par l'effet de la conquête, soit en vertu des traités.

Voilà quels sont, sur tous ces points, les véritables principes, principes éminemment conformes au droit et à la justice ; aussi, lorsque, d'une part, on considère qu'ils sont, actuellement, reconnus par tous, et que, d'autre part, on lit le récit des faits qui se sont passés pendant la dernière guerre, en 1870, faits incontestables, acquis à l'histoire, on est fort étonné de trouver dans l'ouvrage de Bluntschli (règle 646, n° 2), cette phrase :

Ces principes ont été enfin reconnus pendant la guerre de 1870-1871, même à l'égard des forêts situées dans la Lorraine française.

L'éminent auteur oublie donc les ventes tentées en novembre 1870 à Versailles ; dans l'Aisne ; dans les Ardennes ; — ventes qui ne trouvèrent pas d'acheteurs ; — ventes faites au mépris de toute réglementation forestière ? Il oublie enfin la plus inique de toutes, cette vente faite au profit de deux banquiers de Berlin, les sieurs Salmesohn et Sackür, par un commissaire civil allemand, reprise en sous-ordre par des négociants de Mannheim, et portant sur 15,000 chênes, d'une hauteur moyenne de 5 mètres, sur un diamètre moyen de 0^m50, à prendre dans les forêts domaniales de la Meuse et de la Meurthe. Les sous-acheteurs, Mohr et Haas,

cédèrent le bénéfice de leur contrat, dont ils avaient déjà exécuté les $\frac{3}{5}$, à un sieur Hatzfeld, de Nancy, au prix de 40 fr. par arbre abattu. (Le premier acquéreur n'avait versé que 3 thalers, ou environ 3 fr. 70, par arbre !) Ce dernier versa 150,000 fr., et souscrivit des traites pour le surplus.

Hatzfeld, lorsque la paix eût été conclue, s'empressa de se substituer l'administration forestière française ; à ses cédants, qui réclamaient l'exécution de leur contrat, il répondit que ce contrat était nul, comme portant sur une chose hors du commerce, et comme ayant été consenti par une partie (le vendeur primitif, l'autorité prussienne), qui disposait d'une chose qui ne lui appartenait pas : il allait même plus loin, et formait contre ses cédants une demande reconventionnelle pour se faire rendre l'à-compte versé par lui. Le gouvernement allemand refusa d'intervenir diplomatiquement, malgré les instances réitérées des sieurs Mohr et Haas auprès de l'ambassadeur d'Allemagne ; ce dernier répondit, le 8 septembre 1871, au nom de son gouvernement, que *l'affaire devait être jugée selon le droit civil français*. L'affaire fut donc portée devant la Cour de Nancy, qui rendit le 3 août 1872 un très remarquable arrêt, prononçant la nullité de la vente faite par le commissaire allemand. Bien qu'ils soient un peu longs, il est intéressant de reproduire les considérants de cet arrêt :

« Attendu que la première et la plus délicate des

» questions à résoudre est celle de savoir si le
» gouvernement allemand pouvait faire ce qu'il a
» fait le 20 octobre 1870, et qu'à cet égard le Droit
» international, bien plus que le Droit civil, pose
» des règles imposées par la conscience publique
» et dont il appartient à la magistrature, en les
» appliquant sans faiblesse, d'assurer la diffusion
» et le succès ;

» Qu'il ne s'agit point de méconnaître le droit
» du vainqueur, mais de le maintenir dans les
» limites que lui assignent les précédents, l'usage,
» la raison et la justice ;

» Que ce droit, en ce qui touche les immeubles,
» ne consiste que dans la prise de possession des
» domaines de l'État ennemi et dans la perception
» de leurs fruits et revenus ;

» Qu'en cela tous les auteurs sont d'accord, et
» que deux des plus récents et des moins suspects,
» les célèbres professeurs de l'école allemande,
» Bluntschli et Heffter, précisent et résument une
» doctrine incontestable et incontestée dans leurs
» ouvrages ;

» Qu'il faut donc proclamer que les fruits et
» revenus des propriétés domaniales appartiennent
» seuls au vainqueur, et que, lorsque celui-ci
» dispose d'autre chose, il dispose de ce qui ne lui
» appartient pas ;

» En fait, que les vieux chênes, l'honneur et la
» richesse de la forêt, marqués en réserve lors des
» coupes annuelles, font partie intégrante du sol
» lui-même au repeuplement duquel ils concou-

» rent et ne sont pas moins inaliénables que lui, etc.» (Dalloz, 72, II, 229) (1).

Cet arrêt établit très nettement la théorie que nous avons soutenue, la vraie doctrine, celle de la majorité des auteurs (Grotius, liv. III, ch. vi; — Vattel, liv. III, ch. xii; — de Martens, § 282; — Heffter, § 133; — Klüber, § 256, *Droit des gens moderne de l'Europe*; — Bluntschli, règle 46; — Calvo, § 1909 et suiv.; — Lœning, *Revue de Droit international*, 1872, p. 633). Elle a reçu une confirmation officielle dans la déclaration du gouvernement français, au III^e protocole de la convention additionnelle du 11 décembre 1871, et dans l'approbation que lui ont accordée, sans difficulté, les plénipotentiaires allemands : « Des aliénations de » coupes de bois dans les forêts de l'État, y est-il » dit, ont été consenties durant la guerre sur le » territoire français par les autorités civiles et militaires allemandes. A raison des circonstances » au milieu desquelles ont été souscrits les contrats passés à ce sujet, le gouvernement français » ne saurait, en ce qui le concerne, reconnaître à » ces contrats ni valeur légale, ni force obligatoire, » et entend repousser toute responsabilité pécuniaire ou autre, que les tiers intéressés pourraient, de ce chef, vouloir faire peser sur lui »

(1) Sur un pourvoi formé par les sieurs Mohr et Hass, la Chambre des requêtes rendit, le 16 avril 1873, un arrêt de rejet, qui reproduit à peu près dans les mêmes termes les considérants de l'arrêt de Nancy (Dalloz, 74, I, 261-262).

A plusieurs reprises, la jurisprudence française a été appelée à faire application de ces principes.

§ 2

Des biens mobiliers appartenant à l'État ennemi

Nous ferons ici la même distinction que précédemment, à propos des biens immobiliers appartenant à l'État : tous les biens mobiliers de l'État qui, de leur nature, peuvent être utiles aux opérations de la guerre, tombent très légitimement au pouvoir de l'occupant, qui aura sur eux un droit de disposition absolu ; il pourra donc, suivant les exigences de la situation, ou s'en servir, ou les détruire. — Un droit absolu, de disposition, disons-nous : il faut se rappeler, en effet, que la guerre se fait *entre deux États*, — et que son but principal est la diminution des ressources de l'ennemi : le droit de disposition que nous reconnaissons à l'occupant répond parfaitement à ce but.

Mais il résulte de ces considérations que l'occupant ne sera nullement tenu d'indemniser l'État qu'il dépossède : il ne peut encourir aucune responsabilité pour avoir usé et même abusé de choses dont il avait la pleine et entière disposition (*Manuel de Droit intern. à l'usage des Officiers*, p. 117).

PREMIÈRE DIVISION. — *Meubles corporels*

Pour ceux-là, il ne saurait y avoir aucun doute. Au premier rang figurent toutes ces choses que

l'on désigne sous le terme général de *matériel de guerre* ; c'est sur elles que les droits de l'occupant pourront le plus légitimement s'exercer. Armes et munitions, chevaux, vivres, voitures pour les transports, trésor de l'armée, etc., tout cela participe, en quelque sorte à la qualité de belligérants reconnue à ceux qui en font usage, et qui sont *réputés abandonner aux chances de la guerre tout ce qu'ils portent avec eux lors de leur rencontre* (Heffter, § 135). Cette espèce de convention tacite suffit à en justifier la prise de possession, et il est inutile, pour l'expliquer, de faire intervenir un prétendu droit de butin : le droit international moderne condamne la pratique du butin, au même titre que le pillage (Bluntschli, règle 657).

D'ailleurs, comme le fait très justement remarquer Bluntschli (*Rev. de Dr. intern.*, 1877, p. 508, *Das Beuterecht im Krieg und das Seebeuterecht insbesondere*), le butin suppose une idée de lucre, de spoliation : or, il est clair que l'occupant n'enlèvera pas à son ennemi les objets destinés à la guerre dans le but de s'enrichir à ses dépens, mais principalement par des considérations militaires, pour le priver de ses moyens d'action, et les tourner à l'avantage de son armée. La nécessité militaire suffit donc pour expliquer et justifier cette saisie.

Cette observation très juste, le soin que nous avons pris de spécifier que l'occupant pourra s'emparer uniquement des meubles qui, *de leur nature*, sont susceptibles de servir au but de la guerre,

nous mettront en garde contre une erreur commise dans la discussion du projet de déclaration élaboré par la conférence de Bruxelles. Le représentant de la Suisse, le colonel Hammer, avait proposé la rédaction suivante : *L'armée qui occupe un territoire ne pourra saisir que le numéraire. . . . et, en général, toute propriété mobilière du gouvernement qui, par sa nature, peut servir au but de la guerre.* Le général major von Voigts-Rhetz, un des représentants de l'Allemagne, trouva cette formule insuffisante, et prétendit qu'elle avait besoin d'une interprétation, parce que *tout ce qui peut être vendu est de nature à servir à la guerre.* Il ne fut pas répondu à cette observation (*Actes de la Conférence de Bruxelles, protocole n° 11*), et on adopta la formule qui est devenue l'article 6, et qui nous paraît un peu moins nette que celle qui avait été proposée tout d'abord : *... et, en général, toute propriété mobilière de l'État de nature à servir aux opérations de la guerre.*

Nous comprenons, d'ailleurs, qu'on n'ait pas fait droit à la réclamation du général allemand ; la rédaction proposée par le représentant de la Suisse était suffisamment claire par elle-même, et toute propriété mobilière *de nature* à servir aux opérations de la guerre veut dire évidemment tout meuble qui, *sans que l'on modifie sa nature*, peut servir, etc., — et non pas *tout meuble qui peut aisément être vendu* (tout ce qui peut directement, ou accessoirement, servir au but de la guerre). Une pareille interprétation serait, en outre, fort dange-

reuse ; presque tous les meubles étant susceptibles d'être vendus, les droits de l'occupant auraient une extension beaucoup trop considérable ; cela équivaldrait, pour ainsi dire, à ne leur reconnaître aucune limite.

Ajoutons que, d'après les règles généralement admises, la prise de possession, et sur le champ de bataille, et sur le territoire occupé, des choses mobilières appartenant à l'État ennemi ne peut avoir lieu que sur l'ordre, ou avec la permission de l'autorité supérieure : l'État aura seul droit, en principe, de s'approprier les biens de cette nature (Bluntschli, règle 660) ; le plus souvent, il indemniserà ceux qui s'en seront emparés (*Instr. amér.*, art. 45 ; — art. 119, Ord. du 3 mai 1832 (1) ; — *Code général de Prusse*, I, 9, § 193, 197).

Il est un bien mobilier de l'État dont l'occupant aura incontestablement le droit de s'emparer, pour les mêmes raisons : l'*argent*, qu'on a appelé le *nerf de la guerre*. A notre époque, plus que jamais, c'est là, au premier chef, une ressource de guerre : plus on va, plus les guerres deviennent coûteuses, et, même en temps de paix, le budget de la guerre, est, actuellement, une des plus lourdes charges qui puissent peser sur une nation. Priver l'État ennemi de tout ce que contiennent ses caisses publiques,

(1) Nous n'avons pas à traiter ici (n'ayant à étudier que ce qui concerne l'occupation), la question du butin ; remarquons seulement, en passant, que le Droit international moderne condamne, d'une manière générale, la pratique du butin (Bluntschli, règle 645, 659, 660, etc.)

sommes et valeurs disponibles, numéraire, lingots d'or et d'argent, etc., appartenant en propre à l'État, c'est le meilleur moyen d'arriver au but de la guerre, de forcer l'ennemi à se soumettre : sur ce point, pas de doute possible, et tous les auteurs sont d'accord (Bluntschli, règle 647; — *Instr. amér.*, art. 31; — *Conférence de Bruxelles*, art. 6; — *Manuel de l'Institut de Droit intern.*, art. 50).

Nous avouons ne pas très bien comprendre l'utilité des discussions qui eurent lieu à la Conférence de Bruxelles à propos du terme : *capitaux du gouvernement*, qu'employait le projet russe. Le délégué de la Suisse proposa un amendement : d'après lui, on devait faire une exception en faveur des capitaux déposés dans les caisses publiques ou administratives, par des particuliers, des associations ou des communautés dont l'État est administrateur. Malgré les termes très clairs du projet, on crut nécessaire de mettre en avant quelques définitions de l'expression elle-même, et toutes ayant été rejetées, ou examina la rédaction suivante, œuvre du général von Voigts-Rhetz : « Tout ce » qui se trouve dans les caisses de l'État, mais appartient à des personnes privées ou à des corporations, doit rester intact. En d'autres termes, » tout ce qui est prouvé être à l'État peut être » saisi; tout ce qui est démontré être propriété » privée, mais se trouvant entre les mains de » l'État, doit être respecté et protégé. » (On pourrait objecter tout d'abord, très justement, que de pareilles vérifications sont extrêmement difficiles

à faire!) — La Commission avait décidé que cette observation figurerait dans le protocole; un membre avait même voulu la faire entrer dans l'article 6 de la déclaration : mais le président, le baron Jomini (Russie), fit remarquer que le protocole étant le commentaire vivant du texte, et ayant force de loi comme lui, il n'y avait pas lieu de donner suite à cette proposition.

Ces discussions, avons-nous dit, étaient tout-à-fait inutiles: on se les serait épargnées, si l'on s'était rappelé les principes élémentaires du droit: l'État n'est dépossédé par suite de l'occupation de certains biens, que *parce qu'il en est propriétaire*; or, ici, il ne détient qu'à *titre de depositaire ou d'administrateur*. Où a-t-on jamais vu que celui qui reçoit un dépôt — que celui qui administre pour autrui — devient propriétaire? Il s'agit de biens privés, et l'occupant doit les respecter, parce qu'ils ont cette qualité.

Il y a, enfin, une dernière catégorie de biens mobiliers pour lesquels il a pu naître des doutes: ils appartiennent à l'Etat, mais leur nature est, en quelque sorte, mixte. Ils sont essentiellement utiles aux particuliers, mais, en même temps, ils se rattachent aux services publics, et constituent incontestablement une ressource de guerre: ce sont les postes et télégraphes, — et les chemins de fer.

I. — Postes et Télégraphes

En temps de guerre, surtout à notre époque, les postes et télégraphes ont une importance considé-

nable. Avant l'entrée en campagne, leur concours est précieux pour transmettre les ordres de mobilisation, et opérer la concentration des troupes ; après l'ouverture des hostilités, leur utilité est encore incontestable, pour assurer les communications entre les corps d'armées des diverses lignes, et celles de ces corps d'armées avec les états-majors. Aussi, la plupart des nations ont-elles, dès le temps de paix, une organisation spéciale en cette matière ; il existe des corps de télégraphistes militaires, ayant un uniforme particulier, et qui sont exclusivement consacrés au service des lignes télégraphiques. Ajoutons que, aux termes de l'article 27 de la loi du 24 juillet 1873, « l'administration des télégraphes tient en tout temps à la » disposition du ministre de la guerre le matériel » et le personnel nécessaires pour assurer ou compléter le service de la télégraphie militaire. » (V. aussi les art. 20-21 de la loi du 13 mars 1875), et la loi du 15 juillet 1889 (Art. 51 et tableau A) met au rang du « personnel placé sous les ordres du » ministre de la guerre, ou mis à sa disposition, » en cas de mobilisation », le personnel des postes et télégraphes.

Nous ne ferons ici que poser quelques principes ; lorsque nous nous occuperons des chemins de fer, et que nous déterminerons quel doit être leur régime, en cas d'occupation, nous donnerons des explications plus complètes, qui pourront également se rapporter aux postes et télégraphes.

Dans la plupart des cas, ces services dépendent de l'Etat: l'occupant aura alors le droit d'en prendre en main l'exploitation, et de s'emparer de tous les accessoires: bureaux, lignes et fils télégraphiques, appareils de toutes sortes. Il pourra s'en servir pour son propre compte; il pourra même en permettre l'usage aux particuliers, s'il juge qu'il ne devra en résulter pour lui aucun inconvénient, aucun danger, moyennant le paiement du tarif ancien. S'il le préfère, il pourra même établir un nouveau tarif; ce droit lui sera concédé comme un accessoire, une conséquence nécessaire de son exploitation. On peut même dire qu'il faut, *à fortiori*, le lui reconnaître, puisqu'on lui en reconnaît, incontestablement, un autre beaucoup plus important: le droit de suspendre toute correspondance, non seulement militaire, mais privée (les simples particuliers, en effet, trouveraient, dans le maintien du service des postes et télégraphes, un moyen de transmettre à leur gouvernement des renseignements sur la marche, les forces, les projets de l'ennemi, etc), en coupant les fils télégraphiques, et en opérant toutes destructions qu'il jugera nécessaires. Un pays peut se passer de postes et de télégraphes, dans un cas de force majeure comme la guerre.

Cependant, l'occupant devra s'abstenir (ce qu'on n'a guère fait en 1870), de toute destruction, de toute dégradation qui ne serait inspirée que par un esprit de vexation ou de vengeance (Bluntschli, règle 641, 651, 656).

Le plus souvent (c'est ce qu'ont fait les Allemands en France), le service sera assuré non seulement par le maintien de l'ancienne organisation, mais par l'établissement d'un nouveau réseau; cette création peut être rendue nécessaire soit par suite de l'insuffisance de l'ancienne organisation, soit par suite de cette circonstance que l'ennemi l'a supprimée, pour empêcher l'occupant d'en profiter. Mais il faudra bien se garder de protéger le fonctionnement de la nouvelle administration par des mesures aussi odieuses et aussi antijuridiques que les proclamations menaçantes des autorités allemandes, qui allaient jusqu'à étendre la responsabilité d'une interruption de communication aux communes sur le territoire desquelles passaient les fils télégraphiques ou les courriers! Il faut éviter aussi d'attenter, comme on l'a fait, à la liberté des employés et fonctionnaires de ces administrations, ou de tenter de les corrompre, en faisant appel à leur *dévouement* pour leur pays (Circulaire du Directeur supérieur des postes, Nancy, fin août 1870. — Quant à la responsabilité des communes, voir la notification du préfet allemand de la Somme [Ramon, *l'Invasion en Picardie*, pp. 650, 694], et celle du commandant de Versailles, le général von Voigts-Rhetz, au maire de Versailles, dans l'ouvrage de Délerot : Versailles pendant l'occupation, p. 52; — la fin de la proclamation du général de Wenden [Boulzicourt, 10 décembre 1870], etc.).

II. — Chemins de fer

Leur utilité, en temps de guerre, est tout aussi incontestable que celles des postes et télégraphes : la pratique moderne l'a si bien compris que, partout, on a adjoint aux armées des corps spéciaux, des bataillons de chemin de fer. Les chemins de fer, en effet, servent à la concentration et au transport des troupes, qui, grâce à leur vitesse, et à leur bonne installation, se font dans les meilleures conditions pour la rapidité et la sûreté des opérations militaires ; l'approvisionnement des troupes est assuré par les voies ferrées qui, maintiennent les communications avec les centres de production et de dépôts. — L'occupant aura donc un intérêt considérable à empêcher l'ennemi d'en faire usage, et à pouvoir profiter lui-même de leur concours : c'est là un droit que tous, en principe, lui reconnaissent.

Mais dans quelles mesures ce droit devra-t-il s'exercer ? c'est ce qu'il importe de déterminer. Il faut remarquer que la solution à donner à cette question variera avec les pays, car, dans tous, l'exploitation des chemins de fer n'est pas comprise de la même manière. Ainsi, dans certains pays, comme en Belgique, en Italie et en Allemagne, l'État est propriétaire des chemins de fer, de la voie et du matériel, et toutes les recettes tombent dans les caisses publiques ; dans d'autres, par exemple en Angleterre, ce sont des compagnies privées qui ont la propriété de tout, qui font tout,

sauf le contrôle et la surveillance de l'État. En France, la voie appartient à l'État, elle fait partie du domaine public, et l'exploitation est aux mains de Compagnies privées, qui achètent et possèdent le matériel : l'État leur fait une concession, à l'expiration de laquelle le tout doit lui faire retour ; il peut, d'ailleurs, au bout de 15 ans exercer un droit de rachat.

On peut donc ramener les chemins de fer à deux catégories :

- 1^o *Chemins de fer appartenant à l'État ;*
- 2^o *Chemins de fer appartenant à des Compagnies privées.*

1^o Chemins de fer appartenant à l'État

Nous rappelons ici ce que nous avons dit, à propos des biens immobiliers de l'État ; l'occupant ne devient pas propriétaire au lieu et place de l'État envahi, mais il pourra se substituer momentanément à lui pour exploiter le réseau ferré, soit en s'en servant pour les opérations militaires, soit en continuant à en autoriser le fonctionnement pour le transport des voyageurs et des marchandises. Conformément aux principes que nous avons exposés, il recueillera de droit les bénéfices de cette exploitation, et les acquerra définitivement, sans avoir à en rendre compte : nous lui avons, en effet, reconnu le droit de percevoir les fruits et revenus des biens appartenant à l'État. Rappelons également qu'il ne pourra ni vendre, ni disposer d'une

façon définitive, et que, s'il passe un contrat quelconque relativement à son exploitation, par exemple, s'il l'affirme, l'effet de ce contrat ne pourra se prolonger au-delà de la durée de l'occupation : *cessante causa, cessat effectus*. Puisque l'origine, la raison d'être des droits de l'envahisseur, l'occupation, n'a qu'un caractère provisoire, elle ne pourra produire des effets qui dureraient plus longtemps que son existence même : comme elle, ils ne seront que passagers, que provisoires.

Que décider relativement à la partie mobilière des chemins de fer, c'est-à-dire au matériel roulant : wagons, locomotives, etc. ? doit-on l'assimiler aux meubles appartenant à l'État ennemi, susceptibles de devenir ressources de guerre, et dire que l'occupant aura sur toutes ces choses un droit absolu de prise et de disposition, sans être tenu à aucune restitution, à aucune indemnité ?

Des auteurs ont soutenu cette opinion : Bluntschli, entre autres, prétend (règle 645, note), que l'occupant a sur le matériel des chemins de fer tous les droits : non-seulement, il peut s'en emparer et s'en servir conformément à sa destination, mais il a droit de le vendre, de le détruire, de le faire transporter dans son pays. Ce matériel des chemins de fer constitue une portion, et une portion importante, des ressources de guerre d'un pays : il est logique de décider qu'il devra partager le même sort.

Cette théorie nous paraît inadmissible ; on oublie que, si les chemins de fer sont très utiles en temps

de guerre, l'usage qu'on en fait alors ne saurait passer pour une de leurs applications essentielles ; ce n'est que *provisoirement, accidentellement* qu'ils prennent ce caractère d'auxiliaires des armées en campagne, leur première et plus grande utilité étant de faciliter les relations commerciales et internationales.

On ne peut donc pas faire rentrer le matériel des chemins de fer, les instruments de l'exploitation, dans cette catégorie de meubles qui, *par leur nature*, sont appelés à seconder les opérations militaires ; l'occupant n'aura sur lui que le droit que nous lui avons reconnu, d'une manière générale, sur les biens appartenant à l'État : un droit de jouissance, de perception des fruits.

Cette solution, qui découle naturellement des principes, se justifie encore par des considérations des plus importantes : permettre la confiscation définitive du matériel des chemins de fer, ce serait causer un tort énorme aux populations. On atteindrait, en même temps, des intérêts supérieurs, ceux de l'État dépossédé, ceux des autres États, car on suspendrait pour un temps fort long le fonctionnement des voies ferrées, et par suite, les relations internationales.

Nous devons en conclure que, si l'occupant a droit de saisir le matériel des chemins de fer, et de s'en servir, il devra, à la fin de la guerre, en opérer la restitution, ses droits étant limités aux nécessités de l'occupation (*Déclaration de Bruxelles*, art. 6) ; — *Manuel de l'Institut de Droit interna-*

tional, art. 51 ;— c'est aussi ce que semble admettre Bluntschli dans la règle 651, se trouvant ainsi en contradiction formelle avec le principe qu'il avait précédemment posé dans la règle 645).

2^o Chemins de fer appartenant à des Compagnies privées

De leur nature, ces chemins de fer sont propriété pacifique et privée ; mais il est incontestable que, bien qu'appartenant à des Compagnies privées, ils peuvent devenir en temps de guerre des instruments utiles, aussi bien que ceux qui dépendent de l'État. Aussi est-ce un principe de législation généralement admis à notre époque, entré complètement dans la pratique des États modernes, que le ministre de la guerre a le droit, en cas de guerre, de réquisitionner tout ce qui fait partie des chemins de fer exploités par les Compagnies : bâtiments, matériel, personnel(1). En France, aux termes de l'article 26 de la loi du 24 juillet 1873 : « En cas de mobilisation ou de guerre, les » Compagnies de chemin de fer mettent à la dis-

(1) V. les décrets rendus par la délégation du gouvernement, à Tours en 1870 : décrets du 26 octobre 1870 réglant le transport par chemin de fer des troupes, des munitions, etc. ; — du 23 octobre 1870, autorisant le ministre de la guerre à suspendre la circulation des trains de voyageurs et de marchandises ; — du 13 novembre 1870 (Art. 2) : « Les Compagnies de chemin » de fer peuvent être requises de mettre leurs gares, stations » ou parties de lignes en état de défense. Leur personnel peut » être temporairement tenu de coopérer aux travaux de la défense commune dans l'étendue du département traversé par » le chemin de fer. »

» position du ministre de la guerre tous les moyens
» nécessaires pour les mouvements et la concen-
» tration des troupes et du matériel de guerre.—Un
» service de marches ou d'étapes sera organisé sur
» les lignes de Chemins de fer par un règlement
» ministériel ; » — et le décret du 2 août 1877
sur les réquisitions militaires détermine d'une
façon très complète le mode d'exercice de ce droit
de réquisition (Art. 57 à 65).

Est-ce que la participation aux opérations militaires ne va pas enlever aux chemins de fer exploités par des Compagnies privées leur caractère de propriété particulière et pacifique, et permettre à l'occupant, qui a un intérêt évident à en priver son adversaire, et à les utiliser pour son propre usage, de s'en emparer ? Il faut répondre affirmativement à cette question ; car nous trouvons ici les mêmes raisons que lorsque nous avons traité des chemins de fer appartenant à l'État. Le nouvel usage qui en est fait, bien qu'il soit purement accidentel, et qu'il ne réponde pas à leur destination naturelle, fait entrer cette catégorie de chemins de fer dans la classe des ressources de guerre, sur lesquelles l'occupant doit avoir incontestablement des droits très étendus.

S'emparer des voies ferrées, des bâtiments, des gares, du matériel roulant et des accessoires fixes ; s'en servir pour le transport de ses troupes, de ses munitions, de ses approvisionnements ; ou bien continuer l'exploitation dans les conditions où elle était pratiquée : — tout cela sera très légitime de

la part de l'occupant. Il pourra même, certainement (mais seulement en cas de nécessité), opérer la destruction de la voie et de ses accessoires, ou du matériel roulant.

Mais il y aura, en ce qui concerne les chemins de fer exploités par des Compagnies privées, une différence essentielle avec les règles que nous avons posées pour les chemins de fer appartenant à l'État : à la conclusion de la paix, lorsque toute occupation aura cessé, une *restitution complète* devra être faite aux Compagnies, non-seulement de la voie et de ses accessoires, comme pour la première catégorie, mais encore du matériel roulant : et sur ce point, tous les auteurs sont d'accord. De plus, ce qui est spécial à cette seconde catégorie, l'occupant sera tenu d'indemniser les Compagnies de la privation momentanée de leur exploitation, et des dommages causés à leur matériel ; il devra, s'il s'est chargé de l'exploitation, leur tenir compte des bénéfices qu'il aura réalisés.

C'est que, nous le répétons, si les chemins de fer appartenant à des Compagnies peuvent devenir d'utiles auxiliaires des opérations militaires, des ressources de guerre, ce n'est qu'accidentellement, d'une façon provisoire ; de leur nature, ils constituent avant tout une propriété privée, et, à ce titre, et aussi en vertu de leur destination, ils sont appelés à bénéficier du principe moderne : le respect de la propriété privée. Quant à eux, l'occupant se trouve, en quelque sorte, substitué dans le droit de réquisition de l'État envahi : mais son action doit

forcément se renfermer dans les limites où l'État peut exercer ce droit de réquisition.

C'est ainsi que, en 1870-71, les Allemands, qui se sont emparés successivement de tous nos chemins de fer, et les ont exploités pour leur compte, promirent de tenir, en ce qui concernait les lignes appartenant aux Compagnies, un compte exact des recettes : ils s'engageaient à en restituer le montant à qui de droit, à la conclusion de la paix. Une convention additionnelle au traité de paix vint même décider la formation d'une Commission dans ce but.

Mais, si le gouvernement allemand fit restituer aux Compagnies françaises la libre exploitation de leur réseau, il ne fut rien fait dans le sens du règlement promis des indemnités et des bénéfices : la clause du traité de paix ne paraît pas avoir jamais été mise à exécution.

Il en fut de même, en partie, de la restitution du matériel, ordonnée par le gouvernement allemand ; il paraît que, le 19 octobre 1871 (Calvo, *loc. cit.*, § 1940), on n'avait encore rendu aux Compagnies françaises que la portion la plus détériorée de leur matériel, dont une grande partie avait été, contre tout droit, emmenée en Allemagne, pour servir même aux opérations commerciales et industrielles. — Les particuliers refusaient de restituer ce qu'ils s'étaient appropriés, et de livrer aux agents français les débris du matériel enlevé.

La question des chemins de fer paraît avoir peu préoccupé les auteurs modernes : Bluntschli (rè-

gle 645), la traite d'une façon très incomplète et qui manque de clarté, et, malgré les discussions qui se produisirent à la conférence de Bruxelles, la rédaction qui y fut adoptée (Art. 6), n'est pas plus satisfaisante que celle de Bluntschli. Seul, le *Manuel des Lois de la Guerre sur terre* (Oxford) consacre, dans deux articles, les principes que nous venons d'établir (Art. 54-55). — (V. Morin, *Les Lois de la guerre*, t. I, p. 442; — Massé, *Droit comm.*, t. I, p. 133.)

En terminant, nous ferons deux remarques :

1^o Ce que nous venons de dire des chemins de fer s'appliquera aux bateaux, et, d'une manière générale, à tous les moyens de transport ;

2^o Les règles que nous avons indiquées relativement aux chemins de fer appartenant à des Compagnies privées régiront également les moyens de transport, les postes, les télégraphes exploités par des Sociétés ou Compagnies particulières.

DEUXIÈME DIVISION. — *Meubles incorporels*

Sous cette rubrique, nous étudierons :

Les impôts et revenus ;

Les créances appartenant à l'État.

A. — Impôts et revenus

L'occupant a, incontestablement, le droit de s'emparer des ressources en argent qu'il trouve dans les caisses publiques ; ce droit, nous le lui

avons reconnu, suivant en cela la théorie unanimement admise par les auteurs. La confiscation des capitaux de l'État ennemi répond parfaitement au but de la guerre, puisqu'elle a pour effet d'entraver la résistance, en la privant d'un auxiliaire important.

Mais cette confiscation, tout en étant fort utile à l'occupant, serait bien insuffisante, l'État ayant toujours à sa disposition d'autres ressources que celles qui sont contenues dans ses caisses : des ressources dont la rentrée lui est assurée, les impôts, contributions et revenus de toute nature. Il serait trop dangereux d'en laisser, à l'État ennemi, la libre jouissance.

Aussi admet-on que l'occupant a le droit de percevoir les impôts sur le territoire envahi ; il remplace, en effet, provisoirement, le gouvernement national ; il se substitue à lui, nous le savons, dans la perception des fruits et revenus des biens dont il s'empare. Il devra aussi bénéficier, en son lieu et place, du produit des impôts et des revenus de l'État.

Quelle est, en effet, la véritable raison d'être des impôts, la seule qui puisse en justifier l'existence ? C'est la nécessité de venir en aide à l'État pour subvenir aux charges de toutes sortes qui lui incombent. L'occupant qui se trouve substitué de fait, provisoirement, au gouvernement légal du pays envahi, et qui a vis-à-vis des habitants non seulement des droits, mais encore des devoirs, des obligations, sera tenu de remplacer auprès d'eux,

dans la mesure où cela lui sera possible, ce gouvernement dont l'action se trouve paralysée : il assumera donc les charges qui pesaient sur l'État, et, pour y faire face, il aura le droit de percevoir les impôts. Aussi ne pourra-t-il le faire que dans un pays où il aura établi d'une façon solide et durable son autorité ; c'est l'opinion généralement admise, et elle est parfaitement juste. C'est alors seulement, en effet, qu'il sera forcé d'assumer les charges incombant à l'État auquel il se substitue partiellement ; ce n'est que dans ces circonstances qu'il pourra acquérir une connaissance exacte de ces charges et des ressources financières, de ce qu'il peut demander au pays — et des formes, des moyens qui seront à sa disposition pour assurer le recouvrement de ces ressources financières. — En un mot, ce n'est que lorsque l'occupant aura réussi à s'établir en maître sur un territoire, — en maître incontesté, jouissant d'une autorité solide et durable, qu'il aura droit d'exercer l'une des plus importantes prérogatives attachées à une pareille autorité : la perception des impôts.

« Le vainqueur, écrit Bluntschli (règle 647), dis-
» pose aussi des recettes publiques et des impôts
» perçus ou à percevoir dans le territoire occupé,
» à condition de faire les dépenses régulières nécessaires par l'administration de la justice et les
» besoins publics. » — (Voir aussi l'art. 5 de la déclaration de Bruxelles ; — l'art. 57 du *Manuel des Lois de la Guerre sur terre*.)

Il reste à résoudre, le principe posé (et il est reconnu par tous les auteurs), une importante question : Quelles règles devra suivre l'occupant pour la perception des impôts ? Sera-t-il autorisé à en établir de nouveaux ? à modifier les bases de la perception, les modes du recouvrement ?

Avant de répondre à ces questions, il importe d'indiquer un principe qui va nous servir à déterminer les limites des droits de l'occupant, en cette matière : *la situation des contribuables ne devra pas être aggravée par suite du changement de créancier*. L'occupant remplace provisoirement le gouvernement du pays envahi : il ne peut avoir des droits plus étendus que ce dernier. C'est à lui que les contribuables devront payer ce qu'ils payaient auparavant à leur gouvernement, mais ils ne seront tenus qu'à cela : tout impôt décrété et perçu par l'occupant qui dépasserait ces limites cesserait d'être légitime, et ne constituerait plus qu'une mesure vexatoire et blâmable, sous la forme très contestable de contribution de guerre.

De ce principe, il serait tout naturel de conclure que l'occupant ne doit, théoriquement, rien changer aux lois existantes relatives à l'assiette et à la perception des impôts, et qu'il est tenu d'observer les règles qu'il trouve en vigueur sur le territoire envahi : *qui jure alieno utitur, eodem jure uti debet*. — Une rédaction a été proposée en ce sens, pour l'article 5, à la conférence de Bruxelles : l'occupant devra *procéder conformément aux lois établies par*

le pouvoir légal. Cette rédaction fut rejetée, et avec raison, à cause des complications qu'elle pouvait présenter et avait déjà présentées (notamment en 1870) dans la pratique. Il est très difficile, en effet, pour l'occupant, quelquefois même impossible (quoique ce soit cependant préférable), de maintenir et appliquer les lois fiscales existantes.

Il pourra proclamer que l'assiette et la perception des impôts continueront à être régies par la loi nationale; il est vrai qu'il aura connaissance, par la saisie des registres tenus par les administrations financières et des rôles des contributions, des bases sur lesquelles sont établis les impôts : mais il lui manquera un auxiliaire précieux, cette armée d'employés au courant des lois et des règlements, de la situation du pays, sans lesquels le fonctionnement du mécanisme financier, si compliqué, devient impossible, et qui, le plus souvent, se retireront avant son arrivée, ou, tout au moins, lui refuseront leur concours.

En pratique, devant ces difficultés, ces impossibilités, il faudra bien accorder à l'occupant une certaine liberté d'action, et lui permettre d'apporter à l'état de choses existant certaines modifications en ce qui concerne, soit les bases, soit le mode de perception des impôts. Mais il ne faut pas oublier qu'il restera toujours tenu, conformément au principe que nous avons posé plus haut, *de ne rien faire qui puisse aggraver la situation des contribuables.*

Cette théorie se trouve consacrée et résumée

dans l'article 5 du projet de déclaration de la conférence de Bruxelles : « L'armée d'occupation ne » prélèvera que les impôts, redevances, droits et » péages déjà établis au profit de l'État, ou leur » équivalent, s'il est impossible de les encaisser, » *et, autant que possible, dans la forme et suivant » les usages existants.* »

Nous savons déjà que l'occupant n'a pas seulement vis à vis des habitants du territoire envahi des droits, mais encore des devoirs. C'est à ce titre, et en considération des motifs qui justifient l'existence de l'impôt, motifs que nous avons indiqués au début de la présente division, que l'occupant sera tenu de prélever sur le rendement des impôts les fonds nécessaires pour assurer le fonctionnement de tous les services administratifs et autres, au maintien desquels sont intéressés les habitants : ajoutons qu'ils y ont droit, puisque c'est dans ce but qu'ils payent, sous la forme de l'impôt, une sorte de subvention à l'État (Art. 5 de la déclaration de Bruxelles : « L'armée d'occupation emploiera » les impôts, redevances, etc., à pourvoir aux frais » de l'administration du pays dans la mesure où » le gouvernement légal du pays y était obligé). » — Il ne faut pas oublier, en effet, que l'occupation, comme la guerre d'une manière générale, ne peut avoir pour effet de conférer à l'occupant que des droits qui répondent à son but : elle ne doit pas être pour lui une cause d'enrichissement, mais elle doit le mettre à même d'augmenter ses res-

sources de guerre, et de diminuer ou de faire disparaître celles de l'ennemi.

Ce qui précède réfute par avance la théorie soutenue par un certain nombre d'auteurs : d'après eux, l'occupant ne pourrait percevoir les impôts que dans la mesure où l'État envahi les aurait perçus lui-même pour les besoins de la guerre, et ses droits ne sauraient aller jusqu'à s'emparer des fonds destinés à l'administration du territoire occupé. On objecte à l'opinion que nous avons adoptée que, si l'on confère à l'occupant la faculté de saisir même cette portion des impôts, il est fort à craindre qu'il n'opère pas une juste répartition des fonds qu'il percevra ainsi, et qu'il néglige les intérêts du pays occupé pour consacrer aux exigences militaires la majeure partie ou même la totalité des impôts.

Cette observation est assez juste, mais elle ne nous arrête pas ; ce n'est, en effet, qu'une objection de fait, qu'un inconvénient que l'on peut signaler dans la pratique, mais qui ne peut, en aucune façon, porter atteinte aux principes que nous venons de poser. Ne voit-on pas aussi que si l'on autorise l'occupant à prendre dans les caisses publiques, ou à prélever sur les contributions *tout ce que, d'après lui, l'ennemi aurait pris et prélevé*, on substitue à une règle de droit le plus complet et le plus déplorable arbitraire ; cela équivaut, en effet, à lui permettre de prendre tout, sans l'obliger à rien réserver pour les dépenses d'administration.

Si, au contraire, on reconnaît avec nous à l'oc-

cupant le droit de saisir la totalité des impôts, mais en y mettant cette condition qui est la véritable raison d'être de cette saisie, qu'il sera tenu d'assurer au lieu et place de l'État enyahi le bon fonctionnement de tous les services administratifs, on supprime les inconvénients signalés par la théorie adverse; on concilie tout à la fois et les intérêts des habitants du territoire occupé, et ceux de l'occupant, qui acquiert ainsi, dans la plus large mesure, les moyens d'affaiblir les ressources de l'ennemi et de pourvoir à ses propres besoins.

Ajoutons que cette solution, très équitable, est parfaitement conforme à tous les principes que nous avons établis jusqu'ici :

1^o L'occupant, avons-nous dit, remplace provisoirement l'État dépossédé. Il ne saurait donc avoir des droits plus étendus que lui, et ne pourra saisir et consacrer aux opérations de guerre la portion des impôts qui, de sa nature, est affectée aux besoins des communes, des départements ;

2^o L'occupation, avons-nous dit encore, ne peut avoir pour effet d'aggraver la situation des contribuables ; et c'est cependant le résultat qu'entraînerait inévitablement l'adoption du système que nous combattons, puisqu'ils se verraient, comme par le passé, dans l'obligation de payer des impôts dont ils n'auraient plus à attendre aucune compensation.

Nous irons même plus loin : cette solution doit être admise d'une manière générale, dans tous les cas, et il ne doit même pas y être fait exception,

lorsque le gouvernement légal aurait fait auprès des citoyens des appels de fonds extraordinaires, en vue d'un péril national : la circonstance que le fait a eu lieu, ou peut avoir lieu, circonstance toute de faveur, spéciale à ce gouvernement, ne saurait légitimer de la part de l'occupant une mesure semblable, un pareil manquement à ses obligations, à ses devoirs envers les habitants.

On admet en principe, nous l'avons constaté, qu'il ne doit être apporté aucun changement aux règles suivies sur le territoire occupé quant aux bases sur lesquelles est établi l'impôt, quant aux modes de perception. Il ne faut cependant pas exagérer la portée de ce principe, et l'on comprend qu'il devra parfois céder devant les nécessités de la guerre, les difficultés, les impossibilités matérielles. Il est incontestable par exemple que l'occupant ne pourra substituer aux impôts dus à certaines époques de l'année, par versements périodiques, une somme fixe en capital, exigible en une seule fois — ni réclamer aux contribuables les sommes dont ils se sont déjà libérés, ou à certains seulement celles dont l'acquittement incombe à tous. Mais, lorsqu'il ne pourra faire autrement, par exemple, lorsqu'il lui sera impossible, faute de données suffisantes sur l'assiette et le mode de perception des impôts, de se conformer aux règles légales, il sera nécessaire et juste de lui permettre d'établir lui-même des règles nouvelles et suivant les expressions adoptées par la conférence de Bruxelles (Art. 5), de *prélever l'équivalent de ces*

impôts. Cette faculté nous paraît très légitime et très rationnelle; aussi croyons-nous que l'occupant devra pouvoir l'exercer dans une mesure assez large.

Mais faut-il aller plus loin, et lui reconnaître le pouvoir de créer de nouveaux impôts? ou d'augmenter le chiffre des contributions existantes? — A cette question la conférence de Bruxelles (Art. 5), répond formellement: non.

Cette réponse nous paraît inexacte; du moment que l'on reconnaît à l'envahisseur le droit de percevoir les impôts, parce que leur produit doit être employé par lui, comme il devait l'être par le gouvernement légal, à subvenir aux charges de l'administration sur le territoire envahi, il faut bien logiquement lui accorder, mais seulement dans la limite des exigences de cette administration, et des ressources du pays, le droit d'établir de nouveaux impôts, s'il ne peut percevoir ceux qui existaient, — ou d'aggraver ces derniers, s'ils se trouvent insuffisants.

Il est bien entendu, d'ailleurs, que tout paiement des impôts fait entre les mains des agents de l'occupant constitue un paiement valable et libératoire, et que ceux qui se seront ainsi acquittés devront être à l'abri de toute réclamation, lorsque l'occupation aura cessé; leur gouvernement ne saurait être recevable à contester la validité de ces paiements.

Au début de la guerre de 1870, les autorités allemandes se conformèrent à ces principes, percevant les impôts existants, suivant les bases et les modes

de perception établis par la législation française : ainsi, une Ordonnance du 18 novembre 1870 déclarait qu'il ne serait pas perçu d'autres impôts que ceux échus ou à échoir, conformément aux lois, postérieurement au 15 août 1870, et que, quant aux contributions directes, on se baserait sur les données du budget français, adoptant la répartition qu'il en avait effectuée pour chaque département. Il faut rendre également cette justice aux autorités allemandes qu'elles prélevèrent (toujours au début de l'occupation) sur le produit des impôts les sommes nécessaires pour faire face aux frais de l'administration, notamment en Alsace-Lorraine, en Champagne, dans le département de Seine-et-Oise.

Devant les difficultés pratiques qui se présentaient, principalement en matière de contributions indirectes, l'administration allemande établit, pour remplacer tous les impôts indirects, un *impôt unique*, payable par douzième, qui venait s'ajouter aux impôts directs, tels qu'ils étaient établis par les tableaux de répartition pour l'année 1870. Cet impôt unique comprenait donc l'ensemble des contributions directes, et, pour représenter le rendement des contributions indirectes, une taxe unique fixée à 150 % de la somme des contributions directes, en prenant pour base le rendement moyen de ces dernières pendant les deux années précédentes. C'était outrepasser les droits que peut conférer l'occupation, et remplacer par une évaluation purement arbitraire, — constituant, quoiqu'on en

ait dit, une véritable contribution de guerre, — un impôt qui, en réalité, ne rapporte rien en temps de guerre. La lecture des arrêtés du préfet allemand de Seine-et-Oise, en date des 10 et 28 octobre 1870, et 23 janvier 1871, suffit pour démontrer le caractère arbitraire et antijuridique d'une pareille mesure (*Recueil officiel du départ. de Seine-et-Oise*, nos 1, 5; — *Moniteur Officiel du gouvernement général du Nord de la France*, du 26 janvier 1871; — Lettre du maire de Versailles au roi de Prusse, Délerot, *loc. cit.*, p. 274).

Bientôt même on alla plus loin; les exigences des autorités allemandes grandirent à mesure que s'étendait le cercle de l'occupation. Des contributions énormes imposées aux grandes villes, un système des plus iniques de responsabilité collective (les maires, les conseillers municipaux étaient responsables de la répartition des impôts; les habitants, les communes elles-mêmes, étaient tenues solidairement du paiement, ceux qui étaient solvables voyant retomber sur eux la part de ceux qui ne l'étaient pas, etc.), vinrent encore aggraver la situation des provinces occupées (1). L'autorité allemande voulut même continuer à pratiquer ce système de spoliation pendant la durée de l'occupation qui suivit les préliminaires de paix du 26 février 1871, préliminaires qui lui conféraient le droit de percevoir l'im-

(1) Relativement aux contributions imposées à certaines villes, V. Rambaud, *Les Prussiens en Lorraine*, *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} mai 1871; — Délerot, *op. cit.*, p. 274; — Diancourt, *Les Allemands à Reims*, p. 110.

pôt jusqu'à la ratification qui eut lieu le 2 mars. Et, même après cette date, en violation des traités qui rendaient au gouvernement français la perception des impôts, certains administrateurs ou chefs de corps allemands continuèrent à réclamer, avec menaces d'exécution militaire, le paiement des douzièmes non acquittés.

La convention de Rouen (12 mars 1871) vint mettre fin à tous ces abus, et décida que les contributions en retard ne pourraient plus être réclamées; qu'un règlement de compte entre les deux gouvernements viendrait liquider la situation.

En terminant, constatons que la doctrine se prononce, en général, pour la suspension de la législation douanière: c'est la mesure que prit, dès le début de la guerre, l'autorité allemande, dans une circulaire, — et cette mesure est parfaitement légitime. On ne peut, en effet, admettre que l'occupant soit forcé de laisser debout une législation dont l'application aurait pour but d'entraver continuellement son action. — Mais il va de soi que ceci ne change rien à la position respective de l'État et des particuliers, et que ceux-ci continueront à être tenus de se conformer aux lois du régime douanier, et de payer les droits. Cette solution a été consacrée par la jurisprudence française (*Cour de Mézières*, 29 juillet 1871, *Dalloz*, 72, II, 132).

B. — Créances de l'État

Un État, comme un simple particulier, peut avoir des créances : — soit sur un autre État, — soit sur des particuliers.

Quant aux premières, il ne saurait y avoir aucune difficulté ; la guerre qui brise les relations entre les États devra avoir pour effet de suspendre tout lien de droit : *Lorsqu'un État est débiteur d'un autre État*, déclare Bluntschli (règle 658), il peut, *pendant la guerre, refuser le paiement du capital ou des intérêts de la dette.*

Mais il ne saurait en être de même des secondes, et une question délicate se pose, celle de savoir ce qu'elles vont devenir, quel sera leur sort pendant l'occupation.

Un premier point ne peut faire de doute pour personne : en ce qui concerne les créances non exigibles, nous ferons application des principes que nous avons eu l'occasion d'indiquer à propos des impôts et revenus. L'occupant se trouve partiellement substitué à l'État envahi, il ne pourra donc exercer que les droits dont jouissait ce dernier, et seulement dans les limites où il les exerçait : or, il est évident qu'un gouvernement ne peut poursuivre le recouvrement de ses créances dont le terme d'échéance n'est pas encore arrivé, pas plus que ne le pourrait un simple particulier. C'est, en effet, un principe de droit et d'équité que le débiteur ne peut être privé du bénéfice du terme que s'il y a faute de sa part : or, il est impossible d'admettre qu'un fait

accidentel, qu'un cas de force majeure comme la guerre, auquel il est absolument étranger, puisse avoir contre lui le même effet qu'un fait personnel. — Nous en concluons que l'occupant ne pourra prétendre opérer le recouvrement des créances non exigibles de l'État ennemi.

Quant aux créances exigibles, la question est très controversée.

1^{re} Opinion.— L'occupant a le droit de saisir les créances de l'État (il est bien entendu que, maintenant, nous ne parlerons plus, en employant ce terme, que des *créances exigibles*), d'en opérer le recouvrement.

Cette opinion, qui est celle d'un très grand nombre d'auteurs, et des plus éminents (1), s'appuie principalement sur cet argument que, par l'effet de l'occupation, *l'envahisseur entre dans tous les droits publics et privés de l'État vaincu* (Lœning, *Revue de Droit intern.*, 1873, p. 106). Or, parmi les droits dont jouissait ledit État, figure incontestablement celui de recouvrer ses créances ; par conséquent, ce même droit devra être reconnu à celui qui lui est substitué, à l'occupant. — C'est la formule du Droit romain : *l'occupatio bellica* a un caractère absolu, et entraîne une sorte de droit général de confiscation, qui comprend évidemment toutes les

(1) Vattel, liv. III, ch. v ; — *Manuel de Droit intern. à l'usage des Officiers*, p. 117 ; — Lœning, *Revue de Droit intern.*, 1873, p. 106 ; — de Kamptz, — Bynkershoek, etc.

sommes qui peuvent être dues, à quelque titre que ce soit, au gouvernement vaincu.

On ajoute que cette opinion se justifie encore par l'objet même de la créance : elle représente de l'argent, c'est-à-dire, une des choses dont l'occupant, tout le monde le reconnaît, a au premier chef le droit de s'emparer et de disposer. A ce titre, les créances constituent un instrument de guerre, elles font partie de ces biens qui sont nécessaires ou utiles aux opérations de guerre, et que les belligérants, par une sorte de convention tacite, sont réputés avoir abandonnés aux chances de la lutte. Leur confiscation sera donc très légitime, et elle répondra parfaitement aux fins la guerre. Comment admettre, en effet, que l'occupant puisse être obligé de laisser à la disposition de l'ennemi des ressources aussi considérables, qui l'aideront puissamment à prolonger la résistance ? L'envahisseur a, en principe, le droit d'employer sur le territoire ennemi tous les moyens qui sont de nature à assurer sa suprématie, et à affaiblir son adversaire : celui-ci sera des plus efficaces, et, comme tel, il faut reconnaître aux belligérants la faculté de le mettre en pratique.

Enfin, les précédents historiques sont nombreux en ce sens. Dans l'antiquité, nous voyons Alexandre, après s'être emparé de Thèbes, remettre aux Thessaliens le titre original de leur dette de 100 talents envers les Thébains ; et le Tribunal des Amphictyons rejeta les réclamations des Thébains, en déclarant qu'Alexandre, devenu de par sa vic-

toire titulaire de leur créance, en avait valablement consenti remise aux Thessaliens (Quintilien, *Inst. orat.*, V, 10, 11, etc.). — Les guerres modernes nous offrent aussi de nombreux exemples de créances dues à un État, et qui ont été recouvrées par l'occupant, et des traités ont reconnu la parfaite validité des recouvrements ainsi opérés (Schweikart, *Napoleon und die Kurhessischen Capitalsschuldner*, p. 74, 82 et s.; — Bynkershoek, *Quæst. juris publ.*, I, 7, p. 177; — de Kamptz, *Beiträge zum Staats-und Völkerrechts*, paragr. 5, note 4).

2^e Opinion. — Nous estimons que la théorie que nous venons d'exposer est de tout point inadmissible; elle repose, en effet, principalement sur des considérations de fait qui n'ont pas un caractère bien décisif, et les raisons de droit qu'elle invoque sont absolument inexactes.

C'est une grave erreur (nous l'avons déjà combattue) de prétendre que l'occupation doit avoir des effets absolus, et transférer à l'envahisseur tous les droits privés et publics qui appartenaient à l'État envahi. L'occupation, avons-nous dit à plusieurs reprises, n'est qu'un fait; elle ne crée qu'une situation essentiellement passagère et provisoire, et ne peut entraîner des modifications fondamentales dans l'existence juridique d'un pays. Malgré l'occupation, et tant qu'il n'est intervenu aucune convention contenant des stipulations contraires, l'État conserve sa souveraineté pleine et

entière sur le territoire envahi : les droits, les prérogatives qui y sont attachés demeurent intacts. — Tel est le principe, et il n'y est fait exception que dans le sens d'un *effet suspensif* des droits de l'État, d'un transport *provisoire* de ces droits à l'occupant, et de ceux-là seulement dont l'exercice est conforme aux fins de la guerre, indispensable au succès des opérations militaires, — de ceux-là seulement qui peuvent avoir pour résultat de secourir, de fortifier l'action de l'envahisseur, d'affaiblir, de briser la résistance.

En temps d'occupation, le prétendu principe posé par la première opinion est absolument inapplicable ; son application ne sera possible que si, là où il n'était que simple occupant, l'envahisseur devient maître absolu, souverain incontesté, par droit de conquête, en vertu de traités. Il y a là une confusion regrettable, déjà signalée par nous, entre deux situations éminemment différentes : l'occupation et la conquête.

Soutenir que les créances de l'État sont susceptibles d'être saisies par l'occupant, c'est méconnaître d'une façon formelle la nature toute spéciale de ces sortes de choses : une créance est un *rapport PERSONNEL de droit* entre deux personnes, le créancier et le débiteur. La raison le dit, et la législation positive de tous les pays le reconnaît, le lien de droit ne peut se former qu'entre ceux qui ont échangé leur consentement, et un tiers qui est resté complètement étranger à l'acte qui a donné

naissance à l'obligation, ne peut évidemment prétendre à en recueillir le bénéfice.

C'est donc entre les mains du véritable créancier que le débiteur doit effectuer sa libération : lui seul a qualité pour recevoir, pour réclamer le paiement. L'occupant n'est pas créancier : il n'a pas été partie à la création de l'obligation. Il ne peut pas non plus invoquer une délégation, une cession quelconque : ces modes de transmission supposent toujours une manifestation de consentement de la part du créancier, et la présence seule de l'occupant suffit à démontrer que ce consentement n'existe pas. — Comme le dit très exactement Heffter (§ 134) : « Le créancier seul peut céder valablement ses droits à un tiers, à moins que la cession ne soit l'effet d'une autorisation donnée en justice. La guerre avec ses chances incertaines de succès et de défaites ne peut pas conférer aux belligérants un droit semblable. »

On ne peut donc pas, en réalité, *s'emparer d'une créance* : l'occupant pourra bien détenir les titres de créances, mais cette détention ne lui donnera jamais que la qualité de *possesseur de fait*, et non celle de *possesseur de droit* qu'il devrait avoir pour recouvrer lesdites créances : « La simple détention d'un titre ne confère nullement le droit d'en poursuivre l'exécution : c'est une règle consacrée. » (Heffter, § 134.)

Dira-t-on, comme les partisans du premier système, qu'il s'agit ici d'argent, d'une ressource de guerre, et que, par suite de cette sorte de conven-

tion tacite dont nous avons déjà parlé, l'occupant a le droit de s'en emparer? Ce serait une erreur; une créance, nous l'avons démontré, est une chose dont on ne peut s'emparer. L'occupant ne pourrait saisir que la *réalisation de la créance* : mais cela même lui sera impossible, car, pour y arriver, il lui faudrait pouvoir saisir le titre, la créance elle-même : l'autoriser à agir ainsi, ce serait se mettre en contradiction formelle avec les plus élémentaires principes du droit naturel et du droit positif.

Il suffit d'ailleurs, pour se convaincre de la fausseté de la première opinion, de se rappeler quelle est la limite exacte des droits de l'occupant : percevoir des fruits, des revenus, jouir des choses qui appartiennent à l'État, il le peut très légitimement. Mais on ne saurait l'autoriser à faire des *actes de disposition*, à toucher un capital : celui-là seul en a le droit qui est propriétaire : et l'occupant n'est qu'un possesseur de fait, un détenteur provisoire.

Enfin, nous n'attachons pas grande importance aux arguments historiques de l'opinion adverse; ou ils sont trop anciens pour avoir grande valeur, comme ce récit de la conduite d'Alexandre à l'égard des Thessaliens, et l'existence assez problématique de l'arrêt du tribunal amphictyonique; ou bien, pour les exemples plus récents, ils se rapportent à des conventions faites en vue de cas spéciaux dont on ne peut déduire un principe général de droit (Geffcken, note sur le paragraphe 134 de Heffter). — D'ailleurs, nous ne voyons pas bien quel argument on pourrait en tirer; de ce que, par exception,

le fait s'est produit, il ne s'en suit pas qu'il soit licite, et une considération de fait ne saurait infirmer une règle d'équité naturelle, consacrée par le droit positif.

Nous rejetterons donc ce système comme contraire aux principes du Droit international ; ajoutons, quoique cette remarque puisse paraître superflue, que, si l'occupant ne peut recouvrer les créances de l'État, il ne pourra pas, *a fortiori*, en disposer d'une façon quelconque, par cession, remise totale ou partielle, etc. — S'il le faisait, en effet, il disposerait de ce qui ne lui appartient pas, et les actes qu'il aurait faits ne pourraient aucunement lier l'État, véritable propriétaire de la créance.

Le seul droit qu'il soit juste de conférer à l'occupant, en matière de créances, c'est celui d'en défendre le paiement entre les mains de l'État ennemi. Par ce moyen, il privera son adversaire de capitaux importants qui lui auraient servi à entretenir et prolonger la résistance, et pourra l'amener plus rapidement à demander la paix. — Aussi, ne pouvons-nous qu'approuver l'ordonnance du gouverneur de l'Alsace, promulguée le 29 août 1870, et interdisant absolument *tout paiement ou assignation de fonds dans les caisses du gouvernement français*. — Mais l'autorité allemande outrepassait tous ses droits et violait les règles que nous venons d'établir (c'est l'application exacte du premier système !) lorsqu'elle décidait dans une autre ordonnance en date du 26 novembre 1870, que : « Les personnes qui sont encore redevables de cer-

» taines sommes du chef d'acquisitions par elles
» faites en 1870 ou pendant les années antérieures
» de bois provenant des forêts domaniales du gou-
» vernement général de l'Alsace, sont informées
» que ces sommes doivent être payées aux caisses
» allemandes établies dans les districts prénom-
» més. » (Löning, *Revue de Droit intern.*, 1873,
p. 106.)

Ajoutons, en terminant cette discussion, que le droit que nous reconnaissons à l'occupant d'interdire tout paiement, toute prestation pécuniaire, de mettre obstacle au recouvrement des créances de l'État sur le territoire envahi, lui suffira dans tous les cas pour enlever à son adversaire le bénéfice desdites créances, sans qu'il soit obligé de recourir à un moyen aussi violent et aussi antijuridique que celui que l'on prétend lui accorder, la confiscation : il arrivera au même résultat par une voie beaucoup plus légitime (1).

Quoique l'occupant n'ait pas qualité pour recouvrer les créances appartenant à l'État ennemi, puisqu'il n'est pas créancier et qu'il ne peut le devenir par aucun moyen, il est possible, qu'en fait, il dépasse ses droits et réclame le paiement. Le débiteur qui paye entre ses mains sera-t-il libéré, ou bien sera-t-il obligé d'effectuer à nouveau le paiement aux mains de son gouvernement, rentré en possession du territoire occupé ?

(1) V. relativement à la seconde opinion : Calvo, *op. cit.*, t. II, p. 206 ;—Fiore, *op. cit.*, t. II, p. 319 ;—Heffter, *op. cit.*, § 134, etc.

Il est bien évident que la question ne se pose que pour ceux qui admettent le second système, celui que nous avons adopté ; si l'on est d'avis, en effet, que l'occupant se substitue entièrement à l'État ennemi, même en ce qui concerne les créances, celui qui paye à l'occupant se libère d'une manière définitive, puisqu'il paie au véritable créancier.

Avec l'opinion que nous avons soutenue et adoptée, comme étant la plus exacte, la plus juridique, dans la rigueur des principes, il faut décider que le débiteur qui paye aux mains de l'occupant ne fait pas un paiement valable et libératoire, et que, lorsque l'occupation aura cessé, son gouvernement, qui est le seul et véritable créancier, pourra lui réclamer une seconde fois le paiement. — En vain tenterait-il d'invoquer cette circonstance qu'il n'a payé que contraint par la force ; c'est là un cas fortuit, résultat de la guerre, un accident, dont lui seul doit supporter les conséquences, et dont son créancier ne doit pas avoir à souffrir. C'est, en effet, un principe de Droit civil que le débiteur d'un genre ne se trouve pas libéré par l'existence d'un cas fortuit : *genera non pereunt*.

Le débiteur de l'État qui a payé sa dette à l'occupant, ne pourra donc opposer ce paiement à son créancier ; seulement, il faut admettre, pour être juste, que ce dernier devra lui tenir compte de ses dépenses utiles.

Telle est la solution exacte, celle qui découle naturellement des principes ; mais les auteurs sont d'accord pour admettre à la règle deux exceptions

qui se justifie par des raisons d'équité : le paiement fait à l'occupant sera libératoire :

1^o S'il a profité à l'État créancier ;

2^o S'il a été ratifié par le traité qui met fin à la lutte.

Nous trouvons cette solution beaucoup plus logique et plus juridique que la théorie compliquée imaginée par Calvo (§ 1979) : d'après lui, le débiteur sera libéré s'il peut établir : 1^o que le paiement a réellement eu lieu ; — 2^o que la dette était exigible ; — 3^o qu'en payant, il n'a pas eu l'intention de causer un préjudice au créancier primitif ; — 4^o qu'enfin, il a agi sous l'empire de la violence. — Outre que cette théorie n'a aucun caractère juridique, ne voit-on pas que son application va aboutir à un résultat diamétralement opposé à celui qu'elle veut atteindre : elle exige la réunion de conditions dont la preuve sera très-difficile à faire, et, dans la plupart des cas, l'admettre, ce sera revenir au second système et refuser, comme nous, le caractère libératoire au paiement opéré entre les mains de l'occupant.

D'ailleurs, en pratique, il sera assez rare que l'État, rentré en possession du territoire occupé, réclame un second paiement. Il nous semble que l'on pourrait assimiler la prestation forcée à laquelle a été astreint le débiteur aux dommages provenant des faits de guerre, dommages qui, on l'admet par des raisons d'équité, confèrent à ceux qui les ont subis la faculté de recevoir une indem-

nité. Le règlement de l'indemnité serait, ici, très facile : elle consisterait à considérer le débiteur comme étant libéré vis-à-vis de l'État.

Les principes que nous venons d'établir entraînent cette conséquence que l'occupant ne saurait assumer les obligations, les dettes de l'État envahi; aussi, ne voyons-nous rien de répréhensible dans l'arrêté pris par la chancellerie fédérale allemande, le 3 septembre 1870 : « Les dépenses inscrites au » budget français ou extraordinairement consenties » par le gouvernement français, ne seront payées » qu'en tant que ce soient des dettes du service des » employés restés en fonctions, ou qu'elles soient » autrement requises pour la perception des re- » venus publics. »

Enfin, puisque l'occupant ne peut saisir et recouvrer les créances de l'État avec lequel il est en guerre, il ne pourra, a fortiori, avoir aucun droit sur celles qui pourraient appartenir à un État neutre, ni même à un État étranger.

Quoique cette importante question des créances de l'État n'ait été résolue ni par Bluntschli, ni par la conférence de Bruxelles, ni par aucun des documents officiels que nous avons cités au cours de cette étude (*Instructions américaines*; — *Manuel des droits de la Guerre sur terre*), on peut, croyons-nous, conclure des expressions qu'ils emploient à propos des meubles, que leur système est conforme aux principes que nous venons d'exposer.

Avant de terminer ce qui a trait aux biens mobiliers de l'État, constatons que le droit a varié, quant au moment à partir duquel l'occupant devient définitivement propriétaire de ce dont il s'est emparé.

A Rome, on exigeait la mise en lieu sûr des choses captées ; au XVI^e siècle, on estimait qu'il fallait en outre une possession prolongée, mais qu'une durée de vingt-quatre heures suffisait.

Actuellement, on a transporté dans le Droit international la maxime de notre Code civil (Art. 2279) : *En fait de meubles, possession vaut titre*, et, comme le dit Calvo (t. II, p. 174), on admet que « la trans- » lation de la propriété des meubles est considérée » comme découlant instantanément du fait de la » prise, et le principe des vingt-quatre heures n'est » plus en usage que dans les guerres maritimes. »

Certains auteurs, cependant, soutiennent encore qu'une possession de vingt-quatre heures est nécessaire pour faire acquérir à l'occupant un droit de propriété incontestable sur les biens meubles dont il s'est emparé.

§ 3

Autres biens de l'État

Nous avons réservé, pour en faire un paragraphe à part, certains biens qui appartiennent à l'État, parce qu'ils ont une destination essentiellement pacifique, et que, à ce titre, ils doivent rester en dehors des hasards et des ravages de la guerre.

L'étude de cette catégorie de biens ne nous retien-

dra pas fort longtemps : les règles qui doivent les régir sont, en effet, des plus simples, et ne laissent place à aucune discussion. Dans le Droit international moderne, la théorie et la pratique sont d'accord pour proclamer le principe du respect absolu de ces biens, respect qu'elles imposent à l'occupant au nom de l'humanité et de la civilisation.

L'antiquité n'a jamais reconnu, et ne pouvait reconnaître ce principe : on admettait alors que l'ennemi est un être sans droits, contre lequel tout est permis, et que la simple prise de possession suffit pour conférer les droits les plus étendus sur les biens de l'État ou des particuliers qui se trouvent sur le territoire envahi. S'en emparer, s'en servir, les entraîner à sa suite dans son pays, et même en opérer sur place la destruction, tout cela paraît très légitime de la part du belligérant qui pénètre sur le territoire ennemi. — Ainsi s'expliquent les ravages et les vols (c'est, en effet, le seul mot qui convienne) commis par les armées romaines ; c'est de la même façon que les hordes barbares croyaient pouvoir justifier les excès auxquelles elles se livraient, les ruines et les dévastations qui terrifiaient leurs ennemis.

Nous ne retracerons pas ici l'histoire des progrès accomplis en cette matière ; nous ne pourrions que répéter ce que nous avons déjà dit à propos des progrès du droit de la guerre dans l'introduction de cette étude, et à propos de l'exposé général des principes qui ont été successivement admis, à diverses époques, en ce qui concerne les biens de

l'État et ceux des particuliers, exposé que nous avons présenté au début de cette section.

Nous ne trouvons, ici aussi, qu'une seule voix qui se soit élevée contre la pratique généralement suivie dans l'antiquité, comme elle s'était élevée pour proclamer l'existence des lois de la guerre,— qu'un seul auteur qui ait reconnu et formulé le principe du respect de tout ce qui touche aux arts, aux sciences, à la religion, de tout ce qui répond à un but charitable ou d'intérêt général. Cet auteur, c'est Polybe (liv. V, §§ 11 et 12), et nous allons citer en entier le curieux passage de son *Histoire générale*, qui est relatif à ce sujet :

« Détruire et ruiner les citadelles de l'ennemi,
» dit-il, ses portes, ses villes, ses vaisseaux, ses ré-
» coltes, en un mot, faire tout ce qui peut l'affaiblir
» et, par contre-coup, mieux assurer l'effet de nos
» entreprises et de nos efforts, est chose que les
» lois et le droit de la guerre nous forcent à faire ;
» mais sans aucune espérance d'augmenter ses
» propres forces ou de diminuer celles de l'ennemi
» pour la suite de la guerre, renverser, comme l'a
» fait Philippe, de gaieté de cœur, les temples et,
» avec eux, les statues et tout ce qui sert au culte,
» n'est-ce pas le fait d'un caractère violent, d'un
» esprit égaré par la rage ? L'homme de bien com-
» bat, non pour exterminer, pour détruire, mais
» pour réparer et redresser des torts. »

Mais, comme lorsqu'il parlait des lois de la guerre, Polybe ne rencontra pas d'écho ; et, en réalité, il

faut, pour trouver en cette matière une théorie complète, générale, et nettement formulée, arriver aux temps modernes. Grâce aux travaux des philosophes et des jurisconsultes, on a enfin reconnu, d'un accord unanime, que les monuments consacrés aux besoins du culte ou au soulagement de ceux qui souffrent, que les trésors d'érudition ou de science, fruits des travaux de nombreuses générations, les chefs-d'œuvre artistiques qui font l'orgueil d'une nation, doivent rester en dehors et au-dessus des risques de guerre; le but que se proposent les uns, les sentiments qui ont inspiré les autres, l'aspiration, commune à tous les hommes, vers le bien, le vrai, le beau, dont tous sont l'expression, en font, en quelque sorte, non plus seulement une propriété particulière à un État, mais une propriété bien autrement respectable, celle de l'humanité, du monde civilisé.

Examinons; brièvement, quels sont les devoirs qu'impose à l'occupant, relativement à ces biens, le Droit international moderne : nous en ferons deux divisions, et, dans l'une, nous traiterons des monuments publics, archives, musées, etc.; — dans l'autre, des monuments réservés au culte, à l'instruction, à la charité.

PREMIÈRE DIVISION. — *Monuments publics, Archives, Musées, Bibliothèques*

Tout ce qui fait la gloire et la richesse d'une nation, les monuments publics, les palais, les tré-

sors artistiques et littéraires, les documents précieux pour l'histoire, amassés dans les musées, les archives, les bibliothèques, — tout cela doit être rigoureusement respecté par l'occupant. Ce sont des choses, en effet, qui ont une très grande valeur, soit à cause de leur qualités artistiques, soit parce qu'elles sont fort anciennes, que les générations actuelles ont recueillies, comme un précieux héritage, de celles qui les ont précédées ; les détruire ou s'en emparer, ce serait non seulement priver la nation ennemie de ses plus belles richesses, mais commettre un crime de lèse-civilisation, de lèse-humanité ; ajoutons qu'une conduite aussi barbare serait contraire à tous les principes du Droit international : détruire cette espèce de biens ne répondrait nullement aux fins de la guerre. L'occupant ne retirerait, en effet, de cette destruction, aucun profit, aucun avantage utile aux opérations militaires : or, comme nous l'avons établi, toute destruction cesse d'être légitime dès qu'elle n'est plus en rapport avec les exigences de la guerre : personne ne reconnaît, et ne reconnaîtra jamais à un belligérant le droit de détruire pour le simple plaisir de détruire, dans une pensée de haine ou de vengeance.

« Pour quelque sujet que l'on ravage un pays,
» on doit épargner, écrivait Vattel au XVIII^e siècle,
» les édifices qui font honneur à l'humanité et qui
» ne contribuent point à rendre l'ennemi plus puis-
» sant, les temples, les tombeaux, les bâtiments

» publics, tous les ouvrages respectables par leur
» beauté. Que gagne-t-on à les détruire ? C'est se
» déclarer l'ennemi du genre humain que de le
» priver, de gaieté de cœur, de ces monuments des
» arts, de ces modèles de goût. » (Vattel, *op. cit.*,
liv. III, ch. ix, § 168.)

Nous reconnaissons, cependant, avec la majorité des auteurs, que l'occupant aura sur les édifices publics certains droits : mais ce ne pourront être que des droits d'usage. — Encore faudra-t-il que l'usage auquel ils sont appelés à servir n'ait pas pour effet d'en changer d'une façon trop notable la destination naturelle, et surtout qu'il n'en résulte aucun dommage, aucune dégradation. Ainsi, les monuments publics pourront servir au logement des troupes ; on pourra y établir des ambulances.

Faut-il aller plus loin, et autoriser l'occupant à les détruire ? Nous serions fort disposés à donner une réponse négative, à cause des immenses inconvénients et des dangers qu'une pareille autorisation engendrerait, dans la pratique : on voit immédiatement combien il serait facile d'abriter, sous le couvert des exigences des opérations militaires, des mesures barbares qui n'auraient été dictées, en réalité, que par la haine, la colère ou la vengeance.

Toutefois, nous estimons que, dans des cas tout à fait exceptionnels, lorsqu'il s'agira du salut de l'armée, lorsque la conduite des opérations ne lui permettra pas d'agir autrement, l'occupant aura le droit de recourir à cette mesure extrême, la des-

truction ; mais il ne devra pas oublier que ce n'est qu'en cas d'absolue nécessité qu'il sera autorisé à user de ce moyen violent, et, se rappelant les conséquences désastreuses qu'entraînerait non seulement pour la nation ennemie, mais encore pour l'humanité tout entière la mise en pratique d'un pareil procédé, il mettra dans son emploi les plus grands ménagements.

D'ailleurs, l'exception au principe que nous venons de reconnaître ne saurait s'appliquer qu'aux monuments : en ce qui concerne les objets renfermés dans les musées, les bibliothèques, les archives, le principe doit rester intact. Ce n'est pas seulement, en effet, un État que leur conservation intéresse, mais le genre humain tout entier, dont elles forment le patrimoine. L'art, la science, les deux plus belles manifestations de l'intelligence de l'homme, de ses sentiments, de ses aspirations, n'ont pas de patrie ; leurs créations appartiennent à tous, et ont droit au respect de tous :

« Nous n'admettons pas, dit Calvo (*op. cit.*, » § 1917), que les objets d'art puissent être assimilés à des trophées, ni que leur capture soit un » des résultats nécessaire des opérations militaires » ; et, parlant des archives, il écrivait : « Un » usage universellement reconnu affranchit de capture et de confiscation les archives publiques, » qui figurent au premier rang des biens meubles » possédés par un État ; on admet seulement que » l'envahisseur est autorisé à faire usage des pa-

» piers ou des documents qu'elles contiennent pour
» la bonne administration du territoire qu'il oc-
» cupe. — Cette exception est fondée sur ce que
» toute atteinte portée à ce genre de propriété cau-
» serait un dommage irréparable au vaincu, sans
» avantage aucun pour le vainqueur (§ 1915). »

Nous avons déjà fait remarquer que ce sont là des idées modernes que l'antiquité n'a jamais ni connues, ni pratiquées : les Romains ont toujours mis en pratique des règles tout à fait opposées, et les richesses artistiques, scientifiques, ou littéraires des nations avec lesquelles ils se trouvaient en guerre sont venues successivement s'ajouter à leurs propres richesses et faire l'ornement de leurs villes, de leurs musées, de leurs palais et de leurs bibliothèques.

L'histoire moderne, elle aussi, n'est malheureusement que trop riche en exemples analogues ; citons-en rapidement quelques-uns, les plus frappants.

En 1622, au mépris de tout droit, la bibliothèque de l'Université de Heidelberg, enlevée par les ordres de Maximilien de Bavière, était envoyée au pape Grégoire XV ; — pendant les guerres de la Révolution, en 1794, le grand-duc de Hesse se vit attribuer par le gouvernement français la propriété des livres et manuscrits appartenant au chapitre de Cologne : la restitution en fut opérée en exécution du traité de paix du 3 septembre 1866.

La campagne d'Italie, sous le Directoire, donna

lieu aux mêmes excès : Bonaparte et les autres généraux français n'hésitèrent pas à s'emparer des chefs-d'œuvre de l'art italien, pour les faire transporter à Paris. Ce procédé, que l'on ne peut considérer, bien qu'il ne fût que l'exécution de traités conclus avec les États vaincus, que comme une violation manifeste des règles du droit, de la morale internationale, souleva de très vives réclamations en 1815, lors de la présence des souverains alliés à Paris. Des négociations furent entamées avec le gouvernement français dans le but de parvenir à la restitution des choses ainsi enlevées ; ces négociations n'ayant pu aboutir, les alliés envahirent le musée du Louvre, malgré la résistance du directeur, et, sous prétexte de reprendre les objets réclamés, ils se livrèrent à un véritable pillage.

Cette conduite était fort blâmable, et fut jugée très sévèrement : ce point ne pouvait faire doute pour personne. Mais que faut-il penser de la légitimité des réclamations formulées par les puissances qui avaient été dépouillées ?

La majorité des auteurs se prononce en leur faveur, et décide qu'il y a lieu, dans tous les cas, à *une restitution intégrale* (Bluntschli, règle 650 ; — Fiore, t. II, p. 308). — Cette solution nous paraît très exacte et très juridique ; elle découle tout naturellement des principes que nous avons exposés. Vouloir, comme certains auteurs, distinguer les biens enlevés en vertu de traités, et ceux qui ne sont confisqués par l'occupant qu'en vertu du seul droit de la guerre, c'est se mettre en contradiction

avec ces principes ; ajoutons qu'un pareil système serait fort dangereux, le vainqueur n'étant toujours que trop disposé à profiter et même à abuser de sa victoire pour dépouiller le vaincu. Un traité ne peut être considéré, dans un cas pareil, comme un titre d'acquisition, puisque la clause relative à la cession des biens de cette nature qui y serait contenue ne saurait avoir aucune valeur juridique, étant entachée d'un vice originel, la violation d'un principe formel du Droit international. — Ce principe existe ; il est reconnu par tous, il ne doit donc être jamais permis d'y déroger, et il serait bien à souhaiter que des procédés aussi blâmables disparaissent complètement de la pratique internationale.

En 1870-71, si les Allemands observèrent ces principes en ce qui concerne les objets d'art ou de valeur renfermés dans les musées de Versailles et de Saint-Germain (les directeurs de ces musées l'ont attesté eux-mêmes), s'ils firent transporter à Versailles, pour en assurer la conservation, les collections de Sèvres, il faut bien reconnaître qu'ils ont donné l'exemple du plus sauvage vandalisme en anéantissant la riche bibliothèque de Strasbourg, en détruisant ou en endommageant la plupart des monuments, soit dans cette malheureuse cité, soit dans un grand nombre de villes françaises, et surtout lors du bombardement de Paris.

Nous rappellerons, enfin, combien les règles relatives aux monuments publics furent, elles aussi, peu respectées, même à des époques très rapprochées de nous. Les armées françaises, sous le Direc-

toire, se livrèrent en Italie à un véritable pillage, et détruisirent un grand nombre de monuments.— Les Anglais, dans la guerre avec l'Amérique (1812-1815), incendièrent le Capitole, le palais du président et les autres édifices de Washington, sous prétexte de venger la destruction de quelques villages du Haut-Canada par les troupes américaines. Ce procédé barbare, véritable violation des lois de la guerre, fut universellement blâmé dans toute l'Europe, — même en Angleterre, à la Chambre des Communes. — Citons encore, en 1860, l'incendie du palais d'Été à Pékin, — et, en 1870, les nombreuses et inutiles destructions opérées, un peu partout, par les armées allemandes.

Quoiqu'il en soit, le principe n'en subsiste pas moins à l'état de principe reconnu par la majorité des auteurs : l'occupant doit s'abstenir rigoureusement de tout acte qui pourrait avoir pour résultat d'anéantir ou même d'endommager les monuments publics et les richesses de toute nature renfermées dans les musées, les bibliothèques, les archives ; il doit respecter, comme le disaient très exactement les membres de l'Institut de France dans leur protestation signée le 18 septembre 1870 « ces monuments empreints du génie même de l'humanité, » qui appartiennent à l'humanité tout entière, qui » forment pour ainsi dire le patrimoine commun » des nations civilisées et l'héritage sacré qu'aucune ne peut anéantir ou entamer sans impiété » envers les autres et envers elle-même. »

A côté des excès regrettables que nous avons

signalés, nous trouvons heureusement dans l'histoire des exemples d'une sage modération, l'exacte observation des règles du Droit international. — Voici les plus connus : Gustave-Adolphe refusa de céder aux instances de ses courtisans qui lui demandaient, dans une pensée de vengeance, d'ordonner la destruction du palais de Maximilien, à Munich ; — En 1849, lors du siège de Rome, le général Oudinot prit les dispositions nécessaires pour assurer la conservation des édifices et des œuvres d'art de la capitale, fixant souvent à son artillerie des positions défavorables afin d'en atténuer, autant que possible, l'effet destructeur.

Nous avons établi que l'occupant a le devoir de respecter les monuments publics, les collections artistiques, scientifiques ou littéraires qui se trouvent sur le territoire envahi : a fortiori ne saurait-il avoir le droit d'en disposer, soit en les vendant pour se procurer les moyens de faire face aux dépenses de la guerre, soit en en faisant don à une puissance amie (Bluntschli, règle 650 ; — *Instructions amér.*, art. 36).

DEUXIÈME DIVISION. — *Monuments consacrés aux Cultes,
Hôpitaux, Écoles*

Cette seconde catégorie de biens ne va pas nous retenir longtemps ; nous pourrions répéter, en ce qui les concerne, ce que nous venons de dire à propos des biens qui ont fait l'objet de la première division.

Pourquoi, dira-t-on, puisque leur situation doit être la même, en avoir fait une division à part ? C'est qu'ils ne présentent pas le même caractère de choses faisant partie du *patrimoine commun des nations civilisées* (Protestation de l'Institut de France, en 1870); les intérêts qu'ils représentent sont plus spéciaux à chaque nation.

L'occupant est tenu de respecter les monuments consacrés aux cultes, les hôpitaux, les écoles, de même qu'il est astreint à respecter les monuments publics, les musées, archives et bibliothèques : tout acte qui porterait atteinte à ce principe, passé à l'état de règle incontestable dans notre droit international moderne, toute destruction, toute dévastation serait considérée comme un procédé indigne d'un peuple civilisé. Rien, en effet, ne pourrait justifier une pareille conduite, qui n'aurait d'autre résultat que de menacer la vie de personnes innocentes, de blesser les sentiments les plus respectables, les plus nobles aspirations de l'esprit humain.

Mais on reconnaît généralement qu'il faut apporter à ce principe le même tempérament qu'à propos des biens que nous avons étudiés précédemment : l'occupant pourra se servir de ces édifices pour loger ses troupes, ou établir des magasins (écoles), — pour y installer des ambulances (édifices religieux, écoles, hôpitaux, etc.).— Il devra, d'ailleurs, user de ce droit avec modération, et concilier les exigences de la guerre et les convenances, le respect dû aux sentiments religieux et patrioti-

ques des habitants, à la destination, au caractère propre de ces édifices.

Personne n'ignore quel démenti formel a reçu ce principe en 1870, et à quelle série de sauvages et inutiles destructions se sont livrés les Allemands, à Strasbourg, dans un grand nombre de villes françaises, — à Saint-Denis et à Paris. Les excès qu'ils ont commis ont soulevé dans toute l'Europe une indignation générale, même parmi leurs auteurs et leurs journaux nationaux.

Nous constaterons donc, comme conclusion à l'étude de ces deux divisions, que le respect des biens dont nous venons de nous occuper s'impose, dans le droit international moderne, comme un devoir absolu aux belligérants : c'est le « triomphe » de la charité et de l'humanité sur les idées barbares du passé » (Bluntschli, règle 648, note). — La règle, en elle-même, est très simple et très nette; l'application pratique (l'histoire est là pour en témoigner) donnera lieu à bien des difficultés, à bien des abus, mais la règle ne saurait en être atteinte. D'ailleurs, une circonstance contribuera à en rendre plus facile l'observation : l'occupant aura toujours intérêt à user de modération en ce qui concerne les biens de l'État, afin de ne pas mettre entre lui et le rétablissement de la paix les souvenirs irritants que ne manqueraient pas de laisser dans l'esprit des habitants des destructions inutiles et barbares.

Il faut même reconnaître que les obligations de l'occupant vont plus loin que le respect : ces biens

auxquels il lui est défendu de toucher, il devra en assurer la conservation, les protéger contre toute tentative criminelle.

(Voir sur toutes ces questions : Bluntschli, règles 648 et 650 ; — *Instructions américaines*, art. 35, 36 ; — *Manuel de l'Instruction de Droit international*, art. 53 ; — *Manuel à l'usage des Officiers*, p. 119 ; — *Déclaration de Bruxelles*, art. 8, etc.).

CHAPITRE II

DES EFFETS DE L'OCCUPATION MILITAIRE QUANT AUX PARTICULIERS

Ce second chapitre sera plus court que le premier : il présente, en effet, moins d'intérêt ; les matières que nous devons y faire rentrer sont moins discutées, et font plutôt partie des règles générales du droit de la guerre. Nous ne traiterons guère d'une façon un peu étendue que des règles relatives aux personnes, — aux réquisitions et aux contributions de guerre.

Comme pour la partie relative à l'État, nous diviserons notre matière en deux sections :

SECTION I. — *Règles relatives aux personnes.*

SECTION II. — *Règles relatives à la propriété privée.*

SECTION PREMIÈRE

RÈGLES RELATIVES AUX PERSONNES

A une époque où l'on ne faisait pas grand cas de la liberté individuelle, on a pu soutenir que le seul fait d'envahir un territoire suffisait pour mettre tous les habitants à la merci du vainqueur, qui acquiert sur eux un droit de vie et de mort, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre ceux qui avaient pris

part à la lutte et ceux qui s'en étaient abstenus, sans qu'il fût aucunement nécessaire d'avoir égard au sexe, à l'âge des habitants.

C'était la théorie admise par tous les anciens auteurs; c'est celle que nous trouvons encore exprimée dans les œuvres de Vattel (Liv. III, § 226); on comprend, du reste, cette erreur, avec les idées qui avaient cours à cette époque, où l'on prétendait que les citoyens de deux États qui se font la guerre sont ennemis et doivent être traités comme tels.

Tout est permis envers l'ennemi, disait-on autrefois; et même au XVIII^e siècle, on parlait encore d'un *droit de vie et de mort* sur les habitants du territoire envahi (Bynkershoek). — D'ailleurs, ces théories vraiment barbares, et éminemment contraires aux plus élémentaires notions du droit naturel nous semblent être la conséquence de cette confusion que l'on faisait alors de l'État et des individus qui le composent; depuis qu'on est parvenu à faire la distinction, depuis qu'on a compris que l'État a une existence indépendante de celle de ses membres, des obligations et des droits spéciaux, il s'est produit dans le droit de la guerre une modification profonde, il y a eu une très vive réaction contre les règles que l'on avait admises jusque là.

C'est alors qu'un principe tout nouveau a fait son apparition dans les relations internationales: *la guerre n'est qu'un rapport d'État à État, et non d'individu à individu*. Portalis, dans son discours d'inauguration du Conseil des prises (14 floréal

an VIII), en donnait une formule très exacte et très complète : « La guerre est une relation d'État » à État, et non d'individu à individu. Entre deux » ou plusieurs nations belligérantes, les particuliers dont ces nations se composent ne sont ennemis que par accident ; ils ne le sont point » comme hommes, ils ne le sont pas même comme citoyens : *ils le sont uniquement comme soldats.* » — Et Talleyrand écrivait à Napoléon (20 novembre 1806) : « d'après une maxime que la guerre » n'est point une relation d'homme à homme, mais » une relation d'État à État, dans laquelle les particuliers ne sont ennemis qu'accidentellement » non point comme hommes, non pas même » comme membres ou sujets de l'État, mais uniquement comme ses défenseurs, le droit des » gens ne permet pas que le droit de guerre et le » droit de conquête, qui en dérive s'étendent aux » citoyens paisibles et sans armes, etc. »

Cette distinction est fort juste : en général, en effet, ce n'est pas la nation, ce ne sont pas les individus qui désirent ou provoquent la guerre : ils la subissent, ils en supportent les désastreuses conséquences, mais leur existence paisible, l'absence de tout sentiment, de tout acte d'hostilité de leur part, doit avoir pour effet de les mettre complètement à l'abri des risques de guerre, de leur assurer la conservation de leur liberté et de leur indépendance. Les habitants d'un pays ne prennent pas part à la lutte ; leur rôle est purement passif : il est

donc tout naturel qu'ils aient droit à un traitement plus favorable que celui qui est réservé aux individus armés, aux combattants.

Ce principe que *la guerre est une relation d'État à État*, si fécond en conséquences pratiques importantes et heureuses, a pour corollaire naturel cet autre principe: *le respect de la personne des habitants* sur le territoire occupé. Tous deux ont été contestés, même par des auteurs modernes (de Martens, *op. cit.*, l. VIII, § 272; — Wheaton, *Élém. de Droit international*, 4^e partie, ch. 1, § 13; — Kent, *Commentaires*, §§ 6, 7, 8); mais les contradicteurs sont peu nombreux, et la majorité des auteurs reconnaît actuellement que ce sont là deux règles incontestables du droit international (1).

Elles ont d'ailleurs reçu une consécration officielle, dans les divers documents émanés des gouvernements de toutes les nations civilisées que nous avons eu maintes fois occasion de citer au cours de notre étude. La conférence de Bruxelles, dans l'article 38 de sa déclaration, proclame que « l'honneur et le droit de la famille, la vie et la propriété des individus, ainsi que leurs convictions religieuses et l'exercice de leur culte, doivent être respectés »; l'article 49 du *Manuel des Lois de Guerre sur terre*, publié en 1880 à Oxford, par

(1) V. notamment Bluntschli, règle 530-531; — Calvo, § 1878; Heffter, § 124; — Klüber, § 246 et 247; — Massé, *Le Droit comm.*, t. I, n° 121, etc.; — Art. 2-3 du traité de 1785 entre la Prusse et les États-Unis; — Art. 12 de la convention du 3 juillet 1815 entre la France et les alliés.

l'Institut de droit international contient une disposition semblable; les instructions de 1863 pour les armées en campagne des États-Unis d'Amérique (Art. 22, 25 et 37) reproduisent ces mêmes règles. — Enfin, en 1870, au début de la guerre, l'Allemagne, dans deux proclamations en date du 8 août et du 11 août 1870, a solennellement reconnu la force obligatoire de ces principes; dans l'ordre du jour daté de Hombourg, du 8 août 1870, il était dit:

« Nous ne faisons pas la guerre aux habitants
» paisibles; c'est au contraire le devoir de tout sol-
» dat sensible à l'honneur de protéger la propriété
» privée, et de ne pas laisser compromettre, même
» par des exemples isolés d'indiscipline, la bonne
» réputation de notre armée. » Quelques jours
après, le 11 août, le roi de Prusse déclarait dans
une proclamation: « Je fais la guerre aux soldats
» et non aux citoyens français. Ceux-ci continueront
» par conséquent à jouir d'une complète sécurité
» pour leurs personnes et leurs biens aussi long-
» temps qu'ils ne me priveront pas eux-mêmes,
» par des entreprises hostiles contre les troupes
» allemandes, du droit de leur accorder ma pro-
» tection. » — Quoique les Allemands aient bien
mal observé, dans la pratique, ces règles qu'ils ad-
mettaient en théorie, ils en reconnaissaient tout au
moins l'existence et l'utilité, et ne contestaient pas
qu'elles s'imposent à toute armée qui envahit un
territoire ennemi.

On peut donc dire très justement que Blunt-

schli n'a fait que résumer une opinion généralement reçue, lorsqu'il a écrit (règles 530-531) : « La » guerre a lieu entre les États, et non entre les par- » ticuliers. — Les États belligérants sont ennemis » dans le sens propre du mot. Les citoyens de ces » États, par contre, ne sont pas ennemis, ni entre » eux, ni vis-à-vis de l'État ennemi. » — (Règle 573.)

Dans quelle mesure l'occupant doit-il pratiquer le respect des personnes, en ce qui concerne les habitants du territoire envahi ? Quelle doit être, à son égard, la conduite des habitants ? — En un mot, quels sont les droits et devoirs respectifs et de l'occupant, et des citoyens du territoire envahi ? — Telles sont les questions que nous allons examiner.

Nous n'avons pas à nous occuper ici des combattants ; les discussions relatives au point de savoir quelles personnes doivent être considérées comme belligérants, et recueillir le bénéfice des privilèges attachés à cette qualité, ne rentrent pas dans le cadre de cette étude : elles se rapportent à des événements antérieurs au fait même de l'occupation, et font plutôt partie de l'étude générale du droit de la guerre. Les seules personnes dont il puisse être question dans ce chapitre, ce sont les habitants du territoire envahi qui constituent la population paisible, ceux qui ne prennent pas part à la lutte. Il serait peut-être plus logique, puisqu'il y a deux parties en présence, l'envahisseur, l'envahi, d'étudier les droits et les devoirs de chacun dans un paragraphe spécial ; mais les deux questions se

tiennent si étroitement, que nous préférons les traiter en même temps.

L'occupant, avons-nous posé en principe, est tenu de respecter et de protéger la sûreté personnelle, l'honneur, la liberté des habitants du pays ennemi ; en retour de la sécurité et de la protection qui leur sont assurées, en raison même de cette protection, afin d'en rendre le maintien plus facile et plus sûr, la population contracte, en quelque sorte, certaines obligations vis-à-vis de l'occupant. Ces obligations, nous allons tout naturellement en déterminer la nature et l'étendue en recherchant quels sont les droits et devoirs respectifs de l'envahisseur et de l'envahi : constatons, dès à présent d'une manière générale que ces droits, ces devoirs, ces obligations, comportent certaines limites que l'occupant ne saurait dépasser sans enfreindre les règles du Droit international, sans s'exposer à cette sanction morale dont nous avons parlé, la réprobation de toutes les nations civilisées, — limites que, de son côté, l'habitant du pays occupé ne peut franchir sans manquer à ses devoirs de citoyen, sans renier ses sentiments de patriote.

Il nous semble très logique, puisque le respect des personnes habitant le territoire occupé constitue la règle, d'examiner tout d'abord les conséquences directes de cette règle, c'est-à-dire de déterminer ce que l'occupant ne peut faire.

D'une manière générale, la seule chose qu'il puisse exiger de la population paisible, qu'il est tenu de respecter et de protéger, c'est qu'elle s'abs-

tienne de tout acte d'hostilité, de toute tentative de nature à compromettre la sûreté de ses troupes, le maintien de son autorité; c'est qu'elle conserve une attitude pacifique, passive, puisqu'elle prétend recueillir le bénéfice d'une pareille attitude.

L'occupant ne pourra donc exiger des habitants le serment *d'obéissance*, *de fidélité* : l'occupation, en effet, comme nous l'avons établi, ne lui confère sur eux aucun droit de souveraineté, elle ne rompt pas les liens qui unissent les citoyens à l'État envahi; elle ne peut les délier de leurs obligations (1). C'est cependant une des premières mesures que prenaient autrefois les Anglais dans les pays qu'ils occupaient, imposant aux habitants un serment d'allégeance. — Une telle pratique est absolument contraire aux principes du Droit international; elle ne serait pas moins contraire aux lois de la morale et de l'humanité, puisqu'elle obligerait les citoyens à promettre obéissance à l'ennemi de leur patrie. Exiger un serment de fidélité des habitants d'un territoire occupé serait donc une criante et odieuse injustice; l'imposer aux fonctionnaires et employés

(1) Bluntschli commet une grave erreur lorsqu'il écrit (règle 544) : « Les habitants du territoire occupé sont exempts » de tous devoirs envers le gouvernement dépossédé, et sont » contraints d'obéir aux chefs de l'armée qui, de fait, exerce le » pouvoir militaire. » — Et cette erreur se comprend d'autant moins que cette même règle débute par la phrase suivante, qui ne saurait avoir une portée aussi générale : *Tant que l'ennemi a pris possession effective d'une partie du territoire, le gouvernement de l'autre État cesse d'y exercer le pouvoir*, — et que nulle part Bluntschli ne semble avoir admis que l'occupation ait pour effet de substituer entièrement l'occupant à l'État envahi.

civils nous paraît plus inadmissible et plus odieux encore, puisqu'on les met dans la plus terrible et la plus délicate situation, partagés qu'ils sont entre la nécessité ou de résilier leurs fonctions et d'abandonner ainsi un moyen de servir leur pays,—ou de les conserver en se rendant utiles à leurs concitoyens, qu'ils pourront de cette façon protéger contre les agissements et empiètements de l'autorité ennemie, mais de les conserver en déférant aux ordres de cette autorité, en lui promettant concours et obéissance! — Malgré les inconvénients que nous venons de signaler, malgré le caractère excessif et odieux que présenterait une pareille mesure, les *Instructions américaines* admettent que l'occupant a le droit de la prendre, d'exiger des fonctionnaires et employés civils un serment de fidélité: « Les chefs » de l'armée d'occupation peuvent requérir les magistrats et les employés civils du pays envahi de » prêter un serment d'obéissance temporaire, ou » même de fidélité au gouvernement de l'armée » envahissante, et ils peuvent expulser du pays » tous ceux qui se refusent à cet acte. » C'est aussi l'opinion de Bluntschli (règle 551): « On peut exi- » ger en pays ennemi que les fonctionnaires prê- » tent un serment provisoire. Ils pourront être des- » titués ou expulsés s'ils se refusent à cet acte. Les » obligations qui résultent de ce serment cessent » en même temps que l'occupation militaire. »

Quant aux habitants du pays envahi, simples particuliers, pour les raisons que nous avons indi-

quées un peu plus haut, il nous semble impossible de les obliger à prêter un serment quelconque : une pareille mesure constituerait, nous le répétons, un véritable abus de la force, le plus complet mépris de la personnalité et de la conscience humaines. Aussi la plupart des auteurs sont-ils d'accord pour refuser à l'occupant le droit d'imposer aux habitants un engagement de sujétion, même temporaire : le projet présenté par le gouvernement russe, la déclaration de la conférence de Bruxelles (Art. 37), le *Manuel des Lois de la Guerre sur terre*, publié par l'Institut de Droit international (Art. 47), contiennent une disposition spéciale en parfaite harmonie avec l'opinion généralement reçue dans la doctrine. — Enfin, il faut constater que ce principe n'est pas resté dans le domaine de la théorie pure : la pratique internationale moderne s'en est emparé et en a fait application ; on peut donc le considérer désormais comme définitivement passé à l'état de règle du Droit international.

L'occupant a le devoir de *respecter les personnes* : cela veut dire encore qu'il ne pourra contraindre les habitants à faire aucun acte qui soit contraire à leurs obligations envers leur patrie, — à prendre aucune part, soit directement, soit indirectement, aux opérations de la guerre. Les citoyens d'un État en effet, restent liés malgré l'occupation vis-à-vis de leur gouvernement légal, par les mêmes devoirs qu'avant la prise de possession par l'État ennemi ; le gouvernement de l'État envahi conserve vis-à-vis de ses nationaux tous ses droits de souveraineté ;

lui seul peut leur commander, faire appel à leur concours, et il ne saurait être au pouvoir de l'occupant de forcer les citoyens d'un État à manquer aux obligations que comporte cette qualité, à leurs devoirs de patriotes, — de les contraindre à coopérer, en quelque façon que ce soit, aux opérations militaires dirigées contre leur patrie.

La formule que nous venons de donner : *coopération directe ou indirecte aux opérations de la guerre* comprendra, dans sa généralité, un grand nombre d'actes interdits à l'occupant.

Ainsi, non-seulement il ne pourra pas lever des recrues parmi les habitants (1); mais il ne lui sera pas permis de les obliger à travailler à des ouvrages d'attaque, de défense, de fortification; — à fournir des renseignements ou trahir des secrets relatifs aux opérations militaires, etc. Il devra également, pour les mêmes raisons, s'abstenir de provoquer, soit par la force, soit par des moyens de persuasion, les trahisons, les défections; — de faire appel aux dénonciations, etc. Tous ces actes en effet, sont, dans tous les pays, l'objet d'une juste et sévère répression : comment pourrait-il être permis à l'occupant d'exiger des citoyens ce que l'on considère partout comme des crimes ou des délits ?

Le respect de la personne ne doit pas s'entendre

(1) C'est cependant ce qu'enseigne de Martens (*op. cit.*, liv. VIII, § 280); son commentateur, Pinheiro-Ferreira, n'hésite pas à déclarer que c'est là une *doctrine aussi fausse qu'impolitique*, et que le belligérant qui userait d'un pareil procédé, commettrait un acte de lâche félonie.

seulement au sens physique, mais encore au sens moral : blesser les convictions religieuses des habitants du territoire que l'on a envahi, fouler aux pieds les sentiments d'honneur et de patriotisme de ceux que l'on combat, de ceux dont on a triomphé, serait incontestablement une abominable et inutile cruauté.

Les auteurs modernes sont unanimes à reconnaître l'existence des principes que nous venons d'indiquer, et les documents officiels, maintes fois cités par nous, ont consacré sur tous ces points les données de la science (V. *Instructions américaines*, art. 33, 37; — *Manuel de l'Institut de Droit international*, art. 47, 48, 49; — *Manuel de Droit international à l'usage des Officiers*, pp. 106, 107, 108; — *Déclaration de la Conférence de Bruxelles*, art. 36, 37, 38). — On a cependant reproché à la conférence de Bruxelles d'avoir adopté une rédaction qui manque de clarté, qui n'est pas suffisamment explicite, — et à la commission nommée par l'Institut de Droit international avec mission d'examiner les travaux de la conférence, d'avoir mal à propos repoussé les réclamations de quelques-uns de ses membres tendant à élargir la sphère d'application de l'article 36 de ladite déclaration. Le projet du gouvernement russe, article 49, interdisait à l'occupant d'employer les habitants « à prendre part aux opérations militaires contre leur gouvernement légal, ni à des » actes de nature à contribuer à la poursuite des » buts de guerre au détriment de la patrie. » La conférence de Bruxelles avait ainsi arrêté son ar-

tiel 36 : « La population du territoire occupé ne » peut être forcée de prendre part aux opérations » militaires contre son propre pays. »

Il est vrai que la rédaction proposée tout d'abord était plus complète que celle qui fut définitivement admise; mais nous ne comprenons pas bien les reproches que l'on a adressés à cette dernière; nous ne pensons pas qu'il fût nécessaire de prendre en considération les observations présentées par les membres de la commission d'examen, et notamment par M. Moynier, qui trouvait cette rédaction trop vague et trop élastique, et désirait la voir préciser principalement quant aux travaux de fortification. Nous estimons, au contraire avec M. Rolin-Jacquemyns (*Rapport, dans la Revue de Droit international* 1875, pp. 500, 501), que la formule employée par la conférence de Bruxelles est suffisamment explicite: elle est, en effet, tout à fait générale, et embrasse dans ses termes non seulement la participation directe et effective aux opérations militaires, comme l'enrôlement dans les armées ennemies, les travaux de fortifications, etc., mais encore la participation indirecte, par exemple la révélation de secrets, de renseignements, etc., de nature à seconder puissamment l'action de l'occupant et à compromettre sérieusement la situation de l'Etat envahi (1). (V. sur tous ces points Bluntschli, règles 576, 577 et notes.)

(1) A un autre point de vue, cependant, on peut trouver incomplète la rédaction adoptée par la Conférence de Bruxelles. Il serait à désirer, en effet, que l'on proscrive définitivement

Enfin, le principe du respect des personnes entraîne la défense pour l'occupant de s'emparer des personnes inoffensives. Le citoyen paisible, qui ne prend aucune part à la lutte, a le droit d'exiger que, en retour de son abstention, l'occupant lui laisse sa liberté et son indépendance; et nous ne voyons pas du tout en vertu de quel droit il serait possible à l'envahisseur, comme le soutiennent Bluntschli (règles 594 et 596) et Geffcken (sur Heffter, p. 294) de s'assurer de la personne de certains habitants (industriels, diplomates, fonctionnaires, courriers, etc.), sous prétexte que leurs opinions, leur position, leur influence, en feraient dans le pays envahi des adversaires dangereux pour lui.

Encore moins lui reconnaitrons-nous le droit de forcer des habitants à accompagner ses convois, ou ses trains de chemins de fer, pour les garantir contre toute attaque de la part de leurs concitoyens. La prise d'otages est un moyen violent et barbare qui, fort heureusement, a disparu de la pratique internationale; comme le fait très justement remarquer Calvo (§ 1875) on préfère y substituer, actuellement, le système « beaucoup plus

toutes ces mesures attentatoires à la liberté individuelle, aux sentiments patriotiques, telles que les réquisitions de guides, de voituriers, les participations forcées des habitants aux opérations et travaux militaires. Il eût été à souhaiter que la conférence en eût prononcé l'exclusion; mais nous comprenons, en somme, qu'elle ne l'ait pas fait, certaines de ces mesures étant encore admises, malheureusement, dans la pratique de la guerre.

doux, plus avouable en tout cas » et plus efficace, des nantissemens matériels.

A l'origine, les otages étaient soit des officiers, soit des personnages notables, qu'on livrait à l'ennemi dans le but de garantir l'exécution des traités ou de certains engagements intervenus au cours de la guerre. Mais cette pratique, que nous trouvons encore admise par Grotius (Liv. III, ch. xx, § 52) et Vattel (Liv. II, ch. xvi, § 245 et suiv.), n'a pu résister aux progrès de la civilisation. La Convention et le Directoire employèrent à plusieurs reprises ce procédé; la loi du 22 brimaire an VIII abrogea cet usage, indigne d'une nation civilisée, considérant, y est-il dit « qu'il est instant » de faire cesser les funestes effets qui en résultent » et de rétablir le respect dû aux personnes et aux » propriétés. »

Actuellement, la pratique des otages est condamnée par la majorité des auteurs, et n'est plus admise, en fait. Bien peu d'auteurs en soutiennent encore la légitimité (Bluntschli, règles 426, 427, 500, 600; — Klüber, § 247; — de Martens, § 277), au mépris de toutes les règles du droit et de la morale, et encore n'en permettent-ils l'exercice que pendant la lutte, et à titre de représailles. La conférence de Bruxelles n'en a pas même parlé; le *Manuel des Lois de la Guerre sur terre* (Oxford) n'en fait pas mention, et les *Instructions américaines* (Art. 54) constatent que « les otages sont » rares à l'époque actuelle. »

En 1870, les Allemands eurent le triste privilège

de ressusciter ce système, condamné par la doctrine et par la pratique; nous ne nous attarderons pas à citer les trop nombreux exemples qu'en offre la guerre de 1870-71: l'histoire les a rapportés et jugés. Nous voudrions seulement dire quelques mots de deux procédés également condamnables employés par les Allemands: le placement des otages sur les locomotives, — la responsabilité imposée aux communes, pour des faits auxquels elles étaient absolument étrangères.

Le placement des otages sur les locomotives avait pour but d'empêcher l'attaque des trains ou les tentatives de déraillement et de destruction de la voie. On avait organisé tout un service, service qui fonctionna fort longtemps, et s'étendit peu à peu, à mesure que les armées allemandes avançaient en France. « Nous nous abstiendrons, écrit Calvo, de » qualifier de pareils procédés que rien ne saurait » justifier, et qui nous paraissent empruntés à des » temps et à des mœurs dont, nous ne saurions » trop le répéter, nous n'aurions jamais cru le » retour possible (§ 1870). » Les auteurs allemands eux-mêmes (sauf Lœning, *Revue de Droit international*, 1870, p. 90), n'ont pas cherché à justifier cet abus criant de la force; Bluntschli, s'il a le tort de l'autoriser à titre de représailles et en cas de nécessité absolue (règle 600), le condamne d'une manière générale (Rolin-Jacquemyns, *Revue de Droit international*, 1870, p. 670; 1871, p. 338).

Les proclamations allemandes de 1870 ont mis en vigueur le second des deux procédés auxquels

nous avons fait allusion : à propos de faits tendant à compromettre la sûreté des troupes, à leur causer des dommages ou à prêter assistance à l'ennemi, elles déclareraient responsables de ces faits non seulement les auteurs, mais les communes, celle du domicile de l'auteur du fait, et celle du lieu où le fait s'est passé ! Des amendes énormes, des menaces d'incendie et de destruction, presque toujours mises à exécution, voilà quelles étaient les garanties de cette responsabilité. Rendre des habitants paisibles responsables de faits qui se sont passés dans leur voisinage, ou ont été commis par l'un d'eux, ou par un étranger sur le territoire de leur commune, alors qu'ils n'ont pris aucune part à ces faits, est absolument exorbitant. Personne ne tentera jamais d'excuser une pareille conduite, ni le meurtre d'individus innocents, soi-disant pour punir des faits dont l'auteur est demeuré inconnu ! Rolin Jacquemyns ne fait que considérer la responsabilité collective comme une mesure que les circonstances rendront parfois nécessaire (*Revue de Droit international*, 1871, p. 314) : mais il ne va pas si loin que Lœning qui, seul ici encore (*Revue de Droit international*, *eod. loc.* ; — Dahn professe aussi la même opinion), tente de rechercher dans les résultats obtenus la justification de ce qu'il appelle *un grand progrès dans l'art de la guerre* ! Étrange aberration ! C'est un progrès cette proclamation affichée dans les Ardennes (10 décembre 1870), qui obligeait les maires à dénoncer la présence des francs-tireurs dans leurs communes, sous cette

sanction édictée par une autre proclamation du mois d'août (prononçant la peine de mort contre ceux qui attenteraient à la sécurité des armées allemandes) : « Les communes auxquelles les coupables appartiendront, ainsi que celles dont le territoire aura servi à l'action incriminée, seront passibles, dans chaque cas, d'une amende égale au montant annuel de leur impôt foncier. » — C'est un progrès, encore, l'incendie du village de Fontenay-sur-Moselle et la contribution de 6 millions dont fut écrasée la Lorraine à la suite de la destruction du pont du chemin de fer ! Ce progrès-là ressemble bien plutôt à une marche en arrière, à un retour aux temps et aux mœurs barbares !

Nous avons ainsi déterminé les conséquences directes du principe que nous avons posé : le *respect des personnes*, principe incontestable et incontesté du Droit international moderne, si bien que l'on peut dire avec le *Manuel de Droit international à l'usage des Officiers* (p. 106) : « Dans ses rapports avec la population, le soldat est obligé à la même réserve que s'il tenait garnison dans son pays. — L'occupant tient à honneur d'assurer une complète sécurité aux habitants inoffensifs de l'État ennemi, et, grâce aux progrès de la civilisation et à l'adoucissement des mœurs, la discipline parvient à triompher des passions surexcitées par la lutte. »

Nous avons indiqué ce qui était interdit à l'oc-

cupant vis-à-vis des habitants ; voyons les exceptions au principe, recherchons ce qui lui est permis.

On reconnaît en général à l'envahisseur certains droits qui dérivent des nécessités de la guerre, et viennent porter atteinte au respect dû aux personnes : à raison même du caractère de ces droits, l'envahisseur ne devra les exercer que rarement, et avec les plus grands ménagements.

Ces droits se manifesteront sous forme de prestations personnelles. Ainsi, les habitants pourront être requis de faire des corvées pour le rétablissement des routes, des ponts détruits ou endommagés à la suite des opérations de la guerre. Il est bien évident, d'ailleurs, que nous n'entendons par là que les routes ou ponts qui servent, en temps ordinaire, à assurer les communications, et que l'occupant ne pourrait exiger le concours des habitants pour la construction ou la réparation de ponts ou routes ayant un caractère purement stratégique : des travaux de cette nature rentreraient, en effet, dans les actes de participation directe aux opérations de la guerre, et il est incontestable que l'occupant ne peut avoir le droit de contraindre les habitants à de pareils actes.

Mais, pourra-t-on nous objecter, d'une manière générale, toute réparation faite à une voie de communication constitue précisément un de ces travaux utiles aux opérations de la guerre auxquels on ne peut astreindre les habitants ; l'occupant, en effet, en retirera un avantage considérable, la mar-

che de ses troupes deviendra plus facile et plus rapide.

En fait, cette remarque est fort juste ; mais de ce que les travaux de réfection des voies de communication peuvent, à un moment donné, seconder l'action de l'envahisseur, il ne faut pas nécessairement conclure qu'ils ont un caractère militaire. Ce n'est, en effet, que par suite de circonstances fortuites, accidentelles, que les ponts, les routes, les chemins, deviennent des auxiliaires des opérations de la guerre ; leur destination naturelle est, au contraire, essentiellement pacifique, puisqu'ils ont pour but d'assurer les relations entre les diverses parties d'un territoire. Les habitants du territoire envahi ont donc autant intérêt à la réfection des voies de communication que l'envahisseur : ils y ont même plus d'intérêt que lui pour l'avenir, puisqu'ils profiteront des travaux entrepris, même dans les contrées sur lesquels l'occupant ne verra pas confirmer son autorité par la conquête.

Il faut donc décider que les habitants pourront être astreints à exécuter ces travaux.

On reconnaît aussi, généralement, que l'occupant pourra exiger des habitants d'autres services personnels, par exemple, de fournir leurs chevaux et leurs voitures pour le transport des approvisionnements, pour l'évacuation des malades et des blessés ; on ajoute même : et pour le transport des troupes. Le plus souvent, la réquisition comportera la présence et la direction du propriétaire des moyens de transport ; il ne faut pas voir là une

extension abusive des prestations personnelles, mais bien plutôt une garantie offerte à l'habitant, un moyen mis à sa disposition pour assurer la conservation des choses qu'il est obligé de fournir à l'ennemi, et qu'il lui est impossible de lui refuser.

Enfin, on met généralement au nombre des services personnels que l'occupant est en droit d'imposer aux habitants du pays envahi, la réquisition des personnes pour servir de guides à ses armées.

Le droit aux services personnels que nous venons d'énumérer est actuellement reconnu par tous les auteurs au profit de l'occupant, et les belligérants modernes ont toujours tenu à en affirmer l'existence par une pratique constante.— Et, cependant, la légitimité d'un pareil droit nous paraît fort douteuse. Nous avons posé en principe, et ce point n'est plus contesté par personne, que l'occupant ne peut contraindre les habitants à aucun acte de nature à constituer une participation directe ou indirecte aux opérations militaires. — Les prestations personnelles dont il vient d'être question n'ont-elles pas, en réalité, ce caractère ? Obliger l'habitant à réparer ou refaire des ponts, des routes, des chemins dont on a, incontestablement, l'intention de se servir contre sa patrie ; le forcer à fournir ses bêtes de somme ou de trait, ses voitures, charriots et moyens de transport, pour les retourner contre ses concitoyens, est-ce que ce n'est pas, à proprement parler, le contraindre à seconder, à faciliter

les opérations de la guerre ? Tout au plus pourrait-on admettre l'occupant à exercer ces deux espèces de prestations : il faut remarquer, en effet, qu'elles peuvent se justifier, jusqu'à un certain point, par les nécessités de la situation, et que, si elles procurent un avantage à l'occupant, elles n'ont qu'un rapport assez indirect, et accidentel, avec les faits de guerre.

Mais nous ne saurions en dire autant, en ce qui concerne la réquisition des habitants pour servir de guides aux armées de l'envahisseur : ce service nous paraît être, au premier chef, un acte de participation aux opérations militaires. Rien ne peut autoriser l'occupant à placer un individu dans cette cruelle situation, ou de trahir son pays, en déférant à la réquisition de l'ennemi, et en s'acquittant scrupuleusement de la fonction qui lui est imposée, — ou de s'exposer à la plus sévère répression, presque toujours à la mort (c'est la peine appliquée dans la pratique) s'il refuse d'obtempérer aux ordres des commandants de troupes, ou s'il trompe et égare ceux qu'il avait accepté de guider. Ajoutons que, vis-à-vis de ses compatriotes, sa situation est tout aussi critique : s'il sert l'ennemi, il sera fusillé comme traître (*Art. 77 du Code pénal français*). — Nous protesterons donc énergiquement contre l'emploi de ce procédé véritablement barbare ; les lois de la morale et de l'humanité interdisent absolument un pareil abus de la force, un attentat aussi révoltant à la liberté, aux sentiments patriotiques des citoyens d'un État. Aussi, ne saurait-on trop louer

la conférence de Bruxelles d'avoir refusé de sanctionner, sur ce point, la théorie universellement admise par les auteurs (1), et d'avoir repoussé une proposition faite en ce sens, dans sa séance du 10 août 1874, par le délégué de la Russie. MM. Funck-Brentano et Sorel, tout en admettant le principe (*op. cit.*, p. 285) y avaient, il est vrai, apporté un heureux tempérament, qu'ils formulaient en ces termes :

« Dans tous les cas, l'ennemi qui a forcé le guide
» à faire acte de guerre, doit le traiter en combat-
» tant. Le guide qui trompe un ennemi qu'il a été
» contraint d'accompagner ne peut être assimilé
» à l'habitant en apparence inoffensif qui fait su-
» breptiquement un acte de guerre. Le guide ne peut
» être traité que comme le serait tout combattant
» en pareille circonstance : l'ennemi qui juge qu'un
» guide a fait acte d'hostilité, ne peut que le faire
» prisonnier de guerre. »

Ce tempérament nous paraît insuffisant ; il serait à désirer qu'on en arrivât enfin à admettre des idées plus conformes au droit, à l'équité, aux lois de la morale et de l'humanité, plus en rapport avec les progrès de la civilisation ; que, brisant avec une

(1) V. notamment à propos de ces prestations personnelles, et surtout relativement à la réquisition des guides : Bluntschli, règles 634 à 636 ; — Calvo, § 1845 ; — *Instructions américaines*, art. 93 à 97, — *Manuel de Droit international à l'usage des Officiers*, pp. 110, 111, 112 ; — *Décret du 26 octobre 1883 sur le service en campagne*, art. 217, etc.

théorie erronée, avec la pratique vraiment abusive que l'on a suivie jusqu'ici, on renoncât définitivement, sinon à toute espèce de prestations personnelles, au moins aux réquisitions de guides. D'ailleurs, à notre époque, il sera bien rare qu'on soit obligé d'y avoir recours : en ce qui concerne les guides, une armée qui entre en campagne est munie de cartes excellentes, et elle possède sur le pays qui va devenir le théâtre de ses opérations des renseignements de toute nature assez précis et assez complets pour qu'il ne lui soit point nécessaire de s'adjoindre des guides ; — en ce qui concerne les travaux de réfection des voies de communication, ils seront exécutés, sans qu'il soit besoin d'exiger le concours des habitants, soit par les troupes elles-mêmes, soit par les corps spéciaux (*génie, pontonniers*, etc.) qui les accompagnent.

Puisque l'occupant, d'après les idées généralement reçues, a le droit d'exiger certaines prestations personnelles de la part des habitants, il faut logiquement mettre à sa disposition un moyen d'assurer l'exécution de ces prestations : à toute obligation, il faut une sanction. La sanction, ici, ne peut évidemment pas être déterminée a priori : elle variera avec les circonstances. Mais on peut poser, en principe, qu'elle devra être proportionnée à l'importance, aux conséquences du refus d'obéir. Si l'occupant a incontestablement le droit de s'assurer de la personne des habitants qui tenteraient de franchir ses lignes pour rejoindre l'armée nationale, soit de leur propre mouvement, soit pour

répondre à l'appel de leur gouvernement, s'il est autorisé à expulser ceux dont les menées ou les actes constitueraient un danger pour le maintien de son autorité sur le territoire envahi, il lui sera formellement interdit d'avoir recours à des mesures violentes et arbitraires comme celles dont la guerre de 1870-71 a offert de nombreux exemples. — Prononcer la confiscation de tous biens présents et à venir, et une peine de 10 ans de bannissement contre tout habitant qui sort du territoire envahi, parce qu'on le considère comme allant rejoindre les armées ennemies (*Décret du roi Guillaume, en Alsace-Lorraine, 15 décembre 1870*) ; — obliger, sous peine de mort, des ouvriers à venir réparer un pont (*Arrêté du préfet allemand de la Meurthe, 23 janvier 1870*) ; — forcer des paysans, en les menaçant de les fusiller, à servir de guides, — d'autres à conduire eux-mêmes leurs voitures réquisitionnées ; — des imprimeurs à composer des journaux hostiles à leurs pays ; — enfin, imposer à des maires, sous peine des plus terribles représailles, d'aller dénoncer aux chefs militaires les francs-tireurs qui arrivent dans leurs communes, etc., — voilà, certes, des actes éminemment contraires aux plus élémentaires principes du droit, de la morale, de l'humanité, et qui ne sauraient, à aucun titre, rentrer dans les pouvoirs conférés par l'occupation. Il n'est pas permis, nous le répétons, de placer ainsi un individu dans cette cruelle alternative, ou de conserver la vie en trahissant son pays, ou de s'exposer à une peine terrible, quelquefois même à la

mort, pour assurer le salut de sa patrie, en se sacrifiant à son devoir, à son patriotisme.

Jusqu'ici, nous avons examiné principalement les droits et les obligations de l'occupant vis-à-vis des habitants : quelle doit être la règle de conduite de ces derniers ?

On peut la résumer ainsi : s'abstenir de tout acte d'hostilité, et obéir aux ordres de l'occupant. Obéissance forcée, soumission involontaire, car l'ennemi n'est qu'un *maître de fait*, et non un souverain ; — mais obéissance qui s'impose envers un pouvoir qui vous garantit la conservation de votre liberté, qui assure votre tranquillité.

Il y a là une sorte d'obligation morale, de contrat synallagmatique qui se forme tacitement, dès le moment de l'occupation : l'habitant paisible consent à se soumettre à l'autorité de l'envahisseur dont il n'a pas cherché à empêcher l'établissement en prenant la qualité de belligérant, mais à la condition qu'on respectera et sa personne et ses biens ; — l'occupant, de son côté, promet à l'habitant de respecter sa neutralité, mais à la condition qu'il ne fera rien pour en sortir.

Une *attitude passive* : c'est là, en effet, tout ce que l'occupant a le droit d'exiger ; c'est la formule de la conduite que doivent tenir les habitants du territoire envahi.

Mais, n'y a-t-il pas des cas où les habitants du territoire occupé sont autorisés à secouer le joug des armées ennemies, à prendre les armes pour se joindre à leur armée nationale ?

L'histoire nous offre de nombreux exemples de pareils soulèvements, et nous estimons que c'est là un acte parfaitement légitime. L'occupation, en effet, ne peut créer contre le vaincu des obligations permanentes, elle ne peut le dépouiller du droit de repousser l'ennemi, droit qui lui appartenait incontestablement avant qu'elle ne se produisît (Calvo, *op. cit.*, §§ 1884-1885).

Par suite, les habitants qui se soulèvent contre l'occupant, par cela même qu'ils prennent l'attitude et la qualité de belligérants, devront être traités comme les belligérants : on ne pourra que les faire prisonniers de guerre. L'occupant ne sera pas autorisé à user de rigueur envers eux, à les traiter comme des criminels, à les soumettre, eux et leurs biens, à l'application de la loi martiale. C'est à lui de prendre les mesures préventives qu'il jugera nécessaires pour la sûreté de ses troupes, mais en observant les limites que lui imposent l'humanité et la justice : il ne saurait être question de punir une population parce qu'elle s'acquitte d'un devoir, le plus sacré et le plus impérieux de tous, la défense de son territoire envahi.

Pour Bluntschli, au contraire, le soulèvement contre l'armée d'occupation est un crime (règle 598) : « Dès que les troupes ont pris possession » d'une partie du territoire ennemi, les révoltes qui » pourraient survenir pendant l'occupation cons- » tituent une violation des lois de la guerre, et les » coupables peuvent être punis conformément aux » lois pénales. » Cette proposition est d'autant plus

étrange qu'elle vient immédiatement après celle-ci :
» Les chefs militaires ne sont jamais autorisés à
» déclarer qu'ils considèrent comme brigands les
» soldats de la Landsturm non pourvus d'un uni-
» forme. » — Nous avouons ne pas saisir cette dif-
férence : si la levée en masse est permise avant
l'occupation, pourquoi serait-elle défendue après ?
comment ce simple fait de la présence d'une armée
ennemie pourrait-il avoir pour effet d'affranchir les
habitants de leurs devoirs envers leur patrie ?

Cette opinion de Bluntschli n'est que la repro-
duction de l'article 85 des *Instructions américaines*.

Plus bizarre encore est le système proposé par
Calvo ; après avoir déclaré que le vaincu « conserve
» indéfiniment le droit de profiter des circons-
» tances pour reprendre les armes », et que c'est
pour lui l'accomplissement d'un « devoir impé-
» rieux, méritant souvent l'admiration, toujours
» l'estime », il ajoute qu'en se soulevant, l'habi-
tant donne au vainqueur le droit de poursuivre la
répression de ce soulèvement « sur les personnes
» et sur les biens meubles et immeubles, en leur
» appliquant rigoureusement les lois de la guerre » ;
et ces mesures de répression sont, d'après lui, la
peine de mort et la confiscation. Il y a là une con-
tradiction évidente, une confusion regrettable des
droits et devoirs respectifs de l'occupant et des
habitants.

A la conférence de Bruxelles, on avait proposé
la rédaction suivante (Art. 48 du projet) : « Les
» individus qui font partie de la population d'un

» pays dans lequel le pouvoir de l'ennemi est déjà
» établi, et qui se soulèvent en armes contre ce
» pouvoir, peuvent être déferés à la justice, et
» ne sont pas considérés comme prisonniers de
» guerre. » Après de longues discussions, il fut
impossible d'arriver à une entente, et l'article pro-
posé fut supprimé. Mais il semble ressortir des tra-
vaux de la conférence que, tout en constatant que
l'article du projet était bien l'expression exacte des
usages reçus, on ne l'a pas maintenu, parce qu'on
les trouvait trop rigoureux. De plus, fait significatif,
le délégué de l'Italie fit une déclaration dans le
sens de l'inviolabilité de la défense nationale, et
son exemple fut suivi par la Russie, l'Autriche-
Hongrie, la France, la Suisse, la Belgique et les
Pays-Bas (V. l'article 47 du *Manuel de l'Institut
de Droit international*).

Bien que les auteurs soient partagés sur la solu-
tion à donner à cette délicate question, nous main-
tenons, pour les raisons que nous avons indiquées,
notre proposition : l'habitant du territoire envahi
qui se soulève contre l'armée d'occupation fait un
acte légitime et loyal, accomplit un devoir, la dé-
fense de sa patrie, et, à ce titre, il a droit à être
traité comme les belligérants (1).

(1) Parmi les droits que peut exercer l'occupant sur le terri-
toire envahi figure incontestablement celui de restreindre, dans
une large mesure, et même de supprimer complètement la li-
berté du reportage et de la presse. Leur laisser une trop grande
latitude pourrait constituer pour lui un danger sérieux : ils pour-
raient donner à l'ennemi des renseignements sur les opérations,

SECTION II

RÈGLES RELATIVES A LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE

Comme le respect des individus, le respect de la propriété privée est un principe nouveau dans le Droit international ; il est vrai que l'un amène l'autre, et que, si l'on admet le premier, on est logiquement conduit à proclamer le second. — Il pouvait y avoir doute, en effet, quant au point de savoir si l'habitant du pays envahi devait jouir d'une certaine immunité, parce qu'il est un être vivant, agissant, et qui, à un moment donné, peut venir faire échec à l'autorité de l'occupant. Aussi,

les projets, les forces de l'occupant. De même qu'il pourra prendre des mesures contre sa propre presse, l'occupant sera autorisé à surveiller celle du pays envahi, et à poursuivre et réprimer sévèrement les infractions aux règlements qu'il aura édictées en cette matière. Interdire la publication des journaux qui paraissent en pays ennemi, leur défendre de rien insérer qui ressemble à une critique contre les mesures prises par les autorités militaires, cela est légitime ; les forcer à publier textuellement et gratis les ordonnances et documents officiels émanés du gouvernement d'occupation est déjà plus contestable. Mais, punir d'une amende ou de l'emprisonnement le rédacteur ou l'éditeur, réquisitionner les imprimeries, ouvriers, et matériel pour créer des feuilles spéciales, que l'on affiche dans les communes, obligées de s'y abonner, dans le but de faire circuler des nouvelles, fausses la plupart du temps, et de briser la résistance en démoralisant les esprits, ce sont là des procédés des plus condamnables au point de vue de l'humanité, de l'honnêteté et de la franchise qui doivent toujours présider aux relations internationales.

comprend-on que ce dernier puisse prendre vis-à-vis de lui certaines mesures préventives ou répressives, de nature à protéger ses troupes et à assurer le maintien de son autorité. Il ne peut y avoir, en ce qui concerne la propriété privée, les mêmes raisons de défiance ; puisqu'elle ne prend et ne peut prendre aucune part à la lutte, il est juste qu'elle n'en subisse pas les conséquences dommageables.

Nous avons déjà présenté un court aperçu historique de la question, en traitant, d'une façon générale, des effets de l'occupation quant aux biens (chap. I, sect. II) ; nous ne répéterons pas ce que nous avons dit alors ; — rappelons seulement les grandes lignes.

Dans l'antiquité, l'ennemi est un être sans droits contre lequel tout est permis : sa personne et ses biens appartiennent au vainqueur : *Neque est contra naturam, spoliare eum si possis, quem honestum est necare*, écrivait Cicéron ; et Gaius déclarait (Loi 5, § 7, Dig., XLI, 1) que, *quæ ex hostibus capiuntur, jure gentium statim capientium fiunt*.

Au Moyen-Age, et même au XVII^e siècle, nous retrouvons la même théorie (Grotius, liv. III, ch. vi, § 1) ; Vattel la reproduit, en lui donnant une nouvelle base : le droit de punir, — la nécessité d'affaiblir l'ennemi, par tous les moyens possibles ; — et, à la fin du XVIII^e siècle, de Martens enseignait encore (*op. cit.*, t. II, §§ 279-280) que « l'ennemi » peut s'attribuer autant de biens privés, soit du

» monarque, soit de ses sujets, que sa satisfaction
» l'exige. »

Actuellement, on a une conception plus juste et plus juridique des lois de la guerre : on admet que la guerre, relation entre deux États, ne peut atteindre les citoyens de ces États, ni dans leurs personnes, ni dans leurs biens ; la propriété privée, par suite du caractère purement public de la lutte, ne doit pas avoir à souffrir des conséquences qu'elle entraîne forcément, et comme elle n'est pas l'œuvre de l'État, mais qu'elle a sa source dans le travail de l'individu, le sort réservé à l'État ne saurait avoir aucune influence sur le sien.

Le principe du respect de la propriété privée est à notre époque universellement reconnu, non seulement par les auteurs (1), mais par les diplomates, les hommes d'État (2), — et consacré par un grand nombre de traités et de déclarations officielles (3) : les chefs de corps, dans l'intérêt même du maintien de la discipline, se sont toujours efforcés d'en assurer l'observation.

Ce principe, d'ailleurs, comportera, dans la pra-

(1-2-3) Bluntschli, règle 652. — Heffter, § 130 à 133. — Calvo, *op. cit.*, liv. VI, § 896, etc. — Traité de 1785 entre la Prusse et les États-Unis, art. 23. — Convention du 3 juillet 1815, art. 3, entre la France et les alliés. — Loi du 14 nivôse an III, décret impérial du 21 novembre 1806. — Lettre de Napoléon I^{er} à M. Armstrong, ministre des États-Unis, 22 août 1809. — *Instructions américaines*, art. 38. — Déclaration de Bruxelles, art. 38, 39, 40. — *Manuel de l'Institut de Droit international*, art. 54 et suiv., etc. — (Angers, 14 mars 1871, S., 71, II, 213. — Besançon, 12 mai 1873, S., 73, II, 272. — Cassation, ch. crim., 15 décembre 1871, S., 72, I, 44.)

tique, certaines exceptions que justifient et réclament les nécessités de la lutte : les opérations militaires pourront entraîner des dégradations dans la propriété privée ; l'occupant pourra assurer à ses dépens l'approvisionnement de ses troupes, au moyen de réquisitions, — l'exécution de ses ordres par des amendes.

En résumé, selon la formule très exacte de Bluntschli (règle 652), « le vainqueur doit respecter la » propriété privée et ne peut y porter atteinte que » lorsque les opérations militaires l'exigent. »

Quelles sont les limites de cette obligation imposée à l'occupant ? — Quelles exceptions faut-il y apporter ? — Telles sont les questions que nous allons examiner.

§ 1^{er}

Biens immobiliers appartenant aux particuliers

L'occupation ne changera rien à la situation de ces biens ; comme en temps de paix, ils demeureront la propriété de chacun, propriété inviolable, à laquelle l'occupant ne pourra porter atteinte, sous quelque forme que ce soit, pas plus que ne pourrait le faire l'État lui-même. Les propriétaires conserveront, en outre, la liberté de disposer de ces biens comme par le passé, dans les mêmes formes, dans les mêmes limites : l'occupation, en effet, nous l'avons vu, laisse subsister la législation civile : « C'est là, dit Calvo (*op. cit.*, § 1972), un principe » reconnu par la loi universelle des nations civi-

» lisées, lequel soustrait aux conséquences de l'état
» de guerre les actes, les obligations et les contrats
» civils étrangers au négoce proprement dit. »

Il sera donc défendu à un belligérant de s'emparer, sur le territoire ennemi, de la propriété privée immobilière, d'en prononcer la confiscation : a fortiori ne pourrait-il en disposer, en transférer la propriété à des tiers par cession, vente, ou tout autre mode de transmission.

Il faut même aller plus loin : l'occupant ne doit pas se borner à s'abstenir, il doit agir, et protéger cette propriété, à laquelle il ne lui est pas permis de toucher, contre les violences et les tentatives de ses troupes, et aussi, le cas échéant, contre les déprédations des habitants. Une nation qui se vante d'appartenir au monde civilisé tiendra à honneur de faire observer rigoureusement ces règles par ses armées ; elle y aura d'ailleurs toujours un intérêt considérable, car, assurer le respect de la propriété privée, c'est assurer le maintien de la discipline et rendre plus facile et plus rapide la conclusion de la paix.

Toutefois, il ne faudrait pas sacrifier entièrement à ce principe la conduite des opérations militaires ; nous autoriserons, en conséquence, l'occupant à opérer certaines destructions, à causer certains dommages ou dégâts ; — mais seulement au cas de nécessité absolue. Il ne faut pas oublier, en effet, que le but de la guerre n'est plus, à notre époque, l'extermination de l'ennemi et la destruction de tout ce qui lui appartient, mais que les belligérants

né doivent tendre qu'à affaiblir leur adversaire, afin de briser sa résistance et de le forcer à demander la paix. Ce droit exceptionnel de destruction ne devra donc pas être l'exécution d'une pensée de haine ou de vengeance, ou d'un simple désir de nuire : l'exercice n'en sera légitime que s'il est justifié par les nécessités de la guerre, et à condition que la destruction soit opérée par un belligérant, sous la responsabilité et sur l'ordre du commandant des troupes. Ces conditions sont-elles réunies ; l'occupant est parfaitement autorisé à pratiquer sur la propriété privée immobilière des actes dommageables ou même de destruction, et ces actes ne pourront donner lieu, de la part de celui qui en est victime, à aucun recours contre lui ; ces conditions font-elles, au contraire, défaut, on ne se trouve plus qu'en présence d'une dévastation inutile et barbare que réprouvent le droit et la morale, d'un fait punissable d'après le droit naturel et la législation de tous les pays (Bluntschli, règle 663 ; — *Instructions américaines*, art. 38, 44 ; — *Déclarat. de Bruxelles*, art. 13, g ; — *Manuel de l'Institut de Droit international*, art. 32 b, 54).

En vertu de ce principe que : qui peut le plus, peut le moins, l'occupant, puisqu'il peut anéantir la propriété privée immobilière, pourra en faire usage, par exemple, pour procurer le logement à ses troupes ; nous ferons ici la même remarque qu'à propos de la propriété publique immobilière : il ne faudra user de ce droit qu'avec beaucoup de ménagements, que dans des cas tout à fait excep-

tionnels, de façon à causer aux propriétaires la moins grande gêne possible, et à ne pas modifier la destination de leurs biens.

Le *Manuel de Droit international à l'usage des Officiers* (p. 120), contient une prescription très sage, qu'il serait bien à souhaiter de voir entrer dans la pratique : c'est la constatation faite d'une manière authentique, en quelque sorte, par l'occupant, « du préjudice souffert, afin de ménager aux » particuliers atteints dans leurs biens les moyens » de participer plus tard aux réparations qui pourront être accordées. » Cette mesure sera surtout utile lorsque l'occupation sera de longue durée ; d'une manière générale, un pareil règlement, fait par avance, simplifierait bien les choses. On peut, cependant, lui faire une objection sérieuse : il serait à craindre qu'il ne se produisît des exagérations considérables dans l'appréciation du préjudice subi, exagérations très nuisibles au gouvernement qui devra payer les indemnités, car le préjudice ne sera constaté que par l'occupant, complètement désintéressé, puisqu'il n'aura pas à le réparer, et par le propriétaire, toujours disposé à le majorer.

Malgré tout, en soi, la mesure nous paraît excellente ; les *Instructions américaines* l'ont admise, mais avec une distinction qui nous paraît peu juste. — Art. 38 : « Si le propriétaire n'est pas en fuite, » l'officier commandant lui fera délivrer un reçu » qui puisse lui servir à obtenir une indemnité. » Le respect de la propriété privée est, en effet, un principe absolu qui s'impose en toute circonstance,

et dont l'application ne peut dépendre d'une circonstance de fait, de la présence ou de l'absence du propriétaire : il semble, au contraire, qu'il doive être plus strictement observé dans le second cas, lorsque le propriétaire n'est pas là pour veiller à la conservation de ses biens.

Ce que nous venons de dire à propos des biens immobiliers appartenant aux citoyens de l'État ennemi, devra s'appliquer également aux biens de même nature possédés par les citoyens de l'État ennemi. Un gouvernement qui a autorisé des étrangers à venir s'établir sur son territoire, et leur permet, aux termes de sa législation, d'acquérir des biens immobiliers, ne saurait les dépouiller par voie de confiscation, ou de tout autre façon, sans commettre une criante injustice, sans manquer à tous ses devoirs envers eux (Fiore, *op. cit.*, t. II, p. 306 ; — Massé, *op. cit.*, t. I, p. 122). Tous les auteurs modernes sont unanimes sur ce point, et les États belligérants ne font aucune difficulté pour reconnaître cette règle formulée par la doctrine, et pour l'observer dans la pratique, sachant bien que, s'ils agissaient autrement, leurs ressortissants établis à l'étranger seraient immédiatement l'objet de mesures du même genre.

Enfin, sans aucun doute, les biens faisant partie de la fortune personnelle d'un souverain seront soumis à ce même régime : le souverain, en effet, n'est pas un belligérant lorsqu'on le considère, non plus comme chef de l'État, mais comme personne privée, et quant aux biens dont nous par-

lons, il est dans la même situation qu'un simple particulier. Ces deux considérations font que la fortune personnelle d'un souverain a le même caractère d'inviolabilité que celle des citoyens. Sur ce point, d'ailleurs, pas plus que sur le précédent, il ne saurait y avoir de doute dans la doctrine moderne (V. Bluntschli, *Introduction*, p. 40;—C. cass., arrêt confirmant un arrêt de la Cour de Paris du 2 mars 1812, S., 1812, I, 217;—Vergé sur de Martens, *op. cit.*, t. II, p. 260;—Heffter, § 133, etc.).

Nous ferons remarquer en terminant que pendant la guerre de 1870-71, le principe qui commande aux belligérants le respect de la propriété privée immobilière a subi de nombreuses et graves atteintes: maintes fois les armées allemandes ont détruit et incendié des maisons, des fermes, sans nécessité aucune, pour des raisons qui n'avaient pas le moindre rapport avec les opérations militaires.

§ 2

Biens mobiliers appartenant aux particuliers

I. *Meubles corporels*. — Le principe du respect de la propriété privée a une portée générale; il s'applique indistinctement à tous les biens qui composent cette propriété, car les raisons qui l'ont fait admettre sont trop équitables pour qu'il soit possible d'établir des différences entre les diverses espèces de biens; leur nature ne saurait avoir aucune influence quant à l'application de ce principe.

Il faut donc décider que la propriété privée mobilière aura le même caractère d'inviolabilité que la propriété immobilière; l'occupant, ici encore, ne pourra y porter atteinte que dans des cas de nécessité absolue, et tout à fait exceptionnellement: par exemple, lorsqu'il y aurait danger pour lui à ce que les habitants conservent la disposition de certaines choses, ou qu'il lui sera indispensable de se procurer certaines choses pour l'entretien de ses troupes et la conduite des opérations de la guerre, il sera autorisé à s'en emparer. Cette seconde série d'exceptions aux principes fera l'objet d'un paragraphe spécial, sous la rubrique: *Réquisitions et contributions*.

Nous avons déjà rencontré, au cours de cette étude, quelques dérogations au principe du respect de la propriété mobilière; en traitant des biens de l'État, nous avons indiqué les règles qui concernent le matériel des chemins de fer, les postes et télégraphes, les moyens de transport par terre ou par eau, les armes et munitions de guerre, et nous avons dit que l'occupant a le droit de s'emparer de toutes ces choses. La principale raison qui justifie cette solution, c'est que toutes ces choses servent directement aux opérations militaires.

Elles conserveront ce caractère, alors même qu'elles appartiennent à des particuliers; les raisons de décider sont donc les mêmes, et nous reconnaissons à l'occupant le droit d'en opérer la saisie: « Le matériel de guerre, dit très justement » Bluntschli (règle 645, note) est de tous les biens

» de l'ennemi celui dont il est le plus naturel de
» s'emparer en temps de guerre. Le vainqueur
» saisit tout ce qui rentre dans cette catégorie sans
» rechercher s'il ne s'empare pas peut-être des
» objets appartenant à des particuliers. »

Mais faut-il entendre par là que l'occupant a un droit de confiscation définitive, c'est-à-dire qu'il pourra enlever les biens mobiliers, les emporter dans son pays, se les approprier ? Non, nous ne le croyons pas ; ce droit de confiscation ne peut avoir une plus longue durée que le fait qui lui donne naissance et le justifie, l'occupation ; comme elle, il ne sera que temporaire, et, à la fin de la guerre, on devra opérer la restitution de tout ce qui aura été saisi.

Il en sera ainsi même des munitions et armes de guerre ou de luxe confisquées sur des particuliers ; ce n'est que dans un but de précaution qu'on en prive les habitants. Dès que tout danger a disparu, que la guerre est terminée, rien ne saurait autoriser l'occupant à les conserver.

D'ailleurs, nous ne voyons aucun obstacle à ce qu'un belligérant conserve les armes ou objets qu'il a saisis ; seulement, dans ce cas, il devra en payer la valeur aux propriétaires.

La conférence de Bruxelles, dans l'article 6 de sa déclaration, après avoir énuméré les chemins de fer, télégraphes, bateaux à vapeur et autres navires, décide que « les dépôts d'armes et en général toute » espèce de munitions de guerre, quoique appartenant à des sociétés ou à des personnes privées,

» sont également des moyens de nature à servir
» aux opérations de la guerre et qui peuvent ne
» pas être laissés par l'armée d'occupation à la
» disposition de l'ennemi. »

Cette rédaction implique la concession à l'occupant d'un droit de saisie définitive; comme nous venons de le voir, c'est là une grave erreur. Il serait profondément injuste de permettre aux belligérants de dépouiller ainsi les simples particuliers, de les piller, de les ruiner; ce serait mettre complètement de côté le principe du respect de la propriété privée. Rien ne saurait justifier de la part de l'occupant l'emploi d'un pareil procédé; on a bien essayé de le faire, en prétendant que la saisie des armes et munitions de guerre chez des particuliers ne peut donner aux propriétaires dépossédés aucun droit à une indemnité, parce qu'elles constituent de la contrebande de guerre. Cet argument ne porte pas; pour qu'il y ait contrebande de guerre, il faut, en effet, qu'il y ait intention coupable: elle n'apparaît nullement ici: « Lorsque la culpabilité du propriétaire de la » contrebande, fait très justement remarquer » Bluntschli (règle 811), ne ressort pas avec évidence des circonstances, et qu'on est cependant » autorisé à confisquer les marchandises, parce » qu'elles sont évidemment destinées à la guerre, » le capteur doit remettre au propriétaire la valeur » intégrale des objets confisqués. L'État capteur » est ici un acheteur forcé. »

Le *Manuel de l'Institut de Droit international*

(Art. 55) a consacré, à propos de la propriété privée mobilière, l'opinion que nous venons de présenter, et, notamment, en ce qui concerne les dépôts d'armes et de munitions de guerre: il décide que tous ces biens « doivent être restitués, si possible, » et les indemnités réglées à la paix. »

Nous ne parlerons pas ici du butin et du pillage; outre que ces deux matières rentrent bien plutôt dans l'étude des lois de la guerre proprement dites, nous ne saurions y voir des exceptions au principe de l'inviolabilité de la propriété privée; actuellement, en effet, on ne permet le butin qu'entre belligérants, entre soldats, et encore ne le fait-on porter que sur les armes et équipements militaires; quant au pillage il est formellement interdit par le droit international moderne, même dans une ville prise d'assaut (*Manuel de Droit international à l'usage des officiers*, p. 121; — Klüber, *op. cit.*, p. 399; — Bluntschli, règles 656, 657, 659; — *Conférence de Bruxelles*, art. 23, 38; — *Instr. amér.*, art. 72, etc.).

En résumé, le respect absolu de la propriété mobilière privée s'impose à l'occupant; protégée par lui contre les violences et les tentatives des troupes, elle doit demeurer insaisissable, et ne peut être confisquée que dans des cas exceptionnels, lorsque les opérations militaires exigent absolument l'emploi de cette mesure: « Les personnes » qui font partie de l'armée n'ont pas le droit de » s'emparer d'objets appartenant à des particuliers » ou d'endommager ces objets, volontairement ou » par esprit de vengeance. Les actes de cette nature

» seront réprimés sévèrement par les autorités
» militaires. » (V. arrêt de la Cour de Rouen, du
16 juin 1871, confirmé par un arrêt de la Cour de
Cassation du 15 décembre 1871, Dalloz, 72, I, 274.)

On sait que ce n'est pas précisément à ces principes que les Allemands ont conformé leur conduite en 1870 ; et leurs armées se sont livrées à des actes de pillage et de sauvage destruction qui ont soulevé d'unanimes protestations, même de la part des écrivains allemands ; l'un d'eux, notamment, Julius von Wickede (*Histoire de la guerre contre la France*, p. 341) s'exprime en ces termes : « Ainsi, » on fit la guerre de notre part comme une armée » civilisée n'aurait pas dû la faire au XIX^e siècle. »

II. *Meubles incorporels.* — L'occupation, nous l'avons établi, n'a pas pour effet de renverser la législation civile ; elle reste en vigueur, et les contrats passés sous son empire, dans les formes permises et déterminées par elle, continueront à être valables, et à produire tous leurs effets juridiques. Les particuliers conserveront donc, malgré l'occupation, les créances qu'ils avaient les uns contre les autres, et celles qui leur appartenaient sur l'État envahi ; l'occupation qui ne crée, en réalité, qu'une situation de fait, ne peut avoir d'influence sur des rapports de droit. Nous ajouterons que c'est la solution que nous avons donnée à propos des créances appartenant à l'État envahi, et que cette solution s'impose encore plus ici, si c'est possible ; la propriété privée, nous le savons, doit

rester complètement en dehors des atteintes de la guerre, elle a droit au respect absolu de la part des belligérants. De plus, toute créance, tout droit incorporel, est une chose matérielle qui ne peut faire l'objet d'une prise de possession, qu'on ne peut appréhender.

Nous appliquerons ces mêmes principes aux créances appartenant aux citoyens d'un État envahi, et sur l'État ennemi, et sur les citoyens de cet État.

A. — Créances des particuliers sur l'État ennemi

Un État, sous prétexte qu'il est en guerre avec un autre État, peut-il se prétendre délié de ses engagements envers les citoyens de cet État, et refuser de se libérer vis-à-vis d'eux des dettes qu'il a pu contracter, par exemple, par suite d'emprunts? peut-il prononcer la confiscation des capitaux empruntés? a-t-il le droit de suspendre le paiement des intérêts?

Certains auteurs admettent l'affirmative (Vattel, liv. III, ch. v; — de Martens, *op. cit.*, t. II, p. 248; — Kent, Phillimore, etc.): Nous rejetterons sans hésitation cette solution. — L'État qui mettrait en pratique un pareil système ne tarderait pas à perdre tout crédit, et, à défaut de raison de droit, cette considération d'intérêt personnel devrait suffire. Mais les raisons juridiques ne manquent pas: c'est d'abord la règle qui commande aux belligérants le respect absolu de la propriété privée; ce sont ensuite les principes, même les plus élémentaires, de la justice et du droit, qui font à un État

un devoir de ne pas toucher à des capitaux « apportés sous la garantie des lois, et sous la foi de l'autorité publique » (Fiore, *op. cit.*, t. II, p. 312), et de servir les intérêts aux prêteurs.

Du reste, nous remarquerons que, depuis le commencement du siècle, toutes les puissances ont très exactement observé ces principes; en 1807, le gouvernement anglais commença, il est vrai, par confisquer les fonds de la dette publique anglaise, appartenant à des Français, mais il ne tarda pas à revenir à des idées plus justes, et renonça à la mise en vigueur de cette mesure. Depuis, le fait ne s'est jamais reproduit, et on n'a pas vu se renouveler cet étrange abus dont Frédéric II avait donné l'exemple en 1753 (prétendant le justifier simplement par le droit de représailles) en faisant mettre sous séquestre, au détriment des créanciers anglais, la dette de Silésie (Fiore, *op. cit.*, t. II, p. 312; — Bluntschli, règle 658; — Vergé sur de Martens, p. 249; — Calvo, *op. cit.*, § 1979; — Massé, *Droit commercial*, t. I, p. 123).

B. — Créances des particuliers sur les citoyens de l'Etat ennemi

Les raisons sont ici les mêmes que dans la situation précédente pour décider que l'occupant n'aura aucun droit de saisie. On proclame, en effet, en ce qui concerne les biens corporels, que la guerre ne doit rien changer à leur situation, qu'ils demeurent la propriété des particuliers, propriété aussi forte et aussi inviolable qu'en temps de paix. N'y a-t-il pas une raison de plus, lorsqu'il s'agit de

créances, de décider que l'occupant n'a aucun droit à prétendre sur ces biens, qui échappent, par leur nature, à l'exercice d'un droit de saisie réelle et effective ?

On n'admet plus, dans le droit international moderne, comme le faisait Vattel (*op. cit.*, liv. III, ch. v, § 77), qu'un belligérant puisse confisquer le montant des dettes contractées par ses nationaux envers les citoyens de l'État avec lequel il est en guerre « si le terme du paiement tombe au temps de la guerre, » ou qu'il ait le droit de « défendre à ses sujets de payer tant que la guerre durera. » Vattel, cependant, semble constater, dans la suite du passage que nous venons de citer, qu'on appliquait de son temps dans la pratique des règles moins rigoureuses. Actuellement, dans un intérêt général, on proclame que les rapports d'obligation qui existaient entre les citoyens des deux États belligérants ne doivent subir aucune atteinte du fait de l'occupation.

Nous avons à nous poser, ce principe établi, la même question qu'à propos des créances qui appartiennent à l'État : si l'occupant, outrepassant ses droits, veut se substituer aux citoyens de l'État envahi, véritables créanciers, et exige le paiement par ses nationaux, entre ses mains, des sommes dues par ces derniers, quelle sera la valeur de ce paiement ? Il ne faut pas hésiter à affirmer qu'il ne peut être libératoire : il n'est pas fait entre les mains du créancier véritable, et l'occupant n'a aucune qualité pour représenter ce créancier : sa

présence est la négation même de toute espèce de représentation. Le créancier pourra donc réclamer un nouveau paiement ; mais comment s'y prendra-t-il ? Ce ne pourra être évidemment par voie de demande adressée aux tribunaux du pays d'origine de son débiteur (une pareille demande n'ayant aucune chance d'être admise) qu'il devra procéder, mais par voie d'action intentée devant ses tribunaux nationaux ; ceux-ci condamneront le débiteur à s'acquitter, et au besoin, ordonneront que cette condamnation sera exécutée sur les biens que possède le débiteur sur le territoire de l'État dont le créancier est ressortissant.

Il faut reconnaître que les exemples sont rares dans l'histoire de belligérants assez peu soucieux des principes juridiques pour employer des procédés aussi injustes et aussi vexatoires que la confiscation des sommes dues par leurs nationaux aux citoyens d'un autre État, leur adversaire dans une guerre ; et les dernières grandes luttes internationales n'ont plus présenté d'infractions aux principes que nous venons d'exposer.

§ 3

Réquisitions et contributions

Nous avons cité les réquisitions et les contributions, lorsque nous avons indiqué les exceptions que comporte le respect dû à la propriété privée ; vu l'importance de ces deux matières, nous avons cru devoir leur consacrer un paragraphe spécial.

Pendant longtemps, on a confondu ces deux expressions; la doctrine moderne est enfin arrivée à établir entre elles une distinction très nette (Calvo, § 1936; — de Garden, Geffcken sur Heffter, p. 301) :

La *réquisition* est un ordre adressé par l'autorité militaire aux habitants d'un pays d'avoir à fournir *en nature* tout ce qui est nécessaire ou utile à l'armée.

La *contribution* est une prestation *en argent* exigée par l'occupant soit à titre de dommages-intérêts, soit à titre d'amende.

Nous allons les étudier successivement.

PREMIÈRE DIVISION. — *Des réquisitions*

Il est assez juste de mettre au nombre des droits que l'on reconnaît à l'occupant celui de s'emparer des objets mobiliers qui lui sont indispensables pour l'entretien et la nourriture de ses troupes. De nos jours, ce point ne fait plus aucune difficulté, et non seulement le droit de réquisition a été admis par le droit international, mais il a été prévu et réglementé par la législation de chaque État.

En réalité, l'organisation du droit de réquisition est de date récente: elle ne pouvait trouver place tant qu'on a admis en faveur de l'envahisseur un droit général de prise sur tout ce qu'il rencontre en pays ennemi, sur tout ce qui appartient à l'État ou aux particuliers; elle n'avait sa raison d'être que du jour où fut proclamé le principe du respect dû à la propriété privée.

L'antiquité n'a donc pu connaître le système des réquisitions; les soldats, dont l'entretien et la sub-

sistance ne pouvaient être suffisamment assurées par des administrations militaires organisées d'une façon assez rudimentaire, pillaient et rançonnaient les pays qu'ils envahissaient, pour se procurer tout ce dont ils avaient besoin.

Un premier progrès fut réalisé par Charlemagne ; l'Empereur décida que ses sujets, au moment de partir en campagne, devaient apporter au lieu de rassemblement des troupes des vivres pour six mois ; ces apports formaient une masse commune, que l'on répartissait entre tous les guerriers.

Ce système d'approvisionnement individuel avait un grave inconvénient : l'exécution n'en était pas assez sûre, et les résultats qu'il produisait devaient être souvent bien insuffisants. Plus sage et plus efficace fut le procédé mis en pratique par les rois au temps des croisades : ils passèrent des marchés avec des commerçants italiens dont les comptoirs nombreux, semés un peu partout, les innombrables vaisseaux et les ressources considérables garantissaient à leurs armées un continuel approvisionnement de tout ce qui pouvait leur être nécessaire.

De plus, en France même, la royauté avait à sa disposition un moyen très simple de pourvoir aux besoins de sa maison et de ses armées : c'était le *droit de prise*, qui l'autorisait à s'emparer, dans toute l'étendue du royaume « des bestiaux, grains, fourrages et autres biens meubles. » L'exercice de ce droit de prise fut si désastreux pour les campagnes, que l'on fut obligé de recourir à un autre procédé.

Charles VII permit aux troupes de prendre les vivres qui leur étaient nécessaires, mais à condition de les payer, et interdit le pillage (1439); Louis XI défendit également d'employer la force pour assurer la subsistance et l'entretien des troupes (1467), et ordonna qu'elles payeraient tout ce qu'elles prendraient, sauf la paille, le bois et le logement.

François I^{er}, Henri IV confièrent à des commissaires spéciaux, avec le concours des autorités locales, le soin d'opérer les réquisitions.

Sous Louis XIV, l'organisation du droit de réquisition se complète; Louvois crée des magasins d'approvisionnement très importants dans les villes de la frontière, et assure le service régulier des convois qui accompagnaient les armées. Les réquisitions se pratiquent encore dans une très large mesure sur le territoire ennemi, et même sur le territoire national : dans ce dernier cas, un progrès immense est réalisé ; on décide que des procès-verbaux seront dressés constatant la remise des objets réquisitionnés, et servant aux habitants de titre pour obtenir une indemnité.

Pendant les campagnes de la Révolution et de l'Empire, où l'on mettait en mouvement des masses considérables d'hommes, on comprend qu'il dut être souvent fait usage des réquisitions; des lois nombreuses vinrent en réglementer l'exercice surtout pour les réquisitions à opérer sur le territoire national. Nous ne citerons que : la loi du 10 juillet 1790, dont le titre V est relatif au logement des

troupes, complétée par un règlement du 23 mai 1792; — la loi du 18 brumaire an III. Jusqu'à la loi de 1877, elles ont régi la matière des réquisitions, la première en ce qui concerne le logement des troupes, et la seconde dans son ensemble.

L'opinion généralement admise attribue à Washington l'organisation du système des réquisitions, tel que nous le comprenons aujourd'hui; c'est pendant la guerre de l'indépendance américaine qu'il en fit usage pour la première fois.

D'ailleurs, il ne faut pas perdre de vue ce principe qu'on a presque toujours observé dans les guerres du XIX^e siècle : la réquisition ne doit être qu'un *moyen subsidiaire*, dont l'emploi ne peut se justifier qu'en cas de nécessité absolue, d'insuffisance des ressources fournies par l'administration militaire (Bluntschli, règle 653). Malheureusement étant donné la composition des armées modernes, les masses énormes des troupes qui pourront être mises en ligne, dès l'ouverture des hostilités, il est à craindre que les guerres de l'avenir ne nécessitent une extension encore plus considérable du système des réquisitions.

En France, la matière est réglée par une loi du 3 juillet 1877, loi très complète dans laquelle nous puiserons les principaux éléments de cette étude (1).

(1) Il faut y ajouter le décret du 2 août 1877, relatif à l'application de la loi du 3 juillet; — la loi du 18 décembre 1878, dispensant du timbre et de l'enregistrement les actes faits en exécution de la loi sur les réquisitions militaires; — le décret du 23 novembre 1886, complétant et modifiant celui du 2 août 1877.

Ce court aperçu historique terminé, nous allons examiner successivement les quatre questions suivantes :

1^{re} QUESTION. — *L'exercice du droit de réquisition est-il légitime?*

2^e QUESTION. — *Quelles sont les prestations qui peuvent faire l'objet des réquisitions?*

3^e QUESTION. — *Comment doivent être exécutées les réquisitions?*

4^e QUESTION. — *Comment doit se faire le règlement des réquisitions?*

1^{re} Question. — *L'exercice du droit de réquisition est-il légitime?*

On a soutenu qu'il n'existe pas de *droit de réquisition*; les réquisitions, a-t-on dit, sont « illégitimes, » parce que la guerre ne se fait pas d'Etat à particuliers. Elles sont dangereuses parce qu'elles ont » pour résultat de substituer au but politique, au » but élevé qui peut, jusqu'à un certain point, légitimer la guerre, un but infime, le but du lucre, » le but du gain; en un mot de transformer la » guerre politique en une guerre de flibustiers. » (Conférence faite par M. Colmet de Santerre pendant le siège de Paris, le 8 janvier 1871, sur les réquisitions en temps de guerre.) « Il n'est pas possible (Funck Brentano et Sorel, op. cit., p. 281) » qu'il existe un droit quelconque qui puisse faire » à des hommes un devoir de fournir des ressources » à l'ennemi. L'envahisseur impose donc les con-

» tributions et les réquisitions uniquement parce
» qu'il est le plus fort; son pouvoir n'a pas d'autre
» fondement. » On ajoute enfin que l'exercice des
réquisitions serait la violation des principes du droit
des gens, puisqu'elles constituent une atteinte à la
propriété privée.

Quoique cette théorie puisse paraître très juste
au premier abord, quoique les arguments qu'elle
présente aient une certaine gravité, nous ne croyons
pas devoir l'admettre. Nous la repousserons d'abord
en raison des conséquences auxquelles elle conduit,
telle qu'elle est présentée; s'il est vrai que le droit
international impose aux belligérants le respect de
la propriété privée d'une façon aussi absolue qu'on
le prétend, il faut aller jusqu'à dire qu'on ne pourra
y porter atteinte en aucune circonstance, que no-
tamment, même au cas de nécessité, on ne devra
ni l'endommager, ni en opérer la destruction; qu'elle
ne pourra être l'objet d'une saisie, d'une confisca-
tion, que l'occupant, par exemple, sera obligé de
laisser aux habitants, les armes, les munitions dont
ils pourront se servir contre lui. Personne, évi-
demment, ne voudra aller jusqu'à admettre ces pro-
positions; et cependant, elles sont les conséquences
nécessaires du système que nous combattons.

Nous rejeterons encore cette théorie pour d'autres
raisons; il faut, en effet, considérer les situations
telles qu'elles sont, en reconnaître les suites utiles
et nécessaires. Puisque la guerre existe, qu'il n'y a
pas actuellement d'autre moyen de résoudre les dif-
férends internationaux, on est bien obligé d'admettre

que les belligérants doivent avoir à leur disposition les moyens de la faire, que les succès remportés par l'un d'eux doivent avoir pour effet de lui conférer certains avantages, certains droits. Parmi ces droits et ces avantages figurera tout naturellement la faculté de se procurer, sur le territoire ennemi, tout ce qui peut être nécessaire pour assurer l'entretien de ses troupes, leur approvisionnement, leur logement, leur transport.

En réalité, le droit de réquisition est un progrès considérable sur la pratique suivie autrefois : il est venu se substituer au droit de disposition absolu que l'on reconnaissait aux belligérants sur les personnes et sur les choses ; cette considération, à elle seule, suffirait pour justifier l'exercice du droit de réquisition. Ajoutons que la principale raison qui puisse légitimer l'emploi des réquisitions, c'est celle-là même qui nous a fait admettre certaines dérogations aux principes posés au cours de cette étude : *les nécessités militaires*. Le premier devoir d'un chef d'armée n'est-il pas d'assurer en tout points le bon entretien de ses troupes ? En fait, il est impossible d'empêcher la pratique des réquisitions ; il faut donc mieux fixer des règles, dans le but d'en assurer l'exercice dans de justes limites ; comme le faisait remarquer le baron Reille, le droit d'une armée à faire appel aux ressources des particuliers pour suppléer à ses besoins n'est pas de ceux que l'on puisse discuter, car il est, a été, et sera toujours le droit de nécessité.

Enfin, il est très inexact de prétendre que les

réquisitions ont pour but le lucre, le gain; ce que l'occupant demande aux habitants, il l'emploie immédiatement, il s'en sert pour subvenir aux besoins de son armée, et d'après l'opinion généralement reçue, il ne doit rien prendre sans payer. Où est le gain pour lui ?

A la conférence de Bruxelles (projet du gouvernement russe, art. 52, 53 et 54) on a prétendu justifier le droit de réquisition de la manière suivante : L'occupant acquiert sur le territoire envahi une sorte de souveraineté temporaire, qui lui permet d'exercer tous les droits que possédait l'État vis-à-vis des habitants; parmi ces droits figure celui de pratiquer les réquisitions. L'occupant en jouira, dans les formes et dans les limites que lui assigne la législation du pays envahi. — La conférence, avec raison, rejeta les articles du projet; nous savons que c'est une profonde erreur de prétendre que l'occupation confère la souveraineté à l'envahisseur : un état de fait ne peut avoir une conséquence de droit aussi importante.

Actuellement les publicistes, les jurisconsultes, les diplomates, les hommes de guerre, tous sont unanimes pour reconnaître la légitimité du droit de réquisition (Bluntschli, règle 653; — Calvo, § 1933 et suiv.; — Heffter, § 131; — Morin, *les Lois de la Guerre*, t. I, ch. x; — *Instructions américaines*, art. 37; — *Déclaration de Bruxelles*, art. 40, 42; — *Manuel de l'Institut de Droit international*, art. 56, 58, 60; — Arrêts de la Cour de cassation des 13 mai 1873, Dalloz, 74, I, 269; 23 fé-

vrier 1875, Sirey, 75, I, 267, 25 février 1880; — *Manuel de Droit international à l'usage des Officiers*, pp. 124, 125).

2^e Question. — Quelles prestations peuvent faire l'objet des réquisitions?

La loi de 1877 donne dans son article 5 une énumération très complète des choses qui peuvent être soumises au droit de réquisition : il serait trop long de reproduire cette énumération; nous en donnerons un court résumé, en renvoyant à la loi elle-même (V. aussi le décret du 2 août 1877).

Les prestations que les habitants peuvent être appelés à fournir comprennent :

Le logement et le cantonnement; — la nourriture journalière, le chauffage, les fourrages, la paille de couchage; — les moyens d'attelage et de transport, y compris le personnel; — les bateaux et embarcations; — les moulins et les fours; — les matériaux, outils, etc., nécessaires pour l'exécution de tous les travaux militaires; — les guides, messagers, conducteurs et ouvriers pour toutes espèces de travaux; — le traitement des malades et des blessés chez l'habitant; les objets d'habillement, équipement, campement, harnachement, armement et couchage, les médicaments et moyens de pansement; — et la loi termine son énumération en ces termes : *Tous les autres objets et services dont la fourniture est nécessitée par l'intérêt militaire.* Il ne faut pas voir dans cette formule la confirmation de la théorie de certains auteurs, qui prétendent

qu'il ne doit pas être apporté de limites au droit de réquisition (Klüber, *op. cit.*, p. 394 et suiv. ; — de Martens, *op. cit.*, § 280) ; la loi de 1877 a eu simplement pour but de compléter son énumération et d'indiquer, en termes généraux, aux chefs des troupes jusqu'où s'étendaient leurs pouvoirs en en matière de réquisition.

3^e Question. — Comment doivent être exécutées les réquisitions ?

Nous avons dit que la réquisition ne devait jamais être qu'un moyen subsidiaire ; on ne devra y avoir recours que si l'on se trouve dans l'impossibilité absolue de pourvoir désormais aux besoins des troupes, et on ne pourra la faire porter que sur les choses absolument indispensables, et non sur des objets de luxe ; — sur le *nécessaire* et non sur le *superflu*.

La loi du 3 juillet 1877 a posé des principes très justes et très sages en ce qui concerne l'exécution des réquisitions ; la stricte observation de ces principes sera souvent fort difficile en temps de guerre, mais on devra ne jamais les perdre de vue, et s'en écarter le moins possible.

Seuls ont droit d'exercer des réquisitions les généraux commandants d'armées, des corps d'armée, des divisions, avec faculté de déléguer ce droit aux fonctionnaires de l'intendance ou aux officiers commandant des détachements. (Décret du 2 août 1877, art. 2.) Exceptionnellement, les commandants de troupes ou chefs de détachements opérant isolément peuvent requérir, sous leur responsabilité person-

nelle, les prestations nécessaires aux besoins journaliers des hommes et des chevaux (même déc., art. 8.).

Il faut donc, en principe, pour opérer une réquisition, justifier d'un ordre régulier, émané du commandant des troupes; cette exigence aura l'heureux effet de maintenir les réquisitions dans de justes limites; elle assurera le maintien de la discipline dans les armées, et évitera les exactions et les actes de pillage auxquels pourraient se livrer, sous prétexte d'opérer des réquisitions, des individus étrangers aux armées. Ce principe est admis par la majorité des auteurs et par toutes les législations modernes (Morin, *op. cit.*, t. I, p. 405; — *Déclaration de Bruxelles*, art. 42; — *Manuel de l'Institut de Droit international*, art. 56, etc.). Ordinairement, le général en chef, dans une proclamation faite au début de la campagne, indique s'il fera ou non usage du droit de réquisition, détermine les règles à suivre, et délègue aux commandants des troupes placées sous ses ordres les pouvoirs nécessaires pour parer à toute éventualité. (Proclamation du roi de Prusse du 11 août 1870.)

Les réquisitions devront être formulées *par écrit* et *signées* de celui qui les a ordonnées; de cette façon, l'habitant est sûr de se trouver en présence d'une demande régulièrement formée, désignant un auteur responsable. Elles devront énoncer la nature et la quantité des prestations à fournir; indiquer, autant que possible, s'il s'agit de moyens de transport, la durée de la prestation. (Art. 3 de la loi de 1877; — Décret du 2 août 1877, art. 9).

Les réquisitions seront effectuées en vertu *d'ordres de réquisition*, détachés d'un carnet à souche, dont est muni tout officier appelé à les exercer (Décret du 2 août 1877, art. 5).

Enfin, il est toujours donné un reçu des choses fournies à titre de réquisitions. Le reçu, détaché d'un carnet à souche, est remis soit à l'habitant qui défère à la réquisition, soit au maire de sa commune. Son utilité est incontestable : il assure la régularité des opérations, et sert de titre aux réquisitionnés pour établir plus tard leur droit à une indemnité, pour le cas où il en serait accordé. Aussi en admet-on généralement la nécessité dans la pratique et dans la doctrine (Bluntschli, règle 655 ; — Décret du 2 août 1877, art. 7 ; — *Déclaration de Bruxelles*, art. 43 ; — *Manuel de l'Institut de Droit international*, art. 60 ; — *Instructions américaines*, art. 60 ; — Décret du 26 octobre 1883 sur le service en campagne, art. 44, 104, 105, 110, 217, 240).

Tout ordre de réquisition devra, en principe, et sauf les cas d'impossibilité (absence des magistrats municipaux, éloignement du centre de la commune, urgence, etc.), être adressée à la commune et notifié au maire ; ce n'est que dans les cas exceptionnels (nous venons d'en citer quelques-uns) qu'on pourra s'adresser directement aux habitants (Loi du 3 juillet 1877, art. 19 ; — Décret du 2 août 1877, art. 35). Le maire qui refuserait de déférer aux ordres de réquisition, ou d'opérer entre les habitants la répartition des prestations demandées, pourrait être condamné à une amende. Au cas de refus ou de

résistance de la part des habitants, on pourra procéder à main armée aux réquisitions (même loi, art. 21).

Il est bien entendu que les habitants ne sont obligés de fournir à l'occupant que ce que leurs ressources leur permettent de donner; du reste, l'autorité militaire sera toujours libre de faire faire des vérifications (décret du 2 août 1877, art. 37) et, si elle retrouve des choses que l'habitant a refusé de livrer sur réquisition, elle aura le droit de s'en emparer même par la force.

Enfin, la loi de 1877 édicte une sanction très sévère à ces diverses dispositions; l'abus du droit de réquisition, le refus de délivrer un reçu, sont punis d'un emprisonnement de dix jours à cinq ans (art. 194, code de justice militaire); l'exercice, sans avoir qualité, du droit de réquisition, est puni de la réclusion s'il n'y a pas eu violence (art. 248, § 5, *id.*) de la peine de mort avec dégradation militaire s'il y a eu violence (art. 250, *id.*); le tout sans préjudice des restitutions auxquelles peut être condamné l'auteur de ces infractions.

Telle est, dans ses grandes lignes, la sage économie de la loi de 1877, il serait très désirable que l'exercice du droit de réquisition ait toujours lieu d'après ces principes, dans d'aussi justes limites, avec toutes les garanties qu'assure aux habitants la loi française. Nous venons de voir que c'est ce qu'ont fait sur bien des points la théorie et la pratique; on admet que les réquisitions doivent se borner au nécessaire, qu'il y a, dans leur exercice, des limites

que l'occupant ne peut franchir, et, notamment, qu'il devra tenir compte des ressources du pays envahi et de l'habitant: « La majorité des auteurs, » dit Calvo (t. II, p. 189) s'accorde à reconnaître » que le droit de réquisition doit être exercé avec » modération, et proportionnellement aux res- » sources du pays occupé. »

Nous ne ferons que rappeler de quelle façon les Allemands ont compris et pratiqué en 1870 le droit de réquisition. La proclamation du roi de Prusse du 11 août 1870 édictait que: « Les généraux com- » mandants de corps régleront..... tout ce » qui se rapporte aux réquisitions qui seront » jugées nécessaires pour les besoins des troupes, » et ils fixeront la différence des cours entre les » valeurs allemandes et françaises, afin de faciliter » les transactions individuelles entre les troupes » et les habitants. Sous tous les rapports, il ne » sera exigé des habitants que ce qui est néces- » saire pour l'entretien des troupes et il sera » délivré des reçus officiels pour toutes les four- » nitures. »

Cette proclamation semblait promettre l'exacte observation des principes que nous venons d'indiquer: en réalité, il n'en fut rien. Les choses fournies en vertu de réquisitions furent rarement payées; le plus souvent, on ne délivrait que des reçus illisibles. On demanda non seulement le nécessaire, mais le superflu, et, dans bien des circonstances, au lieu d'opérer régulièrement les réquisitions par l'entremise des autorités locales,

on s'est adressé directement à l'habitant. On alla même jusqu'à réquisitionner des choses servant aux opérations de la guerre! — Les auteurs favorables à l'Allemagne, eux-mêmes, ont été obligés de reconnaître qu'il y a eu de nombreux abus; Bluntschli (règle 653, n° 2) parle des « réquisitions » exagérées des commandants allemands, » et le docteur Lœning convient « qu'il y a eu incontestablement des réquisitions inutiles, exagérées, » ou même ridiculement mesquines. » (*Revue de Droit international*, 1872, p. 646).

4^e Question. — Comment devra être opéré le règlement des réquisitions?

Le droit international impose à l'occupant le respect de la propriété privée, mais l'autorise, en cas de nécessité absolue, à déroger à ce principe: il faut en conclure, conclusion rationnelle et équitable, que les dérogations au principe constituent de véritables expropriations, et mettent celui qui en est l'auteur dans l'obligation de payer une indemnité à l'exproprié.

En principe, c'est au moment où la réquisition est opérée qu'elle doit être réglée; elle le sera sous forme de paiement au comptant, en argent, ou de récépissé, permettant au réquisitionné de se faire payer plus tard.

Le paiement immédiat serait une excellente mesure, et simplifierait bien les choses. Beaucoup d'auteurs admettent sans hésitation que l'occupant est tenu de payer les choses qu'il demande aux

habitants par voie de réquisition (de Garden, t. II, p. 207; — Massé, t. I, § 151; — Heffter, § 131): « Il faut dédommager les propriétaires, déclare » Bluntschli (règle 655, n. 1) et d'après les principes du droit naturel, cette tâche incombe en » première ligne à l'État qui saisit ces biens et les » emploie à son profit. » Et le *Manuel de Droit international à l'usage des Officiers* (p. 126) se prononce pour l'adoption du paiement immédiat: « Autant que possible, y est-il dit, les prestations » requises doivent être payées par l'occupant au » moment où elles sont levées. » Malheureusement, dans la pratique, ce procédé est d'une exécution presque impossible (et cependant, il serait bien à désirer que son emploi prît définitivement place parmi les usages internationaux): le temps, les ressources manqueront bien souvent à l'occupant, et il se souciera rarement de payer des indemnités dont il a toujours espoir de ne pas se voir définitivement chargé.

Il faut donc convenir que le règlement des réquisitions ne pourra avoir lieu au moment où elles sont exécutées; c'est justement en vue d'un règlement ultérieur, et pour lui servir de base, que l'on délivre aux intéressés des reçus réguliers, signés de l'officier qui a effectué la réquisition, datés, et énonçant l'objet et l'importance de la prestation fournie (*Manuel de Droit international à l'usage des Officiers*, p. 127; — *Déclaration de Bruxelles*, art. 42; *Manuel de l'Institut de Droit international*, art. 60; — *Instructions américaines*, art. 38).

Une question délicate se pose : étant admis le principe de l'indemnité, à qui doit incomber l'obligation de la payer ? A qui devra s'adresser l'habitant, muni de son titre, le reçu délivré par l'occupant, en échange des prestations qu'il a fournies ?

D'après certains auteurs (Lœning, *Revue de Droit international* 1872, p. 645), c'est à l'Etat envahi qu'il appartient de payer les frais des réquisitions faites par l'envahisseur sur son territoire : n'est-ce pas lui qui est cause, en réalité, que la guerre s'est prolongée, et que son adversaire a dû, pour la soutenir, imposer certaines charges aux habitants. « L'ennemi, dit Lœning, part de cette idée que la » guerre a été injustement commencée ou continuée par son adversaire. Il élève, par là même, » la prétention de faire supporter à ce dernier les » frais de la guerre. C'est donc à lui de payer entre » autres des indemnités pour les réquisitions que » l'ennemi a été forcé de faire sur son territoire. »

D'une manière générale, l'occupant repoussera donc toute demande d'indemnité ; il le fera plus particulièrement s'il est définitivement vainqueur, ce qui lui permettra de mettre à la charge de son adversaire tous les frais de la guerre, dans lesquels sera compris le paiement des objets réquisitionnés.

On a même été plus loin, on a soutenu que le droit à une indemnité n'existe pas, ni vis-à-vis de l'envahisseur, ni vis-à-vis de l'Etat envahi. Ce dernier est dans son droit, en effet, en refusant d'accorder réparation d'un préjudice qui ne peut lui être imputé. Les particuliers devront donc sup-

porter les réquisitions comme une fâcheuse mais inévitable conséquence de la guerre, et aucun recours ne leur sera ouvert pour leur faire récupérer la valeur des objets enlevés par l'occupant.

Nous estimons que ces deux théories sont aussi inexactes l'une que l'autre. Il est vrai que le gouvernement national repoussera toute réclamation : mais il faut avouer qu'il en a parfaitement le droit, vu qu'il serait fort injuste de l'obliger à payer des fournitures qui, non-seulement ne lui ont été d'aucune utilité, mais encore ont servi à le combattre.— D'un autre côté, l'équité exige que l'on dédommage le propriétaire dépossédé : or, à qui peut incomber l'obligation de réparer le préjudice causé, sinon à celui qui en est l'auteur, qui en a tiré profit ? Ce n'est pas parce que ce règlement doit être fait par l'occupant et présentera souvent de grandes difficultés dans la pratique, qu'on est autorisé à en nier la nécessité.

C'est à la conclusion de la paix que devra se résoudre la question, en fait ; dans la guerre de 1870, les bons de réquisition avaient été délivrés sous cette forme : « Payables par le gouvernement » français ou par le gouvernement allemand, d'après » le conventions qui interviendront à la fin de la » guerre entre les deux gouvernements. » — En définitive, ce sera toujours, en fait, le gouvernement national qui supportera les frais de l'indemnité ; ou bien, en effet, s'il est vaincu, ce paiement sera mis à sa charge, soit tacitement, soit expressément, par le traité de paix ; ou bien, s'il est vainqueur, il le mettra à la charge de son adversaire, sous forme de

contribution de guerre, sur laquelle il pourra prélever les sommes nécessaires pour indemniser les propriétaires réquisitionnés.

D'ailleurs, on n'admet pas qu'il puisse être question de *recours* ; ce n'est qu'un simple *dédommagement*, accordé pour le tout ou pour partie, par des raisons d'équité.

Le plus souvent (c'est ce qui a eu lieu après la guerre de 1870 : lois des 6 septembre 1871, 7 avril 1873) l'Etat fait figurer dans son budget une certaine somme qui devra être répartie à titre de secours entre tous ceux qui ont été atteints par les réquisitions ; ils devront représenter leurs titres, les reçus qui leur ont été délivrés pour permettre la vérification de leur qualité, et la détermination de la part qui leur revient dans les indemnités allouées par le gouvernement.

Enfin, les reçus leur serviront encore de titres pour exercer un recours contre les membres de la commune dont ils font partie, recours incontestable puisque, en déférant aux réquisitions, ils ont payé non pas une dette personnelle, mais une dette commune, la dette de tous les habitants (1).

DEUXIÈME DIVISION. — *Contributions*

Se procurer, moyennant paiement. sur le terri-

(1) Nous n'avons traité cette question que sommairement, parce qu'elle ne rentre que comme accessoire dans cette étude ; c'est une des suites de l'occupation que la détermination des recours possibles à raison de faits de guerre ; ce n'en est pas une des conséquences immédiates, les seules dont nous avons à traiter.

toire ennemi, les choses dont on a besoin pour assurer le logement, l'entretien de ses troupes, nous paraît très légitime ; en dirons-nous autant des contributions de guerre ? Permettrons-nous à l'occupant de lever dans les villes, les départements, les communes, des prestations en argent ?

Les auteurs anciens admettaient sans difficulté que l'occupant a le droit de prélever des contributions de guerre ; d'après eux, la contribution représente la rançon du pillage que le vainqueur eût été en droit de pratiquer ; c'est un progrès, un adoucissement aux lois de la guerre : « Au pillage » de la campagne et des lieux sans défense, écrivait » Vattel (*op. cit.*, liv. III, ch. ix, § 165), on a substitué un usage en même temps plus humain et » plus avantageux pour le souverain qui fait la » guerre : c'est celui des contributions. » A une époque plus rapprochée de nous, des auteurs (Klüber, *op. cit.*, § 251 — de Martens, *op. cit.*, t. II, § 280) ont reproduit la même théorie et justifié de la même façon l'usage des contributions.

Les idées modernes nous semblent exclure absolument ce système ; le droit international, en effet, a fixé aux pouvoirs de l'occupant certaines limites : il proclame et impose le respect de la propriété privée, et l'ensemble des principes admis par tous est la condamnation même de l'ancienne théorie. Comment pourrait-on actuellement justifier les contributions à titre de rançon du pillage ; alors que les lois de la guerre défendent formellement le pillage ? « La guerre, dit Bluntschli (règle 654 et

» note), s'est civilisée; aujourd'hui, on n'a plus
» le droit de piller et encore moins le droit de
» détruire sans nécessité; il ne peut donc plus
» être question de racheter ce prétendu droit. »

Il s'est encore trouvé, cependant, des auteurs pour défendre la légitimité des contributions.

Les uns, comme Massé (*Droit commercial*, t. I, p. 131), ont prétendu qu'elles représentaient un prélèvement anticipé, opéré par le vainqueur dans le but de s'indemniser des dépenses qu'il a faites et du préjudice de toute nature qu'il a pu subir. Mais on ne s'aperçoit pas qu'un pareil système est en contradiction manifeste avec le principe moderne : la guerre n'est dirigée que contre l'Etat et non contre les particuliers. Il est inadmissible qu'on puisse faire retomber sur une ville, sur une commune ou portion de population, une responsabilité qui, en bonne justice, ne doit incomber qu'à l'Etat. Nous estimons qu'il est tout aussi contraire aux règles du droit de la morale et de l'humanité, de contraindre des citoyens à fournir des subsides à l'ennemi de leur patrie, que de les obliger à combattre contre elle : et cependant, on admet le droit de lever des contributions ! — Enfin, comment peut-on y voir un prélèvement anticipé sur les frais de la guerre ? en réalité, il ne sera jamais tenu compte, à la fin de la guerre, des sommes ainsi versées ; elles n'auront aucune influence quant à la fixation de l'indemnité due par le vaincu. De quel droit, d'ailleurs, l'occupant exercerait-il une faculté qu'il n'est pas sûr, jusqu'à ce que la vic-

toire soit venue lui en donner la preuve, d'avoir qualité pour mettre en mouvement ? (Calvo, *op. cit.*, § 1933).

Tout aussi fausse et même plus dangereuse, est la théorie enseignée par Lœning (*Revue de Droit international*, 1873, pp. 107, 108): la raison qui doit faire admettre les contributions, c'est qu'elles sont *un moyen de faire plier un adversaire opiniâtre*. Mais alors, pourquoi ne pas autoriser, pour vaincre la résistance de l'ennemi, tous les moyens, même les plus cruels, les plus barbares ? On ne fait pas la guerre dans une pensée de haine ou de vengeance, dans le but de ruiner ou d'anéantir un peuple; on la fait pour obtenir une réparation, et, dans la poursuite de ce but, il n'est permis de faire à son adversaire que le mal absolument nécessaire pour le mettre hors d'état de nuire : les contributions dépassent ces limites.

Reste un dernier système, présenté par Rolin-Jacquemyns (*Revue de Droit international*, 1871, p. 334), et consacré par la conférence de Bruxelles (Art. 41 de sa déclaration) et par l'*Institut de Droit international* (*Manuel des Lois de la Guerre sur terre*, art. 58). « Les contributions en argent, dit » Rolin-Jacquemyns, ne sont légitimes que si elles » tendent à substituer le paiement d'une certaine » somme à celui des réquisitions..... Elles sont » d'ailleurs conformes non seulement à la doctrine » de la généralité des auteurs, mais à l'intérêt des » populations sur qui les contributions en argent

» ont chance de se répartir d'une manière plus
» équitable que les contributions en nature. » (1).

Ce dernier système ne nous satisfait pas plus que les précédents ; et nous croyons, pour les raisons que nous venons d'indiquer, que rien ne peut justifier l'usage des contributions. A quoi bon, en effet, substituer à la réquisition en nature la réquisition en argent ? La première donne à l'occupant tout ce dont il peut avoir besoin, beaucoup plus sûrement et d'une façon plus avantageuse que ne le ferait la seconde. L'intérêt des populations est invoqué, ce nous semble, bien à tort ; en réalité, la contribution sera beaucoup plus lourde pour elles que ne l'eût été la simple réquisition en nature : on en a eu des exemples pendant la guerre franco-allemande, et on a, en outre, acquis la preuve que les contributions ne peuvent être réparties que d'une façon beaucoup plus arbitraire que les réquisitions. Ajoutons que la contribution aura cet effet regrettable de procurer double profit à l'occupant, d'imposer double charge aux habitants, car, en fait, elle n'exonérera pas ces derniers de la réquisition qui sera opérée concurremment avec la prestation en argent.

Nous le répétons donc, rien ne peut justifier les contributions de guerre qui ne « servent, comme le dit très bien Bluntschli (règle 654, n. 1) qu'à » payer les soldats de l'ennemi, à remplir ses caisses

(1) Bluntschli, Holtzendorffs' Jahrbücher, 1871 ; — Calvo, § 1943 ; — Morin, t. I, ch. XI, etc.

» et à satisfaire la cupidité des troupes ou de leurs chefs. »

Nous excepterons, cependant, avec la majorité des auteurs, le cas où la contribution n'est levée que pour remplacer les impôts qu'il est devenu impossible de percevoir. Nous avons, en effet, reconnu à l'occupant (II^e partie, ch. II, sect. 2, § 2) le droit de percevoir les impôts établis sur le territoire occupé pour lui permettre de faire face aux charges qui incombaient à l'Etat envahi; s'il ne peut recouvrer les impôts existants, il aura le droit, mais seulement dans la limite du rendement de ces impôts, de les remplacer par une contribution pécuniaire. C'est ce qu'a décidé la conférence de Bruxelles (Art. 5, les impôts... *ou leur équivalent*); c'est le système adopté par le *Manuel des Lois de la Guerre sur terre* (Art. 58). « L'occupant ne peut prélever » des contributions extraordinaires en argent que » comme équivalent d'amendes ou d'impôts non » payés. »

En fait, on ne paraît pas disposé à abandonner la pratique des contributions de guerre. Au XVII^e siècle, lors de la guerre de Dévolution, en 1667, Louvois en fit un usage fréquent; Villars, dans la campagne de 1707, n'hésitait pas à rançonner les villes et les campagnes. En 1815, Blücher, à son entrée dans Paris, exigea le paiement d'une contribution de cent millions. Dans la guerre de 1866, entre la Prusse et l'Autriche, la Prusse eut recours, dans une très large mesure, à ce procédé; les commandants des troupes prussiennes commirent de

telles exactions, que Bluntschli ne peut s'empêcher de blâmer énergiquement leur conduite (règle 654, note 2).

Enfin, on sait de quelles lourdes contributions de quelles amendes arbitraires les autorités allemandes ont frappé les villes, les départements, les communes pendant la guerre de 1870-71 ; indépendamment du produit des impôts, qu'elles ont perçus partout, elles ont levé des contributions pour une somme de 239,000,000 de francs, dont 200,000,000 payés par la seule ville de Paris ! Il suffit de citer ce chiffre pour donner une idée des exactions et des excès qui ont été commis au nom du gouvernement allemand.

Puisqu'il est impossible d'amener les belligérants à renoncer à la pratique des contributions, on est logiquement conduit à déterminer les règles qui doivent la régir. « Si un général veut jouir d'une » réputation sans tache, écrivait déjà Vattel (*op. cit.*, » liv. III, ch. ix, § 165), il doit modérer les contributions et les proportionner aux facultés de ceux » à qui il les impose. L'excès en cette matière » n'échappe point au reproche de dureté et d'humani- » manité. S'il montre moins de férocité que le » ravage et la destruction, il annonce plus d'avarice et de cupidité. »

Il faut, en réalité, considérer comme une règle ce que Vattel ne présente que comme un moyen, pour un général, de « conserver une réputation sans tache. » — Les principes que nous avons posés à propos des réquisitions en nature devront être

appliqués aux contributions : la nature de ces deux espèces de prestations est, en effet, la même. Mais, à raison du caractère spécial des contributions, comme elles seront plus dures pour l'habitant que les réquisitions simples, et que, par suite du défaut de données exactes pour en établir la base et le mode de répartition, elles prêteront plus à l'arbitraire, on devra se montrer plus sévère pour en permettre l'exercice, et ne l'admettre qu'avec des garanties encore plus sérieuses pour l'habitant.

D'une manière générale, par conséquent, les règles relatives aux réquisitions régiront également la matière des contributions ; l'occupant ne pourra y recourir qu'au cas de nécessité, lorsque les besoins de ses troupes l'exigeront, et seulement dans la mesure de ces besoins. Pour le recouvrement, il devra se conformer, autant que possible, aux règles de la répartition et de l'assiette de l'impôt en vigueur sur le territoire envahi ; à défaut de données exactes sur ce point, il s'adressera directement aux autorités locales. Enfin, comme pour les réquisitions en nature, il devra être délivré un reçu des sommes fournies à titre de contribution, reçu qui doit réunir les conditions de forme que nous avons indiquées plus haut, et qui aura pour celui qui en est muni la même utilité que le reçu remis à l'habitant réquisitionné.

Comme garantie spéciale établie en faveur de l'habitant soumis à une contribution, citons la suivante : Seuls peuvent prélever des contributions, le général en chef ou l'autorité civile établie sur le

territoire occupé. Tous les auteurs qui admettent la légitimité des contributions sont d'accord sur ce point (Rolin-Jacquemyns *Revue de Droit international* 1871, p. 334, et les auteurs cités par lui : Bluntschli, Massé, Vidari), comme sur l'ensemble des règles applicables aux prestations en argent. Exiger, pour l'exercice du droit de contribution, un ordre émanant du général commandant en chef, c'est garantir aux habitants qu'ils n'y seront exposés qu'en cas de nécessité, et dans une mesure très modérée. (Art. 104 du décret du 26 octobre 1883 sur le service en campagne.)

Les législations de tous les pays civilisés punissent sévèrement ceux qui perçoivent, sans avoir qualité pour cela, des contributions, ou qui ayant le droit d'en percevoir, abusent des pouvoirs qui leur ont été conférés ou qui refusent de délivrer des reçus (Loi pénale militaire allemande du 20 juin 1872, art. 127; — loi du 3 juillet 1877, art. 22).

(Voir sur tous ces points : Bluntschli, règle 654 et notes; — Calvo, *op. cit.*, § 1943; — *Manuel de Droit international à l'usage des Officiers*, pp. 128, 129, 130; — *Déclaration de Bruxelles*, art. 40, 41; — *Manuel de l'Institut de Droit international*, art. 58, 59, 60) (1).

L'amende, autre contribution pécuniaire, est une somme d'argent exigée soit à titre de réparation,

(1) Nous ferons ici la même remarque qu'à propos des réquisitions; la question des recours possibles à raison des contributions ne rentre pas directement dans notre sujet. On peut reporter ici ce que nous avons dit précédemment.

soit à titre de peine, à raison de faits contraires aux lois de la guerre ou d'actes portant atteinte à la sécurité des armées de l'envahisseur. L'application de l'amende se justifie très-bien par le droit et le devoir qu'à tout commandant de troupes, sur le territoire ennemi, de les défendre et de les protéger. Parfaitement légitime lorsqu'elle frappe un individu coupable d'avoir fait des actes de nature à compromettre la sûreté des troupes, parce qu'elle n'est alors que l'exercice d'un moyen de droit commun, l'amende devient une mesure exorbitante et constitue une violation des principes les plus élémentaires du droit pénal et des règles de la morale internationale, dès qu'elle a pour but de frapper des communes, pour punir les infractions commises par leurs habitants. C'est cependant le système qu'ont adopté les Allemands en France; nous avons déjà dit quelques mots de la responsabilité collective établie par eux vis-à-vis des communes : nous avons dit aussi ce que nous pensions de ce procédé inique, et de la faculté laissée aux chefs militaires de prononcer les amendes, d'en déterminer le chiffre, ce qui permet souvent de lever sous ce nom de véritables contributions.

Nous avons ainsi terminé l'étude des effets de l'occupation militaire; nous nous sommes efforcé de traiter notre sujet d'une façon aussi complète que possible, et de donner sur toutes les questions qu'il soulève la solution la plus rationnelle et la

plus juridique. Pour terminer, il nous reste à indiquer brièvement, (1) comme nous nous le sommes proposé, comment finit l'occupation ; — quelles conséquences entraîne cette fin de l'occupation.

D'une manière générale, nous avons déjà traité la question incidemment et indirectement ; puisque nous avons déterminé quels sont les droits et pouvoirs de l'occupant sur le territoire ennemi, nous avons par là même indiqué quel sort devra être réservé à ses actes, lorsque l'occupation aura cessé. Nous n'avons donc qu'à résumer et à présenter dans leur ensemble les explications déjà données.

L'occupation peut cesser : soit par la retraite ou volontaire ou forcée de l'occupant ; — soit par suite de l'exécution d'un traité de paix. Dans ce second cas, généralement, les effets de la cessation de l'occupation sont déterminés par les clauses du traité ; en l'absence de conventions spéciales, l'occupant doit s'abstenir de tout acte ayant rapport à la guerre, notamment d'opérer des réquisitions, de lever des contributions, ou même d'exiger le paiement des contributions arriérées, etc.

L'occupation cessant, la souveraineté de l'État en-

(1) Nos explications, disons-nous, seront très-brèves ; c'est qu'en effet la question de savoir quelles seront les effets du retour, sous l'autorité du gouvernement légal, du territoire occupé ne se rapporte que très indirectement à notre sujet ; nous avons à traiter des effets de l'occupation, *tant qu'elle existe*, nous n'avons donc pas à nous préoccuper de ce qui se passe, lorsqu'elle a cessé.

vahi, qui n'était que suspendue, reprend tout son empire ; par l'effet d'une sorte de *jus postliminii*, la domination légitime est censée n'avoir jamais été interrompue, l'effet du retour du territoire occupé en la possession de l'État envahi remonte au jour où a commencé l'occupation. — En un mot, l'État recouvre le plein et entier exercice de sa souveraineté, avec tous les droits et prérogatives qui en dépendent.

Il rentre en possession de ses biens, du moins de tous ceux sur lesquels nous n'avons pas reconnu à l'occupant un droit de confiscation que nous avons justifié par des raisons de nécessité absolue, d'utilité au point de vue militaire. Tous les actes de l'occupant qui auraient été accomplis outre et contre les limites que nous avons fixées à ses pouvoirs ne pourront avoir aucun effet, et le gouvernement national ne sera nullement tenu de les respecter.

Seront seuls maintenus les actes de l'occupant qui n'auront pas dépassé les limites que lui impose le droit international : telles sont les perceptions des impôts et des revenus de l'État ; — telles sont les mesures prises pour assurer l'ordre public, etc.

Il en sera de même des actes intervenus entre particuliers, pourvu qu'ils n'aient rien de contraire aux bonnes mœurs, aux lois, à l'ordre public ; — des jugements rendus par les tribunaux militaires, dans les formes et avec toutes les garanties que nous avons indiquées, etc. (V. Bluntschli, règles 720, 721, 727, 728, 731, 732, 735.)

En un mot, on fera l'exacte application du principe posé au début de cette étude : l'occupation est un état de fait, un état provisoire. A ce titre, elle ne peut conférer à celui qui en est l'auteur que des pouvoirs temporaires, qui ne peuvent durer plus longtemps que la situation de fait qui leur a donné naissance ; elle ne peut que l'autoriser à faire des actes utiles aux fins de la guerre, et non à introduire des modifications de droit dans la législation, dans la situation des biens, dans celle des habitants, dans leurs rapports entre eux ou dans leurs relations vis-à-vis de l'État.



POSITIONS

I

DROIT ROMAIN

- I. — La *gens* est un groupe familial.
- II. — L'*unciarium fenus* correspond au taux de 12 pour cent.
- III. — En créant le *jus respondendi*, Auguste n'enleva pas aux jurisconsultes qui n'obtinrent pas ce privilège le droit de donner des consultations en leur nom personnel.
- IV. — La légitimation par mariage subséquent exige le consentement de l'enfant ; il n'est pas nécessaire que ce consentement soit exprès : il suffit que l'enfant ne manifeste pas d'opposition.

II

DROIT CIVIL FRANÇAIS

- I. — Le bail ne confère au preneur qu'un droit personnel.

- II. — La constitution de dot est un acte à titre onéreux vis-à-vis du mari, à titre gratuit vis-à-vis de la femme.
- III. — Lorsqu'une femme s'est constitué en dot tous ses biens présents et à venir, le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales ne fait pas obstacle à ce que des tiers donateurs ou testateurs disposent en sa faveur sous cette condition que les biens donnés ou légués n'auront pas le caractère de biens dotaux.
- IV. — La femme divorcée n'a plus le droit de porter le nom de son mari, après que le divorce a été prononcé (1).
- V. — Dans le cas de contrat par correspondance, le contrat ne se forme qu'au moment où l'acceptation parvient à la connaissance de celui qui a fait l'offre.
- VI. — Le testament dicté dans une autre langue que le français doit être écrit par le notaire dans la langue du testateur, et non en français.

(1) La question n'ayant plus qu'un intérêt purement théorique, car la loi du 6 février 1893, dans son article 2, tranche définitivement la question dans le sens de notre position, nous l'avons remplacée par celle qui porte le n° VI.

III

DROIT PÉNAL

- I. — La mort donnée en duel n'est pas un assassinat.
- II. — Le fermier, auquel une clause formelle de son bail n'a pas concédé le droit de chasse, ne peut poursuivre correctionnellement les délits de chasse commis sur le domaine affermé : il peut seulement demander aux tribunaux des dommages-intérêts pour dégâts causés aux clôtures et aux récoltes.

IV

DROIT CONSTITUTIONNEL

- I. — Le Congrès a un droit de révision illimité.

V

DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

- I. — Le bombardement ne doit avoir lieu que contre les places de guerre, et après une déclaration préalable.
- II. — Les corps francs ont droit à être traités comme belligérants.

III. — L'article 14 du Code civil ne concerne que les personnes privées : un gouvernement étranger ne peut être rendu justiciable des tribunaux français à l'occasion de l'exécution des contrats passés par lui.

Vu :

Le Professeur, Président de la Thèse,

J. LAISNÉ DESHAYES.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

E. VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Caen,

E. ZÉVORT.

ERRATA

Pages

11,	ligne 21,	au lieu de	<i>fonds</i> ,	lire	<i>fond</i> .
12,	»	18,	»	<i>même</i> ,	lire <i>mêmes</i> .
13,	»	12,	»	<i>Æschine</i> ,	lire <i>Eschine</i> .
15,	»	6,	»	<i>Process</i> ,	lire <i>Prozesz</i> .
26,	»	30,	»	<i>Scylla</i> ,	lire <i>Sylla</i> .
29,	»	4,	»	<i>Denys d'Halycarnasse</i> ,	lire <i>Denys d'Halicarnasse</i> .
38,	»	9-11,	»	Après <i>Man</i> ,	ajouter un <i>point</i> .
57,	»	4,	»	<i>Adrien</i> ,	lire <i>Hadrien</i> .
67,	»	18,	»	<i>broye</i> ,	lire <i>broie</i> .
70,	»	22,	»	<i>tarifiées</i> ,	lire <i>tarifées</i> .
88,	»	23,	»	<i>numeris</i> ,	lire <i>muneris</i> .
98,	»	16,	»	<i>Ueber die Zustand</i> ,	lire <i>Ueber den Zustand</i> .
»	»	28,	»	<i>officiarum</i> ,	lire <i>officiorum</i> .
107,	»	14,	»	<i>c'était</i> ,	lire <i>c'étaient</i> .
108,	»	15,	»	<i>les collègues</i> ,	lire <i>les collèges</i> .
109,	»	2,	»	<i>Aquinum</i> ,	lire <i>Aquinum</i> .
»	»	3,	»	<i>Faustius</i> ,	lire <i>Faustus</i> .
110,	»	8,	»	<i>Instituto</i> ,	lire <i>Istituto</i> .
»	»	19,	»	<i>tronvons</i> ,	lire <i>trouvons</i> .
111,	»	12,	»	<i>ils servaient</i> ,	lire <i>elles servaient</i> .
115,	»	12,	»	<i>unun</i> ,	lire <i>unum</i> .
118,	»	30,	»	<i>Herenninus</i> ,	lire <i>Herennius</i> .
124,	»	24,	»	<i>loi 20, XIII, 4</i> ,	lire <i>loi 20, XIII, 5</i> .
»	»	25,	»	<i>loi 5, C. Th., XIV, 3</i> ;	lire <i>loi 22, C. Th., XIII, 5</i> .
129,	»	11,	»	<i>C. Th., XVI, 3</i> ,	lire <i>C. Th., XIV, 3</i> .
131,	»	19,	»	<i>loi ult.</i> ,	lire <i>loi 4</i> .
»	»	24,	»	<i>dextrini</i> ,	lire <i>textrini</i> .

Pages

- 133, ligne 16, au lieu de *loi 7, C. Th., de Pœnis*, lire *loi 7, C. Th., de Pistor., XIV, 3.*
- 134, » 4, » *C. Th., XIV, 4*, lire *C. Th., XIV, 3.*
- 140, » 15, » *exhiberint*, lire *exhiberent.*
- » » 20, » *numera*, lire *munera.*
- 144, » 14, » *facultas*, lire *facultates.*
- 145, » 6, » *Cautu*, lire *Cantu.*
- 146,—En dessous de l'entête du chapitre, ajouter : § 1.—*Caractère religieux des Collèges d'artisans, Temples, Lieux de réunions, Banquets ; Collèges funéraires.*
- 156, ligne 11, au lieu de *faneratitium*, lire *funeratitium.*
- 158, » 25, après *aussi fortunés*, ajouter : *que soi.*
- 161, » 11, au lieu de *lègue*, lire, *léguaît.*
- 162, » 25-26, » *contribuent*, lire *contribue.*
- 163, » 12, à la suite du titre du paragraphe, ajouter : *Rôle et importance des Collèges.*
- » » 16, au lieu de *hic*, lire *his.*
- 164, » 17, après *le caractère*, ajouter : *de corporation.*
- 169, » 6, au lieu de *loi 46*, lire *loi 45.*
- » » 10, » *debilitat*, lire *debilitet.*
- » 26, après *persona*, mettre un *point.* — *Quod*
- 172, ligne 19, au lieu de *tua*, lire *tuo.*
- » » 20, » *contraversiam*, lire *controversiam.*
- 179, » 26, » *ceterorum*, lire *ceterarum.*
- 183, » 18, » *elle crée*, lire *elle leur crée.*
- 201, » 6, » *le collegia*, lire *les collegia.*
- » » 13, » *nous ait laissé*, lire *nous ait laissés.*
- 216, » 7, » *s'il n'a par*, lire *s'il n'a pas.*
- 225, » 15, » *usufructus*, lire *ususfructus.*
- 229, » 22, » *subtractus*, lire *subtractus.*
- 232, » 5, » *genere*, lire *gerere.*
- 234, » 8, » *de voir ce que*, lire *de voir que.*
- 239, » 1, » *On voulu voir*, lire *On a voulu voir.*
- 244, » 8, » *Ces corporations*, lire *Les corporations.*
- 247, » 4, » après : *cautio legatorum*, mettre une *virgule.*
- 249, » 3, » *ne les ont-elles*, lire *ne les ont-ils.*
- 250, » 23, » *ne nous satisfont*, lire *ne nous satisfait..*
- 257, » 10, » *Pomponium*, lire *Pomponius.*

Pages

260,	ligne 14,	au lieu de <i>inaliénabilité</i> ,	lire <i>aliénabilité</i> .
261,	» 19,	» <i>loi Œbutia</i> ,	lire <i>loi Æbutia</i> .
262,	» 11-28,	» <i>condamnatio</i> ,	lire <i>condemnatio</i> .
265,	» 2,	» <i>il ne peut</i> — mettre entre parenthèses (<i>l'actor ne peut, etc.</i>).	
270,	» 22,	» <i>elles constituent</i> ,	lire <i>ils constituent</i> .
280,	» 19,	» <i>l'ont envisagé</i> ,	lire <i>l'ont envisagée</i> .
285,	» 22,	» <i>on la fait</i> ,	lire <i>on la faisait</i> .
289,	» 18,	» <i>l'examiner</i> ,	lire <i>les examiner</i> .
305,	» 24,	» <i>différents</i> ,	lire <i>différends</i> .
314,	» 12,	» <i>exiger</i> ,	lire <i>ériger</i> .
315,	» 28,	» <i>après: indispensable</i> ,—ajoutez: <i>le droit</i> .	
318,	» 16,	» <i>état choses</i> ,	lire <i>état de choses</i> .
323,	» 4,	» <i>dispos</i> ,	lire <i>dispose</i> .
338,	» 23,	» <i>qu'elle doit</i> ,	lire <i>qu'il doit</i> .
»	» 29,	» <i>modernes</i> ,	lire <i>moderne</i> .
346,	» 1,	» <i>jurisprudence</i> ,	lire <i>jurisprudence</i> .
411,	» 3,	» <i>situation</i> ,	lire <i>des situations</i> .
412,	» 17,	» <i>s'en est emparé</i> ,	lire <i>s'en est emparée</i> .
423,	» 27,	» <i>charriots</i> ,	lire <i>chariots</i> .
427,	» 16-17,	» <i>en les menaçant</i> ,	lire <i>en menaçant</i> .
»	» 20,	» <i>à leurs pays</i> ,	lire <i>à leur pays</i> .
430,	» 8,	» <i>da la présence</i> ,	lire <i>de la présence</i> .
432,	» 16,	» <i>édictées</i> ,	lire <i>édictés</i> .
436,	» 7-8,	» <i>en transférer la propriété</i> ,	lire <i>la transférer</i> .
439,	» 15,	» <i>de tout autre façon</i> ,	lire <i>de toute autre façon</i> .
449,	» 2,	» <i>représentation</i> ,	lire <i>représentation</i> .
456,	» 21,	» <i>en tout</i> ,	lire <i>en tous</i> .
»	» 24,	» <i>faut donc</i> ,	lire <i>vaut donc</i> .
461,	» 23,	» <i>être adressée</i> ,	lire <i>être adressé</i> .
»	» 26,	» <i>s'adresse</i> ,	lire <i>s'adresser</i> .
468,	» 30,	» <i>nous avons</i> ,	lire <i>nous ayons</i> .



TABLE DES MATIÈRES

DROIT ROMAIN

LES COLLÈGES D'ARTISANS

	Pages
PREMIÈRE PARTIE. — Histoire des collèges d'artisans. .	9
CHAPITRE I. — Introduction.	<i>id.</i>
CHAPITRE II. — Les collèges d'artisans à l'origine et sous les rois.	17
CHAPITRE III. — Les collèges d'artisans sous la Répu- blique.	22
CHAPITRE IV. — Les collèges d'artisans à l'époque im- périale.	42
APPENDICE. — Quelques mots sur les <i>collegia tenuiorum</i> .	78
DEUXIÈME PARTIE. — Organisation intérieure des collèges d'artisans	85
CHAPITRE I. — Terminologie. — Divisions	86
§ 1. — Terminologie	<i>id.</i>
§ 2. — Divisions	89
CHAPITRE II. — Fonctionnaires, dignitaires, protecteurs des collèges	94
SECTION I. — Chefs des collèges.	<i>id.</i>
SECTION II. — Fonctionnaires et magistrats.	96
SECTION III. — Patrons.	104
SECTION IV. — Comment sont nommés les fonction- naires de la corporation	112

	Pages
CHAPITRE III. — Comment se fondent et se recrutent les collèges	114
SECTION I. — Conditions nécessaires pour la fonda- tion d'un collège	<i>id.</i>
SECTION II. — Comment se recrutent les collèges . .	121
§ 1. — Période classique	<i>id.</i>
§ 2. — Bas-Empire.	123
1 ^{re} Division. — Admission volontaire.	123
2 ^e <i>id.</i> — L'Origo	124
3 ^e <i>id.</i> — La possession de certains biens. .	128
4 ^e <i>id.</i> — L'incorporation forcée	129
5 ^e <i>id.</i> — Comment on est maintenu dans les collèges	130
6 ^e <i>id.</i> — Comment on peut sortir des col- lèges.	136
CHAPITRE IV. — Privilèges accordés aux membres des corporations	138
§ 1. — Privilèges ayant trait au droit public. . .	<i>id.</i>
§ 2. — Privilèges ayant trait au droit privé . . .	142
CHAPITRE V. — Vie intérieure des collèges.	146
§ 1. — Caractère religieux des collèges d'artisans; — temples, lieux de réunions, banquets; — collèges funéraires.	<i>id.</i>
§ 2. — Réunions, délibérations; — rôle et impor- tance des collèges.	163
TROISIÈME PARTIE. — Condition juridique des collèges d'artisans	187
CHAPITRE I. — Personnalité juridique des collèges d'artisans	<i>id.</i>
§ 1. — Comment les collèges d'artisans obtiennent- ils la personnalité juridique	194
§ 2. — Comment les collèges d'artisans perdent-ils la personnalité juridique.	196
CHAPITRE II. — Conséquences de la personnalité juri- dique des collèges d'artisans . . .	204

	Pages
SECTION I. — Modes d'acquisition entre-vifs.	209
§ 1. — Propriété	<i>id.</i>
§ 2. — Possession	216
§ 3. — Droits réels autres que la propriété.	222
I. — <i>Servitutes prædiorum</i>	<i>id.</i>
II. — <i>Servitutes personarum</i>	225
SECTION II. — Modes d'acquisition <i>post mortem</i>	227
§ 1. — Succession <i>ab intestat</i>	<i>id.</i>
§ 2. — Succession testamentaire.	230
1 ^{re} Division. — Institution d'héritier.	<i>id.</i>
2 ^e <i>id.</i> — Legs.	234
3 ^e <i>id.</i> — Fidécummis à titre particulier	240
§ 3. — Succession prétorienne	241
SECTION III. — Obligations.	242
§ 1. — Obligations <i>ex contractu</i> — <i>quasi ex contractu</i>	243
§ 2. — Droit criminel : obligations <i>ex delicto</i> ;— <i>quasi ex delicto</i>	252
APPENDICE. — Administration.	258
SECTION IV. — Actions.	260

DROIT FRANÇAIS

DES EFFETS DE L'OCCUPATION MILITAIRE DANS LA GUERRE CONTINENTALE

INTRODUCTION.	269
PREMIÈRE PARTIE. — Définition, caractère et conditions de l'occupation militaire.	285
DEUXIÈME PARTIE. — Des effets de l'occupation militaire.	295
CHAPITRE I. — Des effets de l'occupation militaire quant à l'État.	298

	Pages
SECTION I. — Règles relatives à la souveraineté de l'État	<i>id.</i>
§ 1. — Dans quelle mesure la souveraineté de l'État envahi subsiste-t-elle	302
§ 2. — Dans quelle mesure l'occupant est-il substitué à l'État envahi.	316
SECTION II. — Règles relatives aux biens de l'État.	329
§ 1. — Des biens immobiliers appartenant à l'État ennemi.	334
I. — Domaine public de l'État	<i>id.</i>
II. — Domaine privé de l'État	337
§ 2. — Des biens mobiliers appartenant à l'État	346
1 ^{re} Division. — Meubles corporels.	<i>id.</i>
2 ^e <i>id.</i> — Meubles incorporels	363
A. — Impôts et revenus	<i>id.</i>
B. — Créances.	375
§ 3. — Autres biens de l'État.	388
1 ^{re} Division. — Monuments publics, archives, bibliothèques	392
2 ^e <i>id.</i> — Monuments consacrés aux cultes, hôpitaux, écoles.	399
CHAPITRE II. — Des effets de l'occupation militaire quant aux particuliers	403
SECTION I. — Règles relatives aux personnes.	<i>id.</i>
SECTION II. — Règles relatives à la propriété privée.	432
§ 1. — Biens immobiliers appartenant aux particuliers	435
§ 2. — Biens mobiliers appartenant aux particuliers	440
I. — Meubles corporels.	<i>id.</i>
II. — Meubles incorporels.	445
A. — Créances des particuliers sur l'État ennemi.	446
B. — Créances des particuliers sur les citoyens de l'État ennemi.	447

	Pages
§ 3. — Réquisitions et contributions	449
1 ^{re} Division. — Réquisitions.	450
2 ^e id. — Contributions	468
POSITIONS	481
ERRATA.	485
TABLE DES MATIÈRES	489



